

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LES
CHATIMENTS CORPORELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le 18 Mars 1912, à 2 h. de l'après-midi

PAR

HIPPOLYTE LAURENT

*Avocat à la Cour d'appel
Lauréat de la Faculté de Droit*



LYON

LIBRAIRIE PHILY

8, Place Bellecour, 8

1912

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LES
CHATIMENTS CORPORELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le 18 Mars 1912, à 2 h. de l'après-midi

PAR

HIPPOLYTE LAURENT

*Avocat à la Cour d'appel
Lauréat de la Faculté de Droit*



LYON

LIBRAIRIE PHILY

8, Place Bellecour, 8

—
1912

UNIVERSITE DE LYON

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

MM.

CAILLEMER (E.), C. ✱, I. ☉, doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

THALLER, ✱, I. ☉, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ☉, professeur honoraire.

FLURER, I. ☉, doyen, professeur de Droit civil.

GARRAUD, I. ☼, professeur de Droit criminel, correspondant de l'Institut.

APPLETON (Charles), I. ☉, professeur de Droit romain.

COHENDY, O. ✱, I. ☉, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ☉, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. ☉, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ☼, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. ☼, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. ☼, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. ☼, professeur de Droit civil, assesseur du doyen.

BROUILHET, I. ☼, professeur d'Economie politique.

HUVELIN, I. ☼, professeur de Droit romain.

LÉVY, I. ☼, professeur de Droit civil.

GONNARD, A. ☼, professeur d'Histoire des Doctrines économiques et d'Economie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. ☼, professeur de Procédure civile.

BECQ (J.), I. ☼, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

Président : M. GARRAUD, *professeur*.

Assesseurs : { M. le D^r LACASSAGNE, *professeur à la Faculté de médecine*.

{ M. BOUVIER-BANGILLON, *professeur*.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MA FAMILLE

A MON PROFESSEUR

M. GARRAUD



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

A. — XVIII^e siècle.

Recueil général des anciennes Loix françaises, par Isambert.

Edit général sur le fait des chasses, la louverie, etc., de
juin 1601.

Ordonnance sur le fait des chasses, de septembre 1607.

Ordonnance des Eaux et Forêts, d'août 1669.

Ordonnance criminelle, d'août 1670.

Déclaration concernant la punition des voleurs, du
4 mars 1724.

Ordonnance sur les déserteurs, du 2 janvier 1717.

Déclaration sur la Torture du 24 août 1780.

Déclaration, du 1^{er} mai 1788.

Etc., etc.

Ordonnance du Roy concernant les crimes et délits militaires, du
1^{er} juillet 1727. (A Paris, de l'Imprimerie royale, 1749, Biblio-
thèque Sainte-Geneviève, Recueil factice, côté L f^o, Sup. 81,
tome II).

La nouvelle Pratique civile, criminelle, etc., par Lange, avo-
cat au Parlement (1769).

*Code pénal ou Recueil des principales ordonnances, édits et déclara-
tions sur les crimes et délits.*

Code militaire, par De Sparre.

Code militaire, par De Briquet.

Code criminel, par Serpillon (1749).

- Traité de la Justice criminelle de France*, par Jousse, conseiller au présidial d'Orléans (1771), 4 vol.
- Nouveau Commentaire de l'Ordonnance de 1670*, par Jousse (Paris, 1763).
- Commentaire sur l'Ordonnance des Eaux et Forêts*, du mois d'août 1669, par Jousse (1775).
- Institutes au Droit criminel*, par Maître Pierre-François Muyart de Vouglans, avocat au Parlement (1768).
- Les loix criminelles de France dans leur Ordre naturel* (Ouvrage accompagné d'une « réfutation du Traité des Délits et des Peines »), par Muyart de Vouglans (1780).
- Traité des Matières criminelles*, par Guy du Rousseaud de La Combe.
- Dictionnaire de Droit et de Pratique*, par De Ferrière, 2 vol., Paris 1740.
- Mémoires sur le service journalier de l'Infanterie*, par M. de Bombelles, chevalier de l'Ordre militaire de Saint-Louis, etc. (1719).
- Journal de l'avocat Barbier* (6 vol.).
- Cahiers des Etats Généraux* (Archives parlementaires, 1^{re} série, tomes I, II et III).
- Journal général de France* (1784-1785-1786).
- Lettres de Madame de Sévigné*.
- La grande Encyclopédie*.
- Traité des Délits et des Peines*, par M. le Marquis de Beccaria, traduit de l'Italien (1778).
- Un Sondage dans les statistiques criminelles au XVIII^e siècle* (Généralité de Champagne), par M. Demogue, professeur à la Faculté de Droit de Lille (Revue pénitentiaire de 1909. Pages : 358 et 683).
- L'Affaire du Collier*, par Funck-Brentano (1901).
- Les « Brigands »*, par Funck-Brentano (1903).
- L'Ancien Régime dans la province de Lorraine et de Barrois*, par M. l'abbé Mathieu.
- Supplices, Prisons et Grâces en France*, par Desmaze.
- L'Affaire des Trois-Roués*, par Seligman (Rev. de Paris de mars-avril 1901).
- La Législation criminelle dans l'Œuvre de Voltaire*, par Masson-Stein.
- La Révolution pénale en 1791 et ses précurseurs*, par Masson.
- Histoire du Droit de punir*, par Saint-René Taillandier (Revue des Deux-Mondes, 15 nov. 1874).
- Les Cahiers des Etats généraux et la Législation criminelle*, par A. Desjardins.

La Justice criminelle en Roussillon de 1660 à 1790, par Médan (1908).

La Répression de la Mendicité et du Vagabondage sous l'Ancien Régime, par C. Paultre (1906).

NOTA BENE. — Il faut ajouter à cette liste, en ce qui concerne le XVIII^e siècle, les nombreux écrits publiés relativement à notre matière par les philosophes de cette époque, tels que : Voltaire (Commentaire du Traité des Délits et des Peines, Prix de la Justice et de l'Humanité, Publication des pièces du procès Calas, etc.), Montesquieu (Esprit des Loix), J.-J. Rousseau (Contrat social), Boucher d'Argis, Brissot de Warville, etc.

B. — Période révolutionnaire.

Archives parlementaires, 1^{re} série, t. XXVI et s.

Collection complète des Lois, Décrets, Ordonnances, Règlements et avis du Conseil d'Etat, par Duvergier.

Dictionnaire raisonné des lois pénales de France, par Bourguignon. Imprimerie Leblanc, 1811.

Procès verbaux de la Commune de Paris (1791-1793), par Maurice Tourneux.

Le Code de la Guillotine (recueil complet des documents concernant l'application de la peine de mort en France et les exécuteurs des hautes œuvres), par Ludovic Pichon (1910).

Principes généraux du Code pénal de 1791, par Rémy (Paris 1910).

Histoire de la Révolution française, par Thiers.

Le Tribunal révolutionnaire, par G. Lenôtre.

Les Massacres de Septembre, par G. Lenôtre.

Les Noyades de Nantes, par G. Lenôtre (1911).

Supplices, Prisons, etc., par Desmaze.

« Jadis et Aujourd'hui », par Frédéric Masson (1908).

Revue des Deux-Mondes, de mars 1911.

Revue bleue de 1909, pages 119 et 120.

C. — XIX^e et XX^e siècles.

Moniteur universel.

Journal officiel.

Collection des Lois, par Duvergier.

Répertoire de Droit français, par Fuzier Hermann.

Pandectes françaises.

- Recueil de Jurisprudence Dalloz.*
Bulletin de la Société générale des Prisons (1877-1911).
Archives de l'anthropologie criminelle de l'Université de Lyon.
Rapports sur l'administration de la justice criminelle (1825-1911).
Gazette des Tribunaux.
Traité théorique et pratique de droit criminel français, par R. Garraud.
Précis de droit criminel, par R. Garraud et *Cours spécial sur les châtiments corporels*, du même auteur (1910).
Traité de science et de législation pénitentiaire, p. P. Cuche (1905).
Philosophie pénale, par Tarde (1890).
Peine de mort et criminalité, par Lacassagne (1908).
Le Crime et la Société, par Maxwell.
Le Problème pénal au moment présent et la peine de mort, par H. Joly (*Revue des Deux-Mondes* de janvier 1909).
Le Problème pénitentiaire au moment présent, par H. Joly (*Revue des Deux-Mondes*, de février 1910).
Soirées de Saint-Petersbourg, par Joseph de Maistre (Ed. Pélagaud, 1854).
Du système pénal et du système répressif et de la peine de mort en particulier, par Ch. Lucas.
Thèse sur la peine de mort, par Proust (1907).
De la correction paternelle, par Mollet.
Journaux quotidiens, revues illustrées, etc.

D. — Législations étrangères.

- Le droit criminel des Etats européens*, publié par les soins de l'Union internationale de droit pénal (Von Liszt : *La législation pénale comparée*).
Code pénal russe (traduction Eberlin).
Code pénal norvégien (traduction Du Mouceau).
Leyes penales de Espana (édition de 1896).
Code pénal italien de 1889.
Hansard's Parliamentary debates.
Stephen's Commentaries (1903) (4 vol.).
HARRIS : *Principales of the criminal law*, Londres 1894.
STEPHEN : *Digest of the criminal law* (1877).
STEPHEN : *History of the criminal law.*
Rapports annuels de la « Howard Association ».
DE FRANCQUEVILLE : *Le système judiciaire de la Grande-Bretagne.*
Etude sur le Coroner anglais, par Guionin.
L'Enfance coupable en droit anglais, par Spach.

L'Illustration (journal universel hebdomadaire) des 28 septembre 1907 et 3 septembre 1910).

Bulletin de la Société de législation comparée.

Annuaire de législation étrangère.

Zeitschrift für die gesamte strafrechtswissenschaft et *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal* (et suppléments).

Archiv für Kriminal anthropologie.

Rivista penale (notamment années 1907 et suiv.).

Rivista di discipline carcerarie.

Scuola positiva (et spécialement année 1908).

Archivio di psichiatria.

Rivista di pedagogia (année 1911).

Rivista penitenciarica.

Revue pénitentiaire (1877-1911), *Archives de l'anthropologie criminelle*, grande encyclopédie, dictionnaire Larousse du XIX^e siècle, nouveau Larousse illustré, journaux et renseignements par lettres et brochures résultant de correspondances avec l'étranger.

INTRODUCTION

Comment définir les châtiments corporels ? La réponse à cette question est entourée de difficultés. En effet : 1° il est malaisé de délimiter très nettement le domaine des châtiments corporels ; 2° aucune définition bien exacte n'en a été donnée jusqu'ici.

I. La souffrance infligée à ceux que la société reconnaît coupables d'un acte répréhensible, est généralement physique et morale à la fois : ainsi la peine qui consiste à être privé d'un droit, d'une fonction administrative rémunérée, a pour conséquence probable une diminution de bien-être et frappe malgré l'apparence le corps du condamné. L'interdiction de séjour et l'emprisonnement portent atteinte à la liberté aussi bien physique que morale de l'individu. Enfin, la peine de mort réunit ces deux espèces de douleurs.

Donc, l'idée de souffrance physique ne peut établir à elle seule une véritable délimitation des châtiments corporels : venant aussitôt à notre esprit comme un cri-

lère qui paraît indiscutable, elle est tout à fait insuffisante (1).

II. Les définitions que les criminalistes ont données de ces châtiments sont également incomplètes. La plupart émanent de jurisconsultes du XVIII^e siècle qui, à vrai dire, négligeant les châtiments corporels disciplinaires, ont envisagé uniquement les peines corporelles (2).

Jousse, dans le : « Nouveau Commentaire de l'Ordonnance de 1670 » (3), entend par peines corporelles toutes celles : « qui privent de la vie ou qui affligent le corps en lui causant de la douleur ». Ce mot : « affliger » ne convient pas. C'est confondre les peines afflictives et corporelles.

Les peines privatives de la liberté n'affligent-elles pas aussi le corps ? L'auteur le reconnaît lui-même, car nous lisons plus loin : « On confond quelquefois les peines corporelles avec les peines afflictives : mais il y a cependant de la différence en ce que toute peine corporelle est afflictive, au lieu que toute peine afflictive n'est pas corporelle... On entend par peines afflictives non seulement celles qui affligent le corps, mais

(1) M. Paul MIMANDE (*Revue Bleue*, 1909), distingue aussi les châtiments physiques privatifs de liberté ou de « sociabilité » des châtiments corporels.

(2) Les châtiments corporels comprennent, outre les pénalités édictées par la loi en vue d'un délit déterminé et prononcées par un juge, les mesures disciplinaires qui sont prises pour punir des fautes légères sans détermination de délit et sans jugement d'un tribunal. Il n'y a, en réalité, qu'une différence au point de vue des cas d'application. Le caractère du châtiment ne varie pas.

(3) Tome 26, art. 6.

encore celles qui affligent l'homme dans sa liberté (Tit. 10, art. 19) ».

Muyart de Vouglans, s'inspirant aussi de l'Ordonnance, et à qui on peut faire le même reproche qu'à Jousse, dit : « Nous appelons du nom de peines corporelles toutes celles qui tendent à détruire le corps ou à l'affliger de quelque manière, soit par la mutilation de ses membres, soit par l'état violent où elles le réduisent » (4).

Ailleurs (5) — et nous rencontrons là une nouvelle complication — il restreint ces peines à celles qui, « sans attenter directement à la vie, tendent à l'effusion du sang ou à l'amputation de quelque membre ou même qui causent de la douleur par l'état de gêne ou de contrainte où elles le mettent ».

Jousse à cet égard distingue aussi au « *Traité de la Justice criminelle* » les peines capitales des peines corporelles (6).

Aux XIX^e et XX^e siècles, beaucoup d'auteurs qui se sont occupés de ce genre de châtiments, sans prétendre d'ailleurs vouloir les définir, semblent en exclure les peines entraînant la mort (7).

Malgré des données aussi contradictoires et inexactes, nous essaierons d'aboutir à une définition juste et complète.

Disons tout d'abord que la peine de mort est une

(4) *Institutes* au droit criminel, partie VIII, chap. 2.

(5) *Les lois criminelles de France*, liv. II, tit. III, chap. IV.

(6) Il ne classe pas cependant parmi les peines capitales, celle de la potence et celle de la tête tranchée.

(7) Voir tables et divers articles du bulletin de la Société générale des prisons, parus depuis une dizaine d'années.

peine corporelle. Cette opinion prédominante aux XVIII^e et XIX^e siècles, malgré quelques divergences, est absolument rationnelle : la mort n'est-elle pas la plus grave atteinte qui puisse être faite à l'intégrité physique d'un individu ? Si l'on ne se rangeait à cet avis, on aboutirait à des conséquences équivoques. En voici un exemple : le knout (espèce de martinet qui fut d'un fréquent usage en Russie) a toujours été considéré comme une peine corporelle. Cependant, par suite de la violence des coups, il entraînait fréquemment la mort. Cette peine cessait-elle alors d'être corporelle ? Evidemment non. Ajoutons que notre éminent professeur de droit criminel, M. Garraud, a formulé l'idée que nous émettons en ces termes : « Il ne reste plus aujourd'hui d'autre peine corporelle que la peine de mort » (8).

D'autre part, nous répétons que les définitions rapportées plus haut englobent dans les peines corporelles les peines privatives de liberté ; et en fait, Muyart de Vouglans classait parmi elles la réclusion et l'emprisonnement perpétuel (9). Etant donné notre état d'esprit actuel, c'est expliquer les choses d'une manière trop vague : Qui prétendrait maintenant — comme le

(8) *Précis de Droit criminel*, page 213.

(9) D'ailleurs, au XVIII^e siècle, d'après beaucoup d'auteurs (Muyart de Vouglans notamment), qui ont pourtant donné les définitions trop restrictives que nous connaissons, sont peines corporelles : toutes celles n'étant ni purement infamantes, ni pécuniaires (il y a à cette époque trois sortes de peines : les peines corporelles, les peines infamantes et les peines pécuniaires) ; et on va jusqu'à dire que le bannissement et les galères sont des peines corporelles parce qu'elles sont presque toujours jointes au fouet et à la marque avec un fer rouge. Il y avait là une sorte d'attraction.

faisaient les anciens auteurs criminalistes — que toute peine qui n'est ni pécuniaire ni purement infamante est corporelle ? Dire que toute peine est corporelle pourvu qu'elle atteigne l'individu dans sa vie physique, c'est établir une définition philosophique, mais non une définition pratique et par conséquent juridique.

Pour arriver à ce résultat, il faut opposer la peine qui nous intéresse aux autres peines. Ces dernières, en effet, sont ce que nous appellerons des peines « négatives », elles privent le condamné d'une jouissance quelconque, l'empêchent d'exercer les fonctions qu'il désire remplir, lui enlèvent le droit d'agir comme il l'entend, de se mouvoir par exemple dans l'espace (il en est ainsi pour la prison), de dépenser tout ce qui fait partie de son patrimoine, en le grevant d'amendes. Les peines corporelles ne font pas qu'obliger le condamné à s'abstenir de quelque chose : elles lui infligent des souffrances positives (10), qui proviennent de l'accomplissement vis-à-vis de lui d'un acte physique d'une personne ou d'une chose mise en mouvement d'une manière mécanique (11), dans le but de le faire souffrir. Cet acte a des conséquences plus ou moins graves ; il peut engendrer la mort, l'amputation d'un membre, un état de souffrance violent ou même un simple « état de gêne »

(10) Ce caractère de la peine corporelle « peine positive », s'opposant aux peines privatives de liberté par exemple « peines négatives » a été constaté dans le *Traité de Droit criminel* de M. Garraud, tome II, page 2.

(11) Il s'agit du Tread-Mill et de certains procédés mécaniques de correction dont il sera parlé plus loin.

(comme le fait d'être enchaîné), selon l'expression de Muyart de Vouglans (12).

Notre définition sera donc la suivante : « Les châtimens corporels sont des châtimens positifs qui privent de la vie ou de quelque membre ou qui causent en général au corps une douleur, quelquefois même un simple état de gêne ».

.....

S'il est délicat de définir d'une façon absolument exacte ces châtimens, il est encore plus difficile d'en présenter une étude complète ; pour qu'il en soit ainsi, il faudrait remonter aux sources les plus lointaines (antiquités grecque et romaine, ancienne France), constater leur situation dans notre pays à l'époque actuelle, rechercher leur application dans toutes les législations étrangères existantes, en examiner enfin la valeur aux points de vue juridique, moral, social, médical, etc. Sujet bien vaste ! œuvre considérable, bien au-dessus de nos prétentions. Qu'il nous suffise, en ce qui concerne les peines corporelles de l'antiquité romaine, de citer les suivantes : le supplice de la croix, la condamnation au feu, la décollation ou peine du glaive, l'exposition aux bêtes (13), la fustigation jus-

(12) Dans ces mots de souffrance positive, il y a peut-être cette idée que la peine corporelle est une aggravation du châtimement : la privation de quelque chose provoque en nous une douleur contre laquelle il nous semble que nous pouvons réagir ; il nous paraît, au contraire, impossible de nous soustraire à la souffrance presque immédiate et forcément ressentie de la peine positive.

(13) Qui n'a lu le récit de ces spectacles barbares d'une civilisation en décadence ? Ceux qui n'étaient condamnés qu'à la flagellation, malgré les raffinements de cruauté que l'on innovait à cet égard

qu'à la mort pour les soldats (14) (on se servait parfois des armes pour les frapper), la fustigation avec les verges ou avec le sarment de vigne (15).

Dans notre pays, qui au début de son existence, connut la décadence romaine et les invasions barbares, il y eut des supplices devenant d'ailleurs de plus en plus rares avec le temps et l'influence du Christianisme.

En 1460, une certaine Perrette Maugé fut encore enterrée vive. Les faux monnayeurs étaient parfois bouillis dans l'eau chaude, on pratiquait aussi quelquefois la noyade, la castration pour adultère, l'essorillement (ablation des oreilles), l'extraction d'une ou plusieurs dents (16), la crevaisson des yeux (17) ; mais on faisait application surtout de peines moins cruelles qui

(corde à nœuds entremêlés d'aiguillons), pouvaient s'estimer heureux. Mais que dire des exécutions capitales ? Sous la République, la loi « Pompeia de parricidiis » prononçait, sans doute, contre les parricides la peine suivante : ils étaient fouettés avec des verges ensanglantées, puis enveloppés dans un sac de cuir avec un chien, un coq, une vipère, un singe et étaient jetés dans la mer. Mais à la fin de l'Empire, ces exécutions se multiplièrent contre les chrétiens : Sainte Blandine roulée dans un filet est jetée à un taureau furieux ; l'empereur Trajan condamne saint Ignace, évêque d'Antioche, à être dévoré par les bêtes (ce qu'elles firent, ne laissant de son corps que les plus gros et les plus durs de ses os) ; en même temps, saint Clément était précipité dans la mer anéanti au cou et saint Siméon était mis en croix ; supplices émouvants que l'art et la littérature nous ont représentés d'une manière inoubliable.

(14) TACITE. — *Annales*, liv. I, chap. 44.

(15) TACITE. — *Annales*, liv. I, chap. 23.

(16) Contre qui endommage les vignes et vergers d'autrui.

(17) JOUSSE. — *Traité*, tome I, partie I, tit. III, chap. V.

cependant étaient très intimidatrices : ce sont celles qui restent seules en usage au XVIII^e siècle.

Nous nous contenterons de tracer un historique des châtiments corporels à la fin des époques où ils furent sérieusement appliqués en France, au XVIII^e siècle, rendant ainsi notre étude plus pratique en la rapprochant de nous. Nous constaterons ensuite un abandon relatif de ces châtiments dans le code pénal de 1791, en remarquant l'application fréquente des peines entraînant la mort durant l'époque révolutionnaire. Nous verrons alors cette tendance abolitrice s'accroître au XIX^e siècle, pour donner naissance, il est vrai, à un mouvement de réaction à l'aurore du XX^e.

Puis dans la mesure où notre documentation nous le permettra, nous envisagerons la question dans les législations étrangères actuelles.

Après quoi nous concluerons en abordant surtout le point de vue juridique, mais en ne négligeant pas cependant les problèmes extrêmement profonds qui découlent de l'examen de ce sujet.

Division du sujet

CHAPITRE I. — Les châtiments corporels en France au XVIII^e siècle.

CHAPITRE II. — La Révolution et les châtiments corporels.

Appendice : Le régime du Code du 3 brumaire an IV.

CHAPITRE III. — Les châtiments corporels depuis la Révolution. — Du Code pénal de 1810 jusqu'à nos jours.

Paragraphe I : Les peines corporelles aux XIX^e et XX^e siècles.

Paragraphe II : Les châtiments corporels disciplinaires aux XIX^e et XX^e siècles.

Paragraphe III : Etude du mouvement contemporain français relatif au rétablissement de certains châtiments corporels : Le fouet, la stérilisation.

CHAPITRE IV. — Les législations étrangères et l'opinion à l'étranger sur les châtiments corporels.

CONCLUSION



CHAPITRE PREMIER

LES CHATIMENTS CORPORELS en FRANCE AU XVIII^e SIÈCLE

Il est malheureusement parfois nécessaire d'opposer la force physique légale à celle des délinquants. Cette nécessité s'est fait sentir plus particulièrement à certaines époques de l'Histoire. Que de fois le brigandage a fleuri dans notre pays ! Que de fois la loi et le pouvoir ont dû s'armer contre les ennemis de la société ! Et, comme le dit Guizot (1) : « Les chroniques louent surtout comme justes et populaires les princes qui ont beaucoup et sévèrement puni ». Le XVIII^e siècle durant lequel il y eut d'audacieux brigands (2), les

(1) De la peine de mort en matière politique.

(2) M. FUNCK-BRENTANO a publié, en 1903, une étude passionnante sur « Les Brigands », dans laquelle il narre les faits et gestes des héros du brigandage, tels que Cartouche, la terreur de plusieurs contrées au XVIII^e siècle, qui organise l'armée du vol pouvant être évaluée à deux mille hommes environ. Que de gens furent assommés et dévalisés par les soldats de Cartouche disséminés parmi la foule qui se pressait dans la rue Quincampoix affolée par

assommeurs (3), les faux-saulniers, Cartouche, Mandrin et Cie, connut l'emploi d'assez redoutables châtiments corporels, malgré cette opinion accréditée (4) et juste qu'ils ont souvent été délaissés.

D'ailleurs, à côté des châtiments corporels les plus sévères, c'est-à-dire à côté des peines corporelles édictées par la loi en vue de certains délits et prononcées par des juges contre un individu reconnu coupable d'une infraction, il en était d'autres plus doux, mais humiliants que l'on appliquait sans jugement préalable, comme simple mesure disciplinaire contre des fautes légères commises à l'intérieur d'un organisme social quelconque, tel que la marine, l'armée, les écoles, la famille, etc.

Il en était donc au XVIII^e siècle comme de nos jours dans les pays qui appliquent ces genres de châtiments. On connaissait : 1^o les peines corporelles ; 2^o les châtiments corporels disciplinaires.

I^{re} SECTION

Les peines corporelles au XVIII^e siècle

Enumération. — Malgré des divergences dont il a été fait mention plus haut, l'opinion générale du XVIII^e siècle

l'agio qu'avait fait naître Law ! Citons aussi Mandrin, capitaine général des contrebandiers, à qui l'on a souvent attribué un rôle bienfaisant, mais qui n'en fut pas moins un bandit féroce et rusé.

(3) Malfaiteurs qui tuaient les gens à coups de marteau sur la tête, à Paris principalement.

(4) Recherches sur l'archéologie criminelle dans l'Yonne par le Dr Marty. *Archives d'Anthropologie criminelle*, 1895, page 781.

cle — exprimée du reste dans l'Ordonnance de 1670 — admet que les peines engendrant la mort, sont comptées parmi les peines corporelles.

Cette question tranchée, nous pouvons nous en référer à Muyart de Vouglans qui en donne conformément aux autres auteurs (5), cette énumération (6) : « Ces peines, suivant l'ordre dans lequel elles sont marquées par l'art. 14 du titre 25 de l'Ordonnance sont : 1° la mort naturelle, 2° la question avec réserve de preuves en leur entier ; 3° Les galères perpétuelles ; 4° Le bannissement perpétuel ; 5° La question sans réserve de preuves ; 6° Les galères à temps ; 7° Le fouet ; 8° L'amende honorable ; 9° Le bannissement à temps ».

« Et il ajoute : « Quoique l'Ordonnance ne fasse mention que de celles-ci, il y en a plusieurs autres qui sont réputées également peines corporelles dans notre usage... De ce nombre sont celles : d'être marqué de la fleur de lys sur l'épaule, d'être pendu sous les aisselles, d'être traîné sur la claie, d'avoir le poing coupé, la langue percée ou coupée, le carcan ou le pilori, la réclusion dans une maison de force, la prison perpétuelle, le fouet sous la custode.

Il dit en outre, qu'il existe des peines spéciales aux marins et militaires, telles que celle d'être passé par les armes, la cale, la boucle, etc.

La question des peines capitales mise à part,

(5) A part quelques légères différences.

(6) *Institutes au Droit criminel*, par M. Pierre-François Muyart de Vouglans, avocat au Parlement, MDCCLXVIII. Partie 8, chap. 2, p. 286.

Jousse (7), fait une énumération à peu près identique.

Voulant donner une notion des peines corporelles au XVIII^e siècle aussi complète que possible, nous étudierons toutes celles comprises sous ce nom par les auteurs de l'époque. Nous parlerons donc — assez rapidement du reste — du bannissement, des galères, de la réclusion, mais nous insisterons plus particulièrement sur celles qui rentrent dans la définition que nous avons adoptée plus haut.

Classification. — Les peines corporelles ainsi énumérées, qui sont une des trois catégories des peines applicables au XVIII^e siècle (8), se divisent, comme il a été dit, en peines capitales et en peines corporelles proprement dites, quoique l'on compte parmi les peines capitales quelques peines purement infamantes ou pécuniaires telles que la condamnation de la mémoire du défunt ou mort civile, la confiscation des biens, à côté de celles du feu, de la roue, de l'écartèlement, de la passation par les armes, des galères à perpétuité, de la réclusion, du bannissement à perpétuité, de la peine d'être traîné sur la claie (9).

On divisait encore les peines corporelles en peines

(7) *Traité de la Justice criminelle*. V. aussi Guy du Rousseaud de Lacombe.

(8) « Comme la peine, suivant nos maximes, ne peut être que l'effet de la condamnation, et que la condamnation ne peut tomber que sur l'une ou l'autre de ces trois choses, la vie, l'honneur et les biens, nous ne connaissons, par conséquent, que trois sortes de peines, les peines corporelles, les peines infamantes et les peines pécuniaires ». Muyard de Vouglans, *Institutes*, partie 8, chap. 2.

(9) JOUSSE. — *Traité de la Justice criminelle*, tome I^{er}, chap. 2, section 1.

purement corporelles et en peines afflictives ou privatives de liberté.

On les divisait enfin en infamantes ou en non-infamantes. La plupart des peines corporelles sont infamantes ; citons seulement celles qui ne le sont pas ; ce sont celles de la tête tranchée, de la question ou torture, de la détention en maison de force lorsqu'elle n'est pas perpétuelle et du fouet sous la custode ; toutes les autres sont infamantes (10). Et voici l'effet de l'infamie quant aux peines corporelles. Il y a deux sortes d'infamie : l'une de droit, qui ne s'applique qu'à certaines peines capitales (condamnation à mort par contumace, galères ou bannissement perpétuel hors du royaume), tend à « détruire entièrement l'honneur et consiste dans la suppression absolue de tous les droits attachés à la qualité de citoyen » (11) ; l'autre, l'infamie de fait, qui s'applique aux autres peines corporelles susceptibles d'infamie, « porte seulement quelque atteinte à l'honneur par la diminution de l'estime des honnêtes gens » (12).

Caractères de la peine corporelle au XVIII^e siècle. — Si la peine corporelle au XVIII^e siècle, a revêtu un certain aspect de sévérité, on ne l'infligeait pas à la légère

(10) MUYART DE VOUGLANS. — *Institutes*, page 296.

(11) Cette infamie qui engendre la mort civile prive des facultés établies par le Droit civil : tels que les droits de succession, donation, substitution et testament ; mais elle ne prive point de celles du Droit des gens, tels que les droits de vente, d'achat, de louage et d'échange, ainsi que les droits fondés sur le Droit naturel et la Religion : ceux de puissance paternelle et de mariage. — MUYART DE VOUGLANS, *Institutes*, page 297.

(12) MUYART DE VOUGLANS. — *Institutes*, page 297.

et l'Ordonnance de 1670 qui exigeait que deux juges connussent de ces peines — l'appel devant être porté recta au Parlement — était parfaitement respectée.

I. — Mort naturelle :

1^o Ecartèlement.

2^o Feu vif.

3^o Roue.

4^o Potence.

5^o Tête tranchée.

II. — Peines d'être traîné sur la claie.

III. — Question avec ou sans réserve de preuves.

IV. — Galères perpétuelles ou à temps.

V. — Bannissement perpétuel ou à temps.

VI. — Le fouet peine publique et le fouet sous la custode.

VII. — La marque ou flétrissure avec un fer chaud.

VIII. — La pendaison sous les aisselles.

IX. — L'amende honorable.

X. — Le poing coupé ou brûlé.

XI. — La langue percée ou coupée.

XII. — Le carcan et le pilori.

XIII. — Peines privatives de liberté considérées comme peines corporelles. Réclusion dans une maison de force. Prison perpétuelle.

XIV. — Peines corporelles militaires et maritimes.

*Études individuelles des Peines corporelles au XVIII^e siècle,
dans leurs modes et cas d'application.*

I

La « mort naturelle » (12^{bis}) (peine de mort)

Les jurisconsultes de l'époque (13) signalent des règles générales relatives à toute peine entraînant la mort. Puisqu'il s'agit de peines corporelles, l'appel au Parlement est toujours obligatoire. A l'opposé de cette règle pleine de garanties pour l'accusé, il en est d'autres qui constituent, elles aussi, des assurances d'exécution certaines de la peine lorsqu'elle a été prononcée : « il ne suffit pas, dit Muyart de Vouglans, que la peine de mort soit prononcée dans le jugement ; mais il faut encore qu'il y soit ajouté : *jusqu'à ce que mort s'en suive* ». En conséquence, si le condamné s'échappait de la prison et était repris, on l'exécuterait de même, sans aucune formalité (14).

Une autre règle générale de la peine de mort résulte de cette maxime « qui confisque le corps, confisque les biens ». La peine de mort entraînait donc toujours celle de la confiscation.

(12 bis) On employait ces mots de « mort naturelle » pour désigner toute peine engendrant la mort par opposition à la « mort civile » qui ne faisait que priver atteinte aux droits et aux biens du condamné.

(13) MUYART DE VOUGLANS. — *Institutes*, page 287.

(14) On insistait alors beaucoup sur ce point, car les évasions de prisons étaient très fréquentes. Cette règle n'empêchait nullement l'application de la grâce royale qui intervenait souvent au cours même de la procédure.

Il y a cinq sortes de condamnation à mort : 1° l'écartèlement ; 2° le feu vif ; 3° la roue ; 4° la potence ; 5° la tête tranchée ou décollation (15). Ces peines se combinent du reste les unes les autres ; ainsi, la peine de la roue peut être jointe à celle du feu vif ; celui qui a été écartelé est ensuite jeté au feu, etc. On pourrait enfin ajouter à cette liste de modes d'exécution, la strangulation employée parfois comme mesure d'adoucissement.

I. — LA PEINE DE L'ÉCARTÈLEMENT

Cette peine d'un usage très ancien est d'une application extrêmement rare à notre époque en raison de sa sévérité. Mise à exécution une seule fois au début du siècle précédent contre l'assassin d'Henri IV, elle ne le fut qu'une seule fois aussi au cours du XVIII^e siècle : en 1757, contre l'auteur d'un attentat à la vie de Louis XV, le fameux Damiens.

Elle s'inflige de la manière suivante : au lieu d'exécution, on maintient le condamné étendu sur une table de bois, laquelle est supportée par six gros poteaux. Quatre chevaux sont attachés aux bras et jambes du patient et tirent de quatre côtés différents jusqu'à ce que la mort arrive, à moins que la souffrance ne soit trop forte et ne le pousse à prononcer des blasphèmes (16). Ce supplice est ordinairement précédé de plusieurs autres peines qui en augmentent la rigueur,

(15) La peine d'être passé par les armes est une peine purement militaire dont il sera parlé plus loin.

(16) Auquel cas on provoque la mort comme cela eut lieu pour Damiens.

ce sont : l'amende honorable et le tenaillement. Après l'écartèlement, « les membres sont consumés dans le feu et les cendres jetées au vent » (17).

On ne condamne à l'écartèlement que pour les crimes de Lèse-Majesté au premier chef, ou attentats « contre la personne sacrée du souverain ». Cependant au XVI^e siècle, on prononça cette peine pour punir les crimes commis à l'égard de deux princes du sang : le duc d'Anjou, frère d'Henri III et le duc de Guise (18). En tous cas, l'amende honorable et le tenaillement n'existent que lorsqu'il y a lèse-majesté au 1^{er} chef.

2. — LA PEINE DU FEU VIF

Muyart de Vouglans rapporte la manière dont s'exécutait cette peine (19) : « On attache le condamné, revêtu d'une chemise de soufre, à un poteau (20) dressé sur une place publique, et après que son corps a été con-

(17) *Journal* de l'avocat Barbier, mars 1757. Barbier rapporte tout au long l'arrêt du Parlement du 26 mars 1757 contre Robert-François Damiens qui le déclare convaincu du crime de lèse-majesté « pour le très méchant, très abominable et très détestable parricide commis sur la personne du Roi ». Cet arrêt fixe jusqu'aux plus menus détails de ce genre d'exécution que nous avons décrite. Il déclare notamment, que le condamné « sera tenaillé aux mamelles, bras, cuisses et gros des jambes, sa main droite tenant en icelle le couteau dont il a commis le dit parricide ». Il ajoute que l'on versera sur les endroits tenaillés, certains liquides brûlants.

(18) MUYART DE VOUGLANS. — *Institutes*, partie 8, chapitre 2.

(19) *Institutes*.

(20) Ce poteau était naturellement entouré à sa base de fagots de bois, de paille et de toutes sortes de combustibles. « Le feu, dit l'avocat Barbier (Tome 4 du *Journal*) était composé de sept voies de petit bois, de deux cents de fagots et de paille ».

sumé par les flammes, on jette ses cendres au vent ; cette peine est ordinairement précédée de l'amende honorable ».

Quelquefois, on joint à la peine du feu, outre celle de l'amende honorable, celle du poing coupé, comme dans le cas de sacrilège ou de parricide (21).

D'autres fois, au contraire, on atténue le supplice, en ne condamnant le coupable à être jeté au feu qu'après avoir été étranglé (22).

L'avocat Barbier (23) déclare d'ailleurs que cette atténuation existe dans de nombreux cas et que la strangulation est, en fait, sinon en droit, d'un usage fréquent : il raconte que deux jeunes gens accusés d'un crime contre les mœurs et qui avaient été condamnés au feu, ont été étranglés avant d'être attachés aux poteaux « quoique, ajoute-t-il, ils soient étouffés sur-le-champ par une chemise de soufre ». En réalité, cette peine consistait la plupart du temps en un étouffement par le revêtement de la chemise de soufre : c'était donc un supplice dont on avait beaucoup atténué les apparences sévères.

Cas d'application.— On condamne au feu notamment pour les crimes de magie, sacrilège, sodomie, bestialité, inceste au premier degré, incendie, empoisonnement.

Quelques explications sont nécessaire sur l'usage de la peine du feu quant à ces délits : Il y a lieu en effet

(21) JOUSSE. — *Trailé*, tome I, chap. II, section I, art. I.

(22) Dans le cas, par exemple, d'une femme convaincue d'avoir fait tuer son mari.

(23) Tome V, 6 juillet 1750.

de tenir compte de cette idée qu'elle n'est appliquée que dans des circonstances très limitées.

Magie. — On ne condamne pas toujours ceux convaincus du crime de magie au feu : une distinction s'impose entre les sortilèges simples, qui ne se trouvent aggravés par aucune circonstance extraordinaire et proviennent en général d'un cerveau dérangé, et les maléfices qui ont causé la mort ou des pertes considérables à des particuliers (24). Dans ce dernier cas seulement, la peine du feu est applicable.

Hérésie. — La peine de mort n'est prononcée que dans trois cas : 1° Contre ceux qui ont favorisé l'évasion de nouveaux convertis (25) ; 2° contre les hommes qui sont trouvés en armes dans l'exercice d'une religion autre que la catholique ; 3° contre les ministres du culte dans certains cas. Ce sont là autant de dispositions de portée très restreinte au XVIII^e siècle.

Sacrilège. — Il s'agit seulement de la profanation des hosties et des vases sacrés.

L'article 26 de l'Ordonnance du 1^{er} juillet 1727 concernant les délits militaires, déclare que : « quiconque aura pillé, volé ou dérobé en temps de paix ou pendant la guerre, soit dans le royaume ou en pays ennemi, calices, ciboires, ou autres biens d'église, sera pendu et étranglé ; « et si par les circonstances du vol, il se trouve y avoir eu profanation des choses sacrées, il sera « condamné au feu ».

(24) MUYART DE VOUGLANS. — *Institutes*, page 288.

(25) MUYART DE VOUGLANS. — *Institutes*, page 312.

Incendie. — En ce cas, la peine du feu n'est prononcée que contre les incendiaires des églises, ceux des villes et des gros bourgs.

Empoisonnement. — L'Edit de 1682 ne déterminait pas le genre de mort que devaient subir les individus convaincus de ce crime « dont il n'est point de plus énorme ni de plus dangereux, dit Muyart de Vouglans, tant à cause de la noire trahison qu'il renferme que de l'espèce d'impossibilité qu'il y a de s'en garantir ».

Mais la peine ordinaire de ce crime était celle du feu (26), et les juges pouvaient l'infliger en général lorsque l'empoisonnement était uni à un acte de magie ou un acte sacrilège (verser du poison dans le calice d'un prêtre).

Parricide. — Il faut bien examiner ce qu'on entend, à cet égard, par parricide. Ordinairement ceux qui ont tué leur père ou leur mère sont punis de la roue avec amende honorable et poing coupé. Mais on considérait également au XVIII^e siècle aussi bien qu'en droit romain, le meurtre d'une femme par son mari ou d'un mari par sa femme comme un parricide. D'après des auteurs, tels que Bruneau, et de plus anciens, tels que Fabre et Bodin (27), un tel acte est puni du feu, quoique sur ce point les arrêts des Parlements au XVIII^e siècle soient assez divergents (28).

(26) Arrêt du 3 mars 1732.

(27) Voir aussi JOUSSE et MUYART DE VOUGLANS.

(28) C'est ainsi que la femme Lescombat accusée du meurtre de son mari, fut condamnée à la potence. Voir *Journal de Barbier*.

Inceste. — Il ne s'agit guère que de l'inceste spirituel : celui d'une personne consacrée au culte.

Crimes contre les mœurs. — Il en fut ainsi en 1726, pour un sieur Deschauffour, et pour ces deux jeunes gens cités par Barbier dans son Journal, dont nous avons parlé plus haut et qui furent brûlés en place de Grève en 1750.

La peine du feu, en raison même de sa sévérité, fut toujours redoutée : elle venait dans l'échelle des peines aussitôt après l'écartèlement. Jousse la classe parmi les peines capitales alors qu'il en exclut la potence et la décollation. Aussi était-elle d'une application plutôt rare. En voici un exemple : sur quarante-neuf condamnations à mort prononcées dans la généralité de Champagne de 1751 à 1765 (29), la peine du feu ne fut pas exécutée une seule fois ; mais étant donné qu'il y eut sept condamnations à mort par contumace dans ce laps de temps, un individu fut condamné en 1754 à être pendu puis brûlé par effigie pour empoisonnement. En outre, dans ladite Généralité, une certaine commission du conseil créée à Reims par arrêt du Conseil du 19 avril 1740, qui fonctionna jusqu'au 30 septembre 1789 pour juger spécialement les procès contre les faux-saulniers (30), condamna sur cinq mille neuf cent trente-huit individus jugés, soixante-dix à la pen-

(29) DEMOGUE. — Un sondage dans les statistiques criminelles au XVIII^e siècle (Généralité de Champagne) : 2 articles parus dans la *Revue Pénitentiaire* de 1909.

(30) Cette commission étendit sa juridiction notamment sur la Picardie, la Champagne, les Trois Evêchés et la Lorraine.

daison, douze à la roue et quatre seulement à être brûlés (après avoir été d'ailleurs pendus ou rompus) (31).

3. — LA PEINE DE LA ROUE

Cette peine est originaire d'Allemagne. Elle ne fut légalement instituée en France que par l'Edit de François I^{er} du 4 février 1534, qui ne l'appliquait qu'aux voleurs de grand chemin. Un Edit d'Henri II l'étendit aux assassins.

La peine de la roue s'exécute sur un échafaud dressé en place publique, où après avoir attaché le condamné à deux morceaux de bois taillés en sautoir, de manière à ce que chaque membre porte sur un espace vide, l'exécuteur de la Haute-Justice lui décharge plusieurs coups de barres de fer sur les bras, cuisses et jambes : c'est ce qui s'appelle être rompu vif. Après quoi, on attache le patient sur une petite roue de carrosse suspendue en l'air par un poteau, la face tournée vers le ciel pour y expirer.

« Mais, dit Muyart de Vouglans (32), afin d'empêcher que la rigueur extrême de ce supplice n'expose le salut du condamné par le désespoir où elle pourrait le jeter, les juges des Cours supérieures ont attention le plus souvent d'ordonner par un retentum qu'ils mettent au bas de l'arrêt, que le condamné sera étranglé dans le temps de l'exécution ».

Jousse, de son côté, déclare qu'on ordonne d'habitude que les condamnés à la roue seront étranglés (33).

(31) Voir DEMOGUE. — Id.

(32) *Institutes*.

(33) JOUSSE. — *Traité de la Justice criminelle*, tome I^{er}, partie I, titre III.

Guy du Rousseaud de Lacombe (34) dit aussi « qu'il arrive très souvent que par un retentum, on arrête que le coupable sera secrètement étranglé, sans même sentir de coups vifs ou après en avoir senti un, ou quelquefois tous, suivant l'atrocité de l'action, et, quoi qu'il n'y ait pas de pareil retentum, quand un supplicé reste un temps considérable sur la roue, la Cour ordonne qu'il sera étranglé ; cela est arrivé en l'année 1743 à l'égard d'un de ces assommeurs à coups de bâton dans les rues de Paris ». Il en fut ainsi notamment dans l'affaire Ruxton, dans celle de Mandrin, etc.

La sévérité primitive de cette peine avait donc été modérée par l'introduction de coutumes qui lui donnaient un certain caractère de souplesse.

Cas d'application. — La peine de la roue n'existe que pour punir des crimes « extrêmement atroces » (35), tels que l'assassinat, le meurtre d'un maître par son valet, le vol de grand chemin, le meurtre de guet-apens sur les grands chemins, le parricide et le viol. L'usage, aux dires de Jousse, est de ne pas rouer les voleurs, s'il n'y a eu assassinat joint.

Les femmes ne sont point condamnées à cette peine pour des raisons de décence et d'honnêteté publique.

Si la peine de la roue était au XVIII^e siècle d'un emploi plus fréquent que celle du feu, on en usait avec réserve et on ne l'appliquait qu'aux grands criminels : pendant que 70 individus étaient condamnés à la po-

(34) *Traité des matières criminelles*. Paragraphe 6.

(35) MUYART DE VOUGLANS. — *Institutes*, page 288

tence,¹² étaient rompus (36). Elle avait surtout pour but d'intimider et d'éliminer ces bandes de malfaiteurs redoutables, dont nous avons parlé ; ainsi on l'employa contre La Harpe, grand voleur de Bretagne, qui à l'âge de 30 ans avait assassiné plus de 30 personnes ; contre La Pérelle, valet de chambre de M. de Puységur, qui avait coupé en morceaux un certain agent de change nommé Prévot ; on l'appliqua aussi au comte de Horn, au brigand Cartouche qui fut roué en place de Grève et à Mandrin qui subit ce supplice à Valence.

4. — LA POTENCE

La peine de la potence ou de la pendaison, qui fut connue de tous temps (37) et qui de nos jours est encore en usage dans beaucoup de pays, était considérée au XVIII^e siècle en France de même qu'aux époques précédentes, comme la manifestation de la puissance (potentia) du souverain à l'égard de ses sujets délinquants. Bayle (38), esprit distingué de cette époque, disait alors : « Il n'y a point de villes sans hôpitaux ni potences, parce que partout, l'homme est malheureux et méchant ».

C'était donc la peine capitale par excellence d'autrefois, et c'était en particulier, celle du paysan et du

(36) Voir DEMOGUE. — Art. précité, *Revue Pénitentiaire* de 1909.

(37) Les Hébreux l'appliquaient aux blasphémateurs. On sait qu'Aman fut pendu par ordre d'Assuérus, à la Potence qu'il avait fait élever pour Mardochée. D'autres peuples anciens pratiquaient la pendaison et leurs lois prescrivaient que les coupables seraient accrochés à des arbres consacrés aux dieux infernaux.

(38) Qui publia des ouvrages de médecine.

bourgeois : « en crime qui mérite la mort, disait Loysel (39), le Vilain sera pendu et le Noble décapité ».

Durant la période que nous étudions, les fourches patibulaires qui étaient employées au moyen-âge n'étaient plus qu'un souvenir (40). On ne connaissait plus « ces colonnes de pierre au haut desquelles il y avait une traverse à laquelle les condamnés à mort étaient attachés pour être étranglés (41), et restaient exposés à la vue des passants, marque de la justice des Seigneurs Hauts Justiciers (42).

On ne connaissait plus alors que la potence qui diffère des fourches en ce que ces dernières sont la réunion de plusieurs potences. L'instrument de supplice dont on se servait, n'était plus qu'un poteau de bois rencontrant à son extrémité supérieure une traverse de bois également horizontale : ce qui lui donnait la forme d'une équerre : « La potence, dit de Ferrière, est un gibet de bois où l'on pend les malfaiteurs ». L'exécution se faisait ainsi : on traînait dans une charrette le condamné au lieu de la pendaison (en général sur la place

(39) *Institutes coutumières*. Titre des peines, règle 28.

(40) V. GIFFARD. — Thèse.

(41) DE FERRIÈRE. — *Dictionnaire de droit et de pratique*.

(42) Ces fourches patibulaires ou gibet, étaient toujours situées hors des bourgs, dans les terres seigneuriales. Le gibet le plus fameux de l'histoire s'élevait, d'ailleurs, hors l'enceinte de Paris au XIII^e siècle, entre La Villette et les Buttes-Chaumont (ce gibet se composait de trois vastes pans de murs creusés de sortes de fenêtres béantes à chacune desquelles pendaient des cadavres. L'autorité de ces époques paraissait tenir beaucoup à l'exemplarité résultant de cette exposition de cadavres. C'était déjà la volonté de la loi salique qui punissait celui ayant décroché un pendu d'un gibet sans l'ordre du juge, à une amende de 1.800 deniers ou 45 sols).

de Grève, parfois ailleurs aussi) (43). Au momnet fixé, le bourreau montait à une échelle placée contre la potence et faisait gravir cette dernière à reculons par le condamné ; tandis que le confesseur s'entretenait avec celui-ci, l'exécuteur commençait sa besogne : après avoir attaché trois cordes au cou du patient (les deux premières de la grosseur du petit doigt et qu'on appelait tortouses, avaient chacune un nœud coulant ; la troisième, que l'on nommait le jet, servait seulement à lancer le patient hors de l'échelle), il attachait ces deux nœuds au bout de la potence ; puis au moyen du jet, il précipitait, au signal donné, le coupable dans l'espace. Celui-ci se trouvait suspendu par le cou au moyen des tortouses qui l'étranglaient. Alors le bourreau se tenant d'une main au bas de la potence, appuyait l'autre sur le corps du supplicié et achevait de la sorte de provoquer la mort. Le corps restait ainsi pendu pendant le temps fixé par l'arrêt du Parlement qui portait en général cette formule : « pendu par le cou jusqu'à ce que mort s'en suive ». Quand la corde cassait, on faisait grâce (44) ; il arrivait parfois d'ailleurs qu'on apportait quelques adoucissements à cette peine, du moins pour restreindre le caractère infamant attaché à ce mode d'exécution : c'est ainsi qu'en juillet 1755, la dame Taperet eut le visage couvert d'un

(43) Ce qui se passa au cours d'une émeute en 1725 : On pendit alors pour faire un exemple sans doute dans le lieu de la sédition, grand'rue du Faubourg Saint-Antoine.

(44) De là, l'expression « corde de pendu ». Que de légendes furent inspirées par cette coutume ! Le théâtre lui-même s'en est emparé à l'occasion et, en 1844 encore, on représentait sur une scène de Paris, une féerie intitulée « la corde de pendu ».

mouchoir durant son supplice, qui n'eut lieu, du reste, que le soir (45).

Cas d'application. — La potence est applicable aux crimes de simple homicide, fausse monnaie, banqueroute frauduleuse, rapt, supposition de part, faux par officiers dans leurs fonctions, vol avec effraction, vol domestique, larcin considérable ou réitéré, péculat, assemblées illicites avec port d'armes, séditions et émeutes populaires (46).

C'était en fait, la peine capitale la plus en usage à notre époque.

5. — LA PEINE DE LA TÊTE TRANCHÉE

La peine de la tête tranchée ou celle du « col coupé », que l'on appelait encore « la décapitation ou décollation », était prononcée par les juges de la manière suivante : « Nous avons le dit... déclaré dûment atteint et convaincu du crime de.... mentionné au procès, pour raison de quoi, le condamnant d'avoir la tête tranchée sur un échaffaut, qui pour cet effet dressé en place de..... déclarons tous et chacun ses biens confisqués, etc. » (47).

Il ressort de cette formule que l'exécution avait toujours lieu en place publique : en 1627 déjà, Montmo-

(45) *Journal de l'avocat Barbier*, tome II, page 178. — Cet auteur nous apprend qu'à son époque, la pendaison le soir « aux flambeaux » était assez fréquente.

(46) JOUSSE. — *Traité*, tome I^{er}, et MUYART DE VOUGLANS. — *Institutes*.

(47) DE FERRIÈRE. — *Dictionnaire de droit et de pratique*.

rency-Bouteville était décapité en place de Grève (48). En second lieu, ces paroles que prononçait le juge nous prouvent qu'un échafaud y était dressé à cet effet. Ce dernier avait une dizaine de pieds de hauteur sur six de large. Le patient amené en charrette à l'endroit du supplice, était simplement revêtu d'une chemise, ses mains étaient liées derrière le dos. Puis on le faisait mettre à genoux, on lui coupait les cheveux, et l'exécuteur lui tranchait la tête d'un coup de revers de sabre (49).

L'avocat Barbier (50) fait la description d'une exécution de ce genre pratiquée en décembre 1738 à l'égard d'un sieur Mauriat, gentilhomme de Franche-Comté qui avait assassiné une femme : « L'exécution a été faite en place de Grève, dit-il, à 6 heures du soir, aux flambeaux. Il a été conduit dans la charrette en robe de chambre avec un bonnet de nuit sur la tête ; il y avait six douzaines de flambeaux. La tête a été tranchée du premier coup, et le coup a été donné par le bourreau comme le Salve (51) commençait... » (52).

(48) Un arrêt du 19 juin 1633 exigeait, d'ailleurs, que cette sorte d'exécution fut publique. Dans le récit du voyage du Père Labat, en Espagne et en Italie (Paris, 1730, in-12, t. VII, p. 21), on peut lire cependant que certaines personnes alors étaient exécutées en Italie « dans la cour de la prison, les portes fermées et en présence de très peu de personnes ».

(49) S'il manquait son coup, il plaçait immédiatement la tête du patient sur un billot et il l'achevait avec une hache ; mais ce fait était rare.

(50) *Journal*, Tome III.

(51) Prière à la Sainte-Vierge.

(52) On lit dans les mémoires de Puységur, que le maréchal de Montmorency, décapité dans la cour du Capitole à Toulouse en 1632, fut exécuté avec un instrument appelé « doloire », qui rappelle notre guillotine dont l'invention remonte, nous le verrons plus loin, à une époque bien antérieure à celle de la Révolution :

Cas d'application. — Cette peine n'est employée, nous l'avons dit, qu'à l'égard des personnes nobles, « afin de leur sauver l'infamie attachée à celle de la potence » (53). Elle trouve donc son application vis-à-vis des personnes de qualité dans tous les cas où « les vilains » encourent la pendaison. Cependant lorsqu'il s'agit de crimes de nature particulièrement déshonorante, comme le vol avec effraction, le vol de grands chemins, l'assassinat « prémédité », les nobles ne sont plus distingués des roturiers ; ce que Loysel (53 *bis*) rapportait en ces termes : « ... où le Noble serait convaincu d'un vilain cas, il sera puni comme vilain ».

.....

Telles sont les cinq manières principales dont on exécute les condamnations à mort au XVIII^e siècle. Il s'en faut toutefois qu'il y ait là une stricte limite pour les décisions judiciaires : nous avons exposé plus haut que ces peines se combinaient et que par exemple on joignait pour le crime de parricide celle du feu à celle de la roue, celle du feu à celle de l'écartèlement pour le crime de lèse-majesté. Certaines peines accessoires telles que le tenaillement accompagnaient aussi parfois des peines engendrant la mort. (Ce qui ne se passa au XVIII^e siècle que pour Damiens). Voilà pour l'aggravation possible des cinq genres de supplice dont

« Il se fit jeter une corde sur les bras et s'en alla à son échafaud, sur lequel il entra par une fenêtre, car en ce pays-là, on se sert d'une doloire qui est entre deux morceaux de bois et on a la tête posée sur le bloc, on lâche la corde et cela descend et sépare la tête du corps ».

(53) MUYART DE VOUGLANS. — *Institutes*, page 288.

(53 *bis*) Titre : Des Peines, règle 28.

nous venons de parler. Mais de nombreuses modifications — plus nombreuses qu'on le croit souvent — avaient lieu aussi pour les adoucir : c'est ainsi que le nombre des coups de barre de fer devant être assénés sur les membres du condamné à la roue étaient réduits fréquemment à un seul, ou pouvaient être transformés en un genre de mort beaucoup plus rapide et par conséquent moins douloureux : nous avons nommé cette peine qui n'était pas dans les lois, mais qui appartenait à la coutume, la strangulation remplaçant, du reste, aussi, la peine du feu (54).

Avec M. le professeur Garraud, nous pouvons donc dire que dans l'Ancien Droit « La Loi et le Juge mesuraient la souffrance comme ils mesurent aujourd'hui la privation de la liberté » (55). Et cette graduation dans l'application de la peine de mort s'explique aisément par la variété et l'audace des crimes de sang de cette époque. Personne ne disconviendra qu'une peine plus sévère devait être infligée à ces brigands auteurs d'un nombre considérable d'assassinats qu'à un simple criminel d'occasion.

En fait, la peine de mort était assurément employée d'une manière assez fréquente. M. Masson dans son ouvrage : « La Révolution pénale en 1791 et ses Précurseurs » (56), cite des chiffres pour le ressort de certains parlements, qui le prouvent. Cependant, d'après les

(54) Il faut ajouter à cette énumération les modes spéciaux d'exécutions capitales des militaires, dont il sera parlé plus loin. Paragraphe XIV.

(55) *Précis de Droit Criminel*, page 213.

(56) *Thèse* 1899, page 124.

statistiques sur la Champagne rapportées par M. Demogue (57), il ne faut pas évaluer à plus d'un douzième le nombre des exécutés à mort par rapport aux autres peines graves prononcées ; certes, les condamnations à mort sont bien plus nombreuses qu'elles le seront dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, mais (la Révolution, durant laquelle 2.000 personnes au moins portèrent leur tête sur l'échafaud, étant mise à part), le nombre des condamnations à mort est encore de 605 en 1803 (58), et à dire vrai, parmi les documents fournis par M. Masson dans sa thèse qui donne sur le XVIII^e siècle des renseignements de statistiques, les chiffres de condamnations à mort des deux époques ne sont guère divergents : cet auteur présente en effet le Parlement d'Aix comme ayant fourni de 1760 à 1770 un maximum de condamnations à mort de 472, et celui de Chambéry un minimum de 22, soit une moyenne annuelle d'environ 50 par an et pour chaque Parlement. Or, en multipliant 50 par 13 (Nombre des Parlements en 1789), on a un chiffre annuel à peu près identique à celui de 1803.

II

La peine « d'être traînée sur la claie »

Il faut parler de cette peine aussitôt après celle de la mort, bien que la classification de l'Ordonnance de 1670 (Tit. 25, art. 13) ne la contienne pas : car s'exécutant sur des cadavres, elle consiste la plupart du temps en pendaisons et mutilations absolument iden-

(57) V. *Revue pénitentiaire*, art. précités.

(58) V. *Revue pénitentiaire* 1907, p. 426.

tiques à celles qui viennent d'être examinées, quoiqu'elles n'aient plus pour but de provoquer la mort. Au fond, il s'agit d'une sorte de condamnation à mort par effigie, et Jousse faisait ressortir la sévérité qui y était attachée lorsqu'il la classait parmi les peines capitales (59). D'ailleurs, le titre 27 de l'Ordonnance de 1670 qui y est consacré paraît assimiler cette peine aux précédentes.

L'usage de faire des procès à la mémoire des défunts est très ancien : au XVIII^e siècle, si ce fait est plutôt rare (60), on en signale toujours quelques cas. Les choses se passaient ainsi : un curateur nommé d'office défendait la mémoire de l'accusé ; s'il était établi qu'il était responsable, on prononçait une condamnation semblable à la suivante qui peut nous servir d'exemple : « Ordonne que son cadavre sera attaché par l'exécuteur de la Haute-Justice derrière une charrette, et traîné sur une claie la tête en bas et la face contre terre par les rues de la ville depuis la prison jusqu'à la place publique où il sera pendu par les pieds à un poteau qui sera à cet effet planté au dit lieu et après y avoir demeuré 24 heures, jeté à la voirie et ses biens acquis et confisqués au profit de qui il appartiendra » (61).

(59) MUYART DE VOUGLANS, aux *Institutes*, ne la cite qu'au douzième rang ; mais la chose s'explique par ce fait qu'il étudie, avant toutes autres, les peines dont l'art. XIII du Tit. XXV de l'Ordonnance de 1670 fait mention, et nous savons que celle d'être traîné sur la claie n'y figure pas.

(60) Voir ALPY. — De la répression du Suicide. Thèse, Paris 1910.

(61) Arrêt du Parlement de Paris de 1749. SERPILLON : Code criminel.

Lorsque le cadavre n'a pu être conservé, l'on fait une figure de paille sur laquelle s'exécute la peine (62).

On applique ces mutilations à des cadavres dans les cas suivants : Quand il s'agit des crimes mentionnés dans l'article 1 du titre 22 de l'Ordonnance de 1670, pour lèse-majesté divine et humaine, duel, rébellion à la justice à force ouverte, « homicide de soi-même » ou suicide. Une condition est indispensable dans tous ces cas : c'est que le coupable soit déjà mort, bien entendu.

Nous n'insisterons pas plus longuement sur l'étude de cette peine : à l'époque qui nous occupe elle est presque abandonnée. En voici la preuve : Barbier dans son *Journal* raconte qu'un agioteur, qui était en prison et que l'on voulait transférer dans un cachot, blessa avec un couteau de table et une fourchette des archers qui cherchaient à entrer près de lui. Le lieutenant-criminel, assez imprudent à l'avis de l'auteur de ce récit, ordonna de lui tirer dans les jambes ; le prisonnier se baissa, reçut le coup de fusil dans le bas-ventre et mourut. Il fut condamné aussitôt à être traîné sur la claie et pendu par les pieds, comme « rebelle à la justice », ce que la loi permettait de décider comme nous l'avons dit. Et cependant Barbier s'étonne à ce sujet et déclare que le jugement (63) « a paru extraordinaire, attendu qu'il ne se fait que contre ceux qui se défont

(62) Voir pour les autres peines infligées avant le dix-huitième siècle dans diverses régions de la France contre les cadavres : BIMBENET, La Peine des Suicidés dans l'Ancien Droit. V. (*Gazette des Tribunaux* des 8 mars et 4 avril 1855).

(63) Cet arrêt du Parlement est du 11 juin 1723. Voir sur tous ces points : *Journal* de l'avocat Barbier : Tome I, page 280. — Voir aussi pour un arrêt rendu contre un cadavre. Barbier, t. VII.

eux-mêmes ». Il ajoute que ce procédé n'a pas été goûté du public (64).

III

De la Question, avec ou sans réserve de preuves

L'Ordonnance de 1670 cite, immédiatement après la peine de mort, la question avec réserve de preuves. Mais il faut faire une étude unique des deux genres de question (celle avec réserve de preuves et celle sans réserve de preuves) pour avoir une idée vraiment nette de cette peine : ce qu'avait fait Jousse d'ailleurs dans son *Traité de la Justice criminelle*.

La question ou torture, selon de Ferrière (65), est un usage (66) dont les juges se servent à l'encontre des accusés sur quelques crimes qui méritent peine de mort, « soit pour leur faire avouer leurs crimes dont ils ne sont qu'à demi-convaincus par les indices et les preuves non complètes, soit dans les cas où ils en sont pleinement convaincus pour les obliger à déclarer leurs complices ».

(64) La peine contre les suicidés sans être véritablement abolie au moment de la Révolution tomba néanmoins complètement en désuétude. Des législateurs modernes ont cependant édicté des mesures sévères contre le cadavre des suicidés au point de vue notamment de leurs funérailles ; on connaît aussi la coutume séculaire de l'Eglise catholique, qui prive les suicidés des cérémonies funèbres religieuses.

(65) *Dictionnaire de Droit et de Pratique*.

(66) Jousse dit que c'est une « Peine » et, d'après l'ordonnance de 1670 et les autres auteurs, il en est bien ainsi.

Il y a donc deux sortes de questions — qui toutes deux sont d'ailleurs établies par les articles I et III du Titre 19 de l'Ordonnance précitée — l'une pour avoir la confession du crime de l'accusé, lorsqu'il n'en est pas convaincu suffisamment pour être condamné à mort : c'est la question préparatoire ou provisoire ; l'autre a été établie pour obliger les condamnés à déclarer leurs complices : c'est la question préalable ou définitive.

La question doit être mise au nombre des peines corporelles et même, nous l'avons remarqué, la question avec réserve de preuves vient aussitôt après la peine de mort dans l'échelle des peines, en raison de la souffrance qu'elle engendre. Cependant, quoique étant considérée comme une peine, elle n'est point infligée comme telle contre l'accusé, mais seulement comme un moyen pour tirer de lui la vérité. Aussi n'emporte-t-elle aucune note d'infamie et encore moins la confiscation des biens. Comme le dit Guy du Rousseaud de La Combe : « Ce n'est une peine que par la gêne que souffre l'accusé » (67).

(67) Connaître le véritable auteur d'un crime, être sûr de sa culpabilité ou de son innocence pour punir plus justement, tel a toujours été la préoccupation des peuples. Supposons que les recherches judiciaires n'aient abouti qu'à donner une demi-satisfaction : condamner en ce cas paraît injuste, acquitter est bien dangereux pour une époque où la sécurité publique est incertaine. Et il fallait s'attendre à ce que, dans un temps où la force physique était tout, l'on songeât à arracher l'aveu par la souffrance corporelle. Actuellement, toute la vie se concentre dans l'effort intellectuel, trop peut-être comme le prétendent certains esprits. Aussi est-ce à force d'insinuations, de promesses, de craintes, par une sorte de torture morale en un mot — nous allons dire « de cuisinage » — que, parfois, l'on arrive peut-être à arracher des

1° DE LA QUESTION PRÉPARATOIRE

Les anciennes ordonnances du royaume de France avaient toujours prescrit l'usage de la question contre l'accusé d'un crime « constant », auquel la loi réservait la peine de mort, à condition qu'il y ait des indices considérables contre l'accusé quoique insuffisants pour permettre de prononcer cette peine.

La question préparatoire est en définitive aussi bien un jugement d'instruction qu'un jugement prescrivant une peine ; en réalité, c'est l'individu condamné à la question qui est juge dans sa propre cause (68).

Effet de la question préparatoire. — Les effets généraux de la question préparatoire sont les suivants : Si l'accusé avoue, il est condamné ; mais, s'il n'avoue pas, va-t-il être relaxé ? Il faut distinguer selon l'importance des preuves du crime : si en effet avant la torture, il y a des preuves très considérables et que ces preuves « soient suffisantes pour le faire condamner à toute autre peine que la peine de mort » (69), le jugement ordonne la question avec réserve de preuves dans son entier, et l'effet du non aveu de l'inculpé n'est pas de le faire mettre en liberté, mais de laisser subsister les preuves antérieures à la torture, en vertu des-

aveux au XX^e siècle, si des allégations qui se sont accréditées dans le Public sont exactes toutefois.

(68) « Quoique ce jugement, dit Jousse dans son *Traité*, soit une peine et souvent des plus graves suivant l'Article 13 du Titre 25 de l'Ordonnance de 1670, néanmoins, il n'est pas infligé comme peine mais seulement pour obliger l'accusé de dire la vérité ».

(69) MUYART DE VOUGLANS. — *Institutes*, page 289.

quelles il est condamné à des peines pécuniaires ou afflictives autres que la mort(70). Si, au contraire, avant la question, « les preuves du crime sont moins considérables », le jugement n'ordonne que la question sans réserve de preuves, et alors l'accusé qui n'a rien avoué est absolument déchargé. C'est pourquoi la question avec réserve de preuves est plus élevée dans l'échelle des peines que celle sans réserve de preuves. Nous exposerons plus loin comment la torture a été attaquée ou défendue par des philosophes et des magistrats et nous verrons que cette lutte aboutira à la suppression de la question avec ou sans réserve de preuves : ce qui eut lieu par une déclaration de Louis XVI du 24 août 1780.

2° DE LA QUESTION PRÉALABLE

La destinée de la question préalable fut meilleure que celle de la préparatoire ; elle ne fut conservée cependant que jusqu'en 1789, après avoir été abrogée à titre d'essai par une déclaration du 1^{er} mai 1788.

Il n'est pas nécessaire d'en parler longuement, car les effets en sont beaucoup moins complexes que ceux dont nous venons de parler.

Tout ce qu'on peut en dire se résume dans cette phrase de Jousse : « La question préalable a été établie contre les accusés condamnés à mort pour les obliger à révéler leurs complices. Elle ne peut jamais sauver la vie de l'accusé » (71).

(70) Article II de l'Ordonnance du mois d'août 1670.

(71) *Traité de la Justice criminelle*, tome I^{er}.

3° MANIÈRE DONT ON PRATIQUAIT L'USAGE
DE LA QUESTION AU XVIII^e SIÈCLE

Les modes d'usage de la question, quoique plus restreints que dans les siècles précédents étaient encore des plus variés ; ainsi on ne donnait pas la question de la même manière dans le ressort du Parlement de Paris que dans celui de Lyon, ou que dans ceux de Bordeaux, Rouen, etc.

On distinguait en tous cas, que ce soit à Paris ou ailleurs, la question ordinaire de la question extraordinaire : « La première est moins rude que la dernière qui se fait par le redoublement de celle-ci » (72). La question ordinaire s'emploie contre les jeunes gens, les vieillards ou les infirmes.

Nous pouvons donner quelques exemples de torture pour cette époque : au Parlement de Paris la question se donne à l'eau et aux brodequins. Pour la question à l'eau, on attache le patient horizontalement par les bras et jambes à des bancs ou tréteaux, en sorte que son corps ne se supporte que par les cordes qui le tiennent attaché ; on lui fait boire alors de l'eau avec une corne. La question ordinaire est dans ce cas de quatre pots d'eau et l'extraordinaire de huit. La question aux brodequins se donnait en mettant les jambes du condamné entre des planches serrées avec des cordes toutes ensemble : entre les deux planches du milieu, on mettait des coins de bois sur lesquels on frappait à coups de maillet ; la question ordinaire est de six coins, l'extraor-

(72) MUYART DE VOUGLANS. — *Institutes*.

dinaire de neuf. Ce genre de torture se pratiquait principalement au grand conseil.

Dans le ressort du parlement de Lyon, on allumait entre les doigts des mèches soufrées. Dans celui de Rouen, on serrait le pouce ou autre doigt avec des machines de fer appelées valots ; pour la question extraordinaire, on serrait les deux pouces.

Nous ne citerons pas d'autres genres de torture ; disons seulement que ces souffrances assez fréquemment usitées précédemment à cette époque et que la légende a exagérées étaient de moins en moins employées. A Paris, on en fait usage de temps à autre contre les grands criminels qui, chose curieuse, paraissent y être plus nombreux qu'ailleurs ; mais dans d'autres pays tels que la Champagne pour un espace de temps d'une dizaine d'années, on n'en signale guère que trois cas et encore s'agit-il de l'application de la question préalable.

IV

Les galères perpétuelles ou à temps

De même que nous avons fait une étude unique des deux genres de torture, de même, il nous paraît rationnel d'envisager en un seul paragraphe les règles relatives aux peines des galères à perpétuité ou à temps : il n'existe entre elles en effet, qu'une différence au point de vue des cas d'application.

La peine des galères en général. — Autrefois, même dans le cours du XVIII^e siècle, au lieu de la navigation à vapeur ou à voiles, on faisait emploi de la naviga-

tion à rames, et ce surtout dans la marine de l'Etat ; aussi un nombre considérable de rameurs était-il indispensable en raison du volume des navires. Il était d'autant plus difficile de subvenir au recrutement d'une pareille navigation que la fonction de ces rameurs était très pénible. Aussi résolut-on d'en faire une peine et ce ne fut pas une des moindres de notre ancienne législation. « Par le commandement : « Avant » (73), le capitaine ordonnait la vogue. Le sous-ordre placé auprès de lui à l'arrière sifflait dans son sifflet d'argent l'ordre de marcher..., alors sur chaque banc se soulevaient les cinq rameurs. Ils ont un pied sur une barre de bois (la pédague), de l'autre, ils portent sur la barre devant eux ; le corps allongé, les bras tendus raides ils poussent la rame, puis l'élèvent pour la frapper dans la mer, se rejettent en arrière et retombent assis. Si une rame se levait ou retombait trop vite, le rameur frappait le dos des camarades placés devant et recevait sur la tête la rame de celui de derrière ».

Comme nous l'avons annoncé plus haut, on rangeait cette peine au XVIII^e siècle dans la catégorie des peines corporelles ; et Muyart de Vouglans (74) considérait qu'elle était bien corporelle en ce qu'elle causait « de la douleur au corps en même temps qu'elle le privait de la liberté de ses fonctions par la gêne où elle le mettait » (75), et ce d'autant plus qu'elle était tou-

(73) Nous avons extrait cette description d'un article fort intéressant sur la peine des galères, paru dans la *Revue de Paris*, de novembre 1897, p. 252.

(74) Lois criminelles.

(75) C'est l'application de cette définition des peines corpo-

jours accompagnée de la marque ou flétrissure. C'est surtout d'ailleurs, parce que les condamnés aux galères, soit à temps, soit à perpétuité, devaient auparavant être toujours (76) marqués avec un fer chaud des lettres G A L sur l'épaule qu'à cette époque on a considéré cette peine comme corporelle (77).

Si en cette qualité de peines corporelles, les galères étaient considérées comme inspirant une idée de sévérité, on avait entouré leur application de certaines règles restrictives : et d'abord elles n'étaient prononcées que par un juge royal et non par un juge seigneurial (78) ; d'autre part, les femmes à cause de la faiblesse de leur sexe ne pouvaient y être condamnées, on y substituait pour elles l'incarcération dans l'Hôpital général (déclaration du 29 avril 1688) ou bien celle du bannissement perpétuel. De même : les vieillards, les malades incurables, les estropiés d'un bras ou d'une jambe, et généralement tous ceux qui n'étaient pas en état de ramer ne pouvaient y être condamnés, mais, pour enlever aux condamnés à cette peine toute idée de mutilation dans l'espoir d'échapper aux galères, la déclaration royale du 4 septembre 1787 punissait de mort ceux qui après leur condamnation s'étaient mutilés.

relles beaucoup trop large que nous avons eu l'occasion de critiquer dans notre introduction.

(76) Article 5 de la déclaration, du 4 mars 1724.

(77) Jousse. — *Traité de la Justice criminelle en France*, tome I^{er}, Partie 1^{re}.

(78) Il est vrai que la raison principale de cette règle, qui n'a plus guère d'intérêt à la fin de notre ancien droit, c'est que le Roi seul avait des galères dans le royaume.

Les galères étaient de deux sortes : 1° Les galères perpétuelles ; 2° les galères à temps.

1° *Galères perpétuelles.* — Cette peine, toujours jointe à celle de la flétrissure ou marque avec un fer chaud, « pour en cas de récidive de la part du condamné, dit la Déclaration de 1724, en crime qui mérite peine afflictive, être puni de mort », a lieu généralement pour tous les crimes moins graves que ceux donnant lieu à la torture ou à la mort, mais venant aussitôt après. Nous avons vu cependant qu'on peut condamner aux galères perpétuelles, lorsque l'accusé n'a rien avoué à la question pour des crimes passibles de la peine de mort (il s'agit de la question avec réserve de preuves en leur entier). Voilà donc un cas d'application de cette peine comme moyen d'adoucissement. Dans d'autres cas, on en faisait une aggravation de la peine primitive : par exemple contre les condamnés au bannissement qui ne gardaient pas leur ban. Mais les galères ne servaient pas qu'à modifier la peine primitive, elles s'appliquaient aussi spécialement à certains crimes, tels que ceux d'usure, de concussion, suppression de pièces, fausseté des dépositions, abigeat, troubles au service divin, et ceux en général commis par vagabonds ou gens sans aveu.

Il faut cependant établir dans quelles conditions il en était ainsi : on ne punissait l'abigeat ou vol de bestiaux (du latin *abigere* : enlever et transporter d'un endroit à un autre), des galères perpétuelles que dans deux cas : 1° Lorsque le vol était commis dans l'étable ; 2° lorsqu'il s'agissait d'un enlèvement de bestiaux considérable. On ne condamnait aux galères perpé-

tuelles pour usure, que lorsqu'il y avait continuité d'actes d'usure, ou récidive, après condamnation à ce sujet. L'usure doit toujours être importante. On entendait par fausseté de dépositions à cet égard, celle qui résultait d'attestations concernant l'âge, la qualité ou le domicile de personnes contractant mariage. Quant aux troubles au service divin, il faut qu'ils aient lieu d'une manière telle qu'il en soit résulté l'interruption obligatoire de la messe.

2° *Galères à temps*. — Comme les précédentes, elles sont jointes à la flétrissure. Mais quoique cette peine soit aussi infamante, elle n'emporte pas la mort civile ou la confiscation des biens. Sa durée peut être de trois, cinq ou neuf années. Elle s'applique dans les cas suivants : polygamie ou bigamie, enlèvement de bornes, vol fait contre la foi publique, contrebande, infraction de ban, récidive pour mendicité ou vagabondage.

— A l'origine, les galériens subissaient une peine très dure : nous aurons à parler plus loin des châtiments disciplinaires qui leur étaient infligés, ils étaient mal nourris, avaient peu de repos, étaient enchaînés sur leurs bancs ; mais à la fin du XVIII^e siècle, il s'opéra un changement dans la navigation, les galères firent place aux bateaux à voile rendant inutiles les bras des rameurs. Cependant on continua à condamner aux galères et ce fut une des peines les plus employées à l'égard des contrebandiers si nombreux à cette époque (79) ; mais au lieu de ramer, les galériens étaient enchaî-

(79) V. DEMOGUE. — *Revue pénitentiaire* (1909).

nés et employés aux plus rudes travaux dans les ports ; leur condition n'en avait pas moins été sérieusement améliorée et en réalité les forçats n'en connaîtront pas d'autre jusqu'en 1854.

V

Bannissement perpétuel ou à temps

Le bannissement perpétuel ou à temps était considéré par l'ancienne législation comme une peine corporelle : nous avons cependant remarqué plus haut combien cette conception admise par Jousse et Muyart de Vouglans était étrange ; voulant en tous cas nous conformer à l'histoire du droit criminel de cette époque, nous croyons indispensable de parler de l'application d'une peine aussi fréquemment employée, et accompagnant en général d'autres châtimens corporels, tels que le fouet et la marque.

Le mot de bannissement vient de « ban », ancien mot tudesque qui signifie une proclamation publique, parce qu'anciennement on faisait savoir publiquement l'exil de celui qui y était condamné. Cette peine n'est pas de tous points identique à celle de notre Code pénal actuel qui porte le même nom : On ne bannit plus maintenant qu'hors le territoire national ; autrefois, on bannissait en outre hors d'une unité administrative ou d'une localité, ce qui constituait une sorte d'interdiction de séjour.

Le bannissement était ou perpétuel ou à temps. Le

bannissement perpétuel, la 4^{me} des peines corporelles entraînait la mort civile et la confiscation des biens, mais ne donnait pas ouverture à la substitution comme les galères perpétuelles. Outre le bannissement perpétuel hors royaume, le seul qui entraînât la confiscation et qui ne fût pas applicable aux femmes, il existait ceux hors du parlement, hors du bailliage, hors de la ville. Le plus fréquemment employé est le bannissement perpétuel hors le ressort : peine notoirement insuffisante (80). On y condamne le plus souvent les femmes de mauvaise vie ou se livrant à la mendicité (81), la loi substituant pour elles cette peine à celle des galères (82) « en raison de la fragilité du sexe ».

Le bannissement à temps ne peut s'ordonner que hors la juridiction du juge qui prononce la condamnation et non hors du royaume. Cette peine, précédée ordinairement, ainsi que les galères, de celle du fouet, s'ordonne dans les mêmes cas (V. plus loin).

Nous terminerons ce paragraphe en donnant une idée de la fréquence du bannissement à vie ou à temps au XVIII^e siècle : sur 600 individus condamnés dans la généralité de Champagne durant 10 ans, 150 furent bannis (83).

(80) Les femmes de mauvaise vie qui, souvent, étaient condamnées au bannissement perpétuel hors d'une ville « sortaient par une porte et rentraient par l'autre ». *Journal de l'avocat Barbier*, tome IV.

(81) Déclaration du 26 juin 1687.

(82) Qui est applicable aux hommes.

(83) DEMOGUE. — Art. précité.

VI

Le fouet peine publique et le fouet sous la custode

Comme dans la plupart des législations actuelles qui font usage de ce châtiment, il y avait au XVIII^e siècle deux manières d'infliger le fouet aux condamnés : dans certains cas l'exécution était publique : il s'agissait alors de la peine du fouet ; dans d'autres cas elle avait lieu à l'intérieur des prisons : cette peine prenait alors le nom de fouet sous la custode.

1^o *Le fouet peine publique.* — C'était dans les carrefours de la ville que l'exécuteur de la Haute-Justice frappait de verges les épaules nues du condamné. (Ces verges en général de noisetier constituaient un adoucissement sur les lanières « à plumbeau » ou « à scorpion » (84) des siècles précédents). Après avoir fait descendre le patient de la charrette qui le conduisait aux lieux fixés, le bourreau l'attachait à une roue de cette dernière et lui infligeait les coups prescrits. Cette promenade dans les rues étaient ordinairement suivie d'une station devant la porte du palais ou de l'auditoire pour la flétrissure avec un fer chaud (85).

L'application la plus célèbre de cette peine à l'époque qui nous intéresse eut lieu à l'égard de Jeanne de Valois, comtesse de la Mothe, qui, à la suite de l'affaire du collier de la Reine, avait été condamnée

(84) Les lanières à plumbeau se terminaient par des morceaux de plomb ; celles à scorpion, par des clous d'acier.

(85) MUYART DE VOGLANS. — *Institutes*, p. 292.

pour escroquerie à être fouettée par le bourreau, marquée de la lettre V sur les épaules, à faire amende honorable et à être enfermée à la Salpêtrière. Il faut croire qu'elle ressentît l'humiliation attachée à cette peine, car elle employa toute sa force physique à se défendre au moment de l'exécution (86).

De même que dans certaines législations actuelles, un médecin se préoccupe de l'état de celui qui a reçu la peine du fouet, de même au XVIII^e siècle certaines mesures humanitaires étaient prises en ce cas : c'est du moins ce qui se passa pour la comtesse de La Mothe : « après avoir baigné d'eau de Cologne son visage où le sable collait aux meurtrissures, dit Funck-Brentano, et ramené ses cheveux dans un petit bonnet rond, la sœur officière fait panser ses plaies. Elle la revêt d'une chemise de coton très usée douce à la peau et la ranime d'un bouillon chaud trempé de quelques mouillettes ».

Cette peine fort ancienne existait en Orient, en Grèce et à Rome, où on l'appliquait non seulement aux esclaves, mais aux soldats et aux citoyens romains (87) ; elle fut appliquée au Christ et devint un instrument de pénitence dans les couvents (comme un moyen de châtier la chair et de lui imposer une discipline). L'ancien droit en fit un large usage, non seulement à l'égard des roturiers, mais parfois aussi à l'égard d'autres personnes. C'est ainsi qu'en 1642, Cinq-Mars fut fouetté

(86) FUNCK-BRENTANO. — L'Affaire du Collier : Documents du libraire Nicolas Ruault.

(87) Elle précédait la décapitation par la hache et il en fut ainsi au moins jusqu'à la loi Porcia.

avant sa décapitation ; l'avocat Barbier signale un prêtre qui fut condamné au fouet ; Jousse (88) raconte qu'une demoiselle noble eut pareille condamnation, et le cardinal Bellarmain qui vivait au XVII^e siècle faisait l'éloge de cette peine dans les termes que voici : « Le fouet est excellent, parce qu'il invite la pensée du coupable à se replier, comme le fait la lanière de cuir, et à se retourner vers la vie intérieure ».

Aussi, même un siècle plus tard, nombreux, en droit aussi bien qu'en fait, étaient les cas d'application de la peine du fouet.

Le droit criminel du XVIII^e siècle décidait qu'il en serait ainsi pour adultère, libelles diffamatoires, simple vol ou larcin, vol de charrue et harnais de labourage, vol de bestiaux dans certains cas, fraude commise sur les vins ou les denrées par des voituriers, vol commis par des cabaretiers ou par ceux qui tuent les pigeons, pour récidive et délit de chasse (89).

Adultère. — On n'applique le fouet pour adultère qu'aux femmes de condition vile, les autres sont condamnées à avoir les cheveux coupés et à être enfermées pour toujours dans un monastère.

Vol simple. — La déclaration du 4 mars 1724 dispose ainsi : « Ceux ou celles qui n'ayant point été

(88) *Traité de la Justice criminelle.*

(89) « Il faut, pour qu'il y ait lieu à cette peine, dit Muyart de Vouglans (*Institutes*, page 292), que les circonstances du crime soient moins aggravantes que pour celles des Galères à temps, mais il faut, comme dans celles-ci, que le crime soit de nature à demander une punition publique et exemplaire ».

repris de justice se trouveront, pour la première fois, convaincus d'autres vols que ceux commis dans les églises, ou vols domestiques, ne pourront être condamnés à moindre peine que celle du fouet et d'être flétris d'une marque en forme lettre V, sans préjudice de plus grande peine s'il y échoit ». Et il ne s'agit là, bien entendu, que de vols simples et non de vols avec effraction, avec armes, déguisement ou filouterie, qui sont punis de peines plus sévères, conformément à d'autres lois. Les vols qualifiés, toutefois, en raison de certaines circonstances (notamment lorsque le vol résulte de violences, mais sans armes), peuvent être punis du fouet, pourvu que les circonstances du délit ne soient pas aggravées ; c'est ce qui a pu faire dire à certains publicistes qui ont écrit récemment sur ce sujet, que la peine du fouet était celle des détrousseurs de poche et en général des « apaches » d'autrefois.

Vol des charrues et harnais des laboureux. — Ce vol est puni des galères pour trois ans et du fouet ou du bannissement. Il faut en dire autant du vol des gerbes dans les champs : la sévérité de la répression de ce vol résulte du désir de protéger les agriculteurs.

Fraude commise sur les denrées et sur les vins par les voituriers. — Il s'agit comme le dit Muyart de Vouglans (90), « de ces voituriers qui piquent les futailles pour boire le vin qu'ils conduisent en la ville de Paris ou ailleurs », auquel cas, conformément à un arrêt rendu en 1550 (91), la peine ordinaire est celle du

(90) *Institutes*, page 410.

(91) Papon qui rapporte cet arrêt raconte que les charretiers ainsi condamnés avaient « bu et piqué des tonneaux de vin qu'ils

fouet ; si la fraude n'est pas considérable, la peine du carcan est applicable (arrêt du 14 août 1715). Ces peines s'appliquent aussi aux meuniers qui volent leurs clients.

Vol commis par les cabaretiers. — « La confiance qu'on est obligé d'avoir en ces sortes de personnes publiques et qui les rend en quelque sorte les maîtres de la vie et des biens de ceux qu'ils logent, fait assez sentir la nécessité qu'il y a de les punir rigoureusement quand ils viennent à en abuser. Aussi quelque léger que soit le vol qu'ils commettent, la punition n'en doit jamais être moindre que celle du fouet et du bannissement... » (92).

Vol fait par des maîtres de coche et messageries. — Le fouet leur est ordinairement appliqué lorsqu'ils sont convaincus d'avoir volé les effets qui leur ont été confiés, quoiqu'on puisse les condamner aussi à la peine du vol commis par un dépositaire public.

Vol d'arbres. — Si les arbres ont été enlevés, on condamne aux galères pendant trois ans, sinon, c'est la peine du fouet.

Délit de chasse. — Ceux qui chassaient pour la deuxième fois (pour la première fois, c'était le fouet sous la custode), dans les forêts du royaume, aux cerfs, biches et faons étaient battus de verges autour des bois,

amenaient à un président des requêtes du palais et les avaient remplis d'eau.

(92) MUYART DE VOUGLANS. — *Institutes*, page 409.

buissons, garennes et autres lieux où ils avaient « délinqué » et banni à 15 lieues à la ronde (93).

Prostitution publique (94). — Les personnes qui corrompaient les jeunes filles subissaient aussi la peine du fouet ; mais la peine qui leur était infligée est assez complexe et mérite une rapide description en raison de son caractère bizarre : c'était la *chevauchée de l'âne* : on promenait la personne condamnée dans les rues de la ville, sur un âne, après lui avoir mis un chapeau de paille sur la tête et lui avoir pendu à son dos un écriteau indiquant la nature de son crime ; l'exécution de la peine du fouet qui interrompait plusieurs fois cette chevauchée avait lieu comme à l'ordinaire dans les divers carrefours et était suivie de la marque et du bannissement. Barbier (95) en son journal, raconte que le 11 juillet 1750, Jeanne Moyon fut ainsi transférée du Grand-Châtelet jusqu'à la porte Saint-Michel, où elle fut marquée et bannie. Par grâce, elle avait le visage couvert d'un mouchoir (ce qui prouve combien l'humiliation était véritable et considérée comme salutaire à cette époque).

On appliquait encore le châtiment du fouet en public contre les auteurs de ces « nouvelles à la main

(93) Edit général sur le fait des chasses, la Louveterie, etc., de juin 1601, art. 13. Isambert, recueil général des anciennes lois françaises.

(94) Les prostituées elles-mêmes n'étaient pas condamnées à pareille peine : il ne s'agit, en l'espèce, que de personnes faisant métier de corrompre la jeunesse ».

(95) Tome IV.

qui contiennent souvent une feuille de papier à lettre renfermant de fausses nouvelles » (96).

Si en droit, cette peine avait une place marquée dans les lois et la coutume du XVIII^e siècle, en fait il n'était pas rare de la voir employée : le journal de Barbier en donne de fréquents exemples surtout en matière de prostitution : M. Demogue, dans son article sur la Champagne déclare qu'un criminel sur quatre est banni et souvent en même temps fouetté et marqué ; la commission créée à Reims en 1740 dont nous avons parlé, se servit souvent aussi de la fustigation pour intimider les faux-saulniers et contrebandiers qu'elle avait mission de juger ; à Nancy, l'application de cette peine est plus rare ordinairement : le bourreau Roch n'en a, paraît-il, fouetté que trois dans une même année (97) ; il est vrai que nous sommes en 1774 et que nous approchons de la Révolution.

b) *Le fouet sous la custode.*

En ce cas, le fouet ne s'infligeait pas publiquement, c'était le geôlier ou questionnaire et non le bourreau qui exécutait la peine à l'intérieur de la prison. Cette peine n'est point infamante. De Ferrière (98) la présente même comme simple mesure de correction et en tire cette conséquence qu'un bénéficiaire juge n'encourt

(96) BARBIER, tome IV, page 40. — Ces fausses nouvelles étaient probablement répandues relativement aux événements de la politique extérieure.

(97) L'ancien régime dans la province de Lorraine et de Barrois, par M. l'abbé Mathieu.

(98) Dictionnaire de droit et de pratique.

point d'irrégularité pour avoir prononcé pareille condamnation, parce que cette peine quoique afflictive n'ôte point la vie et n'est pas une de celles que l'Eglise abhorre. Il emploie cependant plus loin le nom de peine à ce sujet, reconnaissant qu'il y a plus dans ce châtiment qu'une simple mesure disciplinaire. Les criminalistes de l'époque en font d'ailleurs une peine et l'Ordonnance de 1601 également.

Cas d'application. — Elle est principalement usitée envers les personnes « d'une condition distinguée » ou envers les impubères (99), lorsqu'ils ont commis quelqu'un des crimes donnant lieu à la peine publique du fouet. Mais elle n'est pas qu'un simple mode d'application du fouet à certaines classes de la société, elle constitue en outre une pénalité spéciale dans trois cas : 1° « Ceux qu'une maladie funeste » avait déjà puni de leur incontinence » étaient fustigés au sortir de l'hôpital, mais la sentence n'était pas exécutée publiquement ; 2° La Déclaration du 18 juillet 1724, qui autorise les mendiants et vagabonds sans ressources à entrer dans les hôpitaux et s'occupe des moyens nécessaires pour les faire travailler, prend aussi de sévères mesures à l'égard des délits qu'ils commettent ; lorsqu'ils déguisent leurs qualités, lorsqu'ils sont rencontrés en groupe d'au moins quatre non compris les enfants, ou armés, elle condamne les hommes valides aux galères à temps, et les femmes ou les hommes invalides, au fouet à l'intérieur de l'hôpital avec détention subséquente à l'hôpital général ; 3° l'article 12

(99) MUYART DE VOUGLANS, page 296.

de l'Edit général sur le fait des chasses, la louveterie, etc., de juin 1601 décide que : « ... Ceux qui auront chassé au cerf, biche et faon dans les forêts du Royaume seront punis en 83 escus un tiers d'amende, et au sanglier et chevreuil en 41 escus deux tiers s'ils ont de quoi. Sinon et en défaut de ce, seront battus de verges sous la custode..... ». Nous avons vu que s'il y avait récidive, on appliquait la peine du fouet public. Le fouet sous la custode constituait à son tour la peine de la récidive lorsqu'il s'agissait de menus gibiers (art. 17 de l'Ordon. de 1601). L'Ordonnance des eaux et forêts de 1669 ainsi que l'Edit de 1607, sur les chasses, confirment ces règles.

Nous n'avons pu nous procurer des statistiques spéciales délimitant l'application de fait du fouet sous la custode. En réalité, l'usage devait en être assez considérable, surtout à l'égard des mendiants et vagabonds si nombreux au XVIII^e siècle.

VII

La flétrissure ou marque avec un fer chaud

Cette peine qui serait considérée par le droit criminel de notre époque comme une peine complémentaire, n'était prononcée presque jamais seule et était toujours jointe soit au fouet, soit aux galères, soit au bannissement. Elle a été introduite, afin qu'on puisse reconnaître à cette marque ceux qui ont subi l'un de ces châtiments, en cas de récidive. C'était le système d'identification criminelle d'un siècle qui ne con-

naissait pas l'excellente organisation des fiches anthropométriques. Anciennement, pour identifier les condamnés, on avait pris l'habitude de leur faire une entaille aux oreilles, mais l'expérience ayant démontré que cela empêchait le coupable de trouver une place, on était arrivé à y substituer complètement au XVIII^e siècle (100), la flétrissure avec un fer chaud.

Primitivement, on exécutait la marque en apposant avec un fer chaud (101) sur l'épaule du patient, une fleur de lys, la marque du souverain. Donc, dans tous les cas d'une condamnation au fouet, aux galères ou au bannissement, la règle était invariable : on reconnaissait le récidiviste, quel que soit son crime, à la fleur de lys. La Déclaration du 4 mars 1724 qui avait pour but essentiellement de punir le vol, apporta un nouveau progrès à cet état de choses : désormais, ceux coupables de vol et condamnés au fouet, devaient être marqués sur l'épaule, de la lette V., si c'était la première fois; s'il y avait récidive « en crimes de vol », c'était pour les hommes la peine des galères avec la flétrissure G A L, et pour les femmes, la détention dans une maison de force à temps ou à perpétuité avec une nouvelle flétrissure V. (102). L'usage de la fleur de lys n'a plus lieu désormais que dans les autres cas d'application du bannissement, des galères et du fouet, tels que les délits relatifs à la prostitution publique, punis de peines

(100) JOUSSE, au traité de la Justice criminelle n'en donne plus guère comme exemple que l'application qui en est faite aux esclaves d'Amérique.

(101) On appuyait sur les chairs l'extrémité d'une barre de fer rougie à laquelle était fixée une empreinte.

(102) Art. 4 de la déclaration de 1724.

corporelles. Lorsqu'on arrêtera un malfaiteur récidiviste, on connaîtra la nature de son premier délit et de sa première peine. C'était un progrès !

VIII

La pendaison sous les aisselles

On l'inflige ordinairement aux impubères qui ont participé à de grands crimes exigeant une peine exemplaire, lorsque la faiblesse de leur âge ne permet pas de prononcer la peine habituelle (103). Elle est du nombre des peines afflictives et infamantes, et Muyart de Vouglans déclare qu'elle produit les mêmes effets par rapport à la confiscation que celle de la potence (104).

On attachait le condamné sous les bras à une potence et, la pesanteur du corps faisant descendre le sang à la plante des pieds, la souffrance qui en résultait était en quelque sorte, comme le dit l'avocat Barbier (105) : « celle des pendus ». Aussi, avait-on soin de ne pas exposer longuement le condamné à ce genre de supplice qui aurait pu entraîner la mort, et de placer sous ses pieds une planche où il pouvait parfois s'appuyer.

Le frère du brigand Cartouche cependant, qui était âgé de 15 à 16 ans et que l'on condamna à la pendaison sous les aisselles et aux galères, « étant fort méchant pour son âge et ayant été complice de son frère

(103) JOUSSE. — *Traité de la justice criminelle*, tome I^{er}.

(104) *Institutes*, page 294.

(105) Tome I, page 226.

de très bonne heure » (106) en mourut : l'arrêt du parlement portait qu'il subirait cette peine durant deux heures ; mais avant le temps fixé on le conduisit à l'hôtel de ville où il expira.

La pendaison sous les aisselles ne figure pas dans l'Ordonnance de 1670, quoique constituant une peine sérieuse ; il en fut peut-être ainsi en raison de sa rareté d'application ; c'est pourquoi nous insistons peu sur elle et nous la plaçons dans notre énumération après celle certainement plus douce du fouet ; c'est d'ailleurs la classification adoptée par les auteurs de l'époque, tels que Jousse et Muyart de Vouglans.

IX

L'amende honorable

C'est encore une de ces peines que les anciens criminalistes classaient à tort parmi les peines corporelles (l'Ordonnance de 1670 en faisait mention) : les éléments de gêne et de douleur physique qu'elle contient sont pour ainsi dire nuls à côté de l'humiliation qu'elle renferme ; à moins que l'on ne voit dans ce fait que le condamné est en chemise, a une torche à la main et une corde au cou, sous la conduite du bourreau, la trace d'une entrave physique et positive. Le coupable ainsi revêtu fait amende honorable « au Roi et à la Justice », devant la porte de l'église principale.

Cependant, si dans la préparation relative à l'amende honorable, elle-même, on peut voir quelque

(106) *Journal de Barbier*, id.

chose d'une punition corporelle, l'amende honorable, elle, ne comporte rien de semblable ; c'est en somme une peine purement morale et qui, il faut bien le retenir, peut être changée en une peine plus forte si le condamné refuse d'exécuter le jugement. En tous cas, à côté de cette amende honorable nommée « in figuris », il en était une autre, appelée « amende honorable sèche », que personne au XVIII^e siècle ne considérait comme un châtiment corporel : elle avait lieu en Chambre du Conseil, le condamné étant seulement agenouillé et nu-tête.

L'amende honorable se prononçait presque toujours comme peine complémentaire, rarement comme peine principale.

X

Le poing coupé ou brûlé

Classée par les auteurs comme une peine indépendante, elle fut néanmoins toujours appliquée avant le dernier supplice et à la suite de l'amende honorable. Nous renvoyons à ce que nous avons pu en dire à notre paragraphe sur l'écartèlement. (Elle ne fut appliquée qu'à Damiens, croyons-nous, au XVIII^e siècle.)

XI

La lèvre coupée ou percée. — La lèvre coupée ou fendue

Ce sont les peines des blasphémateurs ; les statistiques relatives au XVIII^e siècle mentionnent leur appli-

cation très rarement : on les remplaça la plupart du temps par une aumône, quelques mois de prison ou même parfois l'amende honorable.

D'ailleurs, elles ne punissaient pas tout blasphème ; ce n'est qu'après cinq condamnations à d'autres peines telles que : pilori, carcan, etc., pour blasphème, que l'on fendait la lèvre supérieure avec un fer chaud ; à la septième fois, on en faisait autant à la lèvre inférieure ; à la huitième fois seulement on pouvait percer la langue (107).

XII

Le carcan et le pilori

Par la gêne qu'elles provoquent ces peines ont toujours été considérées comme corporelles : Jousse (108), Guy du Rousseaud de Lacombe, de Ferrière, Muyart de Vouglans les regardent comme telles ; il en est de même des lois de l'époque (Déclaration du 8 janvier 1719 et du 5 juillet 1722). La Déclaration du 11 juillet 1749 en fait des peines approchantes de la flétrissure et décide qu'à l'égard des condamnés par contumace, elles doivent être écrites sur un tableau comme celle du fouet (109).

D'après de Ferrière (110), le pilori et le carcan s'appliquaient dans les mêmes circonstances : il écrit

(107) *Institutes*, pages 315 et 316.

(108) Nouveaux commentaires de l'ordonnance de 1670, titre XXVI, art. VI.

(109) JOUSSE, *id.*

(110) Dictionnaire de droit et de pratique : mots : pilori et carcan.

en parlant de l'un et de l'autre qu'on fait « subir ces supplices aux banqueroutiers et à d'autres malfaiteurs ». Même identification d'après lui lorsqu'il explique ce que c'est que le pilori : il raconte qu'il y en a de deux espèces : « les uns sont des poteaux avec carcan, les autres sont faits en échelles, avec une planche au milieu de laquelle est une ouverture propre à passer le col ». Dans certaines circonstances, le pilori était donc absolument semblable au carcan ou plutôt la peine du carcan, plus simple, remplaçait celle du pilori dans les pays, assez nombreux d'ailleurs, qui n'avaient par les moyens pécuniaires pour faire construire de petit édifices comme celui si connu dans l'histoire : le pilori des Halles de Paris. Dans la généralité des cas au XVIII^e siècle, le carcan s'appliquait ; quant au pilori, il n'en était fait usage comme le dit Jousse (111), que dans certaines villes « en possédant un ».

Primitivement, le carcan dut avoir un rôle assez effacé, car le droit d'exposer les coupables appartenait aux seigneurs hauts-justiciers qui avaient la plupart du temps des piloris. Mais à la longue, soit en raison d'une simplification, soit en raison d'un adoucissement, on y adjoignit, dans toute la France, le carcan très employé au XVIII^e siècle et qui devait seul subsister à la Révolution (112). Voici comment Muyart de Vouglans décrit ces deux peines (113) : le condamné au carcan (114), « est conduit à pied, les deux mains liées en

(111) *Traité de la justice criminelle*, tome I^{er}, partie I, titre III.

(112) Le carcan était plutôt succédané du pilori qu'une peine nouvelle. Dictionnaire Larousse : mot carcan.

(113) Lois criminelles, livre II, titre IV, paragraphe IX.

(114) En ce qui concerne la bigamie, l'exposition avait lieu de

devant et attaché au derrière de la charrette de l'exécuteur, jusqu'au poteau, planté dans la place publique, auquel est attachée une chaîne au bout de laquelle pend un collier de fer de trois doigts de large ayant une charnière pour l'ouvrir. L'exécuteur fait entrer le cou nu du patient dans ce collier qu'il ferme ensuite avec un cadenas ; celui-ci a quelquefois un écriteau devant et derrière où est marqué la qualité de son crime, il reste en cet état plus ou moins d'heures et y est remis deux ou trois jours aux termes de son arrêt ». L'on entend sous le nom de pilori « un petit bâtiment quarré, muré jusqu'à la moitié de la hauteur du patient ; le surplus est à jour n'y ayant que des piliers de charpente pour soutenir le toit. Le pilori de Paris a au centre une poutrelle debout qui tourne sur un pivot, laquelle soutient un plancher rond entouré d'une espèce de balcon où il y a trois trous ronds pour faire passer la tête et les bras du condamné. L'on fait de temps en temps tourner le pivot et le patient pris par la tête et les mains tourne avec et présente la face de tous côtés. Ce pilori est au milieu des Halles de Paris. Il y a une pareille loge à Rouen où il n'y a pas de pivot tournant ».

Ces peines qui se prononcent aussi bien contre les femmes que contre les hommes (115) s'ordonnent à

façon pittoresque. Le docteur Marty, dans ses recherches sur l'archéologie criminelle dans l'Yonne (Arch. d'Anthr. crim. 1895, page 381), rapporte qu'en 1752, un sieur Nobis condamné comme bigame par le Parlement de Paris, fut mis au carcan un jour de marché sur la place publique de Fontainebleau, avec deux quenouilles entre les bras.

(115) Arrêt du Parlement, 3 mars 1758 contre Anne Lemoine.

l'égard des monopolisateurs, des colporteurs de livres défendus, des voleurs de raisin, des polygames, des filous, des banqueroutiers frauduleux surtout et autres crimes semblables qui exigent comme le dit Jousse : « une honte publique et une punition exemplaire ».

XIII

Peines, privatives de liberté considérées comme peines corporelles au XVIII^e siècle

Disons sommairement que la réclusion dans une maison de force considérée par les juristes de l'époque comme une peine corporelle tient lieu pour les femmes de la peine des galères ou du bannissement perpétuel hors du royaume et que son application est réglementée par les déclarations des 29 avril 1687, 4 mars et 18 juillet 1724.

Quant à la prison perpétuelle réputée aussi peine corporelle (116), elle comporte toujours, contrairement à la réclusion, mort civile et confiscation des biens ; on l'applique en général comme commutation de la peine de mort ou des galères. En tous cas, il faut qu'il s'agisse d'une prison perpétuelle pour qu'il y ait peine corporelle, car autrefois la prison n'était pas considérée comme un châtiment, mais comme une simple mesure de prévention.

(116) Voir MUYART DE VOUGLANS. — *Institutes*, page 295.

XIV

Peines corporelles militaires et maritimes

1° PEINES CORPORELLES MILITAIRES

Les peines corporelles militaires n'entraînant pas la mort sont les suivantes : le poing coupé, la langue percée d'un fer chaud (117), les galères perpétuelles, l'exposition sur le cheval de bois (auquel le coupable était attaché) et la dégradation militaire. (Nous classons cette dernière peine parmi les peines corporelles malgré son apparence surtout infamante, parce que le criminel, dans certains cas, du moins, est lié au moment où on le dégrade, et parce que, l'enlèvement de ses armes ayant eu lieu, on lui administre un coup de pelle sur les fesses) (118).

A part ces quelques peines corporelles, dont plusieurs sont rarement employées, et toutes réserves devant être faites quant aux châtiments disciplinaires dont il sera question plus loin, on doit remarquer que l'on emploie fréquemment au XVIII^e siècle, pour châtier les soldats, des peines infamantes telles que le piquet (119) et des peines privatives de liberté de courte durée, telles que l'emprisonnement de quelques mois (120).

(117) Ordonnance du 20 mai 1686.

(118) Voir Mémoires sur le service journalier de l'infanterie, par M. Bombelles, 1719, page 149.

(119) Voir art. 28 de l'Ordonnance concernant les crimes et délits militaires du 1^{er} juillet 1727.

(120) Voir les art. 39 et 44 de l'Ordonnance précitée qui punissent de prison les voies de fait ou insultes de militaires à l'égard

La peine de mort est une des pénalités corporelles assez souvent édictées par les Ordonnances militaires royales. Et, la chose se comprend pour une époque de guerre presque incessante durant laquelle une discipline rigoureuse est nécessaire. Muyart de Vouglans en énumère les nombreux cas d'application d'après les règlements en usage ; ce sont : les diverses formes de désertion dont fait mention l'Ordonnance du 2 juillet 1716 (abandon de sa compagnie sans congé, éloignement à deux lieues du quartier de la compagnie sans congé, fait de ne pas suivre son drapeau dans une alarme quelconque, prolongation de son congé au-delà de quinze jours, etc.) ; ce sont : l'espionnage direct ou par complicité, l'excitation à la sédition, l'abandon de son poste par une sentinelle, l'état d'ébriété d'une sentinelle, la conspiration, les menaces et voies de fait à l'égard des supérieurs, le refus d'obéissance, les vols d'armes de camarades ou de linge, habits, « équipages », et pain des militaires de la même chambre, etc. (121).

La question la plus intéressante qui puisse se poser sur l'emploi de la peine de mort contre les militaires à cette époque est celle des modes d'application : suivait-on les règles du droit ordinaire et appliquait-on uniquement les supplices en usage contre les criminels de droit commun ? Existait-il au contraire une manière spéciale d'exécuter les condamnations à mort des

de certains magistrats ainsi que l'entretien, à leur suite, de filles débauchées.

(121) Voir cette énumération : *Institutes au droit criminel*, pages 122 et 127.

militaires et usait-on toujours pour tous les crimes de ces derniers de ce genre particulier de mise à mort ? Récemment, certains journaux (122) ont prétendu que l'ancien droit avait adopté une distinction à ce sujet entre les crimes de droit commun et les infractions au service ou à la discipline : on aurait connu deux sortes d'exécution à mort applicables aux militaires, absolument dans les mêmes conditions que celles prévues par la proposition Georges Berry, dont il sera parlé plus loin.

Muyart de Vouglans (123) distingue à cet égard les délits « propres » aux soldats en tant que soldats (ainsi la lâcheté ou la désobéissance), des délits que le droit romain nommait « délits communs », réprimés par les lois ordinaires et parmi lesquels, contrairement à notre opinion actuelle, est rangé le crime de désertion (ce crime « dégradant entièrement le soldat et le rendant indigne de son privilège »).

Cette classification faite par des juristes et qui est à peu près identique à celle que nos législateurs modernes ont adoptée, engendrait d'après l'auteur précité une distinction des peines propres aux délits purement militaires et des peines propres aux délits de droit commun : ce qui impliquait l'existence de deux sortes de peines capitales militaires. Ce critère en ce qui concerne la peine de mort ne fut pas toujours respecté des Ordonnances et Déclarations royales, mais nous allons prouver dans une certaine mesure, qu'il le fut souvent.

(122) Voir à ce sujet, la *Revue pénitentiaire* de 1910, page 1065.

(123) *Institutes*, page 121.

Il n'y a pas de doute qu'il y ait eu deux catégories de peines capitales pour châtier les militaires : l'Ordonnance concernant les crimes et délits militaires de 1727, des auteurs tels que Jousse et Muyart de Vouglans et des recueils de tous genres (124), rapportent que tantôt les soldats coupables sont pendus, rompus ou brûlés, tantôt sont passés par les armes. Et M. de Bombelles dans ses mémoires (125) donne la description de la mise à mort des soldats, soit par le gibet, soit par la fusillade de la façon suivante : S'agit-il du gibet ? « L'aumônier doit marcher à la droite du criminel et l'exhorter » puis la pendaison ayant été effectuée de la manière ordinaire, « on mettra deux sentinelles auprès de lui pour qu'on ne l'enlève pas, et vers le soir on permettra au sergent et à quelques soldats de la compagnie de prendre soin de l'enterrer à moins qu'il ne fût ordonné que son corps demeurât exposé au gibet ». S'agit-il de la fusillade ? Après le rassemblement des troupes, « il doit y avoir douze grenadiers et un sergent avec leurs armes chargées de frais au premier rang... ». Dès que la sentence aura été lue au criminel qui doit être à genoux, l'aumônier continuera à l'exhorter, le major appellera le sergent de la compagnie qui bandera les yeux, le mieux que faire se pourra, avec sa cravate ; ensuite, le major fera signe aux fusiliers qui l'auront escorté, de se retirer derrière les grenadiers, lesquels ayant été avertis auront présenté et préparé les armes, et pendant que l'aumônier se sera retiré du criminel sans qu'il s'en aperçoive, les grena-

(124) Voir code militaire, par M. le chevalier de Sparre.

(125) Voir titre II, article LXIV, page 149.

diers mettront en joue et le major en fera tirer les deux tiers en même temps par un signal avec sa canne. Un moment avant de faire tirer les grenadiers, il faut les avoir fait avertir par leur sergent que les quatre premiers doivent tirer à la tête, les quatre d'ensuite au cœur et que les quatre autres resteront en joue sans tirer, au cas que le criminel ne fût pas absolument mort, pour l'achever. L'exécution faite, les grenadiers iront rejoindre leur compagnie et l'on fera défiler les troupes autour du corps mort auprès duquel on laissera quatre sentinelles pour faire retirer le monde..... ».

C'est la seule peine capitale de notre ancienne législation qui ait été conservée par les lois pénales actuelles, et notre code de justice militaire l'a appliquée indistinctement aux crimes militaires de droit commun et aux infractions purement militaires.

Mais, puisque l'ancienne législation avait cet avantage sur la nouvelle de permettre l'exécution capitale des soldats de diverses manières, l'emploi de chacun de ces procédés était-il nettement délimité ? Nous en arrivons ainsi à nous demander si le critère de Muyart de Vouglans qui, nous venons de le prouver, a tout au moins une base dans la distinction de deux sortes de peines capitales pour les militaires, a été réellement appliqué dans tous les cas où il devait l'être par les lois de l'époque. Sans nous occuper de la désertion (126), qui

(126) L'art. 32 de l'Ordonnance du 1^{er} juillet 1727 décide, en effet, que tout soldat qui sortira d'un camp retranché, ville de guerre ou fort, ou qui rentrera par quelques détours autrement que par les portes ou chemins ordinaires, sera pendu ou étranglé. Mais, à l'inverse, l'art. 33 déclare que le soldat qui ne suivra pas son drapeau dans une alarme ou sur le champ de bataille, sera

était rangée parmi les « délits communs » et qui devait donc être punie d'une peine de droit commun, nous devons remarquer que beaucoup d'infractions au service ou à la discipline étaient punies de la fusillade : il en était ainsi de certains actes de désobéissance (refus de soldats, ayant l'épée à la main pour se battre en duel, de se séparer sur le champ malgré les injonctions de leurs officiers), de certains actes d'indiscipline (soldats provoquant des attroupements par des querelles ou combats. (Art. 20 de l'Ordonnance de 1727).

Il est, à vrai dire, une exception à cet emploi de la fusillade à l'égard des délits purement militaires dans l'art. 38 de l'Ordonnance de 1727 en ce qui concerne le fait de frapper les commissaires des guerres : le soldat coupable de ce crime était pendu et étranglé. Mais l'exception n'existe pas, car il n'y a là qu'une application de ce principe formulé par Muyart de Vouglans et le droit romain, que celui qui commet un délit militaire considérable (de même que le crime de désertion) se rend indigne de son privilège de soldat d'être passé par les armes, et doit subir un châtiment plus sévère. Nous retrouvons l'application de cette idée dans l'art. 21 de la même Ordonnance qui condamne l'auteur du crime considérable de conspiration à être rompu vif.

« comme déserteur », passé par les armes. En tous cas, d'après l'art. 28, titre III, livre 4 du code militaire (ou compilation des ordonnances par M. le chevalier de Sparre), voici exactement de quelle manière étaient exécutés les déserteurs : en principe, ils devaient être pendus ; « que si, néanmoins, il ne se rencontrait pas d'exécuteur sur les lieux, sa Majesté veut en ce cas, qu'ils soient passés par les armes ».

A l'inverse, l'ancienne législation était logique en admettant l'emploi d'une peine de droit commun, telle que la pendaison pour des assemblées illicites, la peine du feu pour pillage d'églises avec profanation des choses sacrées, etc.

A part quelques articles de l'Ordonnance de 1727, qui ordonnent l'emploi de peines capitales de droit commun contre les soldats auteurs de voies de fait à l'égard des gradés tels que caporaux et brigadiers, le critère dont nous venons de parler a donc été assez souvent respecté par les anciennes Ordonnances. En somme, on avait estimé que la mort par la fusillade, plus honorable que celle par les supplices, ne devait pas être appliquée aux militaires coupables de crimes particulièrement graves. Cette idée très juste, sera développée plus tard dans une page célèbre de Joseph de Maistre et guidera quelques-uns des défenseurs actuels de la proposition Georges Berry.

2° PEINES CORPORELLES MARITIMES

Muyart de Vouglans signale la peine d'être passé par les armes, celle des baguettes, l'estrapade, la cale, la boucle, comme étant particulières aux militaires ou aux marins. Il faut ajouter à cette liste pour ces derniers, celle de « courre la bouline », du cabestan, des fers, outre les pénalités de droit commun telles que le fouet, la flétrissure, le bannissement ou les galères.

La peine de mort était suivie fréquemment de l'exposition du cadavre à un mât planté près du lieu du naufrage par exemple, s'il s'agissait de la condamnation d'un pilote qui avait fait échouer son navire (Or-

ordonnance de la marine du mois d'août 1681, art. 28). — Le châtimement capital est d'un emploi assez fréquent, mais l'Ordonnance de 1689 le mentionne d'une manière relativement rare à côté des autres peines corporelles. Cela vient peut-être des difficultés qu'il y avait à exécuter, sur un navire ou dans les courts intervalles durant lesquels on faisait escale, les condamnations à mort. La peine suprême s'appliquait cependant à ceux qui malicieusement faisaient échouer ou périr leur vaisseau, qui faisaient couler les breuvages, perdaient le pain, faisaient faire eau aux navires, s'armaient contre le maître, pour tous ceux qui en un mot étaient cause de la perte du bâtiment ; il faut y assimiler la désertion et certains crimes contre la discipline particulièrement graves (127).

Mais, alors qu'à l'égard des soldats de l'armée de terre, il n'était fait usage, à part la peine de mort, qu'exceptionnellement de peines corporelles, les gens de la marine de guerre ou de la marine marchande, étaient susceptibles d'être punis de nombre de châtimements corporels : la cale dont parle l'Ordonnance de 1681 était de deux sortes : dans la cale ordinaire, on conduisait le criminel vers le plat-bord situé au-dessous de la grande vergue, et on le faisait asseoir sur un bâton qu'on lui passait entre les jambes. Il embrassait un cordage auquel ce bâton était attaché et qui répondait à une poulie suspendue à un des bouts de

(127) Voir l'ordonnance du mois d'avril 1689, pour les armées navales et arsenaux de la marine. Une ordonnance du 31 octobre 1691 contre les désertions des vaisseaux armés en course, n'établit comme peines cependant que le carcan et la prison.

la vergue. On élevait le patient jusqu'à la hauteur de cette dernière et on le précipitait dans la mer ; ce qui pouvait se faire plusieurs fois selon la sentence. Dans la cale sèche, on suspendait le criminel à une corde raccourcie qui ne descendait qu'à quelques pieds de la surface de la mer, de sorte qu'il ne plongeât point dans l'eau (128).

La boucle dont on parle à cette époque comme étant une peine corporelle, est à vrai dire une peine privative de liberté, car le mot boucle signifiait alors clef ou prison, et mettre un matelot à la boucle, c'était l'emprisonner.

La peine de « courre la Bouline » consistait à faire passer le patient une ou plusieurs fois d'un bout du pont à l'autre, devant l'équipage rangé des deux côtés, qui le frappait de cordes (129). (La bouline est une corde amarrée vers le milieu de chaque côté d'une voile.)

Le cabestan était une peine qui obligeait le patient à rester deux heures par jour pendant trois jours à cheval sur une barre du cabestan avec deux boulets de canon aux pieds (130).

Avec la mise aux fers pendant quinzaine, appliquée notamment aux matelots qui s'endormaient en faisant le quart, il faut encore signaler l'emploi des diverses peines corporelles usitées dans le droit com-

(128) Code pénal ou recueil des principales ordonnances, édits et déclarations sur les crimes et délits, Paris 1714, page 352.

(129) MUYART DE VOUGLANS. — *Institutes*, page 129. Cette pénalité n'a été abolie qu'en 1848.

(130) *Larousse*, grand dictionnaire universel du XIX^e siècle, mot : cabestan.

mun, pour avoir une idée complète de la répression des marins au XVIII^e siècle.

Ajoutons que les punitions corporelles sont citées par les Ordonnances d'abord, contre les matelots pour le fait d'avoir quitté le maître sans congé après le chargement, pour ivrognerie, désobéissance, certains vols spéciaux, mais aussi contre des particuliers qui se sont rendus coupables de délits de pêche ou d'atteintes quelconques à la sécurité des navires.

2^e SECTION

Les châtiments corporels disciplinaires au XVIII^e siècle.

Le châtiment corporel ne consistait pas toujours dans une peine prononcée par des juges qui, après avoir suivi une procédure marquée et reconnu la culpabilité d'un individu, statuaient sur un délit déterminé et prévu par la loi. Il servait aussi de mesure disciplinaire pour de petites fautes non assimilables à un délit dans certaines organisations telles que la marine, l'armée, les prisons et galères, l'école et la famille.

§ I. — LES CHÂTIMENTS CORPORELS DISCIPLINAIRES DANS L'ARMÉE ET LA MARINE

Pour la marine, les châtiments de la cale, du cabestan, « de courre la bouline » et des fers sont employés

tantôt comme peines, tantôt comme simples punitions infligées par décision du maître du navire (131).

Les châtimens corporels disciplinaires de l'armée de terre sont au contraire indépendans de ceux infligés à titre de peines corporelles : François I^{er} avait bien introduit l'usage de l'application de coups de bâton aux soldats (132), mais cela était tombé peu à peu en désuétude : aussi le comte de Saint-Germain, ministre de la guerre vers le milieu du XVIII^e siècle, voulant faire un essai d'après la coutume en usage alors dans l'armée prussienne, décida que les coups de plat de sabre constitueraient désormais des mesures disciplinaires dans l'armée. Il elabora à cet effet, un règlement, celui du 20 mars 1776, qui en son titre 6, art. 20 déclare que « l'intention de sa majesté est que les fautes légères qui jusqu'à présent ont été punies par la prison, le soient désormais par les coups de plat de sabre ». Dans la pratique, le nombre des coups sur les parties inférieures de l'individu était de quinze. On faisait usage également du bâton, de la baguette, des verges, de courroies.

§ II. — LES CHÂTIMENS CORPORELS DISCIPLINAIRES SUR LES GALÈRES ET DANS LES PRISONS

Sur les galères, il n'était guère besoin d'une rude discipline pour obliger les forçats à travailler ; par le fait

(131) Voir l'Ordonnance du mois d'août 1681, art. 22 notamment.

(132) Le châtimement des baguettes qui était infligé par ordre du commandant du corps, dans notre ancienne infanterie, s'exécutait ainsi : Le patient après être passé dans une double haie de soldats à qui il distribuait des baguettes, allait se mettre nu à l'extrémité

même du mécanisme général de ce genre de navigation qui rendait solidaires les uns des autres les mouvements de ces derniers, un coup de rame, nous l'avons vu plus haut, châtaït aussitôt ceux qui étaient inattentifs. Cependant, pour réprimer toute velléité de rébellion, un surveillant était là (133), un fouet à la main, faisant justice d'une manière des plus rapides (134).

Pour les prisons, il est bien difficile d'exposer un système général de châtiments disciplinaires, l'emprisonnement qui, nous le verrons plus loin, ne fut pas appliqué comme peine, par erreur du reste, à cette époque, étant insuffisamment organisé pour en permettre l'établissement. En fait, certains geôliers n'étaient pas très tendres à l'égard des détenus et les coups devaient être en usage dans nos anciennes prisons. Cependant, après l'influence du Christianisme qui par l'intermédiaire du pape Clément XI institua les premières maisons cellulaires, on conçut cette idée que la prison ne devait pas être un simple lieu de débarras de criminels, mais un moyen de réformation.

En raison du peu d'influence de l'idée de privation de liberté à côté de la notion de châtiment corporel, l'organisation des prisons devait être une chose lente aussi bien au point de vue de l'éducation du prisonnier qu'à celui de la discipline. Mais toute époque, malgré ses qualités, a quelques progrès à réaliser dans une

de cette haie qu'il retraversait à nouveau en recevant des coups, alors que le tambour battait la charge.

(133) Voir l'art. précité de la *Revue de Paris* de 1897.

(134) Ces châtiments furent du reste, peu à peu, adoucis : une ordonnance du 10 mai 1689 défendit aux comes, argousins et autres bas-officiers de se servir du bâton pour punir les forçats.

certaine mesure, et ce fut une des tendances des derniers siècles de la monarchie que celle qui consiste à vouloir organiser avec justice et fermeté le régime disciplinaire des prisonniers. La tâche sera longue, car à notre avis, elle n'est pas encore achevée au début du XX^e siècle.

Dès le XVI^e siècle, il est décidé que le geôlier « peut enchaîner et enfermer tous prisonniers criminels qu'on lui délivre, mais de sorte qu'il ne les blesse «¹³⁵ » à l'égard de leurs prisonniers (137) ; du reste, des ministres, tels que d'Argenson allaient se rendre compte par eux-mêmes de l'état des prisons.

Mais, en 1694 encore, une plainte est déposée contre le concierge du château de La Tournelle qui maltraite les prisonniers à coups de bâton (136). Aussi édicta-t-on des Ordonnances délimitant les obligations des geôliers

Tout cela ne nous permet pas de dire dans quelle mesure il était fait usage des châtiments corporels à l'intérieur des prisons au XVIII^e siècle : il n'y a pas de doute que les prisonniers étaient fréquemment chargés de

(135) *Pratique judiciaire des causes criminelles*, par Messire Josse de Damhoudère, Anvers 1573.

(136) DESMAZE. — *Supplices, prisons et grâce en France*, p. 254.

(137) *Règlement général pour les prisons de la ville de Paris*, du 18 juin 1817.

chaines ; les frappait-on toujours ? les textes législatifs de l'époque interdisent les violences occasionnellement ; mais, de ce fait, qu'aucune Ordonnance n'énumérait les châtimens dont les geôliers pouvaient faire usage, il dut y avoir des tolérances en ce qui concerne les châtimens corporels qui demeurèrent appliqués peut-être en marge de la loi (ce point est, ajoutons-le, très difficile à éclaircir).

§ III. — LES CHÂTIMENS CORPORELS DISCIPLINAIRES
DANS LA FAMILLE ET A L'ÉCOLE

C'était un adage de notre ancien droit que celui qui formulait cette idée que les parents pouvaient frapper leurs enfans dans la mesure où cela était utile à leur bonne éducation : « Verberare possunt parentes modo non excedant castigationis terminos alioquin de excessu puniantur. » Cet adage qui permettait les châtimens physiques et qui est rapporté fréquemment dans notre ancienne jurisprudence, était respecté de nombreux pères de famille : les rois eux-mêmes donnaient l'exemple, non pas en portant leurs propres mains sur leurs descendants, mais en chargeant un correcteur d'exécuter la sentence. C'est ainsi qu'Henri IV faisait fouetter son fils, le futur Louis XIII, rappelant à la gouvernante du Dauphin « qu'il avait été fort fouetté étant de son âge et que cela lui avait profité », et que Louis XIV faisait traiter de la même manière le grand Dauphin, tandis que Bossuet assistait à la correction.

Quant aux écoliers, du plus jeune jusqu'au plus âgé, du plus pauvre jusqu'au plus riche, ils étaient punis

pour certaines fautes, à l'aide des châtiments corporels.

Elles devaient être nombreuses les écoles de village analogues à celle représentée par le peintre hollandais Van Ostade, où le maître frappait de sa férule les mauvais écoliers.

Les grands collèges avaient tous leur correcteur, et chacun d'eux disposait d'un petit crédit nécessaire à l'achat de bonnes verges.

Les Pères Jésuites adoptaient aussi dans leurs établissements l'emploi des châtiments corporels. Leurs « Regulæ » disposaient qu'ils n'infligeraient pas eux-mêmes les verges, mais qu'un correcteur spécial civil appliquerait la punition en présence du régent (138).

La « conduite » des Frères des écoles chrétiennes, dont la congrégation fut fondée par le Bienheureux de La Salle en 1681 et qui commença à avoir son plein développement au XVIII^e siècle, établissait comme punitions à l'égard des élèves les verges et la férule (139).

L'instrument de correction était du reste variable selon les écoles, ainsi que selon les régions ; et même avec le temps, certaines personnalités cherchèrent à instituer des moyens de correction plus doux que les autres : c'est de la sorte que l'évêque d'Autun adopta l'emploi d'un fouet de parchemin à 7 ou 8 cordons appelé « robinet ». Dans la suite, on fit des nœuds à

(138) Voir *Larousse*, Dictionnaire universel du XVIII^e siècle, et Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles lettres de Toulouse de 1878.

(139) La férule est un instrument composé de deux morceaux de cuir cousus ensemble, longs de 10 à 12 pouces, y compris le manche pour les tenir.

ces cordons et on eut l'instrument que les petits enfants du XX^e siècle connaissent du nom de martinet.

Tels étaient les châtiments en usage dans les maisons d'éducation d'autrefois : ils n'épargnaient comme nous l'avons dit, ni les nobles, ni les riches ; ils s'exerçaient même contre les écoliers âgés, et l'on raconte que le duc de Boufflers eut le fouet à sa seconde année de rhétorique pour avoir soufflé dans une sarbacane, des pois contre son professeur. (Disons sans malice qu'il avait mérité la correction !)

Le but des peines corporelles
(Fonctions de pénalité) au XVIII^e siècle.

Nous classons actuellement les peines quant à leur but en peines éliminatoires, en peines réformatrices, en peines éducatrices et en peines d'intimidation (140).

Au XVIII^e siècle, on s'occupa aussi de ce genre de classification : Jousse (141) déclare que l'objet des peines est triple : à son avis, elle tendent : 1^o à la correction du coupable ; 2^o à sa mise hors d'état de nuire ; 3^o à l'exemple. Quant à Muyart de Vouglans il considère qu'elles sont établies à deux fins principales : « l'une pour punir le coupable et l'empêcher de retomber dans le crime, l'autre pour l'exemple, afin de contenir par la terreur des châtiments ceux qui pourraient y tomber... » (142).

(140) CUCHE. — *Traité de science et de législation pénitentiaire*, page 61.

(141) *Traité de la Justice criminelle*, préface, paragraphe III.

(142) *Institutes*, page 280.

Il y a certaines différences d'une part entre notre conception actuelle et la conception de Jousse ou de Muyart de Vouglans, et même d'autre part entre les conceptions de ces auteurs : Jousse en effet admet trois sortes de peines : les peines correctrices, les peines éliminatrices et les peines intimidatrices ; il résulte de la phrase de Muyart de Vouglans que nous venons de citer, l'admission par lui de l'idée d'exemplarité, de celle de correction, mais non de celle d'élimination ; il y substitue — et c'est ce qui ressort de son premier membre de phrase — l'idée de punition ou plutôt selon une formule très employée, celle d'expiation. Combinant ces deux textes nous arriverons à cette classification qui est, nous allons le démontrer, celle admise sans conteste dans notre ancien droit ; les peines étaient autrefois en effet ou éliminatrices, ou expiatives ou correctrices ou intimidatrices ; nous ajouterons que dans deux cas, isolés d'ailleurs, elles avaient un autre but : 1° La flétrissure servait à reconnaître les récidivistes ; 2° La torture avait pour but d'établir la preuve de la culpabilité. Ces deux derniers buts comme celui d'expiation ne figurent pas dans notre système actuel (143). Quant à l'élimination et à l'intimidation elles ont encore une très large place dans le système pénitentiaire du XX^e siècle : l'une dans les peines de la mort, de la relégation et peut-être des travaux forcés ; l'autre

(143) Et encore il n'est pas dit que nos peines actuelles n'aient pas conservé parfois un certain caractère expiatoire ; tel est l'appareil de sévérité qui entoure l'exécution capitale du parricide. (Est-ce bien sûr, d'ailleurs, que toute idée de sanction morale ait disparu dans la peine de mort actuelle ?).

dans les amendes pécuniaires appliquées si fréquemment par nos juridictions répressives (144).

Pour ce qui est des peines correctrices correspondant à peu près à nos peines réformatrices et éducatrices actuelles, il est bien certain qu'au XVIII^e siècle, époque à laquelle la prison était peu en honneur comme peine, le but de correction unique était moins développé dans notre législation actuelle ; cependant nous aurons l'occasion de constater que l'on condamnait souvent pour corriger, autrefois, et que les peines expiatives en raison de leur caractère religieux, lorsqu'elles n'entraînaient pas la mort du moins, tendaient d'une manière indirecte à la correction du coupable (145).

1^o *Peines corporelles éliminatrices au XVIII^e siècle.*

— C'est une idée vieille comme le monde, que celle de faire disparaître de la société tout individu dont l'incorrigibilité entraîne pour elle des dangers considérables. Toutes les peines engendrant la mort, sont, à vrai dire, éliminatoires ; néanmoins, certaines ont ce caractère d'une façon plus particulière ; que dans la peine de la roue il y ait un appareil d'expiation et un but d'intimidation, cela ne fait pas de doute, mais ce qui y prédomine est bien l'élimination ; on y condamne en effet, la plupart du temps, de très dangereux bri-

(144) CUCHE. — Ouvrage précité.

(145) En disant que les peines d'alors étaient correctrices, nous ne faisons, du reste, que répéter les paroles de Jousse et de Muyart de Vouglans.

gands peu effrayés par les supplices (146) et dont on a le désir avant tout de se débarrasser.

Ce caractère éliminatoire convient également aux peines du bannissement et des galères.

2° *Peines corporelles intimidatrices.* — Au fond, toutes les peines corporelles sont intimidatrices et c'est bien l'opinion de M. Cuhe dans son *Traité de Science et de Législation pénitentiaire*, lorsqu'il classe les peines corporelles parmi celles d'intimidation pure (147). Certaines le sont cependant plus que d'autres : dans quelle catégorie le supplice de l'écartèlement, qui punit le crime de lèse-majesté, doit-il être rangé ? On peut répondre à cela de deux manières : on peut dire que les divers supplices qui y sont attachés existent comme mesures d'expiation à l'égard de celui qui commet un attentat sur la personne du roi, représentant de Dieu ; mais outre que jamais les peines expiatoires n'ont eu une sévérité aussi marquée que celle de l'écartèlement, il faut se reporter à l'origine extrêmement antique de cette dernière et l'on sera d'avis qu'à une époque où l'on songeait surtout à maintenir l'autorité du pouvoir, le supplice de l'écartèlement a été avant tout établi pour intimider les conspirateurs : lorsque le roi de France forma l'unité de son pays il songea

(146) Le cynisme de Cartouche allant à la mort est très probant à cet égard. Le supplice inspirait de la terreur à ceux qui étaient sur le point de s'engager dans la voie du crime, mais non à ceux qui étaient des criminels avérés : cela est si vrai qu'au XIV^e siècle, certains brigands s'entraînaient à supporter la douleur en se donnant mutuellement la torture (*Revue pénitentiaire de 1907*).

(147) 2^e partie.

certainement à effrayer les rebelles. Au XVIII^e siècle, alors que la Révolution se prépare, on peut considérer que l'écartèlement de Damiens fut bien une mesure d'intimidation. Il en fut de même en général de la pendaison : nous avons décrit plus haut le procédé employé par les seigneurs pour effrayer leurs sujets ; nous avons dit, en effet, combien l'aspect des fourches patibulaires et notamment du fameux gibet de Montfaucon pouvait en imposer, par cette exposition des cadavres, à ceux qui voulaient mal faire. Au dix-huitième siècle, il est vrai, ces fourches n'étaient plus comme on l'a dit que de « vains simulacres » (148) ; mais on entoure encore la pendaison de tout un appareil, en exposant accrochés à la potence durant un certain temps le corps branlant du coupable aux yeux du public ; d'ailleurs, c'était la peine capitale que l'on employait avec le plus de facilité et qui souvent n'avait pas d'autre but que d'intimider des émeutiers un peu trop hardis : c'est ainsi qu'en juillet 1725, à la suite d'une discussion entre un boulanger et une femme à propos de la cherté d'un pain il y eut une émeute sérieuse qui se termina par la pendaison des deux manifestants. La peine du fouet, et il s'agit de celle qui se pratique publiquement est avant tout intimidatrice (149). Nous verrons qu'elle a sans doute d'autres caractères, mais il nous semble que l'efficacité possible de cette peine résulte en partie de la frayeur qu'elle engendre.

(148) MAUPEOU. — Mémoires du Roi.

(149) Voir GARRAUD. — Cours spécial enseigné en 1911 sur les châtimens corporels.

Sont intimidatrices également les peines de la pendaison sous les aisselles et d'être traîné sur la claie.

3° *Peines corporelles expiatoires.* — A une époque où le Roi sacré à Reims était considéré comme le représentant de Dieu, il était naturel que le pouvoir civil cherchât à faire expier avant sa mort celui qui avait péché contre la loi divine en commettant un délit puni par les lois humaines. Et il ne s'agit là nullement d'une idée dérivant de la vengeance comme certains l'ont prétendu ; M. Cuche, dans son traité, a détruit cette erreur. L'expiation n'est que la conséquence du dogme d'une religion qui contrairement au paganisme admet la notion du repentir et qui proclame qu'il faut expier pour se faire pardonner ses fautes dans la vie future. Et l'état d'esprit de beaucoup de gens qui vivaient au XVIII^e siècle prouve que l'on s'inspirait de cette idée pour punir : on tenait à ce que la peine soit rigoureuse puisque le coupable avait péché contre la loi de Dieu, Etre infini ; mais d'autre part, les souffrances ne devaient jamais être telles qu'elles puissent lasser la patience du condamné et l'entraîner à prononcer des jurons qui fassent douter de « son salut » (150).

Ce n'était d'ailleurs point l'Eglise ou ses représentants qui prescrivaient ces peines ; même en matière d'hérésie, l'Eglise ne prononçait point de peines cor-

(150) (V. MUYART DE VOUGLANS). *Institutes*, page 288, à propos des mesures d'adoucissement prises en faveur des condamnés au feu ou à la roue. — Barbier, dans son journal, tome IV, page 506, s'empresse de déclarer, dans le récit de l'exécution de Damiens, que ce dernier n'a proféré aucun jurement soit à la question, soit au supplice.

porelles ; elle condamnait les doctrines et le pouvoir temporel décidait de la peine à appliquer (151). Cette opinion est la seule vraisemblable et se résume en cette phrase : « ... Si nous voulons nous en rapporter au pouvoir originaire de l'Eglise, à celui qu'elle possède partout et toujours, nous estimons que sa puissance native se limite à ces peines spirituelles ou temporelles qui trouvent leur sanction dernière dans la peine suprême de l'Excommunication » (152).

C'était donc le roi représentant du pouvoir civil qui selon les exigences du moment faisait plus ou moins expier le criminel : au moyen âge, cette expiation fut très sévère et l'Inquisition ne fut qu'un moyen dont se servit l'Eglise pour limiter dans la mesure où les circonstances le lui permettaient le zèle de l'autorité temporelle (153).

(151) MUYART DE VOUGLANS. — *Institutes*, page 311.

(152) L'Eglise et le droit de glaive, par A. Vermeersch. (*Revue* intitulée : *Etudes*, du 20 février 1911).

(153) C'est là l'opinion que vient de soutenir, d'une manière très judicieuse, Mgr Douais, évêque de Beauvais, dans son livre sur l'Inquisition (paru à la librairie Plon et résumé dans la *Revue pénitentiaire* de 1907, pages 839 et suivantes). A son avis, en présence des ardeurs souvent excessives des peuples et des convoitises de certains princes qui cherchaient à en tirer profit, l'Eglise ne pensa pas à encourager les laïques dans cette voie, elle ne fit qu'empêcher l'empereur et les princes de s'ériger en arbitres des croyances dans l'appréciation de l'hérésie. Aussi, sous l'impulsion des papes et, notamment, de Grégoire IX, l'Eglise résolut-elle de se réserver complètement l'appréciation du fait de l'hérésie, laissant le pouvoir civil appliquer la peine. Mais l'évêque, juge compétent à cet égard jusque-là, ne se sentait plus capable de résister dans ce cas au pouvoir séculier. La papauté, pour cette raison, crut bon d'organiser une nouvelle juridiction plus forte que celle de l'évêque, composée de membres d'ordres religieux et qu'on nomma l'Inquisition.

Sans doute au XVIII^e siècle, les législations et les jurisconsultes cherchent en présence de la révolte qui se prépare peut-être plus à intimider qu'à faire expier. Il existe toutefois des peines qui sont encore nettement expiatrices et qui frappent, chose remarquable, le délinquant par où il a « péché » : nous avons parlé de la peine de la langue percée, qui s'applique aux blasphémateurs, nous avons parlé aussi de celle du poing coupé ou brûlé prononcée contre les parricides ; dans tous ces cas, l'organe physique qui a servi à commettre un délit reçoit lui-même le châtimement. Mais à côté de ces marques expiatrices qui vont même jusqu'au symbolisme, il en était qui existaient d'une manière moins apparente dans la plupart des autres châtiments corporels : c'est ainsi que dans la peine, qui consiste à être rompu, on exposait le patient, après avoir reçu les coups qui devaient lui donner la mort, sur une roue de carrosse la tête tournée vers le ciel pour y expirer sous les regards de Dieu.

4° *Peines corporelles correctrices.* — Puisque la prison était un élément de pénalité très peu répandu à l'époque que nous étudions, il semble qu'il ne faille pas chercher une pareille notion dans le droit criminel du XVIII^e siècle. A vrai dire, il faut, pour y trouver la marque de cette notion se faire une opinion sur la valeur de certains châtiments corporels. On ne peut évidemment considérer comme réformatrices toutes les peines engendrant la mort ; en est-il de même de cette pénalité plus douce qui consiste dans l'administration au coupable de coups de fouet ? Certains diront que c'est tout simplement une atteinte à la dignité humaine

de funeste effet ; mais beaucoup y verront un autre résultat : pour eux la souffrance et l'humiliation de ce châtiment amenderont peut-être ceux que, ni les bons conseils ni les avertissements n'ont guéri de leurs mauvaises habitudes ; l'homme, sous le coup de l'humiliation et de la douleur peut — cela est vrai, du moins pour certains individus (154) — réfléchir aux conséquences de ses actes délictueux et arriver ainsi à les regretter. Si cette opinion est sujette à discussion actuellement, beaucoup estimaient alors que l'homme qui ne met aucune limite à sa propre liberté doit subir l'effet d'un châtiment purement physique, si toute autre douleur lui est insensible. Et au XVIII^e siècle, époque à laquelle les professions intellectuelles étaient peu nombreuses et à laquelle le corps se développait surtout, on devait tout naturellement être poussé vers l'emploi fréquent des châtiments corporels, comme mesure de correction. Déjà au XVII^e siècle, Henri IV et beaucoup d'esprits notables faisaient l'apologie du fouet ; au XVIII^e siècle, tous ceux qui éduquent la jeunesse en usent, nous l'avons vu, très fréquemment ; et on raconte même que dans certains établissements d'éducation, les maîtres se servaient du fouet non seulement pour punir leurs élèves des fautes commises, mais même par pure prévention : on fouettait pour le principe une fois par semaine : le fouet n'était plus du tout alors un objet d'intimidation, c'était uniquement un moyen de dompter une naturelle rebelle susceptible d'accomplir un acte répréhensible. On se faisait d'ail-

(154) Qui sont dépourvus de toute moralité ou dont l'état moral est peu développé.

leurs du fouet, en tant que peine, une notion presque identique à celle qu'admettaient les éducateurs sur le fouet, châtiment disciplinaire. De Ferrière, dans son dictionnaire de droit et de pratique édicté en 1740, affirmait hautement que la peine du fouet sous la custode n'était : « qu'une simple correction » (155).

Quant au carcan et au pilori, ce ne sont pas des peines éliminatoires, ce sont peut-être des peines intimidatrices, peut-être aussi des peines expiatoires ; ce sont surtout des peines correctrices, car cette exposition aux regards et aux huées du public peut engendrer, chez beaucoup de personnes du moins, un vague état d'esprit de honte qui peut susciter la honte du crime et par conséquent l'amélioration ou correction du coupable.

5° *Peines destinées à faire reconnaître les récidivistes.*

— A une époque où on n'appliquait pas encore la mensuration anthropométrique et où on ne se servait pas des empreintes digitales pour identifier les criminels, on avait recours à une sorte de châtiment corporel accessoire à la peine principale, mais qui n'en était pas moins considéré comme une véritable peine (156) : c'était la marque ou flétrissure qui constituait, nous l'avons dit plus haut, un progrès sur le système d'identification des oreilles coupées ; ce progrès se continua dans la suite du reste : primitivement, le criminel était marqué sur la figure, puis en raison de cette idée que l'homme a été fait à l'image de Dieu et ne doit pas être

(155) V. le mot : Fouet.

(156) V. MUYART DE VOUGLANS et JOUSSE.

défiguré (157), on le marqua désormais à l'épaule, enfin on en vint à remplacer la fleur de lys, qui fut tout d'abord la marque habituelle, par la première lettre du délit commis. Le système moderne n'a plus guère l'aspect d'un châtiment ; cependant les diverses opérations accomplies au service anthropométrique pour arriver à l'identification d'un criminel présentent un certain caractère de contrainte physique, par la gêne dans laquelle le coupable est mis au moment des mensurations et de la prise des empreintes.

6° *Peines corporelles dont le but est d'établir la preuve de la culpabilité du condamné.* — Il s'agit de la question ou torture par laquelle on tendait à arracher l'aveu du délinquant : au XVIII^e siècle, on s'en sert, bien entendu, comme moyen de preuve, mais on pourrait dire aussi qu'il n'y a en ce cas, la plupart du temps, qu'une sorte de peine accessoire précédant la peine de mort, car comme le constate Muyart de Vouglans (158), « ce moyen de preuves ne s'ordonne que par jugement et que lorsqu'il y a des preuves si considérables contre l'accusé qu'il ne manque plus que sa confession pour le faire condamner au dernier supplice ».

Telles sont, autant que nos recherches sur le droit criminel de l'époque nous permettent de le dire, les diverses fonctions de pénalité des châtiments corporels au XVIII^e siècle.

(157) V. GARRAUD. — Cours spécial enseigné en 1911, sur les châtiments corporels.

(158) *Institutes*, page 289.

L'Opinion au XVIII^e siècle et les châtimens corporels

La question des châtimens corporels soulève des problèmes très profonds, et à la veille de la Révolution, alors que tant de choses étaient discutées, il fallait s'attendre à ce que les penseurs et l'opinion s'emparent d'un sujet aussi fécond. Il en fut bien ainsi ; les philosophes, qui voient toujours les choses de très haut, luttlèrent naturellement en vue de la suppression de ces châtimens ; des praticiens, des jurisconsultes au contraire, défendirent ces moyens de contrainte indispensables, à leur avis, au bon fonctionnement de la machine sociale, dont les engrenages subissaient alors de sérieux à-coups. Quant à l'opinion publique proprement dite, c'est-à-dire l'ensemble des classes qui constituent la nation, elle va s'affirmer d'une façon mitigée dans les cahiers des Etats généraux, et dans bien des cas elle souhaitera encore le maintien de certains châtimens corporels. Disons du reste que dans la première partie du XVIII^e siècle notamment, les diverses manifestations de la foule prouvent que ces châtimens sont loin d'être vus avec défaveur.

Pour se rendre compte de ce qu'on a pensé en France à cette époque sur ce sujet, il faut donc examiner : 1^o L'opinion des philosophes ; 2^o l'opinion de certains jurisconsultes ; 3^o l'opinion publique.

I. — L'OPINION DES PHILOSOPHES

M. Villemain, dans son cours de littérature (tableau du XVIII^e siècle) (159), constate que l'on ne demande

aucune réforme de la législation criminelle dans la première partie du siècle.

C'est en 1748 que commence l'attaque : à cette époque, en effet, Montesquieu publie la première édition de l'Esprit des Lois : dans cet ouvrage, il ne demande pas une transformation complète des lois criminelles existantes, il n'en parle qu'incidemment, en recherchant quels caractères les lois en général doivent présenter pour être bonnes.

En 1762, J.-J. Rousseau faisait paraître, à son tour, le Contrat Social, où il étudiait la question du droit de punir et surtout celle de la peine de mort. Cette peine, il voudrait la supprimer, mais il n'ose aller aussi loin ; il cherche sans doute autant que possible à en réduire les cas d'application, mais au nom de la théorie du Contrat Social, il en maintient le principe en supposant : « L'abandon anticipé pour chacun de sa propre existence au cas où il commettrait un crime... ». « Pour n'être pas victime d'un assassin, l'on consent à mourir si on le devient » (160). Plus loin, il résume son opinion en ces termes : « Il n'y a pas de méchant qu'on ne pût rendre bon à quelque chose. On n'a droit de faire mourir, même pour l'exemple, que celui qu'on ne peut conserver sans danger ». Il voit donc dans la peine de mort, un simple moyen d'élimination vis-à-vis de ceux que l'on estime dangereux pour la sécurité publique : cette conception qui semble restrictive devait aboutir en réalité aux procédés du Tribunal Révolutionnaire.

(160) Livre II, chap. V, du Droit de Vie et de Mort.

En 1763, Voltaire se mettait aussi de la partie, soit en écrivant, soit en agissant : c'est en effet, cette année-là que parut publié par lui : « Le Recueil des pièces originales concernant la mort du sieur Calas ». Voici de quoi il s'agissait : le 13 octobre 1761, Calas, marchand drapier à Toulouse, mangeait en compagnie de sa famille ; soudain, l'un de ses fils, Marc-Antoine sortit et descendit au magasin situé au rez-de-chaussée ; bientôt, Calas imita son fils. Lorsqu'à la fin du dîner, les autres membres de la famille descendirent à la pièce basse, ils aperçurent le corps de Marc-Antoine pendu à un morceau de bois. Or, l'on savait que ce dernier devait bientôt abjurer le protestantisme et l'on fut d'avis dans le public que Calas père, protestant enraciné, avait assassiné son fils pour empêcher sa conversion au catholicisme. La justice s'empara de l'affaire et crut trouver dans les allées et venues de Calas durant le repas ainsi que dans d'autres circonstances, la preuve de sa culpabilité ; aussi, la chambre Des Tournelles le condamna-t-elle à la torture et à la mort. Mais l'affaire ne se termina pas là : le jugement sans doute fut exécuté, mais ce fut l'occasion de discussions passionnées entre catholiques et protestants (161) ; Vol-

(161) La postérité a discuté beaucoup la culpabilité ou la non culpabilité de Calas : longtemps après l'arrêt de réhabilitation du 9 mars 1765 et le traité de Voltaire sur la tolérance, de nombreux esprits du XIX^e siècle concluent encore à la culpabilité, ce sont : Joseph de Maistre (Soirées de Saint-Petersbourg) ; Dumège (Histoire générale du Languedoc) ; Bastard d'Etang (Histoire du Parlement de France), l'abbé Salvan. Le 15 novembre 1843, à la rentrée de la Cour de Rennes, Théophile Huc soutint que tous les témoignages tendaient à la culpabilité.

taire n'y resta pas étranger et ne chercha rien moins qu'à faire réhabiliter Calas ; et à cet égard, il sut si bien faire en haut lieu qu'il aboutit à ce qu'il désirait. Mais — et c'est là surtout qu'il faut insister — il en profita pour attaquer le moyen de preuves qu'on avait employé (celui de la question ou torture), argumentant de raisons semblables à celles qu'emploieront Beccaria et d'autres esprits de l'époque : à savoir notamment l'impossibilité d'arriver à l'aveu par la souffrance physique, étant donné qu'il existe des faibles et des forts.

Tous ces divers auteurs ne s'en prenaient aux châtimens corporels de l'époque qu'indirectement. L'attaque de front se fit en Italie ; elle émane du *Traité des Délits et des Peines* publié en 1764 par le marquis de Beccaria et traduit en français pour la première fois en 1766. L'auteur combat en général les institutions criminelles de son temps et particulièrement la torture et la peine de mort. Dans le paragraphe 12, il s'attaque aux motifs qu'on a eus d'établir l'usage de la question ; contre celui qui consiste à dire que la douleur force le criminel à déclarer la vérité, il soulève un argument déterministe : « L'accusé mis à la question, à son avis, est aussi peu le maître de dire la vérité au milieu des tourmens qu'il l'était autrefois d'empêcher les effets du feu et de l'eau bouillante. Tout acte de notre volonté est toujours proportionné à la force de l'impression sensible qui en est la cause et la sensibilité de tout homme est bornée ». Ce premier argument se borne donc à l'admission de cette idée que l'homme n'est pas libre et à la déduction de toutes les conséquences de la théorie philosophique du détermi-

nisme, dont l'exactitude est admise *a priori* par l'auteur.

Il invoque d'autres motifs : il parle tout d'abord de cette raison donnée par les partisans de la torture : que cette dernière sert à éclaircir les contradictions dans lesquelles tombe l'accusé au cours des interrogatoires qu'on lui fait subir ; il y répond en disant : « comme si la crainte du supplice, l'incertitude et l'appareil du jugement, la majesté du juge, l'ignorance même commune aux innocents et aux coupables ne devaient pas faire tomber en contradictions et la timide innocence et le crime qui cherche à se cacher ». Contre l'argument qui défend la torture comme moyen de découvrir des complices, il invoque les mêmes raisons que pour la question préparatoire. Enfin, il estime que l'on ne doit pas infliger une peine contre un individu qui n'est pas encore jugé.

Au paragraphe XVI, il s'attaque à la peine de mort : « La peine de mort, écrit-il, n'est donc autorisée par aucun droit. Elle ne peut être qu'une guerre de la nation contre un citoyen dont on regarde la destruction comme utile et nécessaire à la conservation de la société. Si donc je démontre que, dans l'état ordinaire de la société, la mort d'un citoyen n'est ni utile ni nécessaire, j'aurai gagné la cause de l'humanité ». Et il ajoute : « Ce n'est pas l'intensité de la peine qui fait le plus grand effet sur l'esprit humain, mais la durée, parce que notre sensibilité est plus facilement et plus durablement affectée par des impressions faibles, mais répétées, que par un mouvement violent et passager... La mort d'un scélérat sera par cette raison un frein

moins puissant du crime que le long et durable exemple d'un homme privé de sa liberté et devenu un animal de service pour réparer par les travaux de toute sa vie les dommages qu'il a faits à la société ».

Cependant, ce n'est pas un abolitionniste absolu. Comme Rousseau, il apporte au principe, une exception qui semble minime et qui est en réalité très importante (162) : « Dans ces temps d'anarchie où les lois se taisent et sont remplacées par le désordre et la confusion, si un citoyen quoique privé de sa liberté, peut encore par ses relations et son crédit porter quelque atteinte à la sûreté de son pays, si son existence peut produire une révolution dangereuse dans le gouvernement, il est sans doute nécessaire de l'en priver » Il semble que les Massacreurs de la Révolution aient mis à profit cette opinion.

Voltaire, lui aussi, au commentaire du livre des Délits et des Peines déclare que : « Vingt voleurs vigoureux, condamnés à travailler aux ouvrages publics, toute leur vie, servent l'Etat par leur supplice... ». Il voudrait qu'on imitât la Russie : « Il arrive, presque toujours, dit-il, que les coupables relégués en Sibérie y deviennent gens de bien ». Et M. Desjardins répond fort judicieusement à cette allégation, en ces termes : « Il est permis de croire que Voltaire eût été embarrassé pour dire sur quelle preuve il appuyait cette dernière proposition ».

Cependant, comme les auteurs précités, il apporte aussi des réserves à l'idée qu'il émet : il veut que l'on condamne à mort, lorsqu'il n'y aurait pas d'autres

(162) Paragraphe XI.

moyens de sauver la vie du plus grand nombre. C'est le cas où l'on tue un chien enragé (163).

Beccaria avait donc donné naissance à un mouvement contraire à la législation criminelle existante et Voltaire ne fut pas le seul à exposer un plan de réforme. Citons au hasard : Mably (*De la Législation ou Principe des lois*) ; Marat (*Plan de législation criminelle*), qui déclare injustes les peines capitales ; Brissot de Warville, Boucher d'Argis (*Observations sur les lois criminelles de France*, 1782) ; de Valazé (*Lois pénales* 1784), etc., qui reprennent les idées de Beccaria contre la torture et la peine de mort, et rien n'est plus édifiant que cette sorte de réclame parue dans le *Journal général de France* (164) : « Plan de législation criminelle, par M. Dumont, librairie des Grands-Augustins, 1783. — Depuis le *Traité des Délits et des Peines*, on est inondé en France de livres sur la législation criminelle. Chacun veut avoir la gloire d'être réformateur : mais on ose dire que, de tous les ouvrages publiés sur cette matière importante, celui de M. Dumont est un de ceux qui présente les vues les plus sages et les plus réfléchies ». Malgré cette notice, la postérité ignore la célébrité de M. Dumont, mais la réclame qui lui était faite dans ce journal prouve que la fin du XVIII^e siècle fut le théâtre d'une attaque en règle de la législation criminelle existante, laquelle avait pour bases les peines corporelles. Certains magistrats eux-mêmes tels que Servan, avocat général au Parle-

(163) V. Prix de la Justice et de l'Humanité.

(164) 1784-85-86, page 49.

ment du Dauphiné entrèrent dans le mouvement (165) et prirent pied surtout dans la demande d'abolition de la torture.

La question préparatoire disparut la première. Louis XVI poussé par un entourage empreint de ces idées philosophiques en proclama l'abolition en 1780. Mais cela ne suffisait pas à calmer les esprits, l'ancienne procédure subsistait encore avec l'usage de la sellette, et, en 1785, trois individus ayant été condamnés à la roue, Dupaty mettait en discussion toute la procédure de l'Ordonnance de 1670 dans son : « Mémoire justificatif pour trois hommes condamnés à la roue » (166).

En somme, ce mouvement philosophique paraissant négliger les peines corporelles n'entraînant pas la mort, telles que le fouet, le carcan, la marque, le pilori, etc., se contente de concentrer ses efforts sur deux points : d'une part, il réclame la suppression complète de la torture, sur ce point il obtient rapidement satisfaction ; d'autre part, il tend en principe à l'abolition de la peine de mort, sauf lorsque l'intérêt général exige la mort du coupable : c'était reprendre d'une main ce qu'on laissait échapper de l'autre : cette opinion qui fut celle des révolutionnaires les plus foux, aboutit en réalité à un accroissement des condamnations à mort ; et Robespierre qui prétendait avant la Révolution que le souverain n'avait pas le droit de vie et de mort et qui démissionnait de ses fonc-

(165) Discours sur l'Administration de la Justice criminelle.

(166) SELIGMANN. — L'affaire des trois roués : *Revue de Paris*, mars et avril 1901.

tions de magistrat à Arras, pour n'avoir pas à prononcer une peine capitale, fut bien le plus sanguinaire des bourreaux (167). Il en fut de même de Marat.

2° *L'opinion de certains jurisconsultes.* — La défense de la législation criminelle de l'époque et par conséquent des peines corporelles était d'autant plus malaisée que le courant des idées philosophiques, ayant pénétré jusqu'à la Cour de Louis XVI, ne semblait plus devoir rencontrer de résistance. Sans doute, on ne répondait pas à l'attaque lancée contre la peine de mort, car on sentait bien que ses effets n'en seraient pas sérieux, et on se désintéressa de la question des châtimens corporels n'engendrant pas la mort dont n'avaient pas parlé, comme nous l'avons dit, les philosophes ; mais les jurisconsultes et les magistrats ne voulurent point d'un changement dans la procédure et, malgré le nombre et la redoutabilité de leurs adversaires, ils n'hésitèrent pas à présenter la défense de la torture. La plupart, tels que Bruneau, Soulatges, Guy du Rousseaud de Lacombe parlent incidemment de ce sujet dans des ouvrages généraux. Jousse également défend la torture au passage dans son *Traité de la Justice criminelle* (168), ce qui ne l'empêche pas d'être assez

(167) C'est ainsi également que Brissot, dans un ouvrage intitulé : « Les moyens d'adoucir les rigueurs des lois pénales en France » après s'être attaqué à la sévérité des peines de l'ancien droit, demande que le régicide « soit impitoyablement arraché du milieu des hommes ; que, livré à tout ce que la justice humaine a de plus effrayant et de plus terrible, l'affreuse image de son supplice aille dans tous les âges épouvanter les frénétiques qui seraient tentés de l'imiter ».

(168) Tome II, partie III, liv. II, Tit. XXII.

long sur ce chapitre : il résume d'abord les arguments des adversaires en ces termes : « On prétend, dit-il, 1° que c'est une espèce d'injustice de punir un homme avant qu'il soit convaincu du crime ; 2° qu'il est inhumain de contraindre un individu à avouer par la force des tourments, malgré le désir que nous avons tous de conserver notre vie ; 3° que ce moyen est incertain, car si l'accusé est faible, il avouera un crime qu'il n'a pas commis ». Il répond ainsi : il n'y a pas d'injustice à punir un homme sous ce prétexte qu'il n'est pas encore convaincu du crime, car « on ne condamne jamais un accusé à la question à moins qu'il n'y ait contre lui des preuves considérables... et il y aurait une plus grande injustice à le renvoyer absous ou impuni au préjudice de ces preuves... » et il ajoute que : « si on peut discuter l'usage de la question préparatoire, on ne peut douter que la question préalable soit très utile à la société puisque l'accusé est déjà condamné à mort et n'a aucun motif de cacher la vérité ».

Mais la réponse directe aux opinions philosophiques sur la torture fut l'œuvre de Maître Pierre-François Muyart de Vouglans, avocat au Parlement qui publia une brochure intitulée : *Réfutation du Traité des Délits et des Peines* (169).

De même que Jousse, il prétend qu'il n'y a aucune injustice à prononcer la torture contre un individu n'étant pas encore condamné d'une manière définitive, car les conditions auxquelles un jugement interlocutoire peut ordonner la torture sont d'après l'Ordon-

(169) Cette brochure a été éditée en annexe de l'Ouvrage du même auteur : *Les lois criminelles*.

nance de 1670 nombreuses et importantes : 1° le crime reproché doit être punissable de mort ; 2° le corps du délit doit être constant ; 3° il faut des preuves considérables de la culpabilité ; 4° l'instruction du procès doit être entièrement faite ; 5° le jugement ordonnant la torture doit être rendu non par le juge de l'instruction, mais par le nombre de juges prescrit pour les jugements définitifs (pour la question préalable, c'est du reste le jugement définitif qui la prononce) ; 6° il faut confirmation des cours supérieures. Et l'auteur conclut que : « ces précautions rigoureuses sont telles qu'on doit regarder aujourd'hui celui qui est dans le cas d'éprouver ce tourment comme étant plus qu'à demi convaincu du crime... Aussi l'on croit pouvoir assurer avec confiance que pour un exemple que l'on pourrait citer depuis un siècle d'un innocent qui ait cédé à la violence du tourment, l'on serait en état d'opposer un million d'autres qui servent à justifier que sans le secours de cette voie la plupart des crimes les plus atroces... seraient restés impunis ».

Puis, il place son argumentation sur un autre terrain : « Ainsi, par exemple, dit-il, en fait d'homicide ou de vol, posons le cas où l'on pourrait trouver le cadavre de la personne tuée ou l'argent volé parce qu'ils auraient été cachés dans un certain endroit par le meurtrier ou le voleur qui ne voudrait pas le déclarer volontairement. Comment la justice pourrait-elle parvenir à en avoir connaissance autrement qu'en les forçant de faire cette déclaration par la violence des tourments ? ». — Tels sont les raisonnements tenus par les praticiens de l'époque sur le sujet de la torture.

3° *L'opinion publique*. — C'est une sorte d'intermédiaire entre les deux opinions précédentes, à la fin du siècle tout au moins; car au début du XVIII^e siècle, on approuve véritablement les châtimens corporels : il n'y a pas très longtemps en effet, que Mme de Sévigné se désolait d'être arrivée trop tard au supplice de La Brinvilliers (170). Mais même postérieurement aux premières années du XVIII^e siècle, l'avocat Barbier constate dans son Journal (171), qu'on va à cette époque assister aux exécutions capitales comme à un spectacle : à plusieurs reprises il remarque que ces dernières ont lieu « en grande compagnie... », « avec un concours de peuple prodigieux... », « malgré une pluie torrentielle ». Parlant de l'exécution de l'exempt Montigny, auteur d'un assassinat, il dit : « notre exempt a donc été exécuté samedi (16 juillet 1737), et comme depuis longtemps, il n'y avait eu de têtes coupées, il y avait un monde étonnant, tant aux fenêtres que dans la rue. Comme l'endroit de la rue du Trahoir, autrement dit tiroir, est assez serré, il y a eu plusieurs personnes estropiées et des chevaux étouffés. Le bourreau l'a décollé parfaitement d'un seul coup, et il a pris sa tête, et l'a montrée, et tout le peuple a claqué des mains pour lui faire compliment sur son adresse ». Ces applaudissemens qui étaient habituels (172) prouvent que l'opinion publique n'était pas hostile à ces exécutions. Il en fut ainsi même pour celle qui inspira alors le plus d'épouvante, pour l'exécution de Damiens, durant la-

(170) Lettre du 17 juin 1676. Edition Monmerqué, tome IV, page 528.

(171) Tome III, page 226 ; tome V, page 247.

(172) BARBIER, tome VI.

quelle on montait sur les toits pour mieux voir (173) et durant laquelle aussi des femmes même de distinction ne quittèrent point les fenêtres situées à proximité du lieu du tourment (174). Rendant compte du supplice de Lally, Mme du Deffand écrivait : « Le peuple battait des mains pendant l'exécution ». Lors de la mise à mort de Cartouche, « on ne fit qu'amener du monde toute la nuit dans des fiacres, et la Grève était pleine de monde » (175). Les condamnés eux-mêmes ne ressentait pas une épouvante extraordinaire du châtiment après y avoir été condamnés et avant l'exécution ; c'est ainsi que Cartouche, à la veille d'être rompu, soupa fort tranquillement et que le lendemain, jour du supplice, comme on lui demandait s'il voulait du café, il répondit qu'il aimait mieux un verre de vin avec un petit pain. Satisfaction lui ayant été donnée, il but à la santé de ses juges ; et l'avocat Barbier qui rapporte ce trait se contente de conclure en ces termes sans affecter à ce sujet une grande sensibilité : « Ainsi a fini Cartouche, son esprit et sa fermeté l'ont fait plaindre » (176). La Harpe, le grand voleur de la Bretagne qui fut rompu n'était pas plus terrifié par les souffrances qu'il allait endurer, lorsqu'il disait aussitôt auparavant : qu'il n'avait qu'un chagrin, c'était que « le jour après sa mort, on ne parlerait plus de lui, tandis qu'on parlerait toujours de Cartouche... ». Et ce n'était

(173) BARBIER, tome VI.

(174) BARBIER, tome VI, pages 507 et 508.

(175) BARBIER, tome I.

(176) BARBIER, tome 1^{er}, p. 174.

pas que la foule qui voyait les châtimens corporels avec tranquillité, les gens de la classe éclairée s'en accommodaient fort bien : c'est ainsi que Barbier qui écrivait avec impartialité et pour le plaisir d'écrire et qui résumait l'opinion de cette bourgeoisie de robe à laquelle il appartenait, qualifiait d'exécution « divertissante », une scène d'application de la peine du fouet (177). De même, Pierre Barthès, petit bourgeois toulousain, qui raconte au jour le jour dans ses : « Heures perdues », les choses « dignes d'être transmises à la postérité, arrivées en la ville de Toulouse de 1737 à 1750 », met en première ligne dans ses mémoires, les exécutions capitales, ajoutant que « s'il insiste tant sur les supplices infligés aux voleurs et aux assassins, c'est pour inspirer une terreur salutaire à ceux qui pourraient être tentés d'imiter ces criminels » (178).

Ce n'est pas à dire que ces peines ne fussent pas très redoutées de beaucoup de gens, nous aurons l'occasion de l'indiquer, mais à une époque où l'emprisonnement est peu employé, il ne faut pas s'étonner de cette grande faveur accordée aux châtimens corporels. Toutefois, dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, l'influence des idées philosophiques se fait sentir, notamment sur ceux qui composent l'assemblée des Etats Généraux. Mais cette influence a été beaucoup exagérée, et si ceux qui ont rédigé les Cahiers ont souhaité fréquemment certaines réformes de la législation criminelle du XVIII^e siècle, ils n'en désiraient pas moins conserver

(177) Juillet 1750, page 447, tome IV.

(178) V. LAMOUEZÈLE.— Un petit Bourgeois toulousain, Tulle 1904.

des peines corporelles qui leur paraissaient indispensables.

C'est surtout contre la distinction établie par l'Ancien Droit, dans l'application des peines, entre nobles et roturiers que l'on s'élève (179) : ainsi le cahier du Tiers-Etat du bailliage de Cambrai (180) art. 20, réclame que pour la punition de chaque crime ou délit, il soit établi les mêmes peines contre tous les citoyens indistinctement. D'après celui du Tiers-Etat de la sénéchaussée de Lyon, il faut que « les coupables sans distinction de rang subissent la peine due au crime dont ils sont convaincus » (181). Celui d'Auxonne (Côte-d'Or), réédite cette idée que les peines soient uniformes pour tous les citoyens (182). Il en est de même dans les Cahiers du Tiers de Dijon (183) et ceux des bailliages de Calais et d'Ardres (184).

Ces revendications prouvent simplement que l'on ne veut plus de distinctions dans l'application de la loi criminelle selon les classes sociales, mais elles n'ont pas pour but de porter atteinte à la sévérité des peines. Beaucoup de Cahiers cependant demandent quelques adoucissements et en voici la mesure : tout d'abord, on veut obtenir d'une manière définitive l'abolition de la question : « que l'usage de la sellette et de toute torture soit aboli », réclame la noblesse de la

(179) Voir plus haut ce qui a été dit à propos de la tête tranchée et du fouet sous la custode.

(180) *Archives parlementaires*, première série, tome II.

(181) *Archives parlementaires*, première série, tome III, p. 611.

(182) *Archives parlementaires*, première série, tome III, p. 611.

(183) *Archives parlementaires*, première série, tome III, p. 120.

(184) *Archives parlementaires*, première série, tome III, p. 120.

sénéchaussée de Lyon (185). Pourtant le désir de voir disparaître cette mesure d'instruction n'est pas aussi complet qu'on pourrait le croire, car il est des Cahiers qui tout en souhaitant l'abolition de la torture, maintiennent encore la question préalable pour les crimes de lèse-majesté au premier chef (186).

Si, d'autre part, certains états veulent que l'exécution des condamnations à mort n'ait lieu que d'une seule manière (le Tiers d'Autun et la Noblesse de Lyon demandent qu'il n'y ait d'autre supplice que celui de la tête coupée) (187), on ne demande nullement l'abolition de la peine de mort : on la trouve appliquée sans doute à des délits trop nombreux (188), mais on la considère comme utile encore dans un grand nombre de cas : le Tiers de Chartres et celui d'Etampes, la réservent aux assassins, incendiaires et empoisonneurs et en demandent l'abrogation pour les vols. A La Rochelle, on la maintient pour les vols avec effraction et à Chablis (article 33 du Cahier), pour homicide volontaire, parricide, duel, fraticide, infanticide, vol, profanation des choses sacrées, crime de lèse-majesté. Vers la fin du XVIII^e siècle, les paroisses du Maine vont même jusqu'à désirer une extension de la peine de mort, suppliant le roi de répandre « dans son royaume

(185) V. *Archives parlementaires*, 1^{re} série, tome III, p. 606.

(186) V. *Archives parlementaires* : Doiéances du Tiers-Etat des bailliages d'Autun, Montcenis, Semur-en-Brionnais et Bourbon-Lancy.

(187) *Archives parlementaires*, 1^{re} série, tome III, page 606. Le Tiers de la Rochelle s'attaque plus particulièrement à la peine de la potence.

(188) Les cahiers de Grenoble, Autun, St-Sauveur-le-Vicomte, la réservent aux seuls meurtriers.

un très grand bien », en condamnant à mort « les voleurs de chevaux au lieu de les condamner aux galères » (189).

Quant aux peines corporelles n'entraînant pas la mort, les cahiers s'en occupent extrêmement peu : à part cette revendication des cahiers de Besançon, Dijon, St-Sauveur-le-Vicomte qui désirent voir disparaître un châtiment disciplinaire, introduit dans l'armée récemment (il s'agit des coups de plat de sabre), et à part le Tiers de La Rochelle, qui prétend que le fouet n'est plus qu'une peine illusoire, personne ne s'en préoccupe ; ajoutons toutefois que le cahier de la Noblesse de la sénéchaussée de Lyon semble considérer comme probable la conservation des peines corporelles ; car nous y lisons « que nulle condamnation à mort ou à peine corporelle ne puisse être prononcée qu'à la pluralité des trois-quarts des voix (190) ». Quant à la petite communauté de St-Germain-les-Arpajon, elle demande « que tous blasphémateurs de tous sexes et ceux qui jurent le saint nom de Dieu soient punis corporellement » (191).

*Effets produits par l'application des Châtiments
corporels au XVIII^e siècle*

Pour se prononcer sur une question aussi délicate, il faut tenir compte de l'état des mœurs de cette épo-

(189) Voir les Doléances des paroisses à la suite de l'annuaire de la Sarthe, page 1778, et DESJARDINS : Les Cahiers des Etats Généraux en 1789 et la Législation criminelle, page 108.

(190) *Archives parlementaires*, 1^{re} série, tome III, p. 606.

(191) Voir *Encyclopédie* de d'Alembert, aux mots : Collège,

que : il y a des éléments de justice qui ne varient jamais, mais il existe des manières de réaliser certains sentiments de justice innés en nous qui peuvent varier selon les temps, selon les lieux. Il en est ainsi par exemple pour la différence de traitement devant le crime entre les nobles et les roturiers. Pendant plusieurs siècles, les premiers usèrent de privilèges à cet égard sans que l'opinion publique pensât à s'en émoouvoir, car, comme le dit Taine (192) : « Si depuis longtemps ils avaient cette place, c'est que pendant longtemps ils l'avaient méritée... » Mais, en raison de mauvaises actions de certains privilégiés que l'esprit révolutionnaire qui soufflait alors dans la société du XVIII^e siècle se plut à faire ressortir et à exagérer, on résolut d'égaliser les peines entre citoyens, comme on voulait d'ailleurs aplanir les conditions, et ce fut là, nous l'avons vu, la principale réclamation au point de vue criminel, des Etats Généraux. Ce fait de vouloir égaliser les peines ne signifie pas que l'on est hostile d'une manière absolue aux châtimens corporels. Aussi, faut-il tenir compte de cet état d'esprit, qui considère, somme toute, que ces châtimens peuvent avoir une certaine efficacité, pour donner une appréciation personnelle à cet égard.

En tous cas, le mieux sur ce point n'est pas d'envisager ces anciennes institutions selon une passion politique ou un idéal philosophique ; il faut faire appel à la statistique, et ce n'est pas une tâche facile : on a

mœurs, religion. Le Clergé d'Auxonne et la noblesse de Seurre demandent aussi la conservation de certaines peines corporelles.

(192) Origines de la France contemporaine, tome I, p. 1.

étudié le passé en se reportant aux archives sans doute, envisageant dans un pays de minime importance le fonctionnement d'un tribunal ou décrivant l'appareil de tel ou tel supplice ; mais ils sont rares ceux qui ont pensé à grouper des chiffres, à comparer la criminalité d'un lieu ou d'une époque à une autre. La tâche était peut-être trop ingrate et on a préféré des études plus intéressantes ; les historiens de l'Ancien Droit sont d'ailleurs excusables d'avoir commis cette lacune, car, avant le premier quart du XIX^e siècle, on n'avait pas encore inventé cette sorte de baromètre de la criminalité que nous avons la chance de pouvoir consulter actuellement et qui s'appelle le « compte rendu annuel de l'administration de la justice criminelle en France ». Cependant, une étude statistique sur l'état de la criminalité au XVIII^e siècle n'est pas une impossibilité et M. René Demogue, professeur à la Faculté de droit de Lille nous l'a prouvé récemment en publiant deux articles très complets dans la Revue pénitentiaire de 1909, auxquels nous avons déjà fait allusion (193). Il ne s'y occupe sans doute que d'une partie de la France, la généralité de Champagne et certaines provinces limitrophes telles que la Lorraine, et il ne faudrait peut-être pas prétendre que la criminalité de la France de cette époque est absolument de tous points identique à celle dont parle le savant professeur. On doit toutefois trouver une base solide dans ses conclusions que nous nous permettons de rapporter en partie : « Si
« nous résumons ces indications (indications qu'il a

(193) Il s'agit de ces articles intitulés : Un sondage dans les statistiques criminelles au XVIII^e siècle.

« données précédemment), dit-il, nous voyons sur six
« cents individus environ 50 exécutés à mort, 50 en-
« voyés aux galères ou enfermés pour la vie, un
« sixième par conséquent est éliminé complètement,
« 75 à peu près sont aux galères à temps, avec peu
« d'espoir de revenir, 150 sont bannis à vie ou à
« temps... Ici, le système d'élimination est moins bon;
« souvent le bannissement n'a lieu que hors du res-
« sort. Mais nombre de ces individus sont en outre
« fouettés ou marqués au fer rouge. Enfin, 75 indivi-
« dus à peine, sont libérés... la justice est dure : celui
« que ses griffes saisissent a peu de chances d'en sor-
« tir..., sauf cette grande erreur du bannissement
« hors du ressort, le système est très compréhensible
« et non sans analogie avec celui préconisé de nos
« jours par les criminalistes italiens. On comprend que
« l'intimidation qui en résultait, que ces éliminations ra-
« dicales d'éléments dangereux aient amené cette crimi-
« nalité assez restreinte que nous avons constatée ».
(L'auteur constate plus haut, en effet, que de 1751 à 1765,
c'est-à-dire en 14 ans, il y a eu en Champagne un total de
663 crimes poursuivis, soit une moyenne environ de
40 à 50 crimes par an, ajoutant que ces chiffres pa-
raissent peu élevés étant donné la population de la
Champagne évaluée en 1782 à 800.000 habitants : alors
que de 1896 à 1905, sur une population de 1.217.056 ha-
bitants qui compose les départements champenois,
on relève une moyenne annuelle de 68,8 accusa-
tions (194). Selon lui la proportion est presque identi-

(194) Il faut cependant tenir compte avec cet auteur de ce fait
que les crimes étaient un peu moins poursuivis que de nos jours.

que aux deux époques vu le changement de la population).

L'impression qui se dégage de l'étude de M. Demogue, nous semble être en réalité la suivante : la justice d'alors est sévère, mais à part quelques défauts qui peuvent être signalés, elle ne manque pas d'efficacité.

Il est vrai, qu'à la fin du siècle, et dans certaines parties de la France, du moins à l'égard des délits de contrebande, elle devient insuffisante ; ce qu'on a pu reprocher peut-être d'une manière assez juste à la monarchie de cette époque, c'est d'avoir institué en partie un régime de privilégiés, la « féodalité relâchée », comme dit Taine (195), et surtout lâché la bride aux fermiers généraux, dont les taxes exorbitantes, parfois, avaient le tort d'inviter à la fraude « et de susciter un peuple de délinquants contre un peuple de commis ».

Ces vices dans l'organisation administrative qui eurent pour effet de créer une augmentation momentanée de délits spéciaux, étant mis à part, on peut dire que le système des châtiments corporels n'a pas eu de mauvais résultats au XVIII^e siècle. Plusieurs opinions récentes sont dignes d'être mentionnées à cet égard : 1^o celle de M. Médan, auteur d'une thèse fort intéressante parue en 1908 sur la Justice criminelle en Roussillon de 1660 à 1790, qui dans cet ouvrage après avoir adressé des critiques à l'ancienne législation, en énumère les avantages : nous en signalerons ce passage : « (La justice criminelle en Roussillon) sut d'abord,

(195) TAINÉ. — *Origines de la France contemporaine*, tome II.

grâce à sa redoutable sévérité, grâce à une inflexible répression, assurer l'ordre et faire régner au moins d'une façon relative, la paix et la sécurité..... » ; 2° celle de M. Christian Paultre, qui, en 1906, publia une œuvre extrêmement importante et documentée sur la Répression de la mendicité et du vagabondage en France sous l'ancien régime : l'auteur de ce livre conclut ainsi : « Malgré les abus nombreux qui se glissèrent dans l'administration des dépôts, malgré les arrestations arbitraires, les moyens mis en œuvre par l'administration dans les vingt-cinq dernières années de l'ancien régime enrayèrent la mendicité ». Et M. Paultre ajoute ces paroles, extraites d'un écrit de l'époque : « la lettre d'un mendiant au public », qui prouvent que les mesures rigoureuses prises par le gouvernement étaient considérées comme efficaces : « Le corps des mendiants vient de recevoir un coup terrible : la Déclaration du 3 août 1764 contre les mendiants va dissiper cette société de fainéants, si douce, si commode qu'on embrassait sans peine, et de laquelle sont bien des gens qui ne s'en doutent pas encore, par exemple... ces perruquiers in-folio, si coureurs de nouvelles ». Or, n'oublions pas que l'Ordonnance de 1764 ne ménageait pas les galères et autres peines corporelles déjà admises par les lois précédentes, telles que celle du fouet.

On pourrait peut-être même soutenir, à l'aide d'une documentation plus complète que l'emploi des peines corporelles donna de bons résultats. Les statistiques publiées par M. Demogue en sont tout au moins la preuve. Il est juste, d'autre part, de remarquer comme nous l'avons déjà fait, que ce système a à sa base une erreur importante : c'est le peu de cas que l'on faisait

de l'emprisonnement comme peine ; on s'en servait comme d'une mesure préventive et les deux seules peines d'emprisonnement organisées alors, étaient considérées comme corporelles par les anciens auteurs. Mais personne ne cherchait à établir un système complet et rationnel de peines privatives de liberté : il faut toutefois, faire une exception à cet égard pour l'Eglise catholique qui, la première songea à profiter de la privation de la liberté comme d'un moyen de punition et d'amendement du condamné : comme le remarque M. Rémy, dans une thèse récente (196) : « Le moine coupable est isolé dans sa cellule, on le laisse seul avec lui-même jusqu'au moment où il paraît, par son repentir, qu'il est suffisamment puni et qu'il est digne de reprendre sa place parmi ses frères ». C'est du reste, sous les auspices de l'Eglise comme nous l'avons déjà observé plus haut que fut établie la première maison cellulaire : celle de Saint-Michel. Le pouvoir séculier n'imita pas ce moyen de punir, peut-être, comme le dit encore M. Rémy parce que « les individus qu'il avait à punir étaient beaucoup plus dangereux ». Il ne faut pas cependant regarder le coupable comme un être trop dangereux et insusceptible d'être amendé, pas plus qu'il ne faut avoir trop de condescendance à son égard : un régime unique de châtiments corporels comme celui d'autrefois est incomplet, de même qu'un régime basé seulement sur la privation de la liberté l'est à son tour : cette dernière constatation opposée à celle que nous venons de faire sur l'Ancien Droit va résulter de notre étude des châtiments corporels dans les temps modernes.

CHAPITRE II

LA RÉVOLUTION ET LES CHATIMENTS CORPORELS

Il n'y a pas à insister pour cette période sur les châtiments corporels disciplinaires ; les diverses organisations sociales susceptibles d'en faire usage sont en effet instables, et à travers tant d'anarchie, il serait bien difficile d'en donner une étude nette et juste. Remarquons cependant que les coups de bâton et les coups de plat de sabre infligés aux soldats précédemment comme mesures disciplinaires ont disparu. Mais, durant cette période de transformation et d'incertitude, on ne peut dégager un système d'ensemble au point de vue disciplinaire, soit pour l'armée, soit pour la marine, soit pour les écoles. Il est probable que les écoliers continuaient à être frottés, car même en 1840, les grands collèges de Paris possédaient toujours leur correcteur. Quant aux prisonniers, ils durent aussi connaître les coups de ces geôliers d'occasion qui furent employés si souvent par le gouvernement révolutionnaire, malgré

leur brutalité et leur inaptitude (1). Et, à vrai dire, les châtimens corporels disciplinaires ont été admis par la Révolution. En effet, une loi du 2 novembre 1790 décida en ses articles 18 et 20, que les peines de la cale, de la bouline et des fers sous le gaillard, seraient maintenues pour les matelots. Il était en outre permis, en vertu de ces textes, d'infliger des coups de corde aux matelots (2).

En outre, la Convention nationale édicta des châtimens corporels contre les forçats : un règlement sanctionné par décret de la Convention le 27 nivôse an II de la République, et élaboré par Jean Bon-St-André et Tréhouard, contenait, en ses articles 8 et 10, des dispositions qui appliquaient ces châtimens aux condamnés des bagnes cherchant à s'évader ou étant indisciplinés ; on devait attacher le puni au « banc de justice », et au milieu des autres forçats réunis sur un coup de sifflet, le correcteur devait frapper le dos de ce dernier avec une corde goudronnée, longue de trois pieds et épaisse d'un pouce, à raison de trente coups par séance (la corde fut remplacée en 1854 par un martinet). Après la correction, le barberot (ou perruquier) devait arroser les blessures du patient avec de l'eau vinaigrée (3).

Nous sommes beaucoup mieux renseignés, grâce aux

(1) Les séances de la commune de Paris sont souvent les échos de plaintes contre les géôliers. V. Maurice TOURNEUX. *Procès-verbaux de la commune de Paris* (1791-1793), p. 85 et 88. — On trouve aussi la preuve que le fouet était employé contre certains prisonniers dans Desmaze, supplices, prisons et grâce en France.

(2) *Dictionnaire raisonné des lois pénales de France*, par Bourguignon, imprimerie Leblanc, 1811.

(3) V. *Revue Bleue*, 1909, p. 119 et 120.

séances des assemblées, aux textes législatifs, et à l'histoire générale de cette époque sur les peines corporelles conservées par la Révolution. Mais, l'étude de ces peines doit être envisagée sous deux aspects, à un moment surtout durant lequel certains veulent réaliser un idéal qu'ils ont conçu, et où d'autres au contraire cherchent à bouleverser une société désarmée ; on doit considérer en premier lieu, l'œuvre législative et voir ensuite comment les pouvoirs publics ont appliqué la loi.

§ I.— LES PEINES CORPORELLES ET LE CODE PÉNAL DE 1791

Les attaques des philosophes et certaines critiques des Etats généraux avaient fait naître chez des députés de l'Assemblée Constituante un désir de refaire la législation criminelle : les 8-9 octobre 1789, on s'occupa de terminer la réforme de la procédure criminelle déjà considérablement modifiée par des actes de Louis XVI, en votant une loi spéciale à cet égard. Le même jour, Guillotin voulait obtenir l'unification des supplices entraînant la mort et Guillaume, député de Paris, demandait la suppression du fouet, de la marque et du bannissement ; mais l'Assemblée ne voulait pas se prononcer d'une manière aussi rapide sur des questions de cette importance : elle repoussa ces propositions et s'en réserva l'examen dans un projet général de législation criminelle. On nomma alors Le Pelletier de Saint-Fargeau, qui fut choisi comme rapporteur. Ce dernier ayant présenté son rapport à l'Assemblée, on discuta et on aboutit au code pénal de 1791 ou plutôt à la loi du 25 septembre, promulguée le 6 octo-

bre 1791, qui établit un système de pénalité pour les faits les plus graves, laissant à des lois postérieures le soin de s'occuper des délits insignifiants.

Ce code abolissait beaucoup de peines corporelles, et il est bien certain que l'idée directrice en est condensée dans ces paroles du rapporteur : « c'est dans les privations multipliées des jouissances, dont la nation a placé le désir dans le cœur de l'homme, que nous croyons convenable de chercher les moyens d'établir une peine efficace (4). Et comme le dit M. Masson (5) : « la conséquence est la suivante : perte de la liberté, privation de la lumière, solitude absolue, enchaînement du condamné ».

Si le droit du XVIII^e siècle négligeait l'emprisonnement comme peine, le code pénal de 1791 le mettait au premier plan et délaissait les peines corporelles (6), en principe, du moins, car quiconque veut priver un individu de la liberté, d'une manière absolue, est obligé, et c'est là une conséquence curieuse, de faire appel dans une certaine mesure, à une idée de châtimement corporel : être en prison, de nos jours, c'est être enfermé

(4) *Archives parlementaires*, tome XXVI, page 327, 1^{re} série.

(5) *Thèse*, page 136.

(6) Le rapporteur abandonne la peine des galères, car les douleurs des galériens « sont absolument perdues pour l'exemple ». Il abandonne aussi la peine du fouet, car, à son avis « quelques coups de verge donnés sur les épaules du condamné par l'exécuteur de la Haute Justice, sont plutôt un simulacre de peine, qu'une punition véritable ; ils dégradent la main de l'homme en l'appesantissant sur son semblable ; ils ajoutent peu à l'opprobre du supplice ; ils n'ajoutent rien à l'effroi qu'il doit inspirer ». Quant à la marque, malgré beaucoup d'hésitation, il demande qu'on en abroge l'usage. Ces paroles sont peu en harmonie avec la décision de la Convention, adoptant le fouet pour les forçats.

dans un certain milieu avec privation de l'exercice de diverses facultés, telles que le droit de circulation, de repos et de libre action en général. Pour les novateurs de 1791, non seulement l'emprisonnement était une entrave au libre développement physique de l'individu ; c'était encore un moyen d'annihiler complètement le corps en l'obligeant à rester en place, en l'enchaînant. Mais les chaînes ne font pas qu'annihiler le corps et le priver de la jouissance de la fonction complète d'agir. Outre cette douleur négative, elles infligent aux prisonniers une souffrance positive qui consiste dans une gêne. Or, nous l'avons établi plus haut, toute peine qui crée une gêne quelconque, est une peine corporelle.

Le projet de loi des comités, rapporté par Lepelletier de Saint-Fargeau, créait pour la privation de la liberté, cette conséquence absolue, et il comportait comme peines afflictives : le cachot, la gêne, la prison auxquelles était toujours jointe l'exposition aux regards du peuple ; comme peines infamantes, la dégradation civique pour les hommes, le carcan pour les femmes. Voici comment l'article 1^{er} du titre 2 exposait la condition du condamné au cachot : « Il sera attaché dans un « cachot sans jour ni lumière, avec une chaîne et une « ceinture de fer, il portera des fers aux pieds et aux « mains ! » Celui qui était condamné à la peine de la gêne, devait être attaché d'après ce projet, « avec une chaîne et une ceinture de fer, pieds et mains libres ». D'après l'art. 1^{er} du titre 4, le condamné à la prison devait être enfermé seul « sans fers ni liens ». En réalité, ce qui distinguait les diverses peines privatives de la liberté les unes des autres, c'était le plus ou moins de gêne corporelle.

Quant au condamné à l'exposition aux regards du peuple, il devait être attaché à un poteau chargé des mêmes fers qu'il devait conserver dans sa prison.

Sans doute, tout ce système défendu par beaucoup de députés, ne fut pas adopté ! L'enchaînement du prisonnier n'eut pas lieu par suite du rejet de la peine du cachot, mais d'autre part, on remplaça cette dernière peine par celle des fers (ou si l'on veut, des travaux publics), dans laquelle les condamnés traînaient un boulet attaché aux pieds par une chaîne de fer, enfin on conservait l'ancienne peine corporelle du carcan (7) qui, elle aussi, imprimait une certaine gêne à celui qui la subissait, et surtout la peine de mort qui devait être si fréquemment appliquée.

Si donc nous voulons examiner les pénalités corporelles qui subsistent ou qui ont pris naissance dans le code pénal de 1791, nous devons envisager : 1° la peine de mort ; 2° la peine des fers ; 3° le carcan ; 4° l'exposition publique.

I

La Peine de mort

L'Assemblée Constituante eut à examiner quatre points à ce sujet : 1° l'opportunité ; 2° les cas d'application ; 3° les modes d'application de la peine de mort ; 4° la publicité des exécutions capitales.

(7) LEPELLETIER DE SAINT-FARGEAU considérait, il est vrai, cette peine, comme une peine infamante, ainsi d'ailleurs que le claie et le pilori. V. *Archives Parlementaires*, 1^{re} série, tome XXVI, p. 325.

1° LA QUESTION DE L'OPPORTUNITÉ DE LA PEINE DE MORT

Nous avons vu qu'à la fin du XVIII^e siècle, personne, même les philosophes (8), ne demandait une abolition complète de la peine de mort. Le projet du code pénal de 1791 cependant, ne faisait pas figurer parmi les peines qu'il adoptait la peine de mort : le cachot devait la remplacer. Lepelletier de St-Fargeau qui déposa un rapport sur cette question, le 23 mai 1791, ne contestait pas la légitimité de la peine de mort en principe, mais à son avis, pour que la société ait le droit de faire mourir un individu en vue d'assurer sa propre conservation, il faut que cela soit nécessaire. Or, il prétend que cette nécessité n'existe pas (9) : pour lui, le criminel a le mépris de la mort, et ce qu'il redoute le plus dans la peine capitale, c'est l'infamie, et une « longue infamie », un long emprisonnement sont beaucoup plus impressionnants qu'une opprobre momentanée. Puis, il invoque un autre argument, qui nous semble contredire le précédent : « dans un pays libre, dit-il, toutes « les institutions doivent porter dans le cœur du ci-
« toyen, le mépris de la mort. Vos lois, au contraire,
« auront pour effet de lui en inspirer l'épouvante en
« présentant la mort comme le plus grand des maux
« qu'on ait pu opposer au plus grand des crimes ». Mais comme il vient de dire que les criminels ont en général, le mépris de la mort, à quoi cela servirait-il de chercher dans les lois à leur inspirer ce mé-

(8) BECCARIA, sans doute, en combat le principe, mais il l'admet encore lorsque l'ordre public aurait à souffrir de sa suppression.

(9) *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XXVI, page 326.

pris ? (10). Il continue, en disant que seule entre toutes les peines, celle de la mort est irréparable. D'ailleurs, un autre mode de répression s'impose : « Il faut renouveler le système des peines ». Après avoir déclaré que, pour frapper l'esprit des hommes, on devait conduire le condamné en place publique, pour y être exposé sur un échafaud trois jours de suite avec les mêmes fers qu'il porterait durant sa peine, ce qui constitue la mesure d'exemplarité, il prétend que le châtiement du criminel doit consister dans les privations multipliées des jouissances « dont la nature a placé le désir dans le cœur de l'homme..... La vue du ciel et de la lumière est une des plus douces jouissances : le condamné sera détenu dans un cachot obscur. La société et le commerce de ses semblables sont nécessaires à son bonheur : le condamné sera voué à une entière solitude, son corps et ses membres porteront des fers... ».

Le comité, dans son rapport ne maintenait la peine de mort que dans un seul cas, en matière politique : lorsqu'un chef de parti était déclaré rebelle par un décret du corps législatif : « Ce citoyen doit cesser de vivre moins pour expier son crime, que pour la sûreté de l'Etat ». Et Le Pelletier rappelle à ce sujet l'exemple de Manlius, précipité du haut de la roche tarpéienne.

L'Assemblée Constituante entreprit la discussion le 30 mai 1791 : il faut signaler tout d'abord le discours de

(10) Plus loin, il reprend l'idée contraire en ces termes : « Quel saint et religieux respect, vous inspirerez pour la vie des hommes, dit-il, lorsque la loi elle-même abdiquera le droit d'en disposer ». *V. Arch. Parlem.*, 1^{re} série, t. 26, p. 326 et 327.

Prugnon, député de Nancy, qui laissa une impression profonde sur les députés. Ce discours défendait franchement le maintien de la peine de mort : « La peine de mort, supposons-le, s'écrie l'orateur, est une injustice, garantissez-moi que la société pourra dormir sans cette injustice-là ». Il présente ensuite l'argument d'exemplarité : « Oui, c'est l'exemple, dit-il, et non l'homme puni qu'il faut voir dans le supplice....., il est une classe du peuple chez qui l'horreur pour le crime se mesure en grande partie sur l'effroi qu'inspire le supplice, son imagination a besoin d'être ébranlée... ». Il combat alors le régime exclusif de l'emprisonnement : « que prétend-on lui substituer (à la peine de mort) ? Un supplice lent, un supplice de tous les jours ? L'idée n'est pas neuve... Mais quelques années sont à peines écoulées, que le sentiment d'horreur qu'inspire le crime s'affaiblit, on ne voit plus la peine et son éternelle action ; le criminel finit par intéresser, et alors, on est bien près d'accuser la loi ». Il ajoute qu'il n'est pas sûr que le geôlier ne puisse être corrompu, et on voit ainsi une inégalité entre le riche et le pauvre. Puis, après avoir rapporté un exemple contemporain, celui de l'impératrice Elisabeth de Russie, qui avait fait serment d'abolir la peine de mort en montant sur le trône et qui se vit plus tard dans l'obligation de la rétablir, il termine, en exposant la situation du pays en 1791 : « Dans quels moments abolissez-vous la peine de mort ? dans un moment d'anarchie, où vous n'avez pas assez de toutes vos forces contre la multitude à qui l'on a appris qu'elle pouvait tout, où il faudrait multiplier les freins et les barrières contre elle, loin de les affaiblir ; dans un moment enfin

où le sentiment de la religion est prêt à s'éteindre dans plusieurs classes de la société et où les mœurs en général ne sont pas d'une très grande pureté ».

Robespierre vint alors soutenir la thèse de l'abolition : l'Assemblée murmure (11), il n'en continue pas moins son discours en termes violents : « Aux yeux de la société et de la justice, ces scènes de mort que la société ordonne avec tant d'appareils ne sont autre chose que de lâches assassinats, que des crimes solennels, commis non par des individus, mais par des nations entières avec des formes légales ». Et abordant la question de la nécessité de la peine de mort, il poursuit : « La peine de mort est nécessaire disent les partisans de l'antique et barbare Réaction... qui vous l'a dit ?... Le désir de vivre cède à l'orgueil, la plus impérieuse de toutes les passions qui maîtrisent le cœur de l'homme ; la plus terrible de toutes les peines pour l'homme social, c'est l'opprobre, c'est l'accablant témoignage de l'exécration publique ». Il invoque, en outre, l'argument de l'irréparabilité, celui aussi de l'immoralité de la peine de mort : à son avis, on a une moins grande idée de la dignité humaine, quand l'autorité publique se joue de la vie des citoyens.

Le 31 mai, on reprit la discussion : parmi les nombreux orateurs qui prirent la parole, citons tout d'abord : Mongins de Roquefort, qui vint déclarer à la tribune qu'il était favorable au maintien, donnant cette raison que la vie « passera toujours pour le plus grand des biens ». Pétion répondit par ce mot de Car-

(11) L'abbé Maury le prie même « d'aller débiter son opinion dans la forêt de Bondy ». *Arch. parl.*, 1^{re} série, art. 26, p. 622.

touche : « qu'un mauvais quart d'heure est bien vite passé ». Mais l'Assemblée continua à se montrer favorable aux défenseurs de la peine de mort : Brillat-Savarin, député du Bugey a un grand succès : « Je suppose donc, dit-il, Messieurs, qu'un scélérat se glisse parmi vous, que là, il choisisse sa victime, qu'il l'égorge à vos yeux, que se retournant froidement, il vous dise : ce n'est pas la peine de m'interroger, j'avoue tout, j'ai tué cet homme, de dessein prémédité, qu'on me conduise au cachot. A l'indignation qui s'emparerait de vous, au frémissement dont vous ne seriez pas les maîtres, vous sentiriez l'insuffisance de la loi et vous regretteriez de l'avoir portée ». Puis il poursuit son idée en s'attachant à démontrer que la peine de mort plus que toute privation de la liberté, a une influence sur l'imagination de celui qui, né avec des « dispositions équivoques », se laisse diriger par les circonstances vers le vice ou la vertu... Malgré les allégations de Duport, dont l'Assemblée vota, chose bizarre, l'impression du discours (12), et qui, au passage, formula cette idée, d'ailleurs très juste, à côté des diverses opinions admises par les abolitionnistes : « Fournissez aux hommes du travail et... vous aurez détruit les principales causes de tous les crimes », la peine de mort fut conservée le lendemain par les Constituants, le 1^{er} juin 1791 (13).

M. Rémy, dans un ouvrage très récent et très complet sur le code pénal de 1791, prétend que ce vote fut un vote de circonstance, et ce, en raison de l'anarchie présente. Cependant, la plupart des raisons données

(12) Ce fut un hommage pour son talent.

(13) *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. 26, p. 685.

durant la discussion parlementaire par les défenseurs de la peine de mort, sont des raisons de partisans convaincus d'une peine qui ne doit jamais disparaître (14) ; d'autre part, l'Assemblée Constituante représente à peu près l'opinion des Etats généraux de 1789 ; or, à vrai dire, ces derniers n'étaient point ennemis du maintien du châtement capital.

2° CAS D'APPLICATION DE LA PEINE DE MORT

De même aussi que les Etats généraux, l'Assemblée Constituante restreignait cependant le nombre des cas d'application de cette peine (nous avons fait observer toutefois, que beaucoup de cahiers, en 1789, n'étaient pas partisans de cette restriction, au contraire). L'idée de l'Assemblée, à cet égard, n'est d'ailleurs pas aussi restrictive que celle des philosophes : il s'en faut bien ; si dans la répression des crimes contre les particuliers, la peine de mort s'applique aux termes du Code pénal de 1791 plus rarement que par le passé (15) (ce code punit de la peine capitale : le meurtre des père et mère ou ascendants, même s'il y a eu provocation, l'assassinat, l'empoisonnement volontaire, la tentative, d'assassinat, l'incendie ou destruction par mine de maisons, forêts...), on en fait un usage très fréquent pour punir les crimes contre la sûreté extérieure ou intérieure de l'Etat (intelligences avec l'étranger pouvant engendrer des difficultés à la France, trahison en-

(14) V. notamment le discours de Prugnon rapporté plus haut.

(15) V. Code pénal de 1791, tit. 2 de la 2^e partie, art. 10, 11, 12, 13 et 32 dans Duvergier, collection des lois, tome 3, page 403.

vers la France ou les alliés de la France, alliance avec l'étranger, complots et attentats contre le roi ou tendant à troubler le pays, enrôlement de soldats pour complots, fait pour un commandant de troupes de retenir des hommes sous les armes malgré l'ordre du roi, etc.) (16), ou pour punir les crimes contre la Constitution (actes portant atteinte à la liberté des délibérations du corps législatif, introduction de troupes au corps législatif, attentats ayant pour but d'intervertir l'ordre de la succession au trône, falsification ou altération d'un acte législatif, notamment par un ministre, etc.) (17). Enfin, la peine de mort était prescrite contre les crimes des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions (député ayant trafiqué de son opinion) et à l'égard des crimes contre la propriété publique (contrefaçon de papiers nationaux, incendie d'édifice) (18).

3° MODE D'APPLICATION

Si les abolitionnistes avaient perdu la partie sur la question du maintien de la peine de mort, ils résolurent de reprendre la lutte sur celle de l'unification de cette peine et Lepelletier de St-Fargeau, aussitôt après le vote relatif à la conservation de la peine capitale, montait à la tribune et disait : « Je propose de décréter que la peine de mort sera réduite à la simple privation de la vie sans torture ». Garat aîné demande bien une

(16) V. sections 2 et 3 du tit. 1^{er}. On peut compter plus de 20 cas d'application de la peine de mort en matière politique.

(17) V. section 3, art. 4, 6, 7, 8, 10, 11, 12 et 18.

(18) Section 5, art. 7 ; section 6, art. 2, 7 et 8.

exception à ce sujet dans le langage emphatique de l'époque : il en « frémit d'avance », mais il veut un surcroît de peine pour l'auteur de ce crime flétri par « Solon », le parricide : il désire donc que l'on conserve pour ce dernier cas, la peine de la mutilation du poignet. Madier de Montjeau fait la même proposition en ce qui concerne les régicides, mais cette fois, c'est Le Pelletier de St-Fargeau qui triomphe et l'art. II (Tit. I^{er}) de la première partie du code pénal, décide que « la peine de mort consistera dans la simple privation de la vie sans qu'il puisse jamais être exercé aucune torture contre les condamnés ». On adopta néanmoins certaines mesures spéciales contre les parricides qui devaient être conduits au supplice avec un voile d'étoffe noire sur la tête et le visage, et relativement aux assassins, incendiaires et empoisonneurs qu'on revêtait d'une chemise rouge ; mais ce sont là des peines accessoires plutôt infamantes que corporelles. L'art. 3 du même titre, déclarait en outre que tout condamné à mort aurait la tête tranchée (19). Telle était la situation de la peine de mort à la fin de 1791 : on l'avait maintenue, mais on ne voulait plus des anciens moyens d'exécution. L'Assemblée en admettant que le condamné aurait la tête tranchée avait entendu conserver le mode d'exécution par la hache. En fait, ce procédé effrayait certains députés et on en arriva souvent (la première année du moins) comme cela

(19) Ajoutons que l'art. 1^{er} d'une loi du 21 octobre 1790, avait déjà été un acheminement vers ce résultat en unifiant le mode d'exécution capitale, quels que soient le rang et l'état des coupables.

ressortira des motifs de la loi du 25 mars 1792, à suspendre pour cette raison la punition de plusieurs criminels condamnés à mort (20). Cependant, beaucoup de ceux qui désiraient voir en usage, un procédé de décapitation plus rapide et faisant moins souffrir que celui de la hache, s'étaient mis à la recherche, et dès le début de la Révolution, on s'était ingénié à découvrir ou plutôt à rénover un système ancien de décapitation mécanique : le 1^{er} décembre 1789, le docteur Guillotin, député de Saintes, expliquait à l'Assemblée le fonctionnement d'une machine à décapiter, puis il s'écriait : « Avec ma machine, je vous fais sauter la tête en un clin d'œil et vous ne souffrez plus » (21). Sa proposition tendant à l'adoption de ce procédé fut ajournée. Il en fut de même le 21 octobre 1790. En tous cas, le 3 juin 1791, lorsqu'on décida que tout condamné à mort, aurait désormais la tête tranchée, on ne parla même pas à la séance de la machine de Guillotin, la discussion roula au contraire, sur le point de savoir si l'on ne conserverait pas la pendaison (22) ; et Le Pelletier de St-Fargeau pour concilier les partisans de la décapitation et ceux de la potence, proposa l'emploi de la peine usitée actuellement en Espagne,

(20) Voir aussi une lettre de Duport, ministre de la Justice, lue par le Président de l'Assemblée législative, le 9 mars 1792.

(21) D'après le journal des Etats généraux, il aurait dit : « La mécanique tombe comme la foudre, la tête vole, le sang jaillit, l'homme n'est plus ».

(22) A cette séance, Chabroud prétendait, en raison de l'adresse nécessaire au bourreau, dans ce cas, que les souffrances du condamné à la décapitation seraient « le plus horrible spectacle à présenter au peuple » et penchait par ce motif, « pour le supplice de la potence ». Ce à quoi M. Tuaut de la Bouverie répondait : « Il faut un spectacle terrible pour contenir le peuple ».

du garrot : « On évitait, à son avis, à la fois, l'effusion du sang qui provient de la décollation et les horreurs qui sont attachées à la potence en faisant attacher le condamné à un poteau et en l'étranglant avec un tourniquet ». Ce procédé fut repoussé, mais Guillotin ne prit encore pas la parole ce jour-là. Ce fut la loi du 25 mars 1792 qui décréta que « l'article III du titre premier du code pénal serait exécuté suivant la manière indiquée et le mode adopté par la consultation signée du secrétaire perpétuel de l'Académie de chirurgie, laquelle demeurerait annexée au présent décret, en conséquence, elle autorisa le pouvoir exécutif à faire les dépenses nécessaires pour parvenir à ce mode d'exécution, de manière qu'il soit uniforme dans tout le royaume.

Ce mode adopté par le secrétaire de l'Académie de chirurgie qui était alors le chirurgien Louis, n'était autre que la machine de Guillotin, la guillotine ou Louisette. Et voici comment s'exprimait le célèbre chirurgien dans sa consultation annexée à la loi du 25 mars 1792 (22 bis) : « Personne n'ignore que les instruments « tranchants n'ont que peu ou point d'effet lorsqu'ils « frappent perpendiculairement : en les examinant « au microscope, on voit qu'ils ne sont que des scies « plus ou moins fines, qu'il faut faire agir en glissant « sur le corps à diviser. On ne réussirait pas à déca- « piter d'un seul coup avec une hache ou couperet « dont le tranchant serait en ligne droite ; mais avec « un tranchant convexe comme aux anciennes haches « d'armes, le coup asséné n'agit perpendiculairement

(22 bis) V. PICHON, *Code de la Guillotine*.

« qu'au milieu de la portion du cercle ; mais l'instru-
« ment en pénétrant dans la continuité des parties
« qu'il divise, a sur les côtés une action oblique en
« glissant et atteint sûrement son but. En considérant
« la structure du cou dont la colonne vertébrale est le
« centre, composée de plusieurs os dont la connexion
« forme des enchevauchures, de manière qu'il n'y a
« pas de joint à chercher, il n'est pas possible d'être
« assuré d'une prompte et parfaite séparation en la
« confiant à un agent susceptible de varier en adresse
« par des causes morales et physiques ; il faut néces-
« sairement pour la certitude du procédé, qu'il dé-
« pendre de moyens mécaniques invariables, dont on
« puisse également déterminer la force et l'effet. C'est
« le parti qu'on a pris en Angleterre ; le corps du cri-
« minel est couché sur le ventre entre deux poteaux
« barrés en haut par une traverse d'où l'on fait tom-
« ber sur le cou la hache convexe, au moyen d'une
« déclique. Le dos de l'instrument doit être assez fort
« et assez lourd pour agir efficacement comme le mou-
« ton qui sert à enfoncer des pilotis ; on sait que sa
« force augmente en raison de la hauteur d'où il tombe.
« Il est aisé de faire construire une pareille machine
« dont l'effet est immanquable ; la décapitation sera
« faite en un instant, suivant l'esprit et le vœu de la
« nouvelle loi ; il sera facile d'en faire l'épreuve sur
« des cadavres et même sur un mouton vivant. On
« verra s'il ne serait pas nécessaire de fixer la tête du
« patient par un croissant qui embrasserait le cou au
« niveau de la base du crâne, les cornes ou prolonge-
« ments de ce croissant pourraient être arrêtés par des
« clavettes sous l'échafaud : cet appareil, s'il paraît

« nécessaire, ne ferait aucune sensation et serait à « peine aperçu » (23).

Il fallait maintenant réaliser l'instrument de supplice du docteur Louis. Ce fut un mécanicien facteur de pianos, Tobias Schmidt, qui offrit de l'établir pour la somme de 812 livres. On essaya la première guillotine à Bicêtre, le 17 avril 1792, sur trois cadavres, en présence des docteurs Louis et Cabanis ainsi que de l'exécuteur Sanson : le docteur Louis estima que le couperet n'avait pas une disposition suffisamment oblique. Le menuisier Clairin construisait le 13 juillet une machine perfectionnée avec des coulisses en cuivre (la machine de Schmidt, en effet, qui n'en avait pas, avait donné lieu à certains inconvénients rapportés dans une lettre du procureur général-syndic Roederer) (24). Le premier guillotiné avait été un nommé Jacques Pelletier, condamné à mort pour vol avec violence sur la voie publique : son exécution eut lieu le 26 avril 1792.

4° LA PUBLICITÉ DES EXÉCUTIONS CAPITALES

M. Rémy prétend que la question de la publicité des exécutions capitales fut bien différente aux yeux des

(23) Cette description de même que celle faite par le Docteur Guillotin précédemment, ne constituaient pas des découvertes : Nous avons, en effet, parlé plus haut, d'un instrument d'exécution analogue à celui de la guillotine, appelé « doloire qui servit à l'exécution du maréchal de Montmorency en 1632 ; il existait aussi de pareils moyens de décapitation en Italie où l'on se servait de la « mannaia » et en Ecosse où existait un procédé semblable « la maiden ». Le chirurgien Louis raconte aussi qu'en Angleterre et en Danemark, on faisait de même. D'ailleurs, s'il fallait en croire certains auteurs, tels que M. Peigné-Delacourt, il faudrait remonter jusqu'à l'âge de pierre pour trouver l'origine exacte de la que l'on constate le minimum.

(24 V. pour les détails de la construction : PICHON.

législateurs de 1791, de ce qu'elle est actuellement : « ce que l'on veut aujourd'hui, dit-il, c'est mettre un terme aux scènes scandaleuses qu'occasionnent ces sortes de spectacles. Le député Custine, auteur d'un amendement à ce sujet, ne voyait dans la publicité qu'une aggravation du châtiment » (25). A notre avis, il s'agissait alors d'une question analogue à celle qui se pose de nos jours devant le Parlement : si Custine voyait dans la publicité de l'exécution une aggravation du châtiment, nous croyons qu'il est très soutenable de prétendre que l'exécution à mort loin de la vue du public, dans une prison, doit inspirer au condamné qui cesse de jouir de cette apothéose finale, présentée souvent comme un argument contre la peine de mort, une idée d'augmentation de peine.

En tous cas, voici ce que proposait Custine : « l'Assemblée a conservé la peine de mort par la simple considération qu'un homme nuisible doit être soustrait à la société ; je demande donc, non seulement que cette peine ne soit point accompagnée de tortures, mais qu'elle ne soit point aggravée par cet appareil effrayant qui la rend plus terrible à celui qui doit l'éprouver et que *les exécutions se fassent à huis clos* ». Cette proposition souleva des protestations. Le Pelletier de St-Fargeau, dont nous connaissons pourtant les tendances abolitionnistes, déclara que pour être exemplaire, la peine devait avoir une grande publicité, et le député Dufau s'écriait : « que les différentes scènes de cette tragédie frappent tous les sens, remuent toutes les affec-

(25) V. RÉMY. — Les principes généraux du code pénal de 1791, page 78.

tions douces et honnêtes ; qu'elles inspirent le plus salutaire respect pour la vie des autres ; qu'elles arrachent aux méchants des larmes de repentir !... » Ces paroles eurent l'approbation de l'Assemblée qui adopta l'art. V du titre 1^{er} de la première partie du code pénal ainsi rédigé : « L'exécution des condamnés à mort se fera dans la place publique de la ville où le jury d'accusation aura été convoqué ». Nous savons d'ailleurs que les auteurs du code de 1791 ne s'en tinrent pas à cette seule publicité : plus haut, nous avons décrit l'appareil qui entourait l'exécution des condamnés pour parricide, incendie, assassinat, empoisonnement.

II

La Peine des fers (ou des travaux publics)

A la séance du 2 juin 1791, Le Pelletier de St-Fargeau, alors que l'on venait de discuter sur les modes d'exécution de la peine de mort posa à l'Assemblée la question suivante : « Les condamnés à des peines afflictives seront-ils employés à des travaux publics ou seront-ils enfermés dans des maisons particulières ? » Il s'agissait donc de savoir quelle peine suivrait celle de la mort dans l'échelle des peines.

Le comité s'était prononcé nettement dès le début pour la seconde solution et dans son projet, il disposait que le cachot constituerait la peine la plus grave de toutes : cette peine, nous l'avons remarqué, se présentait à certains égards, comme une peine corporelle en raison de l'enchaînement du prisonnier. A ce système, la plupart des députés opposaient l'application

de la peine de la chaîne ou des fers : on voulait de la sorte, soumettre le condamné à des travaux publics, et en réalité, on désirait conserver simplement l'ordre de choses établi. C'est ainsi que Maloué répondait à Le Pelletier de St-Fargeau en ces termes : « La peine des galères telle qu'elle avait été usitée anciennement n'existe plus. Il n'y a plus de chiourmes aussi, quoique la dénomination soit conservée; il n'existe plus dans nos ports qu'une maison de force dans laquelle sont enfermés nos condamnés ». Et il continue, en déclarant que les 6.000 forçats qui travaillent dans les ports de Brest, Toulon et Rochefort, travaillent suffisamment ou à peu près pour subvenir à leur entretien, tandis que le projet du comité entraînerait une dépense considérable résultant de la construction de 83 maisons de force (26). Bref, en fin de séance, l'art. 6 du titre 1^{er} du code pénal, était voté d'après la rédaction suivante : « Les condamnés à la peine des fers, seront employés à des travaux forcés, au profit de l'Etat, soit dans l'intérieur des maisons de force, soit dans les ports et arsenaux, soit pour l'extraction des mines, soit pour le dessèchement des marais, soit enfin, pour tous les autres ouvrages pénibles qui, sur la demande des départements, pourront être déterminés par le corps législatif ». Au même titre que celle du cachot, cette peine présentait, elle aussi, un certain aspect de châtiment corporel, car l'art. VII fut rédigé en ces termes : « Les condamnés à la peine des fers traîneront à l'un des pieds un boulet attaché avec une chaîne de fer ».

(26) Séance du 2 juin 1791. *Archives parlementaires*, 1^{re} série, tome 26, page 710.

En outre, quoique l'Assemblée ne se soit pas prononcée, il résulte d'une observation du député Regnaud, que les condamnés devaient être enchaînés deux à deux (27).

On peut donc considérer que la peine des fers se présentait dans une certaine mesure, comme une peine corporelle.

III

Le Carcan

Malgré le désir du comité d'exclure du projet de code pénal toute peine corporelle, désir qui ne fut pas complètement réalisé, ce dernier conservait encore la peine du carcan pour les femmes : il est vrai que d'après Le Pelletier de St-Fargeau il n'y avait là qu'une peine infamante ; cependant nous avons établi plus haut que le carcan était une peine corporelle.

L'Assemblée adopta effectivement pour les femmes, la peine du carcan, qui se subissait de la même manière que celle prononcée contre les hommes et que l'on nommait dégradation civique. L'art. 31 du titre 1^{er} de la première partie du code pénal dispose ainsi : « le coupable qui aura été condamné à la peine de la dégradation civique, sera conduit au milieu de la place publique où siège le tribunal qui l'aura jugé. Le greffier du tribunal lui adressera ces mots à haute voix : *Votre pays vous a trouvé convaincu d'une action infâme, la loi et le tribunal vous dégradent de la qualité de citoyen français.* Le condamné sera ensuite mis au car-

(27) *Archives parlementaires*, tome précité, page 721.

can au milieu de la place publique : il y restera pendant deux heures exposé aux regards du peuple. Sur un écriteau seront tracés en gros caractères, son nom, son domicile, sa profession, le crime qu'il a commis et le jugement rendu contre lui ».

L'art. 32 applique la même peine aux femmes, filles, étrangers ou repris de justice et en général, à tous ceux qui ne sont pas citoyens, avec cette différence que le jugement portera non plus condamnation à la dégradation civique, mais condamnation « au carcan ».

IV

L'Exposition publique

Le projet primitif en son titre V portait que le condamné à toute peine afflictive serait attaché à un poteau sur la place publique et qu'il serait chargé des mêmes fers qu'il devait conserver, soit pour l'exécution de la peine du cachot, soit pour celle de la gêne.

En raison de tout l'appareil décrit dans les articles suivants, on peut prétendre que cette sorte de peine accessoire est principalement infamante ; toutefois, la gêne considérable qui devait résulter du fait d'être attaché à un poteau et de celui d'être chargé de chaînes, donne bien à ce châtiment un élément véritable de pénalité corporelle. L'Assemblée, il est vrai, décida dans l'art. 28 du titre 1^{er} de la première partie du code pénal, que le condamné en aucun cas, ne porterait des chaînes aux yeux du public, mais qu'il serait attaché à un poteau placé sur un échafaud, avant l'exécution de sa peine, ayant au-dessus de sa tête un écri-

teau avec l'indication de ses qualités et du jugement rendu.

La souffrance corporelle est dans ce dernier cas atténuée, elle n'en subsiste pas moins.

.....

Si l'on veut résumer l'œuvre pénale des législateurs de 1791, il faut dire qu'ils ont eu tout d'abord en vue comme but de pénalité deux idées : 1° une idée de privation de liberté poussée au point de dégénérer quelque peu en une idée de pénalité corporelle ; 2° une idée consistant à imprimer un caractère d'exemplarité en entourant l'exécution de chaque peine d'un appareil susceptible d'en imposer au public. Mais il serait inexact, surtout lorsqu'on voit la facilité avec laquelle l'Assemblée Constituante admit la peine de mort, de prétendre que le code pénal de 1791 a fait disparaître tout châtiement corporel : de même que les rédacteurs des cahiers des Etats généraux (28), les membres de la Constituante estimaient que toute société avait le droit et le devoir de se défendre, au moyen de mesures rigoureuses contre les malfaiteurs.

Si, du reste, certains d'entre eux avaient le désir de voir disparaître des lois toute formule inspirant une idée de contrainte physique, la période durant laquelle allait s'appliquer le code qui venait d'être voté, devait leur prouver qu'une pareille opinion était mal venue : les lois humanitaires du nouveau code allaient être appliquées d'une manière cruelle et sanguinaire !

(28) Répétons aussi que les philosophes eux-mêmes tenaient à organiser en matière politique, du moins, une peine capitale très sévère : n'est-ce pas Brissot de Warville qui demandait à ce que le supplice du régicide ait lieu d'une manière terrible ?

§ II. — APPLICATION DES PEINES CORPORELLES PRÉVUES
PAR LE CODE PÉNAL DE 1791, DURANT LA PÉRIODE RÉVO-
LUTIONNAIRE (1792-9 THERMIDOR AN II).

Nous avons des renseignements très succincts sur l'application de la peine des fers, de celles du carcan ou de l'exposition publique à cette époque. Les condamnés aux fers continuaient à aller travailler dans les ports comme les galériens de la fin du XVIII^e siècle. Nous savons à cet égard qu'une question intéressante pour notre sujet se posa alors : le 5 octobre 1792, Monge, ministre de la marine écrivait au président de la Convention en lui demandant s'il pouvait toujours opérer par la voie de la chaîne, la translation des condamnés à la peine des fers dans le port de Brest (29). La Convention répondit aussitôt en décrétant que la peine des fers serait « provisoirement remplacée par celle des galères », et que les condamnés seraient, à cet effet, « transférés à la manière accoutumée ». En raison de ce remplacement provisoire qui dura jusqu'en 1810, il y eut donc maintien d'une ancienne mesure accessoire de répression appartenant au type des peines corporelles.

Quant à la peine des fers qui ne fonctionna jamais pour les crimes de droit commun, elle fut appliquée en vertu d'une loi du 12 mai 1793 aux délits militaires.

Sur l'exécution de la peine du carcan, nous savons seulement qu'une loi du 31 août 1792, décida que les femmes en état de grossesse au moment de leur con-

(29) On reliait alors les forçats que l'on emmenait par groupes dans les ports à l'aide d'une chaîne de fer.

damnation, verraient leur peine commuée en un mois de prison, le jugement étant imprimé, affiché à un poteau planté sur la place publique.

Quant à l'exposition publique qui précédait l'exécution de la peine, nous ne savons comment elle fut appliquée : M. Rémy qui s'est occupé dans son ouvrage sur le code pénal de 1791 de ce sujet, déclare l'ignorer.

Mais la peine corporelle dont l'emploi doit être étudié plus longuement pendant la période révolutionnaire, est la peine de mort.

LA PEINE DE MORT DURANT LA RÉVOLUTION AU POINT DE VUE DE SON APPLICATION (1792-1794)

Les révolutionnaires dans un but politique surtout, ne se contentèrent pas des moyens que leur donnait le code de 1791 pour mettre à mort leurs adversaires : 1° ils étendirent les cas d'application de la peine de mort ; 2° ils ajoutèrent au mode légal d'exécution de la guillotine, certains autres procédés leur permettant de se débarrasser de leurs rivaux politiques.

1° EXTENSION DES CAS D'APPLICATION DE LA GUILLOTINE

C'est une loi du 5 décembre 1792 qui édicta la peine de mort contre quiconque tenterait ou proposerait de rétablir la royauté et porterait atteinte à la souveraineté nationale (30).

Les nombreux cas d'application de la peine de mort prévus par le code pénal de 1791 pour punir les crimes contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat

(30) DUVERGIER. — *Collection des Lois*, tome 5, p. 85.

ne permettaient pas encore assez aux révolutionnaires une élimination satisfaisante des partisans du roi. De là, cette loi exorbitante qui frappe même ceux se contentant de manifester une opinion royaliste. Mais la Convention qui allait déclarer Louis Capet coupable de conspiration contre la liberté de la nation et d'attentats contre la sûreté générale de l'Etat et qui désirait l'emploi fréquent de la guillotine, était obligée de justifier sa conduite future. La mise à mort pour soi-disant crime politique, n'allait plus connaître de limites : à la séance de la Convention du 15 décembre 1792, Cambon, ministre des finances s'écriait au milieu des plus vifs applaudissements : « Point de demi-révolution... paix et fraternité à tous les amis de la liberté ; guerre aux lâches partisans du despotisme ; guerre aux châteaux ; paix aux chaumières » (31). Le même ministre exposait en outre devant les comités un système financier bien curieux : « Voulez-vous faire face à vos affaires ? disait-il, guillotinez ! voulez-vous payer les dépenses immenses de vos armées ? guillotinez : voulez-vous amortir les dettes incalculables que vous avez ? guillotinez ! guillotinez ! (32). Cette voix fut entendue des Tribunaux et de la Convention (33) ; des Tribunaux qui envoyèrent de plus en plus les riches et les aristocrates à la guillotine sur la moindre accusation, de la Convention qui décréta dans les premiers mois de 1793, l'établissement d'un tribunal criminel extraor-

(31) THIERS. — *L'Histoire de la Révolution française*, livre 12^e, 1^{re} coalition.

(32) *Revue des Deux-Mondes*, mars 1911.

(33) Du 16 avril 1793 au 29 juillet 1795, plus de 2.800 individus furent guillotинés.

dinaire pour juger sans appel et sans recours au Tribunal de Cassation, les conspirateurs et les contre-révolutionnaires : Fouquier-Tinville, qui était l'accusateur public devant ce tribunal, allait rendre cette justice tout ce qu'il y a de plus expéditive ; les pauvres gens qui y comparaissaient sous les inculpations les plus vagues et qui arrivaient devant leur juge avec pleine confiance sur leur acquittement, étaient vite désillusionnés ; dès qu'ils ouvraient la bouche, ils entendaient Dumas s'écrier : « Tu n'as pas la parole », ou Coffental qui les priait de se taire (34).

Et cependant, il se trouvait encore des esprits capables de qualifier la procédure de ce tribunal de lenteur : « Pourquoi des témoins ? lit-on dans le *Moniteur* du 30 octobre, la Convention, la France entière accusent ceux dont le procès s'instruit ». La même idée était venue au Père Duchesne : « Braves bougres qui composez le Tribunal, écrivait-il, ne vous amusez donc pas à la moutarde. Faut-il tant de cérémonie pour raccourcir des scélérats que le peuple a déjà jugés ? » (35). La loi du 17 septembre 1793 qui, déclarait suspects même ceux qui avaient tenu quelques propos contraires à la Révolution, devait satisfaire encore les passions politiques de ceux qui voulaient imposer leurs idées par de tels procédés d'exécution.

Certains historiens qui ont fait l'histoire politique de la Révolution ont cherché à justifier cette extension de l'application de la peine de mort en invoquant les

(34) Voir, à ce sujet, LENOTRE. — *Tribunal révolutionnaire*, page 261.

(35) LENOTRE. — Page 155.

difficultés extérieures du moment. Selon notre habitude, nous ne nous placerons qu'au point de vue de l'effet pénal des peines corporelles : nous associant à l'opinion des temps modernes qui, tout en conservant un sentiment de répulsion à l'égard des criminels de droit commun, réprouve, à l'inverse des philosophes du XVIII^e siècle l'emploi de la peine de mort pour punir les crimes politiques, nous estimons qu'en admettant au pis aller le bien fondé des accusations révolutionnaires, toute tentative de justification demeure impossible : ce d'autant plus qu'il s'agissait de l'exécution de femmes inoffensives, de vieux prêtres ou même de révolutionnaires éprouvés, tels que les Danton et les Camille Desmoulins.

2° LES MODES D'EXÉCUTION CAPITALE D'EXCEPTION

L'histoire des institutions de tous les peuples — et il en est ainsi dans l'ancien droit — est pleine d'exemples concernant les pénalités d'exception : tantôt elles émanent d'un gouvernement de province ou d'un prince quelconque qui veut, pour avoir en mains ses administrés ou ses sujets, frapper un peu plus que les lois en vigueur ne le lui permettent (c'est en quelque sorte la contre-partie du droit de grâce que possède dans beaucoup de pays le chef de l'Etat) ; tantôt ces pénalités résultent de la coutume qui peu à peu en présence d'une recrudescence de criminalité, se répand dans les Tribunaux, permettant aux juges de créer une jurisprudence dans l'emploi d'une nouvelle peine : les Parlements d'autrefois, qui pouvaient diminuer la peine légale en créant une nouvelle pénalité (il en était

ainsi de la strangulation, dont les juges se servaient par un retentum pour adoucir notamment le supplice du feu), pouvaient aussi prendre de nouvelles mesures contre les criminels. Ex. : la peine de la pendaison sous les aisselles ne fut pas édictée par une loi, mais prit naissance dans la jurisprudence.

La Révolution, encore plus que par le passé devait user de ces sortes de châtiments appliqués sans que la loi les permette ; elle ne connut d'ailleurs que des pénalités d'exception engendrant la mort (l'emprisonnement des citoyens suspects mis à part) : ce sont des massacres, ce sont des noyades ; ces mises à mort furent sans doute localisées et nous n'aurons à envisager que les massacres de septembre et les noyades de Nantes ; on a prétendu, il est vrai, à cet égard, qu'il ne s'agissait que d'actes résultant d'une foule emportée ; en réalité, le gouvernement de l'époque, tout en voulant, dans une certaine mesure, cacher la vérité, a sérieusement donné la main à ces violences, et il le fit pour éliminer, peut-être aussi pour intimider des adversaires politiques, voulant ainsi accomplir un geste de répression et par conséquent de punition. (Il y a là de véritables peines corporelles !)

Les Massacres de septembre

On connaît ce passage célèbre de M. Frédéric Masson (36) : « Il y a cent quinze ans, dans ce mois de « septembre commençant, Paris a vécu des jours qui « sont entre les plus néfastes de son existence, vingt-

(36) *Jadis et Aujourd'hui*, 2^e édition, page 203.

« fois séculaire. Ces jours-là, le 2 et 3 septembre 1792,
« près de deux mille individus emprisonnés et désar-
« més, beaucoup blessés, certains infirmes, des vieil-
« lards, des prêtres, des femmes, furent massacrés
« dans neuf prisons ou maisons religieuses transfor-
« mées en prisons. Par qui ? La légende révolution-
« naire dit : par le peuple de Paris, et quelle tache à
« jamais sur ce peuple ! L'histoire dit : par une faction
« qui n'a jamais reculé devant aucun crime, faction
« que mènent des étrangers, des fous, des dégénérés,
« des tuberculeux et qui, par son audace et par la
« lâcheté de ceux qu'elle opprime, s'est établie maî-
« tresse de Paris, y a régné pendant deux années, du
« 10 août 1792 au 27 juillet 1794 (9 thermidor an II) ».

De même que M. Frédéric Masson, nous pouvons nous demander par qui en réalité, furent massacrés les prisonniers de septembre 1792 : et nous n'avons pas comme lui dans cette recherche, un simple but historique : nous voulons savoir si les massacres de septembre émanèrent des pouvoirs publics et furent des peines corporelles.

La *Gazette Française* du 20 germinal an IV, rapporte que le 2 septembre 1792, la Commune de Paris, et cela sous les yeux du gouvernement, adressait au nom du peuple cet ordre, à la section des Quatre Nations : « Mes camarades, il vous est ordonné de juger tous les prisonniers de l'Abbaye, sous distinction de l'abbé Lenfant, que vous mettrez dans un lieu sûr. — Le 2 septembre, Panis, sergent-administrateur, Méhée, secrétaire-greffier » (37). Le même jour, le conseil général de la

(37) Un tel ordre, dit M. Lenôtre, équivalait hypocritement à

Commune nommait des commissaires pour aller aux prisons protéger des individus détenus en raison de dettes, mois de nourrices, et les militaires enfermés pour cause de discipline (38). M. Lenôtre cite également un arrêté de la Commune, ordonnant la mise en liberté de tous les détenus à la prison de La Force, pour dettes ou causes civiles et militaires, recommandant que l'on ait soin toutefois « d'examiner très scrupuleusement les écrous, afin d'éviter qu'aucun contre-révolutionnaire puisse se soustraire à la loi du 2 septembre 1792 » (39). Voilà en dépit des recherches des historiens, les seuls documents que nous ayions : ils prouvent que la Commune de Paris donna d'une manière détournée sans doute, l'ordre du massacre. Quant à la Convention, elle ne prescrivit rien en public, mais n'oublions pas ces paroles du conventionnel Collot-d'Herbois aux Jacobins : « Sans le 2 septembre, il n'y aurait pas de Convention Nationale ». D'ailleurs, voici les faits qui prouvent une sorte de lente préparation de ces massacres par le gouvernement : le 13 août, on fit rechercher toutes les personnes soupçonnées de conspiration, et on les arrêtait pour crime de lèse-nation. Le 15 août, on ne pouvait sortir de Paris, sans passeport ; le 24, on expulsa tous les religieux qui restaient encore dans les couvents ; le 27, on célébrait solennellement les funérailles des patriotes « assassinés par les aristocrates », à l'attaque des Tuileries : les cadavres

l'autorisation de tuer ». LENOTRE : *Les Massacres de Septembre*, page 7.

(38) V. Maurice TOURNEUX. — *Procès-verbaux de la Commune de Paris*, page 79.

(39) LENOTRE. — *Les Massacres de Septembre*, page 8.

étaient placés sur un sarcophage tiré par des bœufs, les veuves et les orphelins suivaient en robes blanches. Enfin, on répandit le bruit d'une vaste conspiration royaliste ; l'ennemi arrivait, Paris allait être à la merci des contre-révolutionnaires : et voici ce que Gorsas (N° 3 du Courrier des 83 départements), écrit : « Des hordes de cannibales avides de sang et de pillage ont violé l'asile de la liberté..... Ils veulent la mort des patriotes..... Qu'ils périssent ! »

Le 2 septembre, à midi, eut lieu la mise en scène : le canon d'alarme tonna au Pont-Neuf ; un grand drapeau noir fut hissé sur l'hôtel de ville : ce fut le signal du massacre.

Ces divers actes qui ont précédé l'envahissement des prisons par la foule, prouvent la participation des pouvoirs publics. Voici encore un extrait des mémoires de l'abbé Sicard, l'instituteur des sourds-muets, qui dans ces douloureuses circonstances échappa à la mort, indiquant aussi cette participation indirecte : « Oui, disent les soldats, ce sont vos ennemis, les complices de ceux qui ont livré Verdun, ceux qui n'attendaient que votre départ pour égorger vos femmes et vos enfants. Voilà nos sabres et nos piques ; donnez la mort à ces monstres ». Ces manifestations de subalternes du gouvernement étaient significatives.

D'ailleurs, comme le fait remarquer M. Lenôtre, le peuple parisien n'est pas du tout l'auteur de ces massacres : « cent cinquante égorgeurs au plus, suffirent à la besogne....., le peuple, lui, se contenta de regarder, d'être curieux, d'applaudir » (40). Ces scènes de car-

(40) LENOTRE. — Ouvrage précité, page 11.

nage, ne peuvent donc pas être mises sur le compte d'une manifestation populaire. Cette bande de 150 massacreurs était-elle tout au moins un groupement de gens sans aveu qui profitaient de ces journées troublées pour satisfaire leurs instincts criminels ? Non, certes, et c'est une chose qu'il faut signaler, tous étaient des bouchers ou des petits boutiquiers (41), qui, la plupart, étaient en relation avec les hauts personnages de la Révolution. Ils furent, du reste, hautement approuvés par ces derniers, ils furent payés et félicités par Billaud-Varennès, alors substitut du procureur de la Commune, qui d'après une relation de Méhée de Latouche (42), s'écria le 3 septembre devant les égorgeurs : « Respectables citoyens..., vous avez sauvé la Patrie, la France entière vous doit une reconnaissance éternelle, la municipalité ne sait comment s'acquitter envers vous ; sans doute, le butin et la dépouille de ces scélérats (montrant les cadavres), appartiennent à ceux qui nous en ont délivré, mais sans croire pour cela vous récompenser, je suis chargé de vous offrir à chacun 24 livres, qui vont vous être payées sur-le-champ, respectables citoyens, continuez votre ouvrage et la patrie vous devra de nouveaux hommages ».

Ces récompenses, ces encouragements d'un fonctionnaire joints aux ordres de la Commune de Paris, relatés précédemment, cette surexcitation populaire savamment préparée par des hommes qui dirigeaient la nation, prouvent que la mise à mort des contre-révo-

(41) LENOTRE, page 197.

(42) LENOTRE, page 197.

lutionnaires des prisons de Paris fut une mesure de pénalité prise par les pouvoirs publics.

Voici maintenant de quelle manière il fut procédé à ces massacres, ou plutôt qu'il nous suffise d'en donner une idée par le récit d'un de ceux les plus connus de l'histoire : celui du couvent des Carmes où depuis le 15 août, on avait amené 150 prêtres « réfractaires » : le dimanche 2 septembre, à 2 heures, le commissaire du comité de la section vint faire précipitamment un appel individuel à la chapelle de la Sainte-Vierge de l'Eglise des Carmes où étaient les prisonniers et les envoya dans le jardin : c'est là que mourut l'archevêque d'Arles qui, de lui-même alla au devant des égorgeurs, leur disant : « Je suis celui que vous cherchez..., je n'ai jamais fait de mal à personne (ce à quoi l'un des forcenés répondit : eh bien, moi, je vais t'en faire) ». Le commandant du poste ordonna alors aux prêtres de rester dans l'église. Puis le commissaire Viollette, membre du comité de la section du Luxembourg, vint s'asseoir à une table sur laquelle était le registre d'écrou de la prison, auprès de la porte qui descendait au jardin ; après l'ordre supérieur de tuer, voici le tribunal qui devait juger les accusés de la « fameuse conspiration ». Il s'agissait donc bien de pénalités. Le commissaire appelle les prêtres deux par deux, constate l'identité de leurs personnes et s'assure qu'ils persistent dans le refus du serment, il leur donne l'ordre enfin de passer dans le corridor dont l'issue a lieu dans le jardin ; là ils sont attendus par les massacreurs qui les mettent à mort aux cris de : vive la nation ! Trois prêtres seuls échappèrent.

Il y eut des scènes analogues, que nous ne rappor-

terons pas, à la Conciergerie, au Châtelet, à la Force, à l'Abbaye St-Germain, à Bicêtre, à la Salpêtrière, à la tour Saint-Bernard, au séminaire St-Firmin. D'après les archives de la Commune (43), le nombre de ceux qui furent éliminés dans ces tristes journées, est de 1614.

Les Noyades de Nantes (44)

Après le massacre à coups de pique ou de hache de 1792, la Révolution toujours triomphante usa de cet ancien supplice de la noyade contre ses soi-disants adversaires politiques ; certes, les pouvoirs publics jouèrent là un rôle moins apparent que dans les journées de septembre 1792, mais n'oublions pas l'attitude de la Convention envoyant en mission près de l'armée de l'ouest, le 12 octobre 1793, l'un de ses membres, Carrier, et qui informée des actes de ce « proconsul » par des lettres mêmes de ce dernier, du début de novembre 1793, ne le releva de ses fonctions que le 8 février 1794. (Et encore Billaud-Varennès ainsi que Collot-d'Herbois s'opposaient-ils ouvertement à cette décision !)

L'histoire rapporte qu'il y eut plusieurs noyades. Voici simplement ce que nous dirons de la première avec M. Lenôtre : cinq ou six cents prêtres, non assermentés, de la Bretagne et des provinces limitrophes, avaient été arrêtés : les valides avaient été déportés à Cayenne, mais que faire des autres dont 54 avaient plus de soixante ans ? « Contre ce docile troupeau, dit Lenôtre,

(43) Voir GRANIER DE CASSAGNAC.

(44) Les Noyades de Nantes (Perrin, éditeur), par Lenôtre.

le département et la Commune gardaient pourtant un grief : quoique résignés à tout subir, ces malheureux prêtres mangeaient..... il avait fallu..... leur allouer une paye de nourriture..... (de 25 sols par jour pour chacun d'eux) ». On ne voulait pas les mettre en liberté et d'autre part, on ne voulait pas s'assujettir à cette dépense : il fallait user à l'égard de « ces ennemis de la Patrie », d'un châtiment éliminateur.

A son arrivée à Nantes, Carrier donna l'ordre de transférer « ces bouches inutiles » sur un vaisseau « ancré en Loire ». Ensuite, le conseil du département ayant examiné la question, le comité révolutionnaire tout à la dévotion de Carrier, décréta le transfert des prêtres sur la Galiote La Gloire, qui stationnait sur la Loire. Le même jour, l'allocation de 25 sols était supprimée. Ce transfert ayant eu lieu le 28 octobre, Carrier rédigea l'autorisation suivante : « permis aux citoyens Fouquet et Lamberty de passer partout où besoin sera avec un gabareau (45) chargé de brigands, sans que personne puisse les interrompre ni troubler dans ce transport ».

Les prisonniers furent transférés de la galiote dans le gabareau ; ce dernier avait été muni dans ses flancs, de sabords, sortes d'ouvertures que l'on pouvait ouvrir ou fermer à volonté. Les exécuteurs de la décision de Carrier étaient montés sur un bachot. Les bateaux furent mis en mouvement ; à un endroit où le fleuve s'étalait à dix-sept cents pieds de large, les hommes de Lamberty ouvrirent les sabords, l'eau entra dans la gabare, les victimes se bousculèrent, essayèrent de trou-

(45) Sorte d'allège à fond plat, en planches de sapin.

ver une issue, mais en peu d'instants, tout disparut sous l'immense étendue d'eau (46). Tous ceux d'ailleurs qui avaient cherché à s'enfuir à la nage, avaient été poursuivis à coups de pique par les bourreaux de Carrier.

Dans toute la France, on n'ignora pas ce qui s'était passé, mais comme il n'y eut pas de protestations, l'acte était approuvé et, on ne peut en rejeter la responsabilité sur Carrier seul.

.....

Ces mesures extraordinaires prouvent que la Révolution s'est servie de peines sanguinaires pour intimider et éliminer ses adversaires, faisant emploi des châtimens rayés depuis bien longtemps des lois en usage au XVIII^e siècle, au mépris des prescriptions du code pénal de 1791. Remarquons, du reste, que ces mesures furent prises non pas contre des criminels de droit commun, mais contre des adversaires politiques : c'était mépriser ce principe qui dirigera nos législateurs modernes : celui de la répression atténuée en matière politique.

Cette idée de vouloir punir sans merci tous ceux qui n'embrassaient pas avec zèle la cause de la Révolution, les suspects, alla même jusqu'à déterminer certains esprits de l'époque dans la voie d'une répression qui survivait à la mort du condamné. Ainsi, le girondin Valazé s'étant suicidé en apprenant la décision qui devait le conduire à l'échafaud, l'accusateur public Fouquier-Tinville fit une réquisition tendant à ce que l'on guillotinât le mort avec les autres. (Le Tribunal, il est

(46) Seul, le curé de Saint-Lyphard échappa à la mort.

vrai, n'accorda à ce dernier qu'une demi-satisfaction en prononçant que le corps de Valazé serait emmené dans la charrette fatale avec les autres condamnés au lieu du supplice, pour, après l'exécution, être inhumé dans la même sépulture).

Voilà comment furent appliquées les peines corporelles de l'époque révolutionnaire.

Nous avons sans doute envisagé cette application surtout à l'égard des condamnés politiques de l'époque ; quant aux condamnés de droit commun, l'histoire ne nous renseigne pas ; ce serait peut-être une étude à faire à l'aide de documents d'archives sur la question ; mais, il ne faut pas remonter au-delà de 1825, si l'on veut avoir une statistique officielle sur la criminalité : et nous ne savons qu'une chose : c'est que la guillotine fonctionna vis-à-vis des malfaiteurs conformément au code pénal de 1791.

APPENDICE AU CHAPITRE II

LE RÉGIME DU CODE DES DÉLITS ET DES PEINES DU 3 BRUMAIRE AN IV

La réaction thermidorienne mit fin en partie aux excès révolutionnaires : on légiféra alors d'une manière plus sage et la Convention avant de se dissoudre, résolut de rénover le régime pénal, en se rapprochant des lois de 1791 ; c'est pourquoi elle vota le code des délits et des peines, qui contient certaines innovations relatives notamment à la procédure, mais qui conserve purement et simplement les pénalités édictées par le code de la Constituante ; la peine capitale restait donc dans nos lois avec quelques modifications de peu d'importance au point de vue des cas d'application. Cependant, un décret du 4 brumaire, an IV, décida qu'à dater du jour de la publication de la paix générale, la peine de mort serait abolie.

Mais cette paix générale d'une part fut longue à ve-

nir ; d'autre part, la guerre continuelle, qu'elle soit civile ou étrangère, favorisait le développement de ces bandes de brigands contre lesquelles les magistrats de la monarchie avaient agi avec sévérité vers la fin du XVIII^e siècle. Jusqu'à l'Empire, on connaîtra les funestes exploits de ceux que l'on a nommés les Chauffeurs (47). Qu'il nous suffise de signaler les faits et gestes de Moneuse qui opérait dans une province alors le théâtre de guerres continuelles, Le Hainaut. La désorganisation y était générale, on ne savait si cette partie de notre pays actuellement, appartiendrait aux Pays-Bas ou à la France, et cette sorte d'anarchie administrative devait durer jusqu'à l'avènement de Bonaparte. Les Chauffeurs en profitèrent et les provinces limitrophes situées au nord de la France, eurent particulièrement à souffrir : dans l'Artois, c'était un nommé Saint-Armant qui opérait ; à Hazebrouck, c'en était d'autres. On cite également l'aubergiste Legrin de Locquignol, qui durant la nuit assassinait, incendiait et chauffait les pieds de ceux qu'il croyait possesseurs de quelque argent ; enfin, c'est Moneuse, « La Terreur du Hainaut », qui tua en une seule nuit jusqu'à neuf personnes dans une maison appelée « La Houlotte » et qui eut l'audace, lorsque les magistrats y vinrent perquisitionner, d'arriver à cheval au milieu de la foule terrifiée, en affectant un air railleur ; il mettait à sac les châteaux et les fermes isolées, et la crainte qu'on en

(47) Les chauffeurs étaient ainsi appelés, parce qu'ils allumaient un brasier sur lequel ils faisaient griller, à petit feu, les pieds de ceux à qui ils voulaient arracher un aveu ou une indication sur leur cachette d'argent.

avait, faisait que personne n'osait le poursuivre. Il ne fut exécuté qu'en 1798.

Le moment n'était donc pas venu de supprimer la peine de mort selon le désir des Conventionnels de 1795, il fallait au contraire qu'il ne planât aucune incertitude sur l'existence de cette peine ; aussi, on crut bon de préciser cette tendance en décidant par une loi du 8 nivôse, an X, que la peine de mort continuerait à être appliquée dans les cas déterminés par la loi. La législation criminelle semblait d'ailleurs réagir contre certains adoucissements apportés par le code pénal de 1791 à l'égard des criminels de droit commun ; et vers cette époque, une loi du 23 floréal an X, rétablit la peine de la marque (48). Ces mesures de sévérité seront reprises et accrues encore dans le code de 1810.

(48) Cette loi du 23 floréal, an X, rétablit la marque à l'égard des récidivistes pour crimes, des faussaires et des faux-monnayeurs. Une loi du 12 mai 1806 l'étendit aux auteurs de menaces écrites dans certains cas d'incendie.

CHAPITRE III

LES CHATIMENTS CORPORELS DEPUIS LA RÉVOLUTION (DU CODE PÉNAL DE 1810 JUSQU'A NOS JOURS : 1810-1911)

§ I. — LES PEINES CORPORELLES AUX XIX^e ET XX^e SIÈCLES

La Révolution et ses sinistres massacres ont passé ; Napoléon au milieu de ses victoires s'occupe des institutions « de ses peuples » ; l'administration, la justice, l'armée reçoivent une organisation nouvelle ; les lois criminelles, à pareille époque surtout, ne devaient pas rester dans l'ombre chez un génie aussi marqué. Que resta-t-il des peines corporelles, dans cette œuvre ?

1^o *Peines corporelles maintenues ou rétablies par le code pénal de 1810.* — Une commission nommée par arrêté du 27 germinal an IX, composée de MM. Vieillard, Target (pour le droit pénal), Oudard, Treilhard et Blondel, fut chargée de rédiger un projet concernant

les lois criminelles. Le projet fut envoyé à tous les tribunaux qui adressèrent leurs observations : ils étaient opposés à la législation de l'époque révolutionnaire et comme le dit M. Garraud (1), ils manifestaient « une tendance marquée vers un retour à l'ancien droit criminel ». Ce projet aboutit au code de procédure criminelle de 1808 et au code pénal de 1810.

Parmi les pénalités corporelles, figurant dans ce dernier code, il en est une surtout que l'on n'hésita pas à adopter : ce fut la peine de mort ; les procès-verbaux des délibérations du Conseil d'Etat relatives au code pénal, ne font mention d'aucune discussion sur cette peine ; M. Target fut chargé seulement d'en étudier le principe : « La peine de mort est-elle légitime ? dit-il. Est-elle nécessaire ? Les deux questions n'en font qu'une. Sans nécessité, cette peine ne serait pas légitime et si elle est nécessaire, la légitimité en est incontestable. La peine de mort en attendant des jours plus heureux est encore nécessaire et si elle l'est, loin de blesser l'humanité, elle la sert en conservant la vie à tous ceux qui seraient tombés victimes de forfaits semblables » (2).

Aussi, non seulement la peine de mort fut-elle votée sans difficultés, mais les cas d'application en furent-ils très nombreux ; outre ceux qui existent encore actuellement et que nous énumérerons plus loin, il faut citer notamment : le vol qualifié (art. 381), lorsque les cinq circonstances aggravantes prévues par la loi existent ;

(1) *Précis de Droit Criminel*, page 43.

(2) V. LOCRÉ. — *Observations préliminaires*, t. 29, p. 9 et FUZIER-HERMANN, mot : Peines, n° 110.

l'incendie d'édifices non habités (art. 434) ; le faux monnayage... (3).

On rétablit même un supplice précédant la peine de mort et qui existait à la fin du XVIII^e siècle : la mutilation du poignet du parricide avant que ce dernier soit guillotiné.

Rappelons que les législateurs de 1791 avaient beaucoup hésité sur le point de savoir s'ils conserveraient la marque : c'était en effet le seul procédé d'identification jusqu'alors découvert ; s'en référant à la loi de l'an X, les auteurs du code de 1810 décidèrent que les condamnés aux travaux forcés recevraient l'imposition d'un fer chaud sur l'épaule.

L'art. 15 du code pénal édicta en outre, une mesure de pénalité corporelle, figurant déjà dans les lois précédentes contre les forçats : ces derniers devaient traîner un boulet aux pieds.

L'on conserva également ces deux anciennes peines : l'exposition publique et le carcan.

Signalons enfin une peine corporelle accessoire qui résulte de l'art. 614 du code d'instruction criminelle : la mise aux fers des condamnés à mort. En somme, comme le dit encore M. Garraud (4) : « Le code pénal de 1810 a pour caractère d'organiser la défense sociale au moyen de l'intimidation ». Ce système devait recevoir de nombreuses modifications dans le cours du XIX^e siècle.

2° Destinée des peines corporelles durant les XIX^e et

(3) Il y avait 36 cas d'application de la peine de mort.

(4) *Précis de Droit Criminel*, page 44.

XX^e siècles en droit français. — Si le code pénal de 1810 s'est montré favorable à l'égard des peines corporelles, il n'y a pas de doute qu'à partir de 1830, après la chute du premier Empire et du gouvernement de la Restauration, une tendance abolitrice de ces châtimens se soit manifestée. Mais, comme nous le constaterons plus loin, la recrudescence de la criminalité, qui depuis quelques années effraie à juste titre ceux qui pensent à l'avenir du pays, a fait naître un mouvement de réaction favorable à l'emploi de certaines peines corporelles, sinon dans la législation, du moins dans les livres, dans les journaux et revues et même dans une grande partie de l'opinion publique.

L'orientation de la législation française vers une diminution progressive de l'emploi des peines corporelles eut sa première assise dans la loi de revision du code pénal du 28 avril 1832, qui fit disparaître de notre législation, la peine de la marque, celle de la mutilation du poignet, celle du carcan. L'art. 22 du code pénal révisé par la dite loi, décidait cependant que les condamnés aux travaux forcés et à la réclusion, subiraient au préalable le châtimement de l'exposition publique. Cet article fut abrogé le 12 avril 1848 (5).

Outre la peine de mort dont nous allons examiner en particulier la destinée durant les XIX^e et XX^e siècles, il ne resta plus dans notre code comme mesure de pénalité corporelle, qu'une sorte de peine accessoire que l'art. 15 du code pénal applique aux condamnés aux travaux forcés : « Ils traîneront à leurs pieds, dit cet

(5) V. DUVERGIER. — Collection complète des lois, décrets, ordonnances, réglemens et avis du Conseil d'Etat, tome 32, p. 131.

article, un boulet ou seront attachés deux à deux avec une chaîne lorsque la nature du travail auquel ils seront employés le permettra ». Enfin, le décret organique du 4 juin 1858, connu sous le nom de code de justice maritime, conservait également comme peine applicable aux marins, celle de la « double boucle », dont nous aurons l'occasion de parler plus loin à propos des châtimens disciplinaires.

La peine de mort en tous cas est la seule peine corporelle qui mérite une étude attentive durant cette période : malgré les attaques et les restrictions nombreuses dont elle a été l'objet successivement, malgré même une abolition de fait momentanée, elle existe toujours et elle est même d'une application relativement fréquente depuis deux ans.

Destinée de la peine de mort de 1810 jusqu'à nos jours

A. — INFLUENCES DU PARLEMENT, DU POUVOIR EXÉCUTIF ET DE L'OPINION PUBLIQUE SUR LA DESTINÉE DE LA PEINE DE MORT AUX XIX^e ET XX^e SIÈCLES.

Quelle a été l'opinion du parlement français, quels ont été ses actes ainsi que ceux de l'administration dans l'application de la peine de mort durant cette période ? Quelle a été l'influence de la nation elle-même ?

Le code pénal avait en droit, appliqué la peine de mort à de nombreux cas ; en fait, le gouvernement du premier Empire, ainsi que celui de la Restauration n'hésitèrent pas à l'employer : le nombre des condamnations à mort, qui sous le Consulat pour l'année 1803

avait été de 605, baissa, il est vrai, peu à peu, pour être en 1813 de 325 et en 1814 de 183 (6). En 1816, ce chiffre remonte à 514, mais, est-ce en raison des discussions relatives à la peine de mort qui furent soulevées devant les assemblées politiques de cette époque (7) ? est-ce pour tout autre motif ? En 1826, à la fin du gouvernement de la Restauration, le nombre de ces condamnations tombe encore plus bas qu'à la fin de l'Empire: il est alors de 150 ; en 1828, il baisse encore et est évalué à 114 (8). En l'année 1828, du reste, la Chambre avait été le théâtre d'une discussion relative à la peine capitale: un député ayant demandé qu'on ne condamnât plus à mort les falsificateurs de billets de banque, Destutt de Tracy soutint que « la vie humaine est inviolable », soulevant ainsi la question de la légitimité du dernier supplice : la proposition du député ne fut pas votée.

Le 17 août 1830, Destutt de Tracy reprenait sa proposition qu'il défendait toujours au nom de l'inviolabilité de la vie humaine ; le général de Lafayette était du même avis, invoquant la non infaillibilité des juges. La discussion eut lieu le 7 octobre. Béranger lut son rapport sur la question, mais la commission était d'avis que la suppression ne pourrait se faire que graduellement : cette manière de voir ayant prévalu, on se contenta de préparer le projet de révision du code pénal

(6) *Revue pénitentiaire* de 1907, page 426. Statistique communiquée par M. Garçon, professeur à la Faculté de Droit de Paris.

(7) Les discussions furent même très passionnées.

(8) Ajoutons, du reste, que les exécutions capitales étaient relativement peu nombreuses : en 1826, sur 150 condamnations, il n'y en eut que 77 mises à exécution ; en 1828, 76 sur 114 ; en 1829, il n'y a plus que 61 exécutions capitales.

qui aboutit à la loi du 28 avril 1832, diminuant le nombre des cas d'application de la peine de mort et permettant aux juges d'assises d'écarter cette dernière par une déclaration de circonstances atténuantes. Le 17 mars 1838, on discuta encore la question de l'abolition sans résultat d'ailleurs, malgré le fameux discours de Lamartine (9). Louis Philippe n'était pas, dit-on, partisan de la peine de mort : la chose est exagérée ; il n'a laissé faire sans doute aucune exécution en matière politique (nous voyons là déjà marqué le contre-pied de la doctrine révolutionnaire), mais en 1840, de même qu'en 1847, on compte encore un nombre annuel de 45 exécutions capitales pour les criminels de droit commun ; en 1832 et en 1844, le chiffre en est de 41 ; et cela s'explique par ce fait que Louis-Philippe grâciait très rarement les condamnés à mort.

Il y eut cependant à partir de la monarchie de juillet, un emploi plus rare de la peine de mort : le nombre des condamnations capitales après avoir atteint un maximum de 108 en 1831 et de 90 en 1832, descendit à 50 en 1833, à 25 en 1834, pour remonter, il est vrai, à 65 en 1847 (10). La raison de cette diminution subite en 1833 résulte de l'application de la loi de révision du code pénal de 1832 qui : 1° Supprime l'application de la peine de mort dans plusieurs cas ; lorsqu'il s'agit de crimes entraînant par eux-mêmes, les travaux forcés à

(9) Discours dans lequel l'orateur s'écriait : « Les lois sanglantes ensanglantent les mœurs, l'échafaud n'est pas et ne peut pas être la dernière raison de la justice ». *Moniteur Universel* du 8 mars 1838.

(10) Voir *Revue pénitentiaire* de 1907. Statistique de M. Garçon.

perpétuité et commis en récidive de condamnation criminelle (art. 56 du code pénal), pour recel à un crime puni de mort (art. 63), pour complot contre la vie du chef de l'Etat (art. 86 et 87), complot dans le but d'exciter la guerre civile (art. 91), faux monnayage, contrefaçon du sceau de l'Etat, meurtre précédé d'un autre délit avec lequel il n'a pas de lien (art. 304), arrestation illégale avec menaces de mort, subornations de témoins dans le cas prévu par l'art. 365, vol qualifié (art. 381), incendie d'édifices non habités (art. 434) (ce qui fait onze cas en tout). 2° Donne aux juges d'assises le pouvoir de l'écarter par des circonstances atténuantes : ces circonstances atténuantes, une fois prononcées, permettent à la Cour de substituer à la peine capitale, une peine moindre telle que celle des travaux forcés.

La Révolution de 1848 continua ce mouvement favorable à la régression de la peine de mort en la supprimant pour les crimes politiques. Une déclaration du 26 février 1848 du gouvernement provisoire, décida en effet que cette peine serait abolie en matière politique, sauf ratification de l'Assemblée (11). Celle-ci ayant homologué cette décision, un amendement tendant à une abolition complète de la peine de mort fut discuté, mais rejeté par 498 voix contre 216. A partir de cette époque du reste, les exécutions capitales deviennent de moins en moins nombreuses. Après avoir atteint un maximum de 37 en 1854 (sur 79 condamnations à mort prononcées), elles se réduisent à 5 en 1864, en

(11) Une loi du 8 février 1850 remplaçait la peine de mort pour tous les crimes politiques punis de cette dernière, d'après le code pénal, par la déportation dans une enceinte fortifiée.

1866 et en 1870. Sous l'Empire libéral, on attaqua à nouveau le principe même de la peine de mort ; en 1864, le Sénat fut saisi d'une proposition à ce sujet ; en 1867, il en fut de même ; enfin, M. Emile Ollivier en 1870 ayant proposé à la Chambre des députés, la suppression de la publicité des exécutions capitales, M. Jules Simon demanda par voie d'amendement, l'abolition de la peine de mort. Les deux propositions furent repoussées. Ajoutons que M. Jules Favre avait déjà formulé le même désir à la séance de la Chambre du 8 avril 1868 et qu'il s'était heurté à pareille résistance. (Ce qui passa aussi en 1850.)

Sous la 3^e République, on aborda à nouveau la question : le 3 janvier 1872, le 21 juin 1876 sont déposées des propositions tendant à l'abolition de la peine capitale (l'Assemblée Nationale de 1871 avait été saisie également de plusieurs propositions en ce sens, mais ne les avait pas discutées). Nous verrons plus loin qu'en 1879, en 1884, en 1888, il y eut des débats à la Chambre et au Sénat, sur la publicité des exécutions capitales, et à cette occasion, on s'occupa incidemment de l'abolition du châtiment suprême. Mais si le 12 février 1882, après un discours de Louis Blanc, la Chambre vota la prise en considération d'une proposition favorable à la suppression, un amendement de M. Dejeante, député socialiste, lors de la discussion de 1894 sur la publicité des exécutions capitales, fut repoussé à une majorité de 350 voix contre 145. Les choses devaient en rester là jusqu'au projet du gouvernement de 1906 portant suppression de la peine de mort.

Durant cette période, qui va de 1871 à 1906, l'usage extrêmement modéré que l'on fit de cette peine, prouve

que les pouvoirs publics encore plus que le Parlement, s'acheminaient vers une abolition, sinon de droit, du moins de fait ; de 1873 à 1880, d'après l'exposé des motifs du projet de 1906, le nombre des condamnés à mort, par suite du refus du bénéfice des circonstances atténuantes, a été de 199, celui des condamnés commués par le chef de l'Etat, de 131 ; celui des condamnés exécutés de 68, ce qui donne une moyenne annuelle d'exécutions de 9, 71. Cette moyenne se trouve ramenée à 7, 15 de 1881 à 1900 et à ce chiffre presque insignifiant de 1, 8 de 1901 à 1905 (12).

Le moment était donc venu pour les partisans de l'abolition de la peine de mort, d'essayer de poursuivre leur but : le 11 juillet 1906, M. Joseph Reinach déposa une proposition en ce sens, signée d'un certain nombre de députés, et ainsi libellée :

Article unique. — « La peine de mort est abolie. Seront punis des travaux forcés à perpétuité les individus qui se seront rendus coupables des crimes qui comportaient la peine de mort » (13).

Le 13 juillet 1906, M. Paul Meunier déposait une proposition analogue supprimant la peine de mort et la remplaçant par les travaux forcés, non seulement pour les criminels de droit commun, mais pour les auteurs de crimes militaires.

Le ministère Sarrien s'occupa vers la même époque d'un projet de loi tendant à l'abolition de la peine de

(12) C'est sous les présidences Grévy, Félix Faure et Loubet, que l'on constate le minimum.

(13) *Revue pénitentiaire*, 1907, page 301.

mort, mais en raison du peu de durée de ce ministère, ce fut le garde des sceaux du cabinet Clémenceau, M. Guyot-Dessaigne (14), qui le 5 novembre 1906, déposa sur le bureau de la Chambre des députés, le projet suivant :

Article premier. — La peine de mort est abolie ; excepté dans le cas où elle est édictée par les codes de justice militaire pour les crimes commis en temps de guerre.

Art. 2. — Elle est remplacée par la peine de l'internement perpétuel.

Art. 3. — Les articles 12, 13, 14, 25 et 26 du code pénal sont abrogés.

Les articles 12 et 13 du code pénal sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 12. — « Tout condamné à l'internement perpétuel subira d'abord six années de cellule dans la maison de force où il sera détenu ».

Art. 13. — « Si pendant la durée de sa peine, le condamné à l'internement perpétuel, commet une infraction emportant l'application d'une peine criminelle, il sera condamné à l'encellulement perpétuel ».

Art. 4. — L'art. 27 du code pénal est modifié ainsi qu'il suit :

Art. 27. — « Si une femme condamnée à l'internement perpétuel déclare, et s'il est certifié qu'elle est en-

(14) *Revue pénitentiaire*, 1906, page 1292.

ceinte, elle ne subira l'encellulement qu'après sa délivrance ».

Art. 5. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'organisation du travail, fixera le régime intérieur des maisons de force spéciales dans lesquelles sera subi l'internement perpétuel, déterminera les lieux où seront établies les dites maisons et fixera toutes les mesures propres à assurer l'exécution et l'application de la présente loi.

Ce projet de loi s'inspirait de la proposition de M. Reinach ainsi que de celle de M. Meunier (de cette dernière surtout au point de vue des crimes militaires en temps de paix), mais au lieu de remplacer la peine de mort comme le faisaient ces deux députés par les travaux forcés, il adoptait une pénalité nouvelle dérivant à la fois de la législation des Pays-Bas, de l'Ergastolo italien et aussi des idées de Lepelletier de Saint-Fargeau, ce constituant, qui, nous l'avons vu, désirait remplacer la peine capitale par celle du cachot. (N'oublions pas cependant que ce dernier ne voulait pas d'un internement qui soit perpétuel ; ces mots : « A jamais », disait-il, sont accablants).

La commission de la réforme judiciaire par huit voix contre deux, se prononçait en faveur de ce projet.

Certains parlementaires allèrent même jusqu'à demander par voie budgétaire, la suppression de la peine de mort en proposant le non-rétablissement du crédit de 27.000 fr. pour frais d'exécution capitale inscrits au budget de la justice. M. Dejeante, à la Chambre des députés, le 13 décembre 1906 et M. Flaissières, au Sénat le 16 janvier 1907 furent les auteurs de ces pro-

positions, que même beaucoup de partisans de la suppression du châtiment suprême demandèrent de repousser sous ce prétexte qu'on ne modifie pas le code pénal d'une manière indirecte, en discutant le budget.

Mais si le budget de la peine de mort fut rétabli (ce qui eut lieu à la Chambre avec dix voix de majorité seulement), une agitation favorable à l'abolition se dessinait dans les milieux politiques, non seulement au Palais-Bourbon, mais au Luxembourg où M. Flaisières avait déposé une proposition contre la peine de mort, qui fut bien accueillie (une commission présidée par M. Bérenger, partisan du système de remplacement belge, avait été nommée en majorité favorable à cette proposition).

Les partisans de l'abolition semblaient donc être en bonne posture. Qu'allait-il en advenir ? Tout d'abord, l'opinion publique intervint et après avoir été pendant très longtemps à se désintéresser de la question ou à peu près, elle se montra franchement hostile à l'abolition de la peine de mort : au lendemain même du dépôt du projet Guyot-Dessaigue, de nombreux jurys d'assises, des conseils généraux, des conseils municipaux, des associations politiques, quel que fût le parti qu'elles représentaient émirent des vœux favorables à la conservation de cette peine.

Les jurys d'assises qui jusque là avaient usé d'une manière assez modérée du châtiment suprême en demandèrent le maintien dès qu'ils virent que ce moyen d'effrayer les malfaiteurs allait disparaître du code pénal : il serait trop long d'énumérer la liste de ces jurys ; nous renvoyons à ce sujet à la Revue pénitentiaire de 1907, pages 400, 847, 1104 et 1324. En même

temps, de nouvelles condamnations à mort étaient prononcées et en présence des commutations de peine de plus en plus nombreuses, le jury du Morbihan émettait même le vœu que le Président de la République n'ait le droit de faire grâce que dans des cas exceptionnels. Lorsque le 28 février 1907, les jurés de la Gironde vinrent remettre le texte d'un vœu pour le maintien de la peine de mort à M. le conseiller Fournier, président des assises, celui-ci répondit : « Votre sentiment est le mien. Pour moi, cette question doit se résoudre suivant les circonstances et suivant le degré de criminalité. Aucun pays important n'a supprimé la peine de mort, sauf l'Italie, ce qui est curieux à remarquer, car dans ce pays, la criminalité est plus forte qu'en France ».

Ces manifestations fréquentes prouvaient que les gens de la classe moyenne qui composaient les jurys étaient imprégnés de cette idée, que la peine de mort même si elle était rarement employée, devait rester dans nos lois comme une sorte d'épée de Damoclès suspendue sur la tête de ceux qui seraient tentés de mal faire. Et cette idée est tellement vraie, que c'est surtout dans les départements où l'on prononçait peu souvent des condamnations à mort, que ce désir de voir conserver ce châtiment se répandit le plus.

Les conseils d'arrondissement et les conseils généraux (Vitry-le-François, Ste-Ménehould, etc., etc.), les Chambres de commerce, les syndicats commerciaux (Marseille), les conseils municipaux (15), enfin, deman-

(15) Conseils municipaux de Honfleur, Marseille, etc.

daient au gouvernement et aux Chambres de ne pas s'engager dans la voie de l'abolition.

M. Ambroise Rendu, avocat, conseiller municipal de Paris, faisait déposer au Sénat cette pétition par l'intermédiaire de M. de Lamarzelle : « Messieurs les sénateurs, la fausse sentimentalité qui a envahi la France, produit maintenant ses effets. Elle a démoralisé l'homme en l'abandonnant à ses pires instincts et elle a en même temps énervé la répression. Le résultat de cette campagne est certain. Il n'en pouvait être autrement. En supprimant les freins moraux qui peuvent agir sur les masses populaires, en faisant la guerre à toute idée religieuse, les pouvoirs publics ont encore aggravé le mal. La brute apparaît quand la lumière idéale est éteinte, nous en avons de terribles preuves dans les crimes atroces qui se commettent aujourd'hui et qui font frémir l'humanité.

« N'hésitez pas, Messieurs les sénateurs à maintenir la peine de mort, la seule punition vraiment exemplaire, et imposez-là à une autorité débile qui manque à sa fonction tutélaire. L'exemple doit venir de vous. C'est un des représentants de Paris qui vous le demande au nom des mères indignées ». Vers la même époque, un Congrès politique régional réuni à Lyon, formulait le vœu que la peine de mort soit maintenue. Le journal *Le Petit Parisien*, qui avait organisé un referendum sur la question de la peine de mort obtenait 1.412.347 réponses sur lesquelles 1.083.655 étaient favorables au maintien et 328.692 seulement étaient pour l'abolition.

Dans les rues de Paris, on distribuait des feuilles où l'on était prié d'y inscrire son opinion au sujet de

la peine de mort. Ces feuilles encourageaient, du reste, le signataire, à voter pour le maintien. On chantait dans les carrefours des sortes de complaints telles que la romance de Deibler où l'on prenait à partie le Président de la République, en raison de la grâce de Soleilland, l'assassin de la petite Marthe Elberding. Cette grâce de l'ignoble satire avait surtout surexcité l'opinion publique et des manifestations importantes avaient eu lieu à cette occasion.

Dès la fin de 1907, en présence d'un tel état d'esprit, nous le pensons du moins. M. le député Ajam déposa une proposition de loi transactionnelle entre le projet gouvernemental et l'opinion publique ; il tendait à permettre au juge d'appliquer lui-même la peine avec le concours du président des assises et choisir en cas de crime entraînant la peine capitale entre la peine de mort et l'encellulement perpétuel (16).

Mais l'opinion publique ne se contentait pas de propositions : le gouvernement continuait à grâcier systématiquement les condamnés à mort, et cette peine de l'encellulement représentée comme sévère, qui devait la remplacer, n'était pas encore adoptée. Aussi les malfaiteurs redoublèrent-ils d'audace, et les jurés des Bouches-du-Rhône, émus par un assassinat dont on fit beaucoup de bruit à Marseille allèrent jusqu'à demander l'abolition du droit de grâce. M. le Provost de Lau-

(16) Texte de la proposition Ajam : art. 1^{er}, l'art VII est ainsi modifié : les peines sont : 1° la mort ; 2° l'encellulement perpétuel..... — Art. II, dans tous les cas où le Code pénal prononce la peine de mort, le jury aura la faculté de substituer à cette peine, celle de l'encellulement perpétuel. *Revue pénitentiaire*, 1908, page 194.

nay, à la séance du 25 décembre 1907, s'en prit à ce sujet au ministre de la justice. Il fallait donc hâter la discussion et le rapport de M. Cruppi, qui avait été déposé le 22 octobre 1907, fut distribué au Parlement dans la première quinzaine du mois de février 1908. Ce rapport tenait compte du projet du gouvernement et des propositions Reinach et Paul Meunier. Comme M. Joseph Reinach, il n'étendait pas la suppression de la peine de mort en dehors du code pénal ou du moins, il ne croyait pas devoir comprendre dans un même projet les textes relatifs à l'abolition pour le code pénal et les codes de justice militaire. La commission repoussait aussi la substitution des travaux forcés (17) à la peine de mort, et adoptait la peine préconisée par le gouvernement en y ajoutant toutefois cette modification considérable, que l'internement au lieu d'être individuel pendant les six premières années, serait demi-cellulaire conformément au régime d'Auburn, tout en restant d'ailleurs perpétuel.

Après avoir attaqué le huis-clos des exécutions capitales, M. Cruppi en arrive à dire pourquoi il ne veut plus de la peine de mort : dans ses conclusions, il rapporte qu'il semble aux yeux des « républicains même les plus prudents » que le moment est venu d'en finir avec la guillotine. En dehors de cette considération politique, il explique que si les crimes de sang sont plus nombreux depuis 1905, il n'y a là qu'une « conséquence des progrès de l'alcoolisme, de la débauche, des

(17) M. Cruppi fournit, à ce props, des statistiques qui établissent que les évasions sont très fréquentes, soit en Guyane, soit en Nouvelle-Calédonie. *Revue pénitentiaire* de 1908, page 650.

coups mortels dirigés en bande contre les agents de la force publique », mais à son avis, ce n'est pas le bourreau qui vaincra l'alcoolisme et qui rendra la paix à la société. Puis, sortant de ces arguments résultant de l'état des mœurs actuelles, il reprend ceux qui avaient été envisagés, soit à l'Assemblée Constituante, soit dans le cours du XIX^e siècle : à savoir l'irrémissibilité et l'irréparabilité ; il déclare, en outre que la peine de mort n'est pas intimidante et il traite de fantaisie capricieuse, l'orientation vers la rigueur des jurys de cours d'assises ; il estime que les jurés de son époque constituent une organisation « terrible aujourd'hui, demain défaillante, toujours dangereuse parce qu'elle est représentative d'une justice ignorante, qui se laisse aller à l'impression du moment. « Enfin, pour lui, la peine de mort est une peine à la fois « odieuse et répugnante, contraire à toutes les idées modernes, et qui est le drapeau et le symbole de toutes les superstitions pénales ».

Mais la discussion ne venait toujours pas et l'on commençait à s'en inquiéter sérieusement, lorsque le 12 juin 1908, M. Briand, garde des sceaux s'adressait à la Chambre pour qu'à bref délai, elle s'occupât du projet relatif à la suppression de la peine capitale. M. Castillard, qui entre temps, avait été chargé de déposer un nouveau rapport, le fit le 25 juin, et il y rappelait que les conclusions de M. Cruppi, favorables à la suppression, n'avaient été admises qu'à une faible majorité par la commission ; il remarquait également que depuis le dépôt du rapport Cruppi, on avait signalé une recrudescence de crimes qui avait ému vivement l'opinion publique ; il ajoutait que la commission n'avait

pas cru devoir maintenir ses premières conclusions et qu'elle proposait à la Chambre, le maintien de la peine de mort. Cependant, tenant compte d'une partie du projet du gouvernement et de la proposition Ajam, il demandait que l'on inscrivit dans le code, aussitôt après la peine de mort, celle de l'internement perpétuel.

La discussion s'ouvrit à la Chambre au début de juillet 1908 : à la séance du 3, elle fut très animée ; d'un côté, c'étaient M. Reinach et M. Wilm qui demandaient radicalement l'abolition, d'un autre, c'était M. Ajam, qui développait son contre-projet consistant dans l'admission de deux peines suprêmes et parallèles » (18) ; d'un autre enfin, c'était M. Maurice Barrès, qui déclarait que « supprimer la peine de mort serait faire une tentative de désarmement, dont le petit peuple surtout subirait les rixes ». Contrairement à Victor Hugo, qui voit dans l'assassin un être « trop neuf », et qui par conséquent n'a en lui qu'un défaut, celui de ne pas être suffisamment imprégné des conditions dans lesquelles l'homme doit vivre en société, M. Barrès croit que les apaches « loin d'être orientés vers l'avenir sont entravés par des tares ignobles ». M. le garde des sceaux, Briand, répondit le 8 juillet au rapport de la commission : « Tout à l'heure, l'honorable M. Castillard vous disait : il y a une recrudescence étonnante des crimes dans ce pays. C'est faux ! c'est d'une fausseté absolue, je le démontrerai avec des chiffres incontestables ». Le ministre ne fit pas cette démonstration et demanda le 10 juillet le renvoi de

(18) Lire les arguments présentés par ce député dans la *Revue pénitentiaire* de 1908, page 1.155.

la discussion à la suite des autres interpellations : ce qui lui fut accordé, il faut bien le dire, à une assez faible majorité. Puis eurent lieu les vacances parlementaires et on en restait à ce « statu-quo », dont nous avons signalé les dangers. Les abolitionnistes tenaient peut-être à gagner du temps ! (19).

Le 4 novembre enfin, la Chambre revint sur ce sujet passionnant ; après M. Wilm, M. Georges Berry monta à la tribune et il apporta des faits tendant à prouver que la peine de mort inspire de la terreur aux apaches ; il rappelle, en effet, que dans une région du centre, une bande de voleurs commit dans l'espace de 7 ans, 367 vols qualifiés ; cependant, tous ceux qui s'affiliaient à cette armée du vol prêtaient en y entrant le serment de ne jamais tuer, car ces malfaiteurs ne voulaient pas risquer l'échafaud par la faute de l'un d'entre eux. Puis, soit dans le sens abolitionniste, soit parmi les partisans du maintien de la peine de mort, des orateurs invoquent les statistiques : M. Puech, au nom de la commission, prétend que les crimes ont augmenté, M. le garde des sceaux et M. Chastenet répondent qu'il ne s'agit que d'une augmentation de meurtres et non d'assassinats. M. Georges Berry prend à nouveau la parole sur les vœux des jurys qui sont favorables au maintien de la peine capitale. M. Paul Meunier admet bien le droit de la légitime défense de la société, mais rappelant la proposition Buvignier de 1848, estime que la suppression de la peine de mort est l'un des articles du parti républicain. M. Deschanel trouve que ce châtimement est irréparable et inutile,

(19) Voir *Revue pénitentiaire* de 1908, page 1155.

si on supprime l'alcoolisme et si l'on réprime la criminalité juvénile. Et M. Labori de répondre qu'il faudrait d'abord réaliser « ces réformes », mais que la peine de mort est intimidante puisque les malfaiteurs l'appliquent à ceux de leurs associations qui commettent une « faute grave ».

Ces débats interminables, mais dans lesquels on répéta l'opinion de la plupart des penseurs et même de beaucoup de Français, n'étaient pas encore achevés : le 11 novembre, M. Dejeante, qui en 1894 avait été le champion de l'abolition, revint défendre son opinion ; M. le rapporteur Castillard s'éleva contre l'argument présenté par M. Paul Meunier ; à son avis : « tout gouvernement quelle que soit son étiquette a le devoir d'assurer la sécurité des citoyens ». En outre, il conteste l'étendue du mouvement abolitionniste, l'Italie étant le seul grand pays qui ait supprimé le châtiment capital et où la criminalité d'ailleurs ait augmenté ; pour lui il n'y a pas à s'occuper des erreurs judiciaires, la procédure criminelle offrant de grandes garanties, le témoignage de tous les gardiens de prisons démontre enfin que la mort est la seule peine redoutée des malfaiteurs. — M. Briand, ministre de la justice répond que le dernier supplice n'est ni moralisateur, ni intimidant ; le nombre des meurtres est sans doute en voie de recrudescence, mais pour lui, les assassinats ont diminué avec l'emploi de plus en plus rare des exécutions capitales.

M. Jaurès vient déclarer, à la fin de la discussion, que la peine de mort est contraire à l'esprit du Christianisme et de la Révolution.

Enfin, sur la demande de la commission et du gou-

vernement, la Chambre vota le passage à la discussion des articles, qui fut d'ailleurs renvoyée, quelques jours plus tard, au 7 décembre 1908.

C'est dans cette séance que devait se trancher la question agitée depuis si longtemps : M. Gérard-Varet y défendit le contre-projet Paul Meunier, qui dans une rédaction récente, maintenait la peine de mort, permettant en outre, aux cours et tribunaux de lui substituer l'internement perpétuel avec régime cellulaire durant les six premières années au cas où la peine des travaux forcés résulterait de l'application de l'art. 463 ; tout en restant abolitionniste, il croyait le moment inopportun de supprimer la peine capitale en présence de l'augmentation certaine de la criminalité. M. de Folleville insista sur cette défense nécessaire à notre époque, et que toute société par cela seul qu'elle existe, a le droit de se protéger par tous les moyens « qui sont dans le temps et dans le pays où elle se meut ». Sur cette appréciation, la Chambre se décida à voter et rejetant le contre-projet Paul Meunier maintint purement et simplement au scrutin public, la peine de mort, par 330 voix contre 201 sur 531 votants.

La Chambre des députés, malgré les projets, les propositions, les discours de plusieurs de ses membres, malgré une discussion qui s'était prolongée près d'un an, avait conservé, comme du reste elle l'avait toujours fait dans les diverses délibérations qui eurent lieu à ce sujet dans le cours du XIX^e siècle, le châtiment suprême.

L'Assemblée Constituante estimait que les circonstances présentes ne lui permettaient pas d'abolir cette peine : cela se passait en 1791. A la fin de 1908, le

Parlement français n'avait pas changé d'opinion sur ce point.

Un magistrat, M. Henri Prud'homme, juge au tribunal civil de Lille, qui a résumé tous ces débats parlementaires dans divers numéros du Bulletin de la Société Générale des Prisons de 1908-1909, d'une manière très complète et très claire, et à qui nous avons beaucoup emprunté dans notre exposé, conclut en ces termes : « La « majorité de la Chambre s'est prononcée et elle a eu le « mérite de le faire clairement, comme la majorité « du pays l'avait fait déjà, en présence du cynisme « de plus en plus grand des malfaiteurs ». La recrudescence d'audace des assassins est à son avis, une des causes du maintien de la peine de mort ; mais il ajoute que cela n'a pas été la seule raison qui ait dirigé les parlementaires ; et, nous lisons, en effet, en note de cet article que « de tous temps, la peine capitale a été la « seule peine véritablement redoutée des criminels qui « avaient rejeté tout frein moral et religieux » (20).

Malgré les bruits répandus sur une résistance possible du Président de la République, par la commutation systématique de la peine de mort en celle des travaux forcés, les frères Abel et Auguste Pollet, et deux autres membres de leur bande, étaient guillotins à Béthune, le 11 janvier 1909. Depuis cette époque, un certain nombre d'exécutions capitales ont eu lieu, et la peine de mort qui, nous l'avons déjà dit, avait subi

(20) Nous relevons, dans cette note, un exemple frappant de ce caractère d'intimidation qui a toujours été attaché à la peine capitale ; un criminel qui vivait sous notre ancienne législation pénale, déclarait, paraît-il, qu'il valait mieux souffrir mille tortures que d'avouer pour monter ensuite à la potence.

durant un temps une abolition de fait, est véritablement rétablie en France. — On vit même un jury d'assises, prononcer il y a peu de temps une condamnation à mort pour simple complicité d'assassinat. (Affaire Durand).

CAS DANS LESQUELS LA PEINE DE MORT PEUT ÊTRE
APPLIQUÉE D'APRÈS NOTRE LÉGISLATION ACTUELLE

Nous ne saurions terminer ce paragraphe sur l'histoire parlementaire et administrative de la peine de mort depuis 1810, sans indiquer dans quelle mesure cette dernière, puisqu'elle a été maintenue, est encore susceptible d'être appliquée. La loi de révision de 1832, qui avait aboli 11 cas d'application de la peine capitale n'a pas été la seule qui ait conduit la législation française dans cette voie ; nous avons rappelé le décret de 1848 sur la suppression de la peine de mort en matière politique ; citons également la loi du 21 novembre 1901, qui prit la même mesure à l'égard de la mère coupable d'infanticide.

Malgré ces restrictions, nous pouvons énumérer encore les crimes capitaux suivants (21) :

1° Les crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat (articles 75 à 83 du code pénal) ;

2° Le parricide (article 299) ;

3° L'empoisonnement (article 301) ;

4° L'assassinat (article 302) ;

(21) Cette énumération a été faite dans le Projet GUYOT-DESSAIGNE, de 1906.

5° Le crime prévu par l'article 303 (crime accompagné de torture ou d'actes de barbarie) ;

6° Le meurtre précédé, accompagné ou suivi d'un autre crime (art. 304, alinéa 1), ou commis dans certaines conditions ;

7° Les violences envers les enfants à raison des sévices pratiqués avec l'intention de donner la mort (art. 312 alinéa 9) ;

8° La castration ayant entraîné la mort ;

9° La séquestration avec accompagnement de tortures corporelles (article 344, § 5) ;

10° Le faux témoignage ayant entraîné la condamnation capitale pour l'accusé (article 361, § 2) ;

11° L'incendie d'édifice habité dans certaines circonstances (article 434) ;

12° Les coups portés ou les blessures faites à un des fonctionnaires ou agents désignés aux articles 228 et 230 du code pénal, dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions, avec l'intention de donner la mort (article 233). En outre, les articles 2, 59, 60 (paragraphes II et III), 56 (paragraphe VII), permettent d'appliquer la sentence capitale dans les cas de tentative de certains crimes, de complicité ou de récidive.

Indépendamment du code pénal, quelques lois spéciales toujours en vigueur, prescrivent l'application de la peine de mort. Ce sont :

a) Les articles 7, 9, 10 et 11 de la loi du 3 mars 1822, relative à la police sanitaire pour violation même non-intentionnelle de certaines prescriptions (22) ;

(22) Comme le remarque M. GARRAUD (*Précis de Droit criminel*, pages 217 et 218 en note), la peine de mort frappe, ici, une con-

b) Les articles 6 et suivants de la loi du 10 avril 1825 pour la sûreté de la navigation et du commerce maritime (crimes de baraterie et de piraterie) ;

c) L'art. 16 de la loi du 15 juillet 1845, sur la police des chemins de fer qui l'édicte contre les auteurs de déraillement ayant occasionné la mort.

Enfin, les codes de justice militaire des armées de terre (23) et de mer (24) font usage d'une manière spéciale de la peine capitale : ils punissent la trahison militaire et l'espionnage (art. 204 à 208 C. J. M.), les crimes contre le devoir militaire (abandon de poste), la révolte, l'insubordination ou rébellion de militaires en armes au nombre de 4 au moins, les voies de fait envers les supérieurs (sous les armes), la désertion à l'ennemi (art. 2) (25).

En somme, les textes de loi qui permettent aux juges d'employer la peine de mort, sont encore relativement nombreux ; mais, au lieu de constituer, comme les lois d'autrefois, des mesures prises en vue de punir certains grands crimes, soit contre la vie humaine, soit contre le vol, soit contre l'immoralité, ce ne sont plus que des moyens uniques de réagir contre les attentats

travention, c'est-à-dire une infraction non intentionnelle. Les législateurs modernes, après avoir renoncé à la peine de mort pour combattre le faux, le vol, le viol, la jugent indispensable contre l'homicide sous toutes ses formes.

(23) Loi du 9 juin 1857.

(24) Lois du 18 mai 1875, du 15 juin 1884 et du 2 avril 1901.

(25) Il faut ajouter le refus d'obéissance de tout militaire commandé pour marcher en présence de l'ennemi, le pillage d'édifices, les voies de fait avec préméditation envers un supérieur (Voir un jugement du conseil de guerre de Lille du 30 novembre 1911, condamnant à mort pour voies de fait à l'audience.

quelconques à la vie humaine. Et, chose curieuse, ce respect de la vie a produit durant le XIX^e siècle, deux courants d'idées au point de vue de la question de la peine de mort : d'une part, on a dit, avec Destutt de Tracy : la vie humaine est inviolable, par conséquent c'est un crime pour une société de permettre l'emploi de la peine mort contre les malfaiteurs ; d'autre part, on a répondu : si la vie humaine est inviolable, c'est la faire respecter que d'édicter des lois qui, même basées sur le châtiment suprême tendent à réprimer les actes des assassins et des meurtriers.

B. — LA PEINE DE MORT ET LA PENSÉE FRANÇAISE AUX XIX^e ET XX^e SIÈCLES

Parallèlement à l'histoire de la destinée véritable de la peine de mort, parallèlement à l'étude des modifications successives qu'elle a subies sous l'influence des divers facteurs envisagés dans le paragraphe précédent, il convient d'examiner attentivement les opinions des penseurs, des littérateurs, des criminalistes et hommes de loi, qui, sans doute, se sont parfois jetés dans la mêlée et sont intervenus, soit pour sauver la guillotine, soit pour la faire disparaître de nos châtimens en usage, mais qui plus souvent encore se sont contentés de discuter les doctrines dans des livres spéciaux, dans des assemblées réservées à un petit nombre de personnalités, qui, en un mot, sans se laisser influencer par telle ou telle circonstance ont cherché à enseigner et non à appliquer la solution leur paraissant la plus juste.

Cette sorte d'histoire doctrinale de la peine de mort

dans les temps modernes, paraît au premier abord être celle de son abolition : une institution aussi solidement établie n'avait pas besoin, en effet, dans la première partie du siècle précédent, de nombreux défenseurs : l'attaque n'avait commencé que d'hier et n'avait pas suffisamment battu en brèche le principe, pour que des contradicteurs résolus soient venus se poser en défenseurs du châtiment suprême ; le mouvement philosophique du XVIII^e siècle avait passé sans réussir à faire triompher son système abolitionniste. Jusqu'en 1870, beaucoup d'esprits parmi lesquels il en est d'éminents préconisent avec véhémence la suppression de la peine de mort, et leur doctrine postérieurement à cette date eut même un grand succès au Parlement. Mais ce succès fut la cause d'un mouvement de réaction des plus sérieux ; tant qu'il ne s'était agi que d'atténuer quelque peu la répression ou de parler de la suppression de la peine de mort comme d'un idéal réalisable dans un temps lointain, ceux qui voyaient dans le maintien de la peine de mort un élément indispensable de sécurité pour les honnêtes gens, s'étaient tus : l'institution elle-même n'avait pas été détruite, la société était protégée. Mais lorsqu'on vit la recrudescence d'audace des malfaiteurs redoubler en présence des adoucissements qu'on allait leur apporter, lorsqu'on se rendit compte de l'issue fatale à laquelle ce mouvement devait aboutir, beaucoup d'hommes illustres crurent le moment venu de faire connaître une opinion favorable à cette peine d'existence immémoriale : Cette réaction qui a commencé à se manifester depuis déjà bon nombre d'années ne s'arrête pas, au contraire, et M. Cuche déclare dans son *Traité de Science et de Lé-*

gislation pénitentiaire (26), qu'il est « possible qu'en France tout au moins le mouvement abolitionniste, qui s'est ralenti depuis 1870 (27), perde encore du terrain le jour où l'on se décidera à supprimer la « publicité des exécutions capitales ».

Nous tracerons donc d'abord un résumé de la doctrine abolitionniste, en rappelant les passages essentiels de ses œuvres écrites ou verbales. Nous étudierons de la même manière le système du maintien de la peine de mort. En troisième lieu, nous parlerons d'autres doctrines que nous qualifierons d'intermédiaires.

1° *Les abolitionnistes.* — Parmi les penseurs, qui au début du siècle dernier combattirent la peine de mort, il faut citer d'abord Charles Lucas qui, dès 1827 donnait le titre suivant à un ouvrage : « Du système pénal et du système répressif et de la peine de mort en particulier ». Il croit que le crime a sa base principalement dans le manque d'éducation, dans de mauvaises habitudes et en rejette la responsabilité sur la société. Tout individu doit donc être amendé, et la peine de mort mettant à son avis un obstacle à cet amendement, doit disparaître de nos lois et être remplacée par un système spécial qu'il préconise. M. de Broglie à son tour, discutait sur cette peine dans la *Revue française*. Enfin, Guizot, dans son ouvrage : « De la peine de mort en matière politique », prétendait que la peine

(26) Page 490.

(27) M. Cuhe, dans ce passage, s'en réfère à l'ouvrage de Prins (*Sciences pénales et droit positif*, page 410).

capitale était injuste et inutile à l'égard des criminels politiques. Victor Hugo, dans son livre : *Le dernier jour d'un condamné*, combattait la peine de mort. Lamartine, Béranger, Victor Cousin agissaient de même (28).

Pour résumer la doctrine abolitionniste, de même que pour résumer celle qui maintient la peine de mort, il suffit de se reporter à tout ce qui a été dit et lu aux séances des 27 février et 20 mars 1907 de la Société générale des prisons (29) : tout ce que l'on a pu soutenir, soit dans un sens, soit dans l'autre, non seulement depuis le début du XIX^e siècle, mais depuis Beccaria ou Voltaire, fut rapporté, discuté et apprécié par un grand nombre de penseurs, de criminalistes, d'hommes de loi, etc., s'intéressant à nos sciences pénale et pénitentiaire.

A un moment où des propositions abolitrices surgissaient de toutes parts dans les milieux parlementaires et où le gouvernement lui-même déposait un projet contre le dernier supplice, tous ceux déclarés compétents en raison de la spécialisation de leurs études, ou en raison de leurs facultés d'assimilation, trouvaient que le moment était venu d'aborder une discussion d'où jaillirait peut-être la lumière.

Pour le moment, nous ne résumerons que les arguments exposés par les abolitionnistes au cours de cette séance.

(28) Voir FUZIER-HERMANN.

(29) Voir le Buletin de cette Société (*Revue pénitentiaire*, 1907, pages 298 et 425.

De même que beaucoup de philosophes du XVIII^e siècle, ils n'insistèrent pas sur la question de la légitimité de la peine de mort. Cependant M. Bérenger s'écria : « On ne commet pas cette contradiction vraiment effroyable de la part de la société, de verser le sang pour empêcher que le sang soit versé, de tuer un homme pour le punir du crime d'avoir tué. Contradiction si étrange, qu'on peut même se poser la question de savoir si elle ne passe pas son droit ». M. Bourdon, conseiller d'Etat, estime également « qu'à mesure que la civilisation avance, les peines diminuent de rigueur et que la France est bien digne à cet égard d'être en tête de la civilisation ». M. Saleilles, professeur à la Faculté de Droit de Paris se préoccupe aussi de cette idée de légitimité, mais l'immense majorité de ceux qui prirent la parole aborda surtout le point de vue de la « Nécessité ». La peine de mort étant abolie, le crime augmentera-t-il ou diminuera-t-il ? Telle est la question à laquelle ils s'efforcèrent de répondre, en disant que la disparition de la peine de mort serait une cause d'affaiblissement de la criminalité.

M. Reinach, dont nous avons parlé plus haut, ne fit pas que défendre ses idées au Parlement. Dès le début de la séance du 27 février de la Société générale des prisons, il examinait les statistiques criminelles de 1830 à 1905, constatant que le nombre des homicides avec préméditation ne varie presque pas durant cette longue période, qu'on ait beaucoup condamné à mort ou qu'on se soit montré indulgent. Il se défend du reste de croire, avec Jules

Simon, qu'à l'abolition correspondra une diminution de criminalité ; néanmoins, il estime que cette diminution aura lieu à la fin du XX^e siècle ! Il reconnaît bien que l'homicide sans préméditation, le meurtre, a augmenté à la fin du XIX^e siècle, dans de sérieuses proportions, mais il l'attribue en général à l'alcoolisme.

M^e Henri Robert du barreau de Paris, défend à son tour la thèse abolitionniste et invoquant sa qualité d'avocat, il déclare avoir vu des faits prouvant l'inutilité de la peine de mort. Il prétend que les individus du genre de Soleilland, dont le crime a ému l'opinion publique, sont des fous qui relèvent plutôt de la médecine que de la justice. Il ajoute que le châtiment suprême n'est pas exemplaire, il dit avoir vu des jeunes gens ayant assisté à des exécutions capitales, devenir cependant assassins.

M. Bérenger veut substituer à la peine de mort, celle de l'internement parce qu'elle est plus dure. Il invoque à son tour l'argument de M. Reinach, qui consiste à dire que la criminalité est restée stationnaire dans les pays qui ont supprimé la peine de mort. Il ajoute que le châtiment capital est peu de chose pour les natures violentes ; l'exécution n'a pas une impression salutaire sur le délinquant qui va sur l'échafaud avec un air de bravoure « parfois de bravade ».

Dans sa peine de remplacement, il penche pour le système belge qui admet l'internement perpétuel ; il déclare que ce système « est terrible », mais « c'est une raison de le préférer à tout autre », il est vrai qu'il accorde la faculté au condamné de demander sa mise en commun au bout de 10 ans.

M. Saleilles ne fait pas que s'occuper de la légitimité de la peine de mort, il examine le point de savoir si cette dernière contient des éléments d'intimidation : « Je crains, dit-il, que le véritable sentiment qui pousse ainsi l'opinion à réclamer une peine de sang, pour un crime de sang, lorsqu'il a été particulièrement atroce, ne soit un retour offensif de ce besoin de vengeance qui est inné chez l'homme, mais qui est, tout le monde en convient, le propre d'une civilisation primitive et voisine de la barbarie... » Il prétend, d'autre part, que les crimes qui ont ainsi soulevé l'opinion des foules n'ont pu être influencés par le calcul des risques qu'ils allaient faire courir. Il pense que les exécutions humaines n'ont jamais intimidé les natures perverses, mais qu'au contraire, elles ont toujours démoralisé les natures « faibles, émotives ou à demi-corrompues ». Continuant à interpréter, selon son opinion, le sentiment populaire actuel, favorable à la peine de mort, il prétend que ce dernier se base non pas sur les éléments du crime ou sur la responsabilité de l'accusé, mais sur les circonstances extérieures du crime qui l'ont frappé. Il développe enfin l'argument de l'irréparabilité : on supprimera, à son avis, en effaçant de nos lois la peine de mort, une peine irréparable, qui n'est pas intimidante, mais qui donne satisfaction à certains instincts suspects de l'opinion publique.

C'est la doctrine abolitionniste dans toute sa force, avec tous ses arguments (ceux tirés de la non-légitimité dont nous avons parlé plus haut y compris). A la peine de mort, peine irréparable, il substituera l'internement perpétuel avec encellulement de 8 ans, car « si la folie éclate », c'est l'asile substitué à la prison.

M. Georges Honnorat, chef de la première division de la préfecture de police, se plaçant uniquement sur le terrain de la nécessité de la peine de mort, défend aussi le projet de suppression. Son premier argument est tiré de l'acheminement de plus en plus marqué vers la non-publicité des exécutions capitales : il estime même que les mesures d'ordre extrêmement rigoureuses prises actuellement pour écarter la foule lors de ces exécutions, détruisent tout effet d'exemplarité, puisque seuls quelques privilégiés peuvent véritablement assister au supplice. De même que les précédents orateurs, il croit que la peine de mort n'inspire aucune crainte aux malfaiteurs. Il redit, à son tour, que la bravoure, qui fait les héros, fait aussi les grands criminels. Mais M. Honnorat n'entend se baser que sur l'inutilité de cette peine : il se défend de le faire par sensibilité ; il tient surtout à la remplacer par une autre plus sévère, et il en profite pour demander le rétablissement du fouet pour les apaches.

M. Liontel, premier président de cour d'appel honoraire est aussi abolitionniste et croit à l'efficacité de l'internement perpétuel, de préférence à celle des travaux forcés. En tous cas, sa raison principale d'abolir la peine de mort n'est pas l'intérêt qu'inspirent les criminels, mais la société doit le faire « pour sa dignité propre, comme un témoignage de son respect de la vie humaine et du progrès des mœurs ».

M. R. Lévy répète les arguments signalés jusque-là : irréparabilité, amendement du criminel, etc.

M. Granier, inspecteur général des services administratifs du ministère de l'intérieur, essaie surtout de dé-

truire tout espoir de conciliation entre les partisans de l'exécution clandestine et ceux de l'exécution publique ; sans doute, c'est une louable idée que de chercher à rendre secrète la mise à mort du condamné, mais pourra-t-on jamais arriver à une clandestinité complète ? Outre les rapports de la presse, il y a certains moyens de rendre publiques les exécutions capitales : dans les prisons, en effet, sont « des nourrices, des mineurs en correction paternelle, des femmes contrevenantes » et les lieux de détention sont souvent trop exigus pour dispenser leurs habitants d'être les témoins d'apprêt du spectacle. En somme, M. Granier tient beaucoup à la tranquillité des prisonniers : « Nous avons renoncé, dit-il, à imposer la « présence de la guillotine comme autrefois à la popu- « lation mâle et adulte d'une maison centrale, même « pour la répression des crimes commis dans son en- « ceinte. L'administration pénitentiaire se garde bien « de revendiquer ce droit de haute justice et l'on vou- « drait lui faire accepter de troubler le sommeil des dé- « biles et des nerveux, le repos des malades que ren- « ferment souvent les prisons, pour le plaisir de conci- « lier des adversaires irréductibles sur une question « qui ne la concerne pas ? » Il ajoute qu'il est impos- sible de dresser la guillotine hors de la vue des détenus et même du public dans beaucoup de prisons telles que celles de Gap et de Montbrison. Il termine en plaidant pour l'irresponsabilité des assassins qui sont des impulsifs ; à son avis, aucune menace de sévérité ne peut les retenir parce qu'ils commettent leur forfait sans songer à aucune de ses conséquences (il n'y a à cela quelques exceptions).

M. Kahn affirme qu'aucun criminel ne s'est dit avant d'assassiner : « Je ne tuerai pas ma victime parce que je pourrai être condamné à mort ». D'autre part, il soutient que le meilleur argument pour les abolitionnistes résulte de ce fait que la peine de mort est en voie de disparition ; on voudrait l'appliquer qu'on ne le pourrait pas (nous croyons que depuis deux ans, ce n'est pas tout à fait ce qui se passe). « Autrefois, dit-il, l'échafaud était dressé sur une estrade pour inspirer l'horreur du crime... Il est maintenant au niveau du sol. La guillotine n'ose plus se montrer..., il faut la renvoyer au magasin des accessoires hors d'usage ». A son tour, il vient nous dire que les criminels sont des malades, des hystériques, des possédés, des sorciers, des sadiques. Enfin, il estime, qu'il vaut mieux être doux que sévère à l'égard des détenus « qui ne sont pas des monstres, mais des gens qui nous ressemblent..., effaçons donc la peine de mort de notre droit pénal, nous avons beau faire des théories, les faits seront plus forts, on ne peut plus appliquer cette peine..., la peine de mort est inutile, elle est inhumaine, elle est peut-être une erreur... ».

M. Brunot, inspecteur général des services administratifs du ministère de l'intérieur se base pour demander l'abolition sur les statistiques qui, à son avis, ne varient pas selon qu'on emploie cette peine ou qu'on la supprime, sur cette idée aussi qu'il n'y a pas plus de raison pour défendre la peine de mort actuellement que pour défendre la torture à la fin du XVIII^e siècle, sur cette idée enfin, qu'avant de perpétrer son crime, l'assassin réfléchit peu à une condamnation à mort possible.

- 1° L'irréparabilité de la peine de mort en cas d'erreur ;
- 2° L'inviolabilité de la vie humaine ;
- 3° L'irresponsabilité des criminels (qui sont des impulsifs ou des malades) ;
- 4° La faillibilité des juges ;
- 5° La peine de mort empêche tout amendement possible du condamné ;
- 6° Les peines de sang ensanglantent les mœurs, (le sang appelle le sang) ;
- 7° La peine de mort porte atteinte à la dignité humaine ;
- 8° La peine de mort sert de réclame au criminel et excite l'esprit d'imitation des candidats au crime ;
- 9° Cette peine est contraire au progrès des mœurs ;
- 10° Cette peine est inutile, car :
 - a) Elle n'est pas exemplaire : aucun assassin n'a été arrêté dans la voie du crime par la pensée du châtiment suprême ;
 - b) Elle n'est pas assez sévère. (Le grand criminel ne manque pas de bravoure et craint moins la mort que la certitude d'un châtiment long et pénible).

2° *Les défenseurs de la peine de mort.* — Le premier qui, au XIX^e siècle ait senti la nécessité de défendre la peine de mort contre les efforts croissants de l'abolitionnisme dans la littérature, est Joseph de Maistre : La justification qu'il donne de ce châtiment n'est pas sans doute l'objet d'un ouvrage spécial ; mais l'auteur occa-

sionnellement fait connaître son opinion dans certaines pages du livre célèbre : « Les soirées de St-Pétersbourg ». Après y avoir décrit sous un aspect terrible « le bourreau, qui saisit le coupable, l'étend, le lie sur une croix horizontale, lève le bras, alors que règne le silence et que l'on n'entend plus que le cri des os qui éclatent sous la barre et qui, lorsqu'il a fini, est dans la joie, s'applaudit, dit dans son cœur : nul ne roue mieux que moi », de Maistre écrit : « Et cependant, toute grandeur, toute puissance, toute subordination reposent sur l'exécuteur : il est l'horreur et le lien de l'association humaine. Otez du monde cet agent incompréhensible, dans l'instant même, l'ordre fait place au chaos, les trônes s'abîment et la société disparaît... (30). Répondant à l'argument, tiré de l'erreur possible, il s'écrie : « Les erreurs des tribunaux sont des exceptions qui n'ébranlent point la règle... Ces erreurs fatales sont bien moins fréquentes qu'on ne l'imagine : l'opinion étant, pour peu qu'il soit permis de douter, toujours contraire à l'autorité, l'oreille du public accueille avec avidité les moindres bruits qui supposent un meurtre judiciaire ». Invoquant enfin l'action de la Providence, il ajoute « qu'il demeure vrai généralement parlant qu'il y a sur la terre un ordre universel et visible pour la punition temporelle des crimes » (31).

A une date beaucoup plus récente, nous avons vu plusieurs auteurs prendre la défense de la peine de

(30) Les soirées de Saint-Pétersbourg ou entretiens sur le gouvernement temporel de la Providence, par le comte Joseph de Maistre. Edition Pélagaud de 1854, page 41.

(31) Soirées de Saint-Pétersbourg, pages 42 et 44.

mort dans leurs écrits : parmi eux, il faut citer : M. Henry Joly, de l'Institut, qui, dans ses divers ouvrages et notamment dans deux articles récents de la *Revue des Deux-Mondes*, démontre l'utilité de la peine capitale (32), M. le D^r Lacassagne (33) qui dans son ouvrage « Peine de mort et criminalité » conclut à un usage sérieux du châtiment suprême et M. Cuche qui partage le même avis dans son Traité.

Nombreux furent ceux qui défendirent la peine de mort à la séance de la Société Générale des Prisons en 1907. M. Georges Honnorat, l'abolitionniste dont nous avons signalé plus haut les conclusions, constatait lui-même que la plupart des orateurs de l'Assemblée désiraient voir la peine de mort conservée.

C'est M. Henry Joly, de l'Institut qui, le premier, prend la parole, pour demander le maintien. Il insiste sur les tendances actuelles de l'opinion publique manifestement anti-abolitionnistes. Il invoque aussi le jugement des hommes de science : « Depuis vingt ans, dit-il, les hommes de science qui ont pris la suite de la théorie de l'évolution, de la sélection, de la disparition désirable des représentants inférieurs de l'espèce, n'ont-ils pas compté parmi les partisans les plus décidés de la peine de mort ? » Et pressentant la décision parlementaire de 1908, il pensait également que « la Chambre actuelle ne différerait pas beaucoup de celle qui avait laissé si volontiers exécuter Vaillant, bien qu'il n'ait

(32) *Revue des Deux-Mondes* de janvier 1909 et février 1910. Citons aussi l'ouvrage récent de M. le Docteur Maxwell.

(33) Signalons notamment cet argument donné par M. Laccassagne, que les pays d'abolition n'ont pas eu à se louer de leur innovation ; il en est ainsi pour l'Italie.

ni tué, ni même je crois blessé gravement un seul député ». Après avoir montré que ni le peuple, ni les savants, ni les législateurs ne veulent la suppression de la peine de mort, il se demande à son tour comme le firent les abolitionnistes, si la peine de mort est nécessaire ou inutile. Il cite un exemple prouvant qu'il faut un frein à l'audace de ceux sur lesquels l'éducation n'a pas eu d'influence ; il rapporte en effet, que, se trouvant dans une rue de Paris, il vit des individus se disant entre eux : « Le premier qui va passer nous allons le descendre ». Le premier qui « passa » un jeune enfant, fut étendu raide mort sous les coups de ces criminels révoltants : pour ceux-ci tout au moins, il n'y a que la guillotine qui puisse rendre une certaine sécurité possible.

Il fait bon marché de l'argument tiré d'une erreur possible : avec l'indulgence croissante du jury on en arrive à l'acquittement ou à l'atténuation de la peine à la moindre obscurité. Enfin, il se croit plus humanitaire que les abolitionnistes qui veulent instaurer la peine de l'encellulement perpétuel, nouveau supplice faisant mourir les condamnés à petit feu ; il en sera ainsi du moins si l'on adopte le système italien dont fut victime notamment l'assassin de l'impératrice d'Autriche. Si, d'autre part, on adopte l'encellulement tel qu'il existe en Hollande, on en arrive au résultat qu'il a lui-même constaté : les détenus « étaient dans une petite pièce, on les voyait à travers un vitrage. Ils étaient en train de lire des journaux illustrés, de jouer aux cartes, aux dames, comme de braves gens ; les gardiens étaient là devant les joueurs et leur indiquaient les bons coups à faire ». Et pour M. Joly, cette chose s'explique aisément : on ne peut pas s'acharner

toute une vie contre un homme enfermé sous sa direction, on oublie peu à peu ce qu'il a été, on se familiarise avec lui, et la détention n'est plus sérieuse. L'orateur termine en déclarant que son opinion est plus humanitaire et d'un meilleur exemple que celle de ses adversaires.

M. de Lamarzelle reprenant la critique adressée par M. Joly aux partisans de l'encellulement estime que pour remplacer la peine de mort qui sans doute est abominable on est dans la nécessité d'en choisir une plus atroce encore : « Il vous faut, dit-il, inventer une peine analogue à celle infligée à l'assassin de l'impératrice d'Autriche. J'avoue qu'un semblable châtiment me cause plus d'horreur que la guillotine ». Pour lui, l'opinion ne supportera pas une telle cruauté et l'on en sera forcé d'admettre une peine analogue à celle usitée en Hollande, qui donne comme l'a expliqué M. Joly, une vie confortable et gaie. Il répond enfin à cet argument que tant d'abolitionnistes mettent au premier plan et considèrent comme péremptoire : « Qu'au moment du crime, celui qui s'en rend coupable, ne pense pas à la peine qui lui sera infligée » : argument qu'ils corroborent par les statistiques établissant que l'emploi ou le non emploi de la peine de mort n'exerce aucune influence sur l'augmentation ou la diminution des assassinats. A l'avis de M. de Lamarzelle, cela est peut-être vrai pour le criminel d'occasion, mais celui qui devient un professionnel du crime, au moment où il s'engage dans une bande de malfaiteurs pour tuer et voler de façon certaine, « doit réfléchir aux peines et à la façon dont elles sont appliquées ».

M. Corniquet vient compléter ce raisonnement en

prouvant que l'application de la peine de mort dans un pays tel que l'Angleterre où elle est employée souvent, fait baisser la criminalité.

M. le professeur Cauvière déclare que si l'on veut soutenir l'irréparabilité de la peine de mort et que si l'on doit hésiter à faire mourir des individus peut-être irresponsables, il faut aussi considérer l'aspect opposé : « On verra des têtes innocentes rouler sous le fer de l'assassin, dit-il ».

M. Paul Cuche, professeur à la Faculté de Droit de Grenoble, défend comme du reste dans son ouvrage : « Science et Législation pénitentiaires », le maintien de la peine de mort. Il ne croit pas qu'il faille adopter cette peine à l'imitation de nos anciens auteurs comme une mesure d'expiation ; il n'y voit qu'un instrument de défense sociale qui revêt, il est vrai, « par le jeu des harmonies providentielles, l'aspect d'une sanction morale ». Il pense que l'argument de l'irréparabilité est insurmontable pour tous ceux « qui n'admettent pas
« le moindre jeu dans le rouage des institutions ré-
« pressives. Les nécessités de la défense nationale peu-
« vent amener les intransigeants à tolérer dans notre
« marine l'emploi des poudres, dont l'instabilité a
« fait jusqu'ici courir plus de risques aux soldats de
« France qu'à ses ennemis, mais ils se refusent par
« contre à reconnaître que les nécessités de la défense
« nationale puissent légitimer l'emploi d'une pénalité
« qui très éventuellement et très invraisemblablement
« risque d'englober un honnête homme dans l'élimi-
« nation salubre de plusieurs coquins ». Sur le point de savoir si le châtiment suprême est exemplaire, M. Cuche estime que pour le moment on ne peut don-

ner une appréciation sûre, car on en fait un emploi trop rare pour qu'on puisse en juger.

M. Brueyre vient dire que, quoique n'étant « ni féroce ni cruel », il n'a aucun sentiment de pitié pour ces apaches qui récemment ligottaient un petit garçon de dix ans et le plaçaient sur les rails d'un chemin de fer pour le voir écraser. Il se demande également ce que veut l'opinion publique : « la foule dans un jour de surexcitation contre un assassin ou un apache quelconque ne fera-t-elle pas du lynchage comme en Amérique ? Le Parlement ? Si on disait à un groupe de députés : Etes-vous partisans de la peine de mort ? A cette question de forme abstraite, ils répondraient non ; mais si on le demandait d'une manière concrète en leur rappelant un crime atroce tel que celui de Soleilland, la réponse serait toute autre ». Et il cite l'exemple de Marat et de Robespierre, dont l'un demandait dans son « plan de législation criminelle », l'abolition de la peine de mort, dont l'autre juge au tribunal d'Arras, préférait se retirer que de voter une condamnation à mort : « En général, ajoute-t-il, il faut se défier des âmes trop sensibles de ceux qui s'attendrissent sur la mort du moineau de Lesbie ».

M. Devin, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris croit que si les crimes de sang ont augmenté depuis 1880, la faute en est à l'alcoolisme ainsi qu'à la lutte contre ce frein, qui est la religion ; mais, à son avis, il n'y a pas qu'une influence moralisatrice qui puisse réagir contre la criminalité, il faut aussi user de la peine de mort qui est intimidante.

M. Demogue, professeur à la Faculté de droit de Lille,

déclare que la peine de mort doit rester dans notre code, parce qu'elle produit dans le public plus de crainte que l'internement perpétuel.

M. Léveillé, professeur à la Faculté de droit de Paris, estime que la peine de mort est plus redoutée qu'on le croit des grands héros de cours d'assises.

Résumé des principaux arguments qu'on a fait valoir en faveur de la peine de mort (contre ceux qui tendent à refuter les divers arguments abolitionnistes) :

- 1° La peine de mort est un instrument de défense sociale en même temps qu'un instrument de sanction morale (Voir Cuche).
- 2° La cruauté ou l'insignifiance de toute peine proposée pour remplacer la peine de mort rendent cette dernière indispensable ;
- 3° Cette peine est juste (c'est-à-dire proportionnée au délit) ;
- 4° Cette peine est nécessaire :
 - a) Elle est redoutée des malfaiteurs ;
 - b) Elle est redoutée dans le public puisque ce dernier en est partisan ;
 - c) Tout projet de suppression accroît l'audace des malfaiteurs ;
 - d) Contradiction entre les actes et les théories chez certains abolitionnistes (Marat, Robespierre, etc.).
- 5° Existence immémoriale de la peine de mort ;
- 6° Argument lombrosien tiré d'une idée d'élimination forcée de tout élément dangereux pour la sécurité sociale.

3° *Les opinions intermédiaires.* — Ainsi la peine de mort compte de nos jours de chauds partisans et des adversaires irréductibles : durant ces dernières années les uns et les autres ont engagé la lutte de la manière

la plus sérieuse : aussi, au moment de ce heurt surtout, il était vraisemblable que des opinions à tendances conciliatrices cherchassent à arrêter cette lutte qui ne pouvait qu'être favorable à l'audace des criminels.

Bien antérieurement du reste, à l'époque du dépôt du projet gouvernemental, plusieurs philosophes ou criminalistes en étaient arrivés déjà à une sorte de mitigation des deux systèmes. Un des noms les plus célèbres parmi ces auteurs est celui de M. Garraud, professeur à la Faculté de droit de Lyon, qui dans ses divers ouvrages (traité et précis de droit criminel) est d'avis non pas de supprimer par une disposition législative, la peine de mort, mais d'en atténuer progressivement l'application par l'œuvre lente et graduelle de trois facteurs : la loi, qui doit restreindre de plus en plus le nombre des crimes punis de la peine de mort, le jury, qui peut toujours écarter cette dernière par une déclaration de circonstances atténuantes même dans le cas où elle est prononcée par la loi, le chef de l'État qui en évite l'application par la grâce dans le cas où elle est prononcée par le juge. Mais, à son avis, il faut garder la peine de mort dans nos codes, au moins comme une menace « comme une de ces armes dont on « n'use pas d'ordinaire, mais dont on peut se servir « dans un danger pressant » (34). A la séance du 20 mars 1907 de la Société Générale des prisons, M. Garraud, répéta son opinion en ces termes : « Les « objections métaphysiques et autres qui ont été pré- « sentées contre le châtiment capital pourraient être

(34) *Précis de Droit criminel*, page 217.

« aussi bien présentées contre toutes les peines (35).
« Mais si l'on peut se passer de la peine de mort, qu'on
« fasse l'économie du sang versé. J'ai écrit ailleurs
« que j'étais par sentiment, plus peut-être que par ex-
« périence, profondément convaincu de l'inutilité de la
« peine de mort. Est-ce à dire, que j'en demande la
« suppression immédiate et actuelle ? Au contraire,
« c'est une réforme à préparer graduellement en lais-
« sant agir les trois facteurs qui interviennent dans la
« question (Loi, Parlement, Président de la Républi-
« que) » (36).

M. Tarde, dans son ouvrage (37) : « La philosophie pénale » se montre hésitant sur le point de savoir s'il sera abolitionniste ou non : « Pour le moment, dit-il, le doute à la rigueur est permis, et notre société du reste a des problèmes à résoudre encore plus pressants que celui-là. Mais en attendant l'expérimentation décisive dont il s'agit, un tiers parti me paraît s'imposer : adoucir la peine de mort sans l'abolir » (38). En résumé, il pense que l'on doit maintenir la peine de mort en l'adoucissant ou si on l'abolit, la remplacer « par une vie dure et douloureuse faite aux grands coupables et par le retour franc et avoué, non dissimulé et honteux aux châtimens corporels » (39).

(35) Dans ses ouvrages, M. GARBAUD fait ressortir les divers arguments par lesquels on peut répondre aux abolitionnistes et, notamment, celui-ci que les erreurs judiciaires ne sont pas plus fréquentes que les erreurs chirurgicales et médicales.

(36) *Revue pénitentiaire* de 1907, page 440.

(37) Lyon, 1890.

(38) Page 456.

(39) Même page.

Signalons d'autres opinions intermédiaires rapportées notamment à la séance de la Société Générale des Prisons dont nous avons parlé.

M. Garçon, professeur à la Faculté de droit de Paris, après avoir manifesté le désir d'un remplacement de la peine de mort par celle des travaux forcés, croit qu'on ne supprimera pas le châtiment capital et ajoute pour dire toute sa pensée que c'est peut-être la meilleure solution. Il croit à l'efficacité de cette peine lorsqu'elle est appliquée (40). En tous cas, si on doit supprimer la peine de mort, une abolition de fait doit précéder pendant un certain temps l'abolition légale.

M. Le Poittevin, professeur à la Faculté de droit de Paris, estime que la peine suprême n'est pas plus irréparable que les autres, mais tout en éprouvant quelque inquiétude relativement au danger qu'il y a à la supprimer, il croit qu'il est impossible d'aller à l'encontre du mouvement ; cependant, il veut qu'elle subsiste sinon en fait du moins dans nos textes législatifs avec la mitigation résultant de lois, de grâces présidentielles, de déclarations de circonstances atténuantes en restreignant de plus en plus le champ d'application.

C. — LA QUESTION DES MODES D'EXÉCUTION CAPITALE ET DE LA PUBLICITÉ DE CES EXÉCUTIONS AUX XIX^e ET XX^e SIÈCLES.

1^o *Les modes d'exécution capitale.* — Il faut distinguer les règles qui s'appliquent à ce sujet aux con-

(40) *Revue pénitentiaire*, 1907, pages 329 et 331.

damnés de droit commun de celles qui s'appliquent aux condamnés militaires.

a) *Modes d'exécution de droit commun.* — L'article XII du code pénal décide que « tout condamné à mort aura la tête tranchée ». L'exécution par la guillotine est toujours fixée par la loi du 25 mars 1792, qui adoptait purement et simplement la consultation du docteur Louis que nous avons rapportée plus haut. Sauf quelques petites modifications de détail, l'appareil est toujours le même : depuis 1872, au lieu de faire reposer la guillotine sur un échafaud, comme cela était primitivement, on l'a placée sur deux forts madrier disposés en croix sur le sol ; en outre, des rainures de cuivre ont remplacé celles de bois pour faciliter la glissade du couperet. — Voici comment s'opère de nos jours une exécution capitale : on entre dans la cellule du condamné 30 minutes avant l'heure fixée pour l'exécution toujours très matinale. On lui retire la camisole de force, puis on le revêt d'une chemise, d'un pantalon, et l'aumônier s'étant entretenu quelques instants avec lui, on achève la toilette en ayant soin de lui couper les cheveux courts derrière (41). Suivi des personnes dont la présence est obligatoire à la toilette (le directeur de la prison, quatre gardiens, l'aumônier, le greffier de la Cour, le chef du service de sûreté et son secrétaire, l'exécuteur et ses deux aides (42), il est conduit auprès de la guillotine. S'il s'agit d'un parricide, le greffier donne lecture de l'arrêt de condamnation

(41) Voir Code de la guillotine, page 121.

(42) Il faut y ajouter l'avocat.

Les aides du bourreau empoignent le coupable et le poussent sur une planche horizontale qui fait basculer, en lui passant la tête sous le croissant de bois situé à la base des deux poteaux. Le moment suprême est arrivé : « M. Deibler presse sur le déclic, le couperet tombe, le sang gicle à droite, la tête tombe, le corps fait un demi-tour et s'abat sur le dos dans le panier : Justice est faite ! » (43). Les aides mettent alors rapidement la tête dans le panier qu'ils ferment et portent dans un fourgon. Ce dernier part, escorté de gendarmes au cimetière où a lieu l'inhumation sans aucun appareil (art. 14, code pénal). Lorsqu'une femme condamnée à mort, se déclare enceinte et qu'il est vérifié qu'elle l'est réellement, la loi n'autorise l'exécution qu'après son accouchement (art. 27 du code pénal). La commutation de la peine a du reste toujours lieu en ce cas.

Le châtiment de la guillotine rencontre en France des adversaires : certains prétendent qu'il est inhumain. M. Tarde (44) voulait que l'on remplaçât ce supplice par une décharge électrique ou par des poisons « profondément assoupissants avant d'être mortels et remplaçant par le sommeil l'agonie finale ». Plus récemment, M. Maxwell (45), dit qu'il reviendrait volontiers aux coutumes athéniennes et qu'il ferait boire aux condamnés à leur insu alors qu'ils attendraient encore la décision sur leur recours en grâce, par exem-

(43) Extrait du récit de l'exécution récente (10 octobre 1911) de Caturégli, à Toulon (*Petit Journal* du 11 octobre 1911).

(44) *Philosophie pénale*, page 557.

(45) *Le Crime et la Société*, p. 289.

ple, quelque ciguë moderne plus douce que l'ancienne ». D'autres, tels que M. Lacassagne, sans vouloir créer aux condamnés au dernier supplice, l'avantage de moins souffrir que les moribonds ordinaires, ont proposé de remplacer la guillotine par la pendaison (46), qui, à leur avis agirait plus rapidement. Ajoutons que dans les colonies françaises, la guillotine n'est pas partout en usage ; s'il y en a une en Algérie (47) et en Indo-Chine, la pendaison et la fusillade sont aussi très employées : la fusillade punit des crimes non militaires même en Algérie, et le 4 novembre 1911, trois indigènes, condamnés à mort par le conseil de guerre d'Oran, pour assassinat en territoires militaires, furent fusillés. En Tunisie, on pratique la pendaison : Récemment encore, l'exécution avait lieu avec grand appareil devant le Palais du Bardo en présence du bey et de sa cour ; on faisait monter le condamné sur un gibet composé de deux poteaux réunis par une traverse ; le bourreau placé sur un échafaudage, passait au cou du patient une corde fixée à la traverse et le projetait dans le vide. Actuellement, après une audience dans laquelle le condamné comparaît devant le bey et sa cour, deux spahis lui font gravir par une pente très douce un plan incliné conduisant à la terrasse d'un petit bâtiment dissimulé dans une cour voisine du palais beylical, où attendent le bourreau et son aide : en un instant, les pieds du condamné sont entravés, un nœud coulant est passé autour de son cou et le bourreau fait jouer le

(46) LACASSAGNE. — Peines de mort et criminalité.

(47) *Revue pénitentiaire* de 1909, page 1.137.

déclie d'une trappe, il tombe de deux mètres dans la chambre de mort : C'est le système anglais ! (48)

b) *Exécutions capitales des militaires et marins.* —

La loi du 13 mai 1793, conformément à l'ancien droit, établissait la fusillade comme mode d'exécution capitale des militaires. Sous le premier Empire des conspirations amenèrent de célèbres mises à mort par la fusillade. Si Georges Cadoudal monta sur l'échafaud, le général Malet et ses compagnons furent criblés de 120 balles. L'histoire en a parlé et a rappelé que cet audacieux général commanda sa propre exécution. Mais y eut-il hésitation de la part des soldats du peloton d'exécution ? Seul en tous cas, après la première décharge, le fameux conspirateur resta debout n'étant que blessé à la poitrine : « Et moi donc, mes amis, s'écria-t-il, vous m'avez oublié ? » A la deuxième décharge, il tomba la face contre terre, mais n'étant pas mort, on dut l'achever à bout portant. Souvent cet épisode sert de thème aux critiques des adversaires de la fusillade (49). Ces derniers contrairement à Joseph de Maistre qui estimait que le militaire passant un condamné par les armes, est un homme considéré (alors que le bourreau ne l'est pas) ont applaudi aux scrupules que la presse a attribué à M. le président de la République, lorsqu'il grâcia en 1910, les assassins de Mme Gouin : « Par ces temps de service obligatoire, le chef de l'Etat aurait pensé au mécontentement des fa-

(48) Dépêche tunisienne du 22 août 1909. *Revue pénitentiaire* de 1909.

(49) V. *Archives d'anthropologie criminelle* de 1910, page 899.

milles apprenant que leurs enfants eussent en temps de paix, à faire l'office de bourreaux » (50). Cependant, notre code de justice militaire de 1857 (art. 187) et celui de justice maritime (art. 239) édictent la fusillade contre les militaires et marins condamnés par des conseils de guerre ou des cours de justice maritime, et cette opinion qui se refuse à admettre l'exécution par la fusillade, ayant triomphé auprès des pouvoirs publics, engendrait l'impunité des militaires assassins. Aussi la Presse (51), représentant une majorité de gens qui tenaient avant tout au châtement du coupable et considérant la répugnance des pouvoirs publics pour la fusillade, fit une campagne tendant à l'application de la guillotine aux soldats auteurs de crimes n'étant pas exclusivement militaires. M. Georges Berry déposa même une proposition en ce sens.

La question n'était peut-être pas aussi compliquée que cela : pour éviter la grâce des condamnés à mort militaires, une simple décision ministérielle eût suffi : après leur condamnation par un conseil de guerre on les aurait remis à l'autorité civile et l'exécution se fût faite par la guillotine. Le gouvernement ne resta d'ailleurs pas sur sa première idée, et en septembre 1910, le soldat Duléry était passé par les armes à Tunis. D'autre part, très récemment (le 9 août 1911), les deux matelots assassins Gueguen et Le Maréchal étaient fusillés à Toulon : cette exécution, dont les journaux ont beaucoup parlé, eut lieu de la même manière

(50) *Revue pénitentiaire* de 1910, page 1.065.

(51) Voir le *Temps*, du 30 juillet 1910 et le *Journal des Débats*, du 3 août.

qu'elle se pratiquait dans l'ancien droit (voir plus haut) : le spectacle fut impressionnant, surtout lorsque les troupes défilèrent devant les cadavres des condamnés aux accents de marches militaires. Gueguen avait exprimé le désir que ce ne soit pas la guillotine qui mit fin à ses jours : il redoutait moins la mort par les armes, plus noble, que celle de droit commun. A l'occasion de ces exécutions, le *Petit Journal* du 11 août 1911 s'exprimait ainsi : « Pourquoi traiter de façon différente, l'assassin suivant qu'il est civil ou militaire ? pourquoi la mort noble, la mort par les balles pour celui-ci, et la mort infamante, la mort par la guillotine pour celui-là ? S'il faut réformer la loi militaire, qu'on le fasse dès la rentrée des Chambres, mais que la mort par les armes soit réservée uniquement aux auteurs de crimes militaires et que le condamné de droit commun, quel qu'il soit, ne puisse désormais recevoir son châtiment comme il convient, que sur l'échafaud et par la main du bourreau ». Ces paroles ont eu un écho : la commission de la réforme judiciaire et de législation civile et criminelle a adopté la proposition suivante de M. Georges Berry : « Les condamnés à mort par un conseil de guerre ou un tribunal de la marine, auront la tête tranchée. Néanmoins, seront fusillés ceux qui auront commis un crime exclusivement militaire ». Certains alors désirèrent que l'on conservât l'emploi de la fusillade pour les crimes de droit commun accomplis en temps de guerre, afin de ne pas encombrer les voitures régimentaires des bois de justice (52). La Chambre des députés et le Sénat

(52) V. en ce sens *Revue pénitentiaire* d'oct. et novembre 1911.

admirent cette dernière modification qui était proposée, en votant le projet Berry et voici le texte de la loi nouvelle modifiant l'art. 187 du code de justice militaire : « En temps de paix, les condamnés à mort par un conseil de guerre ou par un tribunal de la marine siégeant dans la métropole auront la tête tranchée. Néanmoins, seront fusillés ceux qui auront commis un crime exclusivement militaire ». — Pourquoi cette restriction d'application de la réforme à la métropole ? Pourquoi ne pas l'étendre aux colonies ? Cette loi (du 30 décembre 1911) a été votée presque sans débat et un peu à la hâte (52 bis). Il serait nécessaire, croyons-nous, de la reviser. En tous cas, il y a là une tendance salubre, conforme, du reste, à ce qui se passait dans notre ancienne législation (V. plus haut).

2° *La question de la publicité des exécutions capitales aux XIX^e et XX^e siècles.* — Autrefois, pour ajouter un exemple plus grand à la punition même du crime, on entourait d'une grande publicité toute exécution capitale : sans même remonter jusqu'aux fameuses expositions de cadavres du gibet de Montfaucon, dont nous avons parlé, souvent la Justice française manifesta le désir d'intimider par l'appareil du supplice : au XVIII^e siècle encore, celui qu'on a pendu reste exposé un certain temps aux regards du public, et rien ne prouve tant ce caractère de publicité de toute exécution capi-

(52 bis) Au moment de mettre sous presse, nous recueillons ces observations émanant d'un commentaire complet de la loi, dans le numéro du 1^{er} février 1912 du journal *Le Nouvelliste de Lyon* (causerie militaire, par René Bazoncourt).

tale, que l'empressement de la foule à assister à ces spectacles (53).

Nous avons rapporté, également, l'opinion des législateurs de 1791 sur ce point, qui, loin d'admettre l'idée de non-publicité, voulaient au contraire que l'on ressentît dans le public les conséquences du crime commis : il fallait que le jour où le condamné montait à l'échafaud « fût un jour de deuil pour la patrie ». Le code pénal de 1810 ne toucha pas à la publicité des exécutions capitales (54). Et cela a été une tendance de la législation depuis la Révolution, durant un certain temps du moins, de remplacer ce que le châtiment perdait en souffrances, en supplices pour le condamné lui-même, par tout un étalage d'actes accomplis au moment de l'exécution dont le but unique était d'effrayer le public : c'est ainsi que la loi de 1832 qui supprima l'amputation du poing droit, précédant l'exécution du parricide, remplaça cette peine corporelle par tout un décor analogue à celui qu'appliquait le code pénal de 1791 aux grands criminels (ceux-ci devaient être revêtus d'une chemise rouge) et décida que le condamné serait conduit à l'échafaud, en chemise, nu-pieds et la tête couverte d'un voile noir, devant rester exposé aux regards de la foule, tandis qu'un huissier lirait l'arrêt de condamnation (art. XIII du code pénal). Enfin, nous estimons que l'art. XXVI du code pénal, en déclarant que l'exécution se ferait sur l'une des

(53) Voir cependant les cas usités plus haut, dans lesquels on exécute à l'intérieur de la prison, d'après le livre « Voyage du Père Labat en Espagne et en Italie ». Paris 1730, tome VII, page 21.

(54) Art. 26 du Code pénal.

places publiques du lieu indiqué par l'arrêt de condamnation, a étendu ou plutôt décentralisé la publicité de l'exécution, puisque les magistrats sont libres de faire placer l'échafaud dans tout arrondissement du département, alors que le code pénal de 1791 ainsi que celui des délits et des peines décidaient que l'exécution aurait lieu sur une des places de la commune où le jury d'accusation ou le tribunal criminel tiendraient leurs séances.

La question de la publicité se posa donc en France bien postérieurement à celle de la peine de mort : elle ne se posa nettement devant les Assemblées parlementaires que vers 1870, époque à laquelle M. Emile Ollivier défendit un projet dans ce sens, qui fut d'ailleurs repoussé. En 1871, l'Assemblée nationale fut saisie de pareilles propositions. En 1879, M. Le Royer, garde des sceaux, déposa à la Chambre un projet de loi tendant au même but et qui ne fut pas même rapporté. M. Bardoux le reprit devant le Sénat, le rapporta en 1884, et le fit adopter à une assez forte majorité ; mais la Chambre, dont la commission se prononça pour le maintien de la publicité, persista dans son hostilité. En 1885, la Cour de Cassation, 16 Cours d'appel sur 26, 22 procureurs généraux sur 27, exprimèrent le désir que l'exécution à huis-clos soit pratiquée (55). La proposition fut renouvelée en 1892 devant la Chambre, dont la commission se montra favorable à la non-publicité pour la première fois ; l'Assemblée, cependant, vota contre. Après l'expiration des délais réglementaires, MM. Aynard et Deschanel revinrent à

(55) *Revue pénitentiaire*, 1908, page 813.

la charge : leur proposition ne fut pas discutée. Reprise au Sénat, à cette époque, elle y fut à nouveau adoptée en 1898 (56). M. Castillard, député de l'Aube déposa au nom de deux commissions spéciales, deux rapports tendant à la suppression de la publicité les 23 décembre 1898 et 2 décembre 1902.

Peu de temps après, certains incidents vinrent raviver la question : en 1905, à Dunkerque, le mari de la victime, qui avait demandé à être lui-même l'exécuteur des hautes œuvres, avait cependant obtenu l'autorisation d'assister à l'exécution à une place d'honneur en face de la guillotine pour s'imposer aux derniers regards du condamné.

A Belfort, de même, le mari de la victime s'était précipité auprès de la guillotine immédiatement après l'exécution et n'avait quitté ce lieu qu'après l'enlèvement des bois de justice.

Si la Chambre se désintéressait de la question, la Cour de Cassation, au moment de ces incidents vint confirmer une jurisprudence précédente, en décidant par un arrêt du 4 novembre 1905 (57), que si les Cours d'assises devaient aux termes de la loi indiquer à l'avance le pays où l'on exécuterait, c'était à l'autorité municipale à fixer l'emplacement du lieu d'exécution, à l'intérieur même de ce pays, quand il lui plairait : la foule de la sorte n'étant pas renseignée à l'avance, il y avait lieu d'espérer que le nombre des assistants serait moindre et les manifestations plus rares.

Puis le gouvernement déposa son projet de loi ten-

(56) Voir *Revue pénitentiaire*, 1898, page 1.324 et le texte de cette proposition de loi.

(57) Voir GARÇON. — Code pénal annoté, art. 26.

dant à la suppression de la peine de mort ; la question de la publicité passait ainsi au second plan, et même M. Cruppi, dans son rapport du 22 octobre 1907 croyant trouver un argument abolitionniste de plus, si les exécutions continuaient à être publiques et à provoquer des manifestations dont pourraient tirer parti les adversaires de la peine de mort, se prononça contre : « la mise en cellule de la guillotine ».

Nous savons que le projet du gouvernement ne fut pas adopté, et la question de la publicité se posait à nouveau dans toute sa force. Le 28 janvier 1908, en même temps qu'il déposait un rapport tendant à la conservation de la peine capitale, M. Castillard demandait au nom de la commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle que la Chambre adoptât la proposition admise par le Sénat en 1898 et supprimant la publicité des exécutions capitales ; la Chambre, il est vrai, avait refusé quelques jours avant de discuter sur ce point. Quoique le Sénat ait persisté dans sa première opinion, la question en est là au Palais-Bourbon. Qu'en adviendra-t-il ? Nous ne pouvons le dire, car si la non-publicité a de nombreux partisans, le système d'exécution à huis-clos a des adversaires aussi bien chez les abolitionnistes que chez les défenseurs de la peine de mort ; les premiers disent en effet : supprimer la publicité, c'est consolider la peine de mort en enlevant aux yeux du public la répugnance du spectacle, les autres répondent que supprimer la publicité, c'est détruire l'exemple attaché au supplice et s'acheminer vers l'abolition du châtiment suprême (58).

(58) La Doctrine est, en général, d'avis de procéder aux exécutions

Quoiqu'il en soit, on s'est efforcé en fait de pallier à certains inconvénients pouvant résulter de la publicité ; la police lors de la plupart des exécutions récentes a pris des mesures tendant à empêcher quelque incident regrettable ; elle le fit en particulier pour l'exécution du parricide Duchemin, qui selon la coutume (en désuétude depuis 50 ans), fut amené à l'échafaud, la tête couverte d'un voile noir pour assister avant l'exécution à la lecture de l'arrêt de mort par l'huissier. — En général, la police agit de manière à ce que l'on ignore jusqu'au dernier moment l'heure du supplice et M. Georges Honnorat (59), dont nous avons rapporté l'opinion précédemment, lors de la discussion de la Société Générale des Prisons de 1907, constate que dans la réalité, les exécutions ne sont plus publiques « la foule d'après ses dires est tenue à l'écart et ne voit plus rien », le châtiment suprême n'a plus qu'un nombre restreint de spectateurs ; à part les magistrats, les journalistes, les fonctionnaires et quelques individus qui ont acheté des places à des balcons et des fenêtres, l'immense majorité des spectateurs éloignés par la troupe ne voit absolument rien... (60).

Reprendra-t-on la discussion devant le Parlement ?

tions à huis-clos, telle est notamment l'opinion de M. Garraud (Cours spécial sur les châtiments corporels enseigné à la Faculté de Droit de Lyon en 1910-1911), et Cuche (séance de la Société Générale des prisons du 20 mars 1907), qui estime qu'il convient d'enlever « à la populace l'occasion de ces joies ignobles dont le contraste est si douloureux avec la majesté et le recueillement que la mort apporte toujours avec elle ». (V. Lacassagne : ouv. précit).

(59) *Revue pénitentiaire* de 1907, page 446.

(60) Lors de l'exécution de Caturégli, qui eut lieu le 10 octobre 1911, à Toulon, on prit des mesures en ce qui concerne la publicité de l'exécution : la guillotine fut placée à moins de 2 mè-

Nous ne pouvons le présumer ; qu'il nous suffise de montrer la complexité des débats qui pourront naître à ce sujet : depuis deux ou trois ans environ, une nouvelle proposition a été déposée à la Chambre, tendant à interdire la reproduction des portraits photographiés ou dessinés des condamnés à mort ou de l'exécution elle-même, ce qui soulèverait une grande discussion sur la publicité donnée aux exécutions capitales par voie de la presse (61). Une complication pourrait même surgir dans la discussion parlementaire, nous avons parlé de certains moyens d'exécution que plusieurs spécialistes préconisent : le foudroiement par l'électricité, la condamnation à absorber un poison, etc. ; et si, malgré le peu de chance que ces procédés auraient d'être accueillis, un vote venait à leur être favorable, la question de la publicité ne se poserait plus, puisque de pareilles mises à mort ne pourraient avoir lieu qu'à huis-clos.

Nous ajouterons que dans trois cas, d'après la loi, les exécutions capitales se font en présence d'un public déterminé et que ceux qui entourent le condamné ne peuvent pas être des gens de la foule : c'est 1° le cas du militaire fusillé en présence de ses camarades ; 2° celui d'un détenu d'une maison centrale, qui est guillotiné à l'intérieur de la prison ; 3° c'est celui enfin du forçat, dont l'exécution a comme spectateurs les autres forçats du même bagne (62).

tres de la porte de la prison et une consigne très sévère interdisait l'accès de la rue aux photographes.

(61) On connaît, à ce sujet, la publication par certains journaux du cynique testament de David, lors de l'exécution des Chauffeurs de la Drôme.

(62) V. PICHON. — Code de la guillotine.

§ II. — LES CHÂTIMENTS CORPORELS DISCIPLINAIRES
AUX XIX^e ET XX^e SIÈCLES

Comme aux époques précédentes, l'usage de punir certaines fautes légères sans s'adresser à la justice existe dans la société moderne à l'intérieur de beaucoup d'organisations sociales, d'après des limites fixées par la loi. Les administrateurs d'établissements, dont l'autorité est peu étendue, usent de sanctions consistant en amendes, radiations, etc. Les châtiments corporels n'interviennent au point de vue disciplinaire que dans les groupes qui ont à leur tête une direction forte : il en est ainsi dans les bagnes, dans les prisons, dans l'armée et la marine, etc. Mais là comme pour les peines, il y a eu un recul des moyens de correction rigoureux ; nous allons tracer une étude évolutive de ces châtiments violents de 1810 jusqu'à nos jours.

I^o CHÂTIMENTS CORPORELS DISCIPLINAIRES EMPLOYÉS
CONTRE LES FORÇATS (63)

Afin de maintenir ces redoutables criminels que l'on n'a pas jugés suffisamment coupables pour aller à l'échafaud, mais qu'on a reconnus assez pervers pour les éloigner du milieu dans lequel ils vivent, il a fallu lutter contre toute tentative d'évasion ou de révolte de

(63) V. H. DENYS. — Le Bagne d'aujourd'hui, et Jean CAROL : Le Bagne. *Revue de Paris*, novembre et décembre 1901.

leur part et donner à ceux qui les surveillent des moyens de contrainte sévères. Aussi a-t-on fait usage dans ce cas pendant les trois-quarts du dix-neuvième siècle de châtimens corporels destinés à punir et effrayer les habitants des bagnes.

Cette rude discipline s'appliqua surtout jusqu'au milieu du siècle dernier : les hommes, en effet subissaient la peine des travaux forcés dans des ports et arsenaux, tels que Rochefort, Lorient, Brest, Toulon, où ils travaillaient au curage des bassins et au transport des madriers ; on comprend que pour empêcher toute tentative de rébellion de la part de ces éléments dangereux qui vivaient à l'intérieur même de notre société, les sanctions les plus rigoureuses s'imposaient. On les punissait couramment du cachot et de la bastonnade ; et des canons étaient sans cesse braqués à la porte des arsenaux (on en fit usage notamment en 1824 à Toulon). Le bague, qui fut l'objet de nombreuses critiques dès 1830 (oisiveté des détenus, conservation de malfaiteurs à l'intérieur du pays), fut aboli et remplacé d'après la loi du 30 mars 1854 par le régime de la transportation dans les colonies. Là il est moins nécessaire de faire usage d'une discipline sévère, les évasions étant rendues difficiles par des obstacles naturels et des animaux dangereux. Il ne fallait pas cependant créer un régime de bien-être et favoriser les évasions qui, malgré tout — les statistiques l'ont prouvé — ont été des plus fréquentes.

L'article 14 de la loi de 1854 déclarait qu'un règlement d'administration publique devait bientôt intervenir pour déterminer le régime disciplinaire des forçats. Ce décret n'ayant été promulgué qu'en 1880, la disci-

pline fut réglementée durant ce laps de temps par la direction des services pénitentiaires en Guyane et en Nouvelle-Calédonie ; et la sévérité n'y perdit rien, car l'administration pénitentiaire se conforma au vœu du législateur de 1854, qui avait exprimé la volonté de ne rien laisser à la douceur dans son nouveau système. Voici comment de 1854 à 1880, on châtiait, par exemple, ceux qui essayaient de s'évader : Si l'auteur de cette évasion était condamné aux travaux forcés à vie, le gouverneur de la colonie donnait ordre de lui infliger 25 coups de martinet sur les fesses, en présence des forçats réunis sur le front de bandière. Le commandant du pénitencier dirigeait l'exécution ; vers 10 heures du matin, au lieu fixé par le gouverneur, les forçats étaient rangés en bataille sur quatre rangs de profondeur. On avait eu soin de les encadrer de gardiens et de pelotons d'infanterie de marine ; le surveillant militaire de première classe commandait un roulement au tambour, lecture de la décision du gouverneur était faite dans le plus grand silence ; aussitôt le condamné était déculotté jusqu'aux genoux, et attaché. Sur l'ordre du commandant du pénitencier : « Commencez », le correcteur, un des transportés les plus solides, frappait lentement et fort avec un martinet de cordes neuves et goudronnées ; le nombre fixé des coups étant donné, le commandement de : « Cessez », retentissait et au signal de la « berloque », les forçats rentraient dans leurs cases. On ne donnait jamais plus de vingt-cinq coups dans la même séance, le puni, humainement parlant, ne pouvant en supporter davantage. Le patient était alors conduit à l'infirmierie où il était pansé et on le réintérait dans sa prison. Si on devait

lui infliger une seconde correction, on prenait avis du médecin (64).

Ce châtiment punissait, outre les tentatives d'évasion, certaines infractions graves à la discipline, aux mœurs, etc. Le décret du 18 juin 1880 supprime ces corrections corporelles, prétendant qu'elles sont « incompatibles avec la dignité humaine ». Et comme le dit M. Cuhe (65), les surveillants ont perdu depuis cette époque « le plus persuasif de leur moyen de contrainte ».

Ce décret conservait encore toutefois quelques châtiments corporels d'un aspect moins sévère, c'étaient : la boucle simple ou double, le peloton de correction avec chaîne simple rivée aux chevilles, le cachot avec chaîne double ou boucle double.

Depuis cette époque, il y eut de nouvelles atténuations : le décret du 19 décembre 1900 abolit la boucle double pour les condamnés au cachot (66). En outre, le Journal officiel du 12 octobre 1909, publia un décret rendu sur la proposition de M. Leygues, ministre des colonies, abolissant la peine de la chaîne double.

Il ne reste donc plus actuellement que le châtiment corporel de la boucle simple dans les lieux de transportation.

En réalité, on pourrait peut-être en ajouter un autre qui, à un certain point de vue, a l'aspect d'une véritable peine. Pour tout méurtre, en effet, le forçat est

(64) V. Larousse : Grand dictionnaire universel du XIX^e siècle, Edition de 1876, mot : Transportation.

(65) *Traité de Science et Législation pénitentiaires*, p. 425.

(66) *Revue pénitentiaire* 1901, page 168.

frappé de la peine capitale. Peut-on dire qu'il s'agit là d'une pénalité ordinaire ? Le code pénal punit les assassinats et non les meurtres. La peine capitale est alors prononcée par une sorte de conseil de discipline et non par un véritable tribunal. On peut donc dire qu'il y a là un châtiment en quelque sorte disciplinaire, dont le but est d'effrayer les autres forçats : au moment de l'exécution en effet à laquelle assistent les autres détenus, le commandement : « Condamnés, à genoux, tête nue », s'élève et tous s'agenouillent en se découvrant.

En tous cas, soit les gouverneurs et directeurs de pénitenciers, soit nos législateurs, subissant l'influence de ce « souffle d'humanitarisme qui a traversé le XIX^e siècle » (67), se sont départis de leur première sévérité à l'égard des forçats. Aussi le résultat ne fut-il pas heureux. D'après les statistiques des ministères de l'intérieur et des colonies, il y aurait eu pour 1906, un total de 1.510 évasions sur lesquelles 1.283 seulement ont été suivies d'une réintégration (68).

A l'évasion s'est ajoutée la révolte, et pour en donner une preuve, il suffit de rappeler les événements qui se déroulèrent en 1894 à l'île St-Joseph : les forçats ayant réussi à tromper la surveillance de leurs gardiens se dispersèrent dans la brousse et résistèrent par tous les moyens aux ordres qui leur étaient donnés de rentrer dans le calme : il ne fallut pas moins d'un fort

(67) CUCHE, *Science et lég. pén.*, page 425.

(68) Voir, à ce sujet, les observations de M. Honnorat à la Séance de la Société Générale des prisons du 20 mars 1907. *Revue pénitentiaire* 1907.

détachement d'infanterie de marine pour triompher de cette rébellion, au cours de laquelle 60 des révoltés succombèrent sous les balles des soldats. Ajoutons à tout cela, les scènes de carnage qui se livrent parfois la nuit dans les « cases » : les forçats se divisent en deux camps et il y a toujours des morts et des blessés.

L'adoucissement progressif de la discipline ne pourrait-il pas être une des causes de tous ces désordres regrettables ? Notre compétence, insuffisamment expérimentée sur ce sujet, ne nous permet pas de répondre d'une manière absolue ; mais nous estimons que cette atténuation empêche tout au moins la peine des travaux forcés d'être intimidante, surtout lorsqu'on voit de grands criminels tels que Mandon, le fameux chef d'apaches parisien, Brière, le cultivateur de Corancez qui tua ses cinq enfants, et beaucoup d'autres, remplir l'honnête et tranquille fonction d'infirmier au bagne.

2° LES CHATIMENTS CORPORELS DISCIPLINAIRES DANS LES PRISONS

Nous avons indiqué plus haut, que la législation criminelle d'autrefois, à côté de grandes qualités, avait eu le défaut qui s'atténua, du reste à la longue, d'avoir organisé insuffisamment le régime des prisons aussi bien au point de vue disciplinaire que matériel. Nous avons signalé aussi l'innovation du pape Clément XI, qui fit construire les premières maisons cellulaires, celle de la détention volontaire dans les couvents, celle enfin des rois de France et de leurs ministres eux-mêmes au XVIII^e siècle. Puis vint l'influence de Bentham, qui en

1791, dans sa *Panoptique*, reproduisait le système que Mabillon avait établi en 1692 pour les religieux, et qui consistait dans la cellule, le silence, la prière et le travail. Howard préconisait également l'encellulement nocturne. Mais ce n'est pas en 1793, époque à laquelle comme le dit M. Desmaze, « les prisons furent le théâtre de persécutions...organisées contre les détenus » (69), que ces divers systèmes purent trouver leur application. Et même, il faut attendre la loi du 5 juin 1875, qui adopta le régime de l'encellulement contre les condamnés à un an et un jour, pour avoir un régime susceptible enfin d'une organisation disciplinaire possible. Le premier empire, en effet, malgré certaines tendances réformatrices, a eu des prisons mal organisées ; l'empereur, tout entier à ses batailles et aux institutions multiples qu'il a établies durant son règne, n'eut peut-être pas le temps de s'occuper du régime pénitentiaire des prisons. A ces époques encore troublées, il y eut des châtimens excessifs de la part de geôliers avinés ou mus par des passions politiques : à la grande Force (70), le féroce guichetier Fournier ne parle que le bras levé : il emploie un fouet de poste ou un nerf de bœuf. Il en est de même à Sainte-Pélagie, à Bicêtre où le colossal guichetier Saint-Denis, qui figura dans les massacres de septembre, frappe les prisonniers de ses énormes clefs (71).

(69) DESMAZE. — Supplices, prisons et grâces en France.

(70) L'abbé Binet enfermé depuis 4 ans comme prêtre réfractaire, resta tout ce temps, dans une chambre infecte, sur la paille, à côté de ses commodités et mourut à l'infirmerie de la Force, d'une fièvre putride. en 1809.

(71) Voir sur tous ces traitements des prisonniers, un mémoire

Nos prisons modernes non seulement ne connaissent plus ces brutalités, mais n'ont plus même une discipline basée sur les châtiments corporels (il faut en excepter le cas prévu par l'art. 614 du code d'instruction criminelle, qui prévoit la mise aux fers des prisonniers commettant des actes de violence) (72). L'humanitarisme plus encore que dans les bagnes a amolli la discipline, et actuellement, même dans les maisons centrales, les punitions ne consistent plus que dans la réprimande, la mise au pain et à l'eau, la mise en cellule, la suspension de l'usage de la promenade, de la correspondance ou des visites. (Voir Dictionnaire de l'administration française, au mot : prisons). Enfin, une circulaire du 2 mai 1876 a créé une pénalité nouvelle pour les établissements de longues peines : la salle de discipline, châtiment dans lequel la journée du puni est partagée entre la marche et le repos qui se suivent de demi-heure en demi-heure sans interruption, du lever jusqu'au coucher. Il y a peut-être dans cette marche forcée sans but et en présence des gardiens quelque légère trace de châtiment corporel ; mais cela n'empêche pas que les moyens de coercition physique ont disparu de nos prisons. On est bien loin du nerf de bœuf du geôlier Fournier, on en est même si loin que la vie du prisonnier n'est plus redoutée, comme elle devrait l'être ; c'est ainsi que M. André Dumas a pu dire dans le numéro de l'*Illustration* du 2 novembre 1907, à propos d'un article intitulé la Maison centrale de Melun :

adressé à Napoléon I^{er}, le 14 novembre 1809 et rapporté dans la *Revue pénitentiaire* de 1906, page 247.

(72) On emploie aussi la camisole de force.

« Avec ses ateliers bien tenus, ses réfectoires propres, ses jardins égayés de verdure où les oiseaux ne dédaignent pas de chanter, la maison centrale ne paraît pas trop maussade au nouvel arrivant » (73).

3° LES CHATIMENTS CORPORELS DISCIPLINAIRES DANS L'ARMÉE ET LA MARINE

Eveiller dans l'esprit des soldats l'amour du drapeau qu'ils auront à défendre, leur inculquer comme conséquence cette idée qu'en commettant une faute ils déshonorent le pays auquel ils appartiennent et l'emblème de ce pays, c'est une belle éducation ; on ne saurait trop engager les officiers à en faire usage à l'égard de leurs hommes et c'est la première en tous cas qu'on doive tenter de réaliser. Mais tous ceux qui sont appelés à servir dans l'armée ne tiennent hélas pas compte de ces hauts sentiments, et il en est même qui arrivent au régiment avec un casier judiciaire des plus chargés, ceux que l'on appelle les Joyeux. D'autre part, le soldat qui vient au régiment, sans passé judiciaire, n'accepte pas volontiers la discipline parfois rigoureuse de l'armée. Une sorte de contrainte non seu-

(73) En ce qui concerne les maisons de correction, un arrêté ministériel du 15 juillet 1899 énumère limitativement (Art. 100), les punitions qui y sont autorisées et exclut, par voie d'omission, l'usage des châtimens corporels (même celui des menottes précédemment employé comme punition). Comme le fait remarquer M. Cuhe (p. 77), ce régime restreint l'initiative des directeurs d'établissements, même si elle est louable, en défendant de choisir d'autres punitions que celles du règlement. La colonie des « Vermireaux » vient cependant paraît-il, d'être le théâtre de châtimens arbitraires.

lement morale, mais physique s'impose donc parfois : de là ces exercices pénibles que des esprits trop pratiques ou mal intentionnés qualifient d'inutiles. La logique des choses devait donc pousser les chefs militaires à faire dégénérer ces moyens de contrainte physique en véritables châtiments corporels à l'égard de certains rebelles. Sans doute, on n'a pas connu dans l'armée au XIX^e siècle, les coups de plat de sabre d'antan, mais ne faut-il pas assimiler aux châtiments corporels le peloton de punition, consistant en une suite ininterrompue de mouvements très pénibles ? Il y a bien là en effet un châtiment positif aux termes de notre définition, provenant de l'accomplissement d'un acte entraînant de la douleur ou de la gêne par le fait d'une personne à l'égard d'une autre. Cet acte résulte du commandement du chef, commandement qui constitue une sorte de force irrésistible, à laquelle le puni ne peut se soustraire, et le ministre de la guerre, qui le 20 décembre 1904 édicta une circulaire abolissant le peloton de punition, considérait bien ce châtiment selon notre opinion, lorsqu'il exprimait sa volonté à cette occasion de telle sorte que « les punitions infligées aux soldats n'aient plus le caractère de peines corporelles ». — Un article de la *Revue pénitentiaire* de 1905 regrette l'abolition de ce châtiment en ces termes : « la Société Générale des Prisons s'est toujours préoccupée, quelques-uns disent avec une sollicitude excessive de l'hygiène des détenus... Mais à tout, il ya une mesure. Si, sous prétexte que les mouvements réglementaires ne servent à rien pour l'instruction professionnelle, on les supprime et que, par des atténuations successives, on arrive à assimiler presque le régime des punis à celui des autres, on aura

détruit l'effet intimidant de la punition et porté une atteinte grave à la discipline... Celui qui en un mot fait tout ce que ses camarades font ou doivent faire, sera moins aisément pénétré du sentiment qu'il est en état de punition, que celui qui, dans un peloton spécial, est rudement commandé et accomplit un manie-ment d'armes très cadencé et prolongé » (74).

Depuis la suppression de cette peine on peut dire que tout élément de châtimement corporel a disparu de notre armée de terre métropolitaine. Il est peut-être encore curieux toutefois de chercher à savoir si ces châtiments n'ont pas laissé quelques traces, soit dans certaines troupes coloniales telles que les bataillons d'Afrique et les compagnies de discipline, soit dans la marine.

Châtiments corporels dans les bataillons d'Afrique et les compagnies de discipline. — Dans ces corps de troupes qui groupent soit des repris de justice, soit des indisciplinés, l'usage de certains châtiments corporels avait pris naissance sans que des textes légaux les y autorisent et les gouvernements jugeant qu'ils étaient nécessaires au maintien de la discipline en tolérèrent très longtemps l'application. Parmi ces peines, il faut tout d'abord citer : le silo. Cette pénalité exceptionnelle, qui dans la gradation des punitions venait après la salle de police et la prison, s'exécutait ainsi : on descendait les condamnés dans un espace étroit, formant le fond d'une fosse, où l'on ne pouvait s'asseoir ou se coucher, le nombre des punis entassés dans cette fosse ne le permettant pas. En été on

(74) *Revue pénitentiaire*, 1905, pages 173 et 174.

y étouffait, car rien n'y garantissait contre les ardeurs du soleil brûlant ; en hiver, il y avait de l'eau ou plutôt de la boue jusqu'aux genoux. — On appliquait aussi les châtiments de la Ficelle et de la Crapaudine. Qu'il nous suffise de décrire cette dernière peine : le patient était ligotté de manière à ce que sa jambe gauche et son bras droit fussent attachés l'un à l'autre derrière son dos, ainsi que sa jambe droite et son bras gauche, puis on le laissait un certain temps (quelques heures en général), dans cette position pénible, sur le dos ou sur le ventre, à moins qu'on ne le suspendît à une barre à l'aide d'une corde qui liait ses membres.

Le décret des 6 juillet-21 octobre 1890 stipula en son article 16, qu'on ne pourrait infliger d'autres punitions que celles énumérées dans le décret sur le service intérieur des corps de troupes d'infanterie. Et il fut décidé que « Toute punition extraréglementaire et tout châtimement physique seraient formellement interdits à l'avenir » (75).

Ce décret permettait cependant la mise aux fers comme châtimement disciplinaire, mais les décrets du 9 juin 1898 et du 2 novembre 1902 supprimèrent cette mesure (76), qui pendant longtemps, du reste, après cette époque, resta employée. Il s'était donc créé dans les bataillons d'Afrique et les compagnies de discipline, une sorte de coutume relative à l'emploi de certains châtiments corporels. — Mais, que des actes excessifs aient été commis de la part de certains chefs, ou que des

(75) DALLOZ. — Pandectes, 1891, 4^e partie, page 94.

(76) Le décret de 1902 remplaçait la mise aux fers par un appareil de sûreté « destiné à maintenir les gens en fureur ».

racontars exagérés aient ému l'opinion publique, des publicistes et des parlementaires, sous prétexte de faire cesser ces actes, voulurent du même coup, supprimer complètement ces moyens de discipline en usage malgré tout dans les régiments coloniaux. Le 22 mars 1907, la Chambre des députés était saisie d'une proposition Ceccaldi ainsi rédigée : « La Chambre, désireuse de mettre fin aux atrocités commises dans les bagnes militaires de l'Afrique, décide la nomination d'une commission d'enquête de 11 de ses membres destinés à rassurer l'opinion publique ». Et M. Ceccaldi cita comme exemple de brutalité exercée à l'égard d'un disciplinaire, l'immersion de ce dernier dans un bain à 60°. M. Leboucq ajouta de son côté que toute sentinelle, montant la garde autour d'un pénitencier militaire, et même d'une prison, avait le droit, suivant les consignes, si elle voyait un homme s'évader, de le tuer ; pour lui : « Ce sont là des mœurs d'un autre âge » que la « mentalité républicaine se refuse à accepter ». C'est pourquoi M. Bruyat proposa que l'on remplacât les compagnies de discipline par des sections d'amendement dans des conditions telles que l'opinion publique puisse contrôler : MM. Wilm et Allemane, députés socialistes intervinrent également. Le ministre répondit et constata tout d'abord que malgré le décret de 1902 relatif à la mise aux fers, l'emploi de ces derniers avaient été conservé dans certaines compagnies de discipline et que quelques abus s'étaient produits ; mais il s'empressa de réduire à leurs justes proportions les critiques adressées à l'encontre des compagnies de discipline : il prouva que les reproches et les accusations lancées contre le sergent Iribarne, en raison d'actes de cruauté

qu'il aurait commis, étaient sans aucun fondement, puisqu'il « était en congé et n'était pas rentré au corps, à l'époque où les auteurs des récits apportés à la tribune le représentent commettant les crimes abominables, qu'ils lui imputent ». D'autres faits, ajouta le ministre ont été singulièrement amplifiés et ces exagérations sont d'autant plus regrettables, qu'elles facilitent la tâche de ceux qui, à l'étranger, s'efforcent de détourner les jeunes gens de venir contracter un engagement dans la légion étrangère ». La proposition Ceccaldi fut repoussée, et on ne parla plus, devant le Parlement, des châtiments infligés aux disciplinaires, avant les séances des 12 et 13 novembre 1909 : MM. Allemane et Wilm portèrent alors à la tribune la discussion sur une certaine affaire Aernoult : s'appuyant sur une lettre du légionnaire de ce nom à ses parents et sur des attestations de disciplinaires, ils prétendaient que ce soldat était mort à la suite de mauvais traitements de ses chefs et ils s'écriaient : « Le malheureux a été assassiné ».

Le ministre de la guerre invoquant une enquête officielle et un rapport d'autopsie répondait : « Aernoult a succombé à une congestion (77). »

Ces interpellations portèrent leurs fruits, car on dû, en fait, depuis cette époque, empêcher de plus en plus dans les compagnies de discipline l'emploi de toute espèce de châtiment corporel, si nous en croyons un

(77) On incriminait, notamment, le lieutenant Sabatier qui vient de comparaître devant le conseil de guerre d'Oran ; d'après beaucoup de dépositions, il nous semble que les accusations ne sont pas fondées. (Au moment de l'impression de ce travail, nous apprenons que le lieutenant Sabatier a été acquitté).

rapport du général Galliéni (78), paru en 1910 : « Les poucettes et les fers, dit-il, ne sont plus en usage ; le seul appareil de sûreté est une camisole de force avec courroies, qui peut être appliqué aux incorrigibles pendant les accès de fureur susceptibles de les rendre dangereux pour les gradés ou leurs camarades. Aucun des officiers interrogés n'a vu employer le silo, la crapaudine, la ficelle ou autres moyens de ce genre ».

Le seul mode de coercition physique dans les compagnies de discipline (certains pénitenciers militaires emploient encore les fers), est donc une camisole de force, dont on se sert à l'égard des détenus dangereux (79).

Quelle sera la conséquence de ces adoucissements ? Les résultats seront-ils les mêmes que chez les forçats ? Y aura-t-il des révoltés ? Il est certain que les chefs des légionnaires auront toujours la ressource de faire appel aux sentiments de patriotisme de ces derniers ; mais des révoltes récentes de pénitenciers militaires nous prouvent qu'une dure discipline y serait encore bien nécessaire. (V. à ce sujet *Revue pénitentiaire* de juillet-octobre 1911).

Châtiments corporels dans la marine. — Plus encore que pour les militaires, l'autorité avait besoin de moyens de contrainte sévère à l'égard des marins : une révolte sur un navire est plus dangereuse que dans une caserne ou un pénitencier. Le code de justice maritime

(78) Journal *Le Temps*, 18 juillet 1910.

(79) On pourrait cependant soutenir, d'après les débats de l'affaire Sabatier, que l'on attache encore avec des cordes certains disciplinaires pour les punir.

lui-même a conservé une peine corporelle en son article 238, celle de la boucle double. Mais ce sont surtout les châtiments corporels disciplinaires, qui furent employés, soit dans la marine marchande, soit dans la marine de guerre, durant le XIX^e siècle. L'évolution, il est vrai a abouti aux même résultats que dans l'armée de terre.

a) *Marine de guerre.* — Pour la raison que nous venons de donner et par suite de l'impossibilité de disposer à bord des bâtiments de guerre de locaux disciplinaires isolés, on considérait que les peines de la barre de justice boucle simple et de la barre de justice boucle double étaient indispensables pour maintenir dans l'ordre les rebelles (80). — Le 31 janvier 1900 fut signé un décret du ministre de la marine abrogeant dans une très large mesure ces châtiments, voici le texte de l'article premier : « la peine de la barre de justice boucle simple et la peine de la barre de justice boucle double, sont abolies comme peines disciplinaires à bord des bâtiments de la flotte. Il ne pourra être fait usage de la barre de justice que dans les cas de force majeure et pour assurer la sécurité des hommes ou du bâtiment (81).

b) *Marine marchande.* — Les mêmes châtiments

(80) La barre de justice est une tige de fer, appuyée sur le pont du navire à deux poteaux verticaux, et sur laquelle coulisent des chaînes de fer fixées à leur extrémité aux deux pieds de l'indiscipliné par deux anneaux (cas de la boucle double) ; si un seul pied est entravé, c'est la boucle simple.

(81) *Journal Officiel* du 2 février 1900.

étaient appliqués sur les navires de la marine marchande, conformément au décret-loi du 25 mars 1852. — Une loi d'avril 1898 ne toléra plus bientôt que la boucle simple ou la boucle double pendant cinq jours au plus, s'il s'agit de marins, et un jour s'il s'agit d'un passager ; cependant (art. 55 du décret-loi de 1852), les peines de la boucle simple ou double pouvaient encore être employées de dix à vingt jours pour punir certains délits. Enfin, un décret du 31 juillet 1902 (82), supprima ces châtiments, réservant l'exception suivante : « Il pourra, lit-on au nouvel article 52 du décret de 1852, être fait usage à titre exceptionnel, et dans les cas de force majeure constatés sur le livre de punitions et pour assurer la sécurité de l'équipage et du navire, de la boucle simple ou de la boucle double ».

4° LES CHÂTIMENTS CORPORELS DISCIPLINAIRES ET LA POLICE

Ceux mêmes qui s'élèvent contre l'usage de tout châtiment corporel sont bien forcés de donner à la police des moyens de coercition physique pour lui permettre de remplir son rôle et elle doit pouvoir : « appréhender », les dangereux malfaiteurs qui jouent du couteau ou du revolver à l'égard des agents de l'autorité, au lieu d'obéir à leurs injonctions.

Il est sans doute recommandé à ces agents d'user le moins possible de la contrainte physique ; car, si pour la plupart, les personnes arrêtées ont contre elles une

(82) *Journal Officiel* du 11 septembre 1902.

présomption de culpabilité, inspirant peu de pitié quant au sort qui doit leur être réservé, il en est d'autres dont la culpabilité peut paraître douteuse et il est tout au moins juste dans ce dernier cas que la police use de modération.

Mais, soit poussée par la nécessité, soit poussée quelquefois, sans nécessité peut-être, la police a employé des châtiments corporels, tels que ce procédé illégal sans doute, approuvé toutefois à l'occasion même par des chefs policiers : « le passage à tabac ».

Le passage à tabac a fait l'objet de plusieurs débats à la Chambre pendant ces dernières années, et c'est en 1906 seulement qu'à la suite de plusieurs interpellations, le ministre de l'Intérieur se décida à interdire aux agents de violenter les inculpés ; le préfet de police fit alors afficher dans les postes une note rappelant aux agents qu'ils devaient s'abstenir en toutes circonstances de violences injustifiées » (83).

La décision du ministre de l'Intérieur est-elle complètement respectée ? Nous n'avons pas fait d'enquête sur ce point. A en croire plusieurs journaux, on passerait encore à tabac. Remarquons du reste que la décision ministérielle interdit ce châtiment uniquement lorsqu'il n'est pas justifié, mais on n'a jamais retiré à la police les modes de contrainte nécessaires, et en 1905, le préfet de police de Paris prescrivait des leçons de jiu-jitsu à ses subordonnés ; six inspecteurs de la sûreté étaient appelés à devenir moniteurs pour enseigner la lutte japonaise aux agents de la préfecture. Il est vrai

(83) *Revue pénitentiaire*, 1906.

que cette mesure est moins une sorte de châtiment destiné à corriger un malfaiteur après son arrestation, qu'un moyen de défense contre ceux qui résistent avec violence à la police (84).

En outre, le policier a des moyens de contrainte qu'il emploie non seulement contre ceux qui sont rebelles, mais même contre des détenus que l'on transfère de la prison à l'Instruction ou au Tribunal par exemple : ce sont le cabriolet, la ligote, les menottes.

Le « cabriolet » consiste en une chaînette ou une corde terminée par deux poignées de bois. Le policier enroule la chaînette ou la corde au poignet du malfaiteur et saisit les deux barres de bois qu'il croise ; il peut alors se servir de cet instrument comme d'une petite torture, car le prévenu résiste-t-il, l'agent fait tourner insensiblement les poignées et la douleur est tellement vive que toute tentative de rébellion serait vaine.

La « ligote » peut être employée seule ou en même temps que le cabriolet ; c'est une corde de l'épaisseur environ du petit doigt, que l'on passe autour de la taille en nouant une extrémité au poignet de la main droite placée dans la poche du pantalon. Le cabriolet serrant l'autre main, la fuite est impossible.

Les « menottes », qui sont usitées fréquemment consistent en bracelets de fer auxquels est jointe une

(84) Par ce procédé, on peut arriver à immobiliser complètement un apache sans lui faire grand mal, on porte l'effort sur certains points vitaux du corps de l'adversaire, en y exerçant une pression plus savante que vigoureuse, qui peut frapper d'une paralysie partielle ou momentanée (Voir Charles MALO, *Journal des Débats*, 7 novembre 1905).

poignée d'un côté, et une vis de l'autre pour fermer et ouvrir à volonté (85).

La police peut-elle user de ces divers châtiments à l'égard de tous les délinquants ? Y a-t-il là un moyen pour elle de prévenir une fuite, de punir tel ou tel acte de rébellion, ou est-ce une peine qui pèse sur toute personne arrêtée par le fait même qu'elle est entre les mains de la police ? La question s'est posée il y a peu de temps à propos de certains délinquants politiques qui, quoique ne résistant pas, s'étaient vus passer les menottes avant d'aller à l'Instruction ou au Tribunal. Il semblait que des détenus politiques n'étant pas des sujets dangereux ne devaient pas être assimilés à ceux de droit commun. La question fut posée devant la Chambre par MM. Raymond Poincaré et Maurice Barrère en faveur de M. Maurice Pujo, à qui l'on avait mis les menottes pour sa comparution au Tribunal, lors des incidents du Quartier Latin (affaire Thalamas). Le gouvernement, sous réserve des droits du juge d'instruction, a paru disposé à donner satisfaction aux interpellateurs et à laisser le magistrat compétent libre de dispenser de la mise des menottes. On décida d'autre part, qu'on modifierait l'art 273 du décret du 20 mai 1903 et que l'on établirait pour l'avenir, d'une manière précise, les cas d'application des menottes.

(85) Les poucettes qui ne sont, croyons-nous, plus employées, maintiennent le pouce du prisonnier à l'aide d'une sorte d'écrou qui le serre et le fait beaucoup souffrir.

5° LES CHATIMENTS CORPORELS DISCIPLINAIRES A L'INTÉRIEUR DE LA FAMILLE, A L'ÉCOLE ET DANS LES RELATIONS DE PATRONS ET APPRENTIS.

Sans remonter à l'époque romaine à laquelle le père de famille avait droit de vie et de mort sur tous ceux qui étaient « *alineni juris* », sans remonter également aux moyens d'éducation violents employés dans la Grèce antique, nous avons vu qu'au XVIII^e siècle, les verges constituaient fréquemment un moyen de coercition dont parents et maîtres faisaient usage.

Actuellement, l'humanitarisme qui a détruit l'application de la plupart des châtiments corporels, même dans des milieux de rebelles et de délinquants avérés, devait à plus forte raison interdire l'emploi de toutes mesures violentes dans les rapports d'individus n'ayant jamais été l'objet de poursuites judiciaires. Quels sont les droits de correction du mari sur son épouse, des parents sur leurs enfants, des maîtres sur leurs apprentis ? Question pleine de difficultés au point de vue juridique et qui dépend avant tout des mœurs de l'époque à laquelle on se place. Il s'en faut par exemple que la conception du XIX^e siècle soit identique sur ces points à celle qui avait inspiré les législateurs du premier empire. Aussi, il y a un grand intérêt à décrire cette évolution et à constater, à l'arrivée de son terme, ce que l'humanité exige, mais aussi ce qu'impose aux maîtres et chefs de famille une bonne et solide éducation.

Le droit marital de correction. — Nous ne sommes plus au temps où l'épouse d'un personnage de Molière

était « battue et contente ». Les arguments frappants entre époux aboutissent souvent de nos jours à des débats de tribunaux correctionnels (86) ou à des enquêtes de séparation de corps et de divorce. Mais aux termes mêmes de la loi, il y a violence et violence, et pour les juges qui ont à prononcer un jugement entraînant la séparation légale des deux époux, il y a à tenir compte dans l'appréciation des sévices ou injures de la bonne ou mauvaise intention de leur auteur. Et nous ne voulons pas oublier de citer à ce sujet un arrêt de la Cour de Chambéry du 4 mai 1872 (87), qui institue une jurisprudence curieuse et que l'on ne saurait trop méditer.

Une femme ayant formé une demande en séparation de corps contre son mari pour sévices et injures de sa part (88), la Cour de Chambéry se refusa à admettre comme cause de séparation les motifs invoqués par cette dernière en vertu des considérations suivantes :
« Attendu que l'association conjugale, dit l'arrêt, a
« pour chef le mari et qu'il est de son devoir plus
« encore que de son droit de diriger la femme, de com-
« pléter son éducation morale lorsqu'elle est jeune, et
« de prendre avec amour, mais avec fermeté les
« moyens nécessaires pour cela ; que l'appréciation
« de ces moyens et des circonstances dans l'infinie va-
« riété desquels ils peuvent être nécessaires, ne peut
« être faite qu'avec une souveraine réserve et qu'autant
« la femme doit être protégée contre une brutalité im-
« méritée et persistante, autant il est impossible de

(86) Ce droit existe en Portugal.

(87) DALLOZ, 1873, 2, 129.

(88) Il s'agissait d'un acte de vivacité de l'époux.

« ranger toujours parmi les injures et les sévices graves les actes de correction ou même de vicacité maritales... ».

En réservant l'appréciation des juridictions répressives sur cette question (et sommes-nous bien sûrs qu'un tribunal correctionnel ait condamné le mari même à une très légère amende pour ce fait ?), nous pouvons conclure que cet arrêt qui n'avait à statuer que sur un reproche unique à l'égard du mari, à savoir un léger acte de vivacité de sa part sur la personne de sa femme, dans le but d'une « bonne éducation morale », a accordé indirectement au mari en refusant d'appliquer la sanction civile de la séparation de corps à la demanderesse, un droit de correction maritale.

Ajoutons que cette jurisprudence resta isolée et qu'il serait souhaitable (?) de voir la question se poser à nouveau ; malheureusement les époux qui désirent se désunir ont toujours soin d'invoquer d'autres griefs en même temps que celui de vivacité maritale, et la tâche des tribunaux devient alors trop large pour leur permettre de délimiter pareillement la solution à donner.

Le droit de correction corporelle des parents, instituteurs et patrons sur leurs enfants, élèves et apprentis. — Les parents ont-ils le droit de nos jours de frapper leurs enfants ? Le code pénal de 1810 n'avait entendu réprimer comme délictueuses que les violences exercées contre des enfants, si elles avaient produit chez ces derniers une infirmité ou une maladie d'une certaine durée. Les lois postérieures (celle de 1832 ou celle de 1833 revisant ce code n'avaient pas apporté sur ce point de modifications appréciables). Et même si la ma-

l'adieu provoquée par les coups avait été d'une durée inférieure à vingt jours, les parents coupables pouvaient « s'en tirer » avec quelques jours de prison (89). Mais en 1892, un grand nombre de condamnations correctionnelles ayant été encourues pour coups portés à des enfants et ayant engendré une maladie d'une durée inférieure à vingt jours (un de ces enfants était même mort de la suite des coups qu'il avait reçus, au bout de quelques jours), l'opinion publique s'émut de ce que dans tous les cas où les mauvais traitements n'auraient pas été suivis de blessures ou d'une maladie supérieure à vingt jours, il y eut d'aussi faibles condamnations. Des députés déposèrent des propositions à la Chambre et ce mouvement aboutit à la loi du 29 avril 1898, d'après laquelle la condamnation variait entre deux et cinq ans d'emprisonnement et entre seize et deux mille francs d'amende même si la maladie avait été moindre de 20 jours (90).

Cette loi amena une répression certaine et sévère à l'égard des parents dénaturés qui se livraient à des actes ayant pour résultat de nuire en général à la santé de leurs enfants, que les violences soient du reste considérables ou légères.

Mais fallait-il en conclure que les père et mère ou ascendants perdaient ce droit de correction corporelle, juste et modéré, qui leur était reconnu par l'ancienne jurisprudence ? Comme le disait jadis Marcadé : « L'autorité des père et mère resterait inefficace, s'ils

(89) Voir l'ancien art. 311 du Code pénal.

(90) Art. 312 du Code pénal, alinéa 7 et 8.

ne pouvaient infliger des punitions plus ou moins sévères. Et contrairement à l'avis de Laurent (91), qui soutient que tout châtiment corporel, même léger, est interdit, l'opinion que les actes de vivacité des parents dans le but de la bonne éducation de leurs enfants ne sont nullement répréhensibles, est toujours admise. Et jamais on n'assimila, même aux violences légères réprimées par la loi du 3 brumaire de l'an IV (art. 605) et punies non plus comme des délits, mais comme de simples contraventions, les moyens de contrainte physique accessoires de la puissance paternelle. Après un arrêt du 17 décembre 1819, un jugement du tribunal de police de Toulouse (92) du 4 août 1888 décida, que les lois antérieures n'avaient pas abrogé le droit reconnu aux parents par l'ancienne jurisprudence. On est d'avis que la loi de 1898 n'a pas eu pour effet en punissant en général le fait de porter des coups quelconques à un enfant, de supprimer le droit de correction corporelle des parents : il suffit que les violences soient légères et qu'on en use dans une mesure juste et modérée : c'était l'avis de M. de Folleville, rapporteur de la loi de 1898 qui disait : « cette loi vise les parents dénaturés. Elle ne saurait atteindre les parents ou tuteurs dans leur droit de correction ». M. Berlet, qui a longuement interprété cette loi (93), déclare qu'il était utile que la loi de 1898, « par le caractère extensif de ses dispositions, par sa sévérité même, montrât qu'elle n'autorisait les châtiments corporels que s'ils

(91) Tome IV, N° 275.

(92) *Gazette du Midi*, du 11 novembre 1888.

(93) Voir une note de M. Berlet, interprétative de la loi 1898. *Pandectes françaises*, 1898, 3, 113.

ne causaient à l'enfant qu'une douleur passagère et en tous cas, ne lui laissent aucune blessure ». Enfin, nous lisons dans le recueil des Pandectes françaises (94), le passage suivant qui conclut très justement sur cette question : « Il résulte du texte nouveau que les violences et voies de fait sont punissables à l'avenir lorsqu'elles ont une gravité suffisante pour ne pas être, soit de simples contraventions tombant sous le coup des articles 605 et 606 du code de brumaire an IV, soit des actes de répression rentrant dans les attributs de la puissance paternelle ».

Ainsi les interprétateurs de la loi, sont d'avis que le droit de correction corporelle, pourvu qu'il soit appliqué avec modération, rentre dans la notion que nous nous faisons de nos jours de la puissance paternelle. C'est là du reste, croyons-nous, une solution aussi sage que juridique, car les châtiments physiques, exercés de cette manière, constituent un intermédiaire entre les observations ou punitions morales et le châtiment beaucoup plus grave et toujours regrettable de l'envoi dans une maison de correction (95).

En ce qui concerne les instituteurs, l'exécution de la loi doit avoir des limites. Nous avons encore présent à l'esprit ce procès (96), intenté à un instituteur qui voulant punir un enfant d'avoir jeté certain excrément de poule sur un tableau noir, l'avait pris par la main et l'avait forcé par la contrainte physique à enlever

(94) Mot : Puissance paternelle.

(95) V. sur l'emploi de cette dernière mesure, la thèse de M. Mollet : De la correction paternelle, 1909.

(96) *Revue pénitentiaire* de 1909, page 870.

lui-même de sa main, la tache qu'il avait faite. Le père, loin de gourmander sa progéniture, intenta une action pour violences légères (loi du 3 brumaire an IV), devant le juge de paix de Marvejols qui acquitta, il faut bien le dire, l'instituteur. Le père ne désarma pas et s'adressa à la Cour de Cassation : la Chambre criminelle déclara que la mesure employée n'excédait pas les limites du droit de correction et de discipline, qui appartient aux maîtres d'écoles. Et en réalité, non seulement ce châtiment était juste, mais il était nécessaire : une admonestation était insuffisante pour la faute commise ; il fallait frapper l'intelligence de l'enfant pour l'empêcher de recommencer.

La Cour de Cassation n'a du reste jamais varié sur ce point ; c'est ainsi qu'elle acquitta une institutrice qui pour la punir, avait fait asseoir une enfant sur une chaise, et là, lui avait lié les mains derrière le dos avec un foulard et attaché les pieds à l'aide d'un mouchoir de poche (Cas. Crim. 1889).

Les patrons, à l'égard de leurs apprentis ont toujours eu des moyens sévères de se faire obéir. Un décret du 3 août 1810 décidait que tout délit tendant à troubler l'ordre et la discipline de l'atelier, tout manquement grave des apprentis envers leur maître pourrait être puni par les prud'hommes d'un emprisonnement qui n'excéderait pas trois jours. Ces mesures sont encore en vigueur, quoique de plus en plus rares. Mais les patrons ont-ils parallèlement à ce droit d'emprisonnement celui de frapper leurs apprentis. Dans beaucoup d'industries, le patron ne songe même pas à employer ce dernier moyen. Il est des maîtres au contraire qui en usent fréquemment : ce sont ceux qui, sur les na-

vires ont la direction et la garde « des mousses ». Et même les châtiments employés contre ces derniers ne sont pas exempts d'une certaine dureté : les marins qui ne sont pourtant pas des brutes, mais qui sont endurcis par leur rude métier, n'hésitent pas à frapper à coups de corde le dos des jeunes gens qui sont sous leurs ordres, à les attacher au grand mât, à les plonger dans la mer et à leur infliger en un mot, les mêmes corrections qu'ils ont subies jadis.

A notre avis, les patrons de navires ont à exercer à ce sujet la même réserve que les parents à l'égard de leurs enfants, car la loi de 1898 s'applique aussi bien aux personnes quelconques ayant la garde d'un enfant qu'aux père et mère (art. 312, alinéa 8). L'interprétation doit donc être la même : la correction corporelle ne doit pas être réprimée par les tribunaux pourvu qu'elle soit infligée avec modération.

6° LES CHÂTIMENTS CORPORELS DISCIPLINAIRES DANS LES COLONIES FRANÇAISES

Il est bien difficile de donner une idée quelque peu précise des châtiments corporels disciplinaires dans les colonies françaises ; aucun règlement administratif ne les autorise, et nous croyons bien qu'il n'en existe qu'un très petit nombre qui les prohibe. Aussi, liberté presque complète est-elle laissée aux fonctionnaires ou aux chefs indigènes, soit pour en faire un usage excessif, soit pour rendre la répression des individus originaires de la colonie trop atténuée. On conçoit cependant que dans la réalité, on

puisse user de moyens de contrainte qui sans être excessifs sont quelque peu violents à l'égard de peuplades souvent rebelles à l'influence française et qui ont elles-mêmes l'habitude de s'en servir pour châtier certains de leurs membres. La vérité est que dans plusieurs colonies, les châtiments corporels sans être légaux, sont parfois usités, soit entre indigènes, soit par des Français vis-à-vis d'indigènes : nous ne rapporterons pas les récits que nous ont faits sur ce sujet des personnes ayant vécu par exemple au Maroc où le bâton et le fouet sont, paraît-il, en honneur, mais, nous nous contenterons de rappeler ce qui se passa, il y a quelques années dans la Guinée française où à côté de châtiments sans excès, tels que les coups de corde (bien entendu ce châtiment serait également inhumain, si les coups étaient trop nombreux), des fonctionnaires français se faisaient obéir des indigènes au moyen de la fusillade ; on y pratiquait, en outre, ce qu'on appelle l'opération de la « bousculade » : ceci consistait à mander les habitants de plusieurs villages, hommes, femmes, vieillards, enfants, dans un lieu de rassemblement. Là, on lance contre eux des tirailleurs auxquels tout est permis, sauf l'effusion du sang : ils frappent à coups redoublés et souvent pillent et volent. A une séance du 19 novembre 1907 de la Chambre des députés, où ces faits furent dénoncés, on raconta qu'un fonctionnaire faisait administrer cent coups de corde à certains individus qu'il avait jugés coupables. Puis, on usait aussi de ces moyens pour obliger des indigènes à exécuter des travaux pressés : on incarcérait les chefs de village et on contraignait les hommes valides à porter des briques :

les prisonniers n'étaient d'ailleurs mis en liberté que lorsque le travail était terminé (97).

A la suite des débats du Parlement, le gouvernement prit sans doute des mesures pour empêcher ces excès de se produire, mais il faudrait des lois et règlements spéciaux établissant des régimes pénitentiaires coloniaux avec application possible si cela était nécessaire de certains châtiments corporels, dans une mesure nettement délimitée et suffisamment modérée. Il n'y aurait sur ce point qu'à imiter l'Angleterre qui a agi de la sorte, en particulier, à l'égard d'une de ses colonies : l'île de Ceylan (il en sera parlé loin). Un décret du 31 août 1905 a cependant réglementé l'usage des châtiments corporels en Indo-Chine ou plutôt a aboli les peines corporelles annamites (98), mais il s'agit là d'une détermination de l'usage de peines corporelles plutôt que de celui de châtiments disciplinaires.

En l'état actuel, une documentation sur la situation des châtiments corporels dans les colonies françaises est chose très difficile et ce qu'on en peut dire, est soumis à une contradiction continuelle : les pouvoirs publics devraient, il nous semble, ordonner une grande enquête sur cette question et délimiter ensuite l'application des mesures disciplinaires capables de concilier ces éléments de douceur et de juste fermeté qui sont la base d'une bonne administration coloniale.

(97) Voir *Journal Officiel* du 20 novembre 1907. Compte rendu des séances de la Chambre des Députés.

(98) *Journal Officiel* du 10 octobre 1905.

§ III. — ETUDE DU MOUVEMENT CONTEMPORAIN FRANÇAIS
RELATIF AU RÉTABLISSEMENT DE CERTAINS CHÂTIMENTS
CORPORELS : LE FOUET, LA STÉRILISATION.

L'évolution législative et sociale nous prouve que les châtiments corporels ont subi en France, au cours du XIX^e siècle, l'influence d'un mouvement humanitaire excessif, qui en a presque détruit l'existence à un moment donné : la peine de mort a failli sombrer elle-même dans cet acheminement vers l'adoucissement des peines.

Nous avons vu cependant que le châtiment capital loin d'être rayé de nos lois, avait obtenu une certaine recrudescence de faveur ces dernières années. Mais il n'y a pas que des peines de sang parmi les peines corporelles, et cette sorte de réaction de l'opinion publique favorable au maintien du dernier supplice, eut sa répercussion sur d'autres châtiments corporels.

Cette réaction constitue-t-elle une manifestation passagère de pure surface, et qui passera sans laisser de traces ? Beaucoup le croient et répètent à l'envi que l'homme tout entier à son désir de bien-être, ennemi de plus en plus de la douleur physique, ne cherchera pas à rétablir des châtiments physiques.

Pour nous, nous estimons que l'idée contraire ne manque pas de justesse et ceci en raison de deux motifs sur lesquels nous nous expliquerons : les voici :

1^o Les procédés de lutte et de concurrence vitale employés par les particuliers dans la vie sociale actuelle, sont fréquemment basés sur la violence et révèlent des mœurs ne pouvant être opposées à l'idée de

pénalité corporelle ; 2° La généralité du mouvement de réaction favorable aux châtimens corporels ayant d'ailleurs une cause sérieuse dans la recrudescence de notre criminalité, a été suffisamment marquée ces dernières années pour laisser des traces profondes.

I. — Il est certain que les procédés de lutte et de concurrence vitale employés par les particuliers dans la vie sociale actuelle sont fréquemment basés sur la violence et révèlent des mœurs ne pouvant être opposées à l'idée de pénalité corporelle.

Depuis quelques années, un phénomène curieux s'est produit dans la vie sociale ; alors que de nombreux Français aspirent au bien-être, il s'est déclaré une sorte de lutte entre les milliers d'individus qui tendent à réaliser cette devise que la Confédération Générale du travail a fait sienne : « Bien-être et liberté ». La lutte pour la vie a créé de la sorte des ennemis qui n'ont pas hésité pour satisfaire leur besoin nerveux de vivre à devenir des combattants terribles et prêts à organiser une véritable guerre contre ceux qui s'opposent à la réalisation de leurs désirs : il faut ranger parmi ces manifestations qui ont ramené dans la vie privée l'usage des moyens violents, le procédé de certains syndicats ouvriers qui poursuivent sans répit tous ceux qui, par exemple, ne s'unissent pas à leurs efforts contre leurs patrons pour l'augmentation des salaires : nous avons ainsi nommé ce châtiment syndical bien connu : « La chasse aux Renards ». Nous rapporterons à ce sujet un exemple qui prouvera de quelle manière des gens appartenant au peuple français se font une notion de la justice à notre époque, lorsqu'ils

croient, à tort d'ailleurs, pensons-nous, être lésés : Le 25 juin 1910, le non-gréviste Leroy se rendant à son travail fut arrêté par les autres ouvriers grévistes et emmené à la maison des syndicats. Après l'arrestation, eut lieu la peine sous les regards des chefs du syndicat : on attacha à un poteau pendant une demi-heure le patient, qui reçut de tous côtés des coups de pied et des coups de poing ; des femmes elles-mêmes le giffèrent. Comme il suait à grosses gouttes, on lui essuya le front avec un torchon sale. Enfin, après lui avoir fait endurer toutes sortes de supplices, plus ou moins violents, on le remit en liberté (99).

Nous ne citons pas là qu'un exemple isolé : Les associations ouvrières ont même établi un véritable code des pénalités syndicales : outre l'usage du bâton ou du nerf de bœuf, le gréviste moderne connaît diverses manières de faire souffrir celui qui résiste à sa volonté lorsqu'il est le plus fort, tel est par exemple : le procédé des « chaussettes à clous » (100).

Tous ces châtimens sont appliqués contrairement au principe indiscutable de la liberté du travail. Ils ne sont pas le fait, ajoutons-le, de tous les grévistes ; mais ils sont employés par des gens, qui souvent ne sont pas des malfaiteurs, qui sont même considérés dans la vie ordinaire par ceux qui se flattent de constituer l'opinion publique comme de braves gens et qui pour satisfaire un désir de bien-être conformément aux tendances du milieu dans lequel ils vivent, ont

(99) Voir le journal *Le Temps*, du 19 septembre 1910.

(100) V. *Le Temps*, du 7 septembre 1910.

cru qu'il était juste d'avoir recours à des moyens violents (101).

Cette tendance inconsciente, en quelque sorte favorable aux châtimens corporels dans l'état de nos mœurs, a pris naissance encore, toujours en raison de l'accroissement de la lutte pour la vie, dans les manifestations publiques, qui sont les conséquences ordinaires des grèves ; d'abord pacifiques, elles ont dégénéré souvent en émeutes, et au lieu d'être des procédés ayant pour but de faire valoir pacifiquement des droits, elles ont pris la forme de véritables luttes avec la police ou même avec la troupe (il en fut ainsi en particulier lors des événements du Midi de 1907) : c'est la bataille dans les rues à coups de bâton, à coups de sabre et même à coups de fusils, et il est rare de rencontrer de nos jours une grève de longue durée ou un mouvement important de protestation publique se terminer sans morts ni blessés.

En un mot, ce développement de la lutte de classe, a engendré à l'intérieur de chaque nation, l'emploi de moyens violents entre individus n'appartenant pas ce-

(101) L'emploi des châtimens corporels, comme moyens de contrainte, par des syndicats ouvriers ou par des associations politiques, a eu lieu récemment au Havre, où, pour frapper un ouvrier qui avait repris le travail seul, les chefs d'un syndicat (l'ouvrier Durand en particulier), le condamnèrent à mort malgré certains d'entre eux qui se contentaient d'une bonne correction. La sentence fut exécutée (voir *Gazette des Tribunaux* du 22 novembre 1910). — On peut citer aussi, à ce sujet, l'affaire de séquestration et violences. Métivier, que la Cour d'assises de la Seine eut à juger en octobre 1911 ; le président des assises reprochait à un accusé, au début des débats, d'avoir voulu mettre les poucettes à un nommé Bled et lui chauffer la plante des pieds (les accusés ont, du reste, été acquittés).

pendant à des bandes d'apaches et à l'armée du crime ; et à la séance de la Société Générale des Prisons de février 1907, dont il a été fait mention plus haut, MM. Bérenger et Reinach croyaient voir dans les grèves, en effet, une cause très importante de l'augmentation de la criminalité violente en France pendant ces dernières années.

Il semble donc que des individus qui pratiquent entre eux l'usage des moyens que nous venons de décrire, pour se faire justice eux-mêmes, ne doivent pas être opposés à des pénalités corporelles légales, s'il s'agit d'une culpabilité légale de leurs adversaires ; et il nous paraît possible que le rétablissement de certains châtimens corporels ne rencontrerait pas d'opposition dans les milieux populaires, au contraire.

Ce qui nous persuade davantage de la véracité de ce que nous avançons, c'est que dès qu'il a été question de faire aboutir ce rétablissement, l'idée a été bien accueillie dans les classes populaires, qui ont plus que toute autre la crainte des malfaiteurs, précisément parce qu'il leur est plus difficile de se défendre contre eux.

Mais avant de se répandre dans le peuple, l'idée de rétablissement de châtimens corporels tels que le fouet, a germé d'abord dans l'esprit de savants et de criminalistes. La presse ensuite seulement s'en est emparée ; après quoi l'opinion a commencé à s'en préoccuper.

II. — La généralité du mouvement de réaction favorable aux châtimens corporels, ayant d'ailleurs une cause sérieuse dans la recrudescence de notre crimi-

nalité, a été suffisamment marquée ces dernières années, pour laisser des traces profondes.

Parmi les savants, il faut citer tout d'abord des médecins, dont certains plus ou moins partisans de doctrines anthropologiques, voient dans l'application du fouet un procédé spécial de thérapeutique : Lombroso lui-même dans son livre : « Le crime, causes et remèdes » (1907), s'était prononcé pour le fouet. En France, M. le docteur Lacassagne dans son ouvrage paru en 1908 et intitulé : « Peine de mort et criminalité », s'exprimait ainsi : « Il faut dans la thérapeutique des criminels employer les procédés de rigueur, pourquoi ne pas rétablir les punitions corporelles ? » (102). Plus loin, il ajoute : « Les châtimens corporels seuls sont efficaces pour les criminels professionnels » (103). — Le docteur Maxwell, après l'auteur précédent, admettait dans son livre, « Le crime et la société », et dans une conférence faite à l'Institut général psychologique, que, si on ne peut songer à introduire dans nos lois la bastonnade comme peine, on pourrait utilement en examiner les avantages et les inconvénients à l'égard de certains délinquants, tels que les mineurs (104).

Le docteur E. Laurent, dans une étude sur les habitués des prisons de Paris, conclut en ces termes : « La bastonnade... est un supplice que redoutent les plus audacieux. Pourquoi ne le rétablirait-on pas ? Si c'était insuffisant, on dresserait l'échafaud. On tue la bête féroce que l'on ne parvient pas à museler ».

(102) Page 143.

(103) Page 145.

(104) *Archives d'anthropologie criminelle*, 15 janvier 1911, page 63.

Le docteur Legrand qui, en qualité de médecin au bagne calédonien a présent à l'esprit des exemples utiles sur ce point, rapporte qu'il eut occasion de s'entretenir avec un transporté lui ayant tenu le langage suivant : « Si mon père avait vécu et avait pu continuer à me donner quelques taloches, quand je volais des pommes, jamais je ne serais venu aux Antilles ». Et le docteur conclut : « Ah ! le fouet, la corde, il n'y a que cela pour les canailles » (105).

Mais la science juridique a aussi ses partisans très fermes des châtimens corporels : nous avons cité plus haut M. Honnorat qui, à une séance de la Société Générale des Prisons sur la peine de mort, demandait qu'on appliquât le fouet aux apaches. Ce fonctionnaire, qui s'occupe beaucoup du droit pénitentiaire, n'a fait qu'effleurer toutefois la question. Nous pourrions citer d'autres exemples de hautes personnalités de la Société Générale des Prisons, qui depuis un certain nombre d'années ont touché à ce sujet d'intérêt des châtimens corporels : dès 1887, au moment où l'on supprimait le fouet dans les bagnes, M. Rivière y écrivait ces lignes : « Remplacer la corde et le bâton qui ont créé et maintenu dans nos bagnes jusqu'en 1880, une activité relative ; remplacer le fouet... n'est pas chose aisée » (106). M. Tarde, dans son livre « La Philosophie pénale » (107), discutant sur l'opportunité de l'abolition de la peine de mort ne la croyait possible

(105) La peine de mort et les châtimens corporels appliqués aux criminels, article du docteur Legrand, paru dans les *Archives d'Anthropologie criminelle* de 1908.

(106) *Revue pénitentiaire*, avril 1887.

(107) Lyon et Paris, 1890, page 556.

que si « la peine de la flagellation était encore pratiquée journellement dans nos établissements pénitentiaires où du reste sa nécessité s'imposait comme sanction de l'obligation du travail ». Mais celui qui sans faire un ouvrage spécial sur la question a examiné en criminaliste l'application possible du fouet comme mesure de répression, de la manière la plus complète, est M. Cuhe, professeur à la Faculté de droit de Grenoble qui, en 1905, dans son *Traité de Science et de Législation pénitentiaires* (108), souhaitait de voir rétablir les peines corporelles et les châtimens corporels disciplinaires. Rangeant les peines corporelles dans la classe des peines d'intimidation pure, il commence ainsi son argumentation : « Il n'est pas douteux qu'il y a des hommes auxquels il faudrait donner le fouet comme à des enfants, et que l'on arriverait ainsi à corriger à peu de frais, tandis qu'il nous en coûte pour leur imposer le séjour corrupteur de la prison ». Puis après avoir fait justice des arguments qu'on soulève à notre époque contre cette sorte de châtiment, qui se résument en réalité dans un sentiment exagéré du respect dû à la personne humaine, et après avoir passé en revue les législations étrangères, il se demande à quelle catégorie de délinquants, cette peine devra être applicable ; à son avis, « il y a des hommes dont le sens moral et le sentiment de la dignité personnelle, ne sont guère plus développés que chez certains enfants... ces hommes ne sont pas pervers et méchants ; ils sont en quelque sorte amoraux, ils cherchent instinctivement le

(108) Paris, librairie générale de droit et de jurisprudence.

« bien-être et le moindre mal; si la bonne conduite et la
« vie régulière leur procurent par aventure ces satis-
« factions matérielles, on n'aura rien à leur reprocher,
« ils seront de bons sujets ; mais du jour au lende-
« main, ils peuvent prendre la mauvaise route sans hé-
« sitation et sans remords » (109). M. Cuhe croit que
la peine corporelle qui ne les enlèvera pas à leur fa-
mille « comme la prison » et qui « ne les dégradera
pas à leurs yeux », semble toute indiquée pour les indi-
vidus de cette espèce. Laissant aux juges toute lati-
tude pour l'individualisation de la peine, il réserve
le fouet à certains ivrognes, à des impudiques, aux au-
teurs de vandalisme, de bris de clôture, de mutilation
d'arbres et d'animaux, et en général à ceux qui com-
mettent des infractions ayant : « une coloration de sau-
vagerie et de puérilité ».

L'auteur du *Traité de Science et de Législation pénitentiaires* aimerait aussi à voir les châtimens corporels en usage dans l'application des peines réformatrices telles que la prison, ou pour éviter ce reproche qui consiste à dire qu'il est inadmissible qu'un homme frappe un autre homme, on emploierait un mode de correction mécanique. Et si la supériorité des châtimens corporels éclate surtout quand il s'agit de maintenir la « discipline dans une population dépravée », telle que celle des prisons, il estime que le fouet doit être une mesure disciplinaire essentielle dans l'application des peines éducatrices qui se subissent par exemple, dans les colonies pénitentiaires : « le fouet, dit-il, a sur toutes les punitions, l'avantage d'inspirer aux enfants une réelle

crainte ». Pour lui, ce moyen de répression peut éveiller en eux un sentiment de honte ; administré du reste avec mesure et sur certaines parties du corps seulement, il ne présente aucun inconvénient pour leur santé, beaucoup moins en tous cas que la privation de nourriture et que l'internement cellulaire. Il ajoute que si on applique ces châtiments, il faut en réglementer soigneusement l'emploi et ne pas transformer cette punition en un geste de colère ou d'impatience (110).

M. Cuche, en expliquant dans plusieurs pages de son livre l'importance qu'il attache à des châtiments corporels tels que le fouet, soit au point de vue de l'intimidation, soit au point de vue de la réformation, soit au point de vue de l'éducation, et en ayant eu le courage d'émettre une idée favorable à leur rétablissement en France dès 1905 dans un ouvrage de la valeur du sien, doit être considéré comme un partisan convaincu et digne d'être entendu sur ce sujet (111).

Plus récemment, un autre professeur de Faculté dont nous avons déjà rapporté le nom plusieurs fois dans ce travail, M. Garraud, sans se déclarer partisan du fouet, a cru bon de faire un cours aux étudiants de l'Université de Lyon sur les peines corporelles.

Mais la question du rétablissement du fouet n'est pas restée dans le pur domaine des controverses doctrinales. Si en 1905, M. Cuche constatait que l'on était « fort éloigné en France d'une restauration des châtiments corporels » (112), l'idée a fait des progrès depuis : en

(110) CUCHE. — Ouvrage précité, page 156.

(111) En 1909, M. Paul Mimande se prononçait catégoriquement en faveur du fouet, dans la *Revue Bleue*, pages 119 et 120.

(112) *Traité*, page 228.

voici le motif : on s'est aperçu alors d'un accroissement considérable de notre criminalité et le rapport du garde des sceaux pour l'année 1905 même, concluait en ces termes : « Cette recrudescence des crimes de sang qui se dégage si nettement des examens des chiffres pourrait si elle persistait, devenir inquiétante ». Voici quelle a été cette progression : de 1830 à 1880, le nombre annuel des meurtres oscille entre 100 et 180, le chiffre de 200 n'est dépassé qu'en 1850, 1851, 1852 et 1871 (époques de perturbation politique) ; à partir de 1880, époque à laquelle fut votée la loi permettant à l'avenir d'ouvrir un débit de boisson sans autorisation préalable (ce qui favorisa l'alcoolisme), le chiffre commença à augmenter : si on compte seulement 165 meurtres en 1880, il faut remonter à 217 en 1881, 214 en 1882, 229 en 1885, 266 en 1892. En 1900 (et cette fois est-ce bien la faute de l'alcoolisme ?) il y a 290 meurtres ; en 1904, le nombre n'a pas varié, il est de 289 (113). Mais ce qui constitue surtout une augmentation de criminalité dans notre pays, c'est celle de l'adolescence criminelle, et aussi et surtout celle de la criminalité enfantine ; en 1830, 2.681 enfants de moins de 16 ans étaient poursuivis. Or, ce chiffre s'éleva en 1905, rien que pour les correctionnels, à 4.395 (114), et considérons bien que si en 1881-1885, 29 pour 100 seulement des affaires sont impoursuivies, ce chiffre s'élève en 1905 à 33 p. 100.

(113) Voir ces chiffres dans la *Revue pénitentiaire* de 1907, page 307.

(114) Analyse d'un rapport paru le 26 janvier 1911, faite dans la *Revue de Paris*, du 1^{er} mars 1911 ; voir aussi au *Journal Officiel*, les rapports annuels au Président de la République, sur l'administration de la justice criminelle jusqu'en 1905.

Voici maintenant une statistique officielle (115), représentant le nombre annuel des accusés et prévenus de 16 à 20 ans dans la période de 1830-1905 :

1830 : 18.820	1860 : 18.787	1890 : 29.074
1840 : 11.551	1870 : 13.718 (st. incomp.)	1900 : 29.872
1850 : 16.733	1880 : 26.171	1905 : 31.442

Depuis 1905, le nombre des affaires venues devant les juridictions répressives n'a, à vrai dire, pas diminué. Voici par exemple un tableau paru dans le rapport au Président de la République sur l'administration de la justice criminelle pour l'année 1909 :

Années	Affaires correctionnelles	Prévenus
—	—	—
1905	173.213	213.882
1906	170.327	207.485
1907	182.836	222.398
1908	186.112	226.322
1909	181.475	218.571
		(115 bis)

Ce tableau prouve que dans la période 1905-1909, le nombre des affaires correctionnelles n'avait pas diminué à la fin de la période.

Voici un autre tableau relatif aux crimes contre la vie, d'après les mêmes documents :

(115) Voir le journal *Le Temps*, 11 août 1910.

(115 bis) V. *Adm. de la Justice criminelle* : 1905-1909.

Années	Nombre d'affaires
—	—
1905	547
1906	558
1907	639
1908	604
1909	532

Cette dernière baisse tient peut-être au rétablissement de la guillotine en 1908-1909.

Nous donnerons enfin les chiffres représentant le nombre d'affaires jugées en ce qui concerne les coups et blessures durant la même période :

Années	Nombre des affaires
—	—
1905	26.752
1906	26.637
1907	26.890
1908	26.235
1909	25.937 (116)

Tout cela prouve que la criminalité n'a guère varié durant cette époque après l'augmentation considérable à laquelle elle était arrivée en 1905. Pendant ce temps, du reste, la criminalité de l'adolescence et la criminalité infantile prenait des proportions effrayantes. En 1906, on compte 8.221 accusés de 16 à 18 ans ; en 1908, il y en a 9.082. Le nombre des mineurs de 16 ans jugés par les tribunaux correctionnels ou les cours d'assises qui était de 4.395 en 1905 s'éleva en 1906 à 5.497, en

(116) Voir administration de la justice criminelle pour l'année 1909.

1907 à 5.890, en 1908 à 5.729 pour baisser légèrement en 1909 et se maintenir au chiffre encore bien supérieur à celui de 1905 : à 5.220 (117).

Les suicides suivaient la même progression (118). La grande criminalité elle-même recrutait ses adeptes parmi les jeunes gens tels que Liabeuf, l'assassin de l'agent Deray qui n'avait que 24 ans, et qui comme le déclara M. Ernest Caron, président du Conseil municipal de Paris, à un discours prononcé sur la tombe de la victime, « tua pour le plaisir de tuer ».

C'est en présence de cette recrudescence de la criminalité juvénile surtout et de l'audace croissante des bandes d'apaches et de malfaiteurs de tous genres, que l'on se posa dans l'opinion publique la question du rétablissement du fouet. Beaucoup de gens pensèrent alors comme nous le ferons nous-mêmes plus loin que l'augmentation des crimes avait à sa base des causes morales et des causes spéciales telles que le développement de l'alcoolisme. Beaucoup d'autres y virent, et nous ne saurions les contredire, le résultat de l'affaiblissement général de la répression (119). Les Revues illustrées s'emparèrent de ce sujet, en reproduisant d'après des documents inédits et des gravures propices les systèmes de châtiments physiques employés en Angleterre : Le journal *l'Illustration* du 28 septembre 1907,

(117) Rapport au Président de la République, sur l'administration de la justice criminelle pour 1909. *Journal Officiel* du 5 novembre 1910.

(118) *Le Petit Journal*, du 20 mars 1911, relate qu'un enfant de 13 ans, Marius Follet se jeta sous un train, simplement à la suite d'une discussion.

(119) Voir *Revue pénitentiaire* de 1910, pages 156 et 157.

page 206, contenant un article de M. Henri de Nossanne sur le hard-labour, se terminait par cette phrase significative : « Qui sait ce que l'on obtiendrait par la peur du fouet ou du travail dur ? La question est dans tous les cas digne de l'examen des criminalistes ».— Les criminalistes, nous l'avons dit, avaient déjà commencé à se poser la question : c'étaient la presse et l'opinion en général qui allaient s'en préoccuper. Une circulaire de la Ligue de protection sociale qui fit paraître un journal mensuel à partir de 1909 remarquait que « les malfaiteurs se montraient d'autant plus audacieux dans leurs attaques contre la propriété et la vie humaine, que les pénalités infligées étaient presque toujours hors de proportion avec l'horreur et le cynisme de leurs forfaits ». Cette ligue, comme on l'a dit à la Chambre, semblait vouloir établir une sorte de loi de lynch contre les apaches, ce qui était sans doute inadmissible, mais elle demandait aussi beaucoup plus justement qu'on leur appliquât un régime pénitentiaire sévère.

Les journaux quotidiens enfin se saisirent de la question dans le cours de 1910 (120) : « Quand on lit le calendrier du revolver..., remarque le journal *Le Temps* du 8 septembre 1910 (article sur la sécurité de Paris), on est terrifié du grand nombre d'attentats, dont une grande partie pourraient être empêchés ». L'auteur de cet article voit un remède dans les appels à minima des procureurs : « Mais, ajoute-t-il, faut-il aller plus loin ? Faut-il introduire dans le code des châtimens nouveaux contre les apaches ? L'idée d'employer le

(120) Voir aussi un article de M. Pierre Trémintin, dans le *Journal des Débats*, du 18 septembre 1910.

Chat à neuf queues comme en Angleterre a, il faut bien le dire, séduit l'opinion courante. Un député va, dit-on, en proposer l'application. Nous ne savons pas s'il sera suivi, car il existe un respect humain contre les peines corporelles ; mais l'adhésion de tant de gens à un projet qui, il y a dix ans eut scandalisé la sensiblerie courante..., est un fait de grande attention ».

Le même journal, dans un article de Nozière du 17 septembre 1910, discutait la question sous forme de dialogue entre deux amis, dont l'un se montre partisan des châtimens corporels et dont l'autre prétend au contraire que les apaches sont trop durs pour que les coups leur fassent quelque chose : ce dernier admet cependant en quelque sorte un emploi de moyens violents lorsqu'il dit : « En Angleterre, mon ami, il y a un grand nombre d'agents et ces agents ont de lourdes cannes ; quand un passant leur manque de respect, ils l'assomment à moitié. On le juge ensuite. Ainsi la police conserve un prestige nécessaire ». Après les journaux parisiens, des feuilles régionales, telles que celles de la région lyonnaise, en parlèrent à leur tour. Des feuilles locales elle-mêmes s'emparèrent du sujet : nous en avons la preuve dans un article paru dans le journal : *Le Courrier de Saône-et-Loire*, du 11 novembre 1910 (article de fond intitulé : Peines corporelles, par M. Marcel France).

Sans vouloir rapporter tout ce qui a été écrit et dit à cette époque dans cet ordre d'idées (il y aurait également à analyser une conférence très intéressante de M^e Léon Prieur du barreau de Paris, faite le 15 décembre 1910 à la séance solennelle de rentrée de l'Association Polytechnique, sur les châtimens corporels, qu'il nous

suffise de rapporter l'opinion de ces jurys d'assises, qui ont ramené un mouvement favorable à la peine de mort, et qui dans une de ces sortes de manifestations représentant souvent la voix de l'opinion publique ont émis des vœux sur le rétablissement du fouet : les membres du jury de la Seine pendant la deuxième session du mois d'octobre 1910 ont adopté le vœu suivant qu'ils ont adressé au garde des sceaux : « Les soussignés, membres du jury de la Seine, pour la deuxième session « du mois d'octobre, frappés de la grande jeunesse des « accusés reconnus coupables dans les cas soumis à leur « délibération, ont l'honneur de vous exprimer le vœu « que des châtimens corporels soient inscrits dans nos « lois pour punir les attentats commis avec violence « contre les personnes et les propriétés » ; et l'un de ces jurés disait ensuite à un journaliste qui l'interviewait : « Si l'opinion nous aide à faire introduire les châtimens corporels dans la loi française, plus tard, les apaches nous remercieront de les leur avoir appliqués ». Le jury des Bouches-du-Rhône, à la fin de sa session de novembre 1910 exprimait aussi le vœu que des châtimens corporels fussent inscrits dans nos lois pour punir les attentats commis contre les personnes et les propriétés.

Enfin, les jurés de la Cour d'assises des Ardennes signaient, hors session, une pétition tendant au rétablissement des peines corporelles.

Le moment était donc bien venu pour poser la question devant le Parlement : vers la même époque, M. Raynaud, député de la Charente annonçait le prochain dépôt d'une loi tendant à l'introduction en France de la peine anglaise du fouet.

Nous n'avons pu nous procurer la rédaction de cette proposition et nous ne pensons pas qu'elle soit l'objet d'une discussion immédiate : il faut, si les châtiments corporels doivent revivre dans notre pays, que l'opinion s'y prépare davantage et qu'elle y soit poussée par quelque événement, quelque crime ou quelque forfait d'apaches inaccoutumé, par une affaire sensationnelle qui de même que celle de Soleilland eut de l'influence sur la mise en faveur de la guillotine, aura peut-être comme résultat le vote du rétablissement du fouet, mais en attendant le résultat du referendum de l'opinion publique qui, selon l'avis du docteur Legrand, dont nous avons parlé plus haut, ne saurait faire aucun doute si le scrutin était secret, nous ne pouvons que souhaiter de voir la question mise sérieusement à l'étude (121).

Stérilisation. — Lorsqu'une opinion trouve du crédit dans le public, certains esprits étendent la question et proposent des solutions souvent inattendues : il en a été ainsi des peines corporelles. On ne se contenta pas de demander l'introduction du fouet en France et quelques auteurs souhaitèrent de voir se réaliser l'application du châtiment américain de la stérilisation : nous dirons plus loin quelques mots de la littérature allemande et de la législation américaine sur cette peine qui n'est au fond que la vieille peine

(121) En présence de l'audace croissante des malfaiteurs, des journaux et des revues ont très récemment soulevé la question du rétablissement du fouet. M. Félix Duquesnel (*Petit Journal* du 1^{er} janvier 1912), déclare que « la peine du fouet s'impose et est vraiment la seule pratique et logique à appliquer à certains délits ». V. aussi *Lectures pour Tous*, de janvier 1912.

corporelle usitée dans notre très Ancien Droit et qui consiste dans la castration du coupable : nous nous contenterons pour le moment de signaler l'ouvrage du docteur Maxwell, substitut du procureur général de la Seine, intitulé : « Le Crime et la Société », où l'auteur s'étonne que la lutte contre l'hérédité criminelle n'existe pas en France d'une façon directe ; après une étude assez longue des législations étrangères sur ce point, il déclare que scientifiquement, il ne verrait aucun inconvénient à l'établissement de la stérilisation du criminel : « Qu'importent, prétend-il, le plaisir et la fantaisie des parents en face de l'intérêt social supérieur et de l'enfant futur ? » (122). — Il est inutile d'ajouter que cette opinion a eu peu de succès en France. M. Maxwell reconnaît du reste lui-même qu'il ne faut pas songer à proposer dans notre pays les mesures édictées en Amériques relatives à la castration. Mais, étendant encore la question, il songe surtout à établir des mesures de prophylaxie sociale, non seulement pour combattre la criminalité, mais pour combattre la multiplication des maladies vénériennes : Ici nous sommes en dehors du droit criminel même et nous tombons dans la doctrine déterministe qui confond dans une notion d'hérédité générale, aussi bien les défauts moraux de l'individu que les tares physiques.

(122) V. aussi *Archives d'Anthropologie criminelle* de 1908, p. 700.

CHAPITRE IV

LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES ET L'OPINION À L'ÉTRANGER SUR LES CHÂ- TIMENTS CORPORELS.

On peut classer les châtiments corporels, tels qu'ils existent ou tels qu'ils sont conçus à l'étranger, en trois catégories, selon qu'ils portent atteinte ou non à la vie de l'individu et de sa race. Ce sont :

I. — Les châtiments corporels entraînant la mort.

II. — Les châtiments corporels n'entraînant pas la mort.

III. — Les châtiments corporels qui tout en n'entraînant pas la mort, suppriment la faculté de reproduction pour l'individu.

I

Châtiments corporels entraînant la Mort

1° PAYS DANS LESQUELS LA PEINE DE MORT A ÉTÉ ABOLIE

Le premier pays qui ait aboli la peine de mort (si l'on met à part certaines hypothèses émises à l'égard d'un Pharaon égyptien, soi-disant abolitionniste, et si l'on néglige l'expérience plus récente et très éphémère de Catherine de Russie au XVIII^e siècle), est la Toscane. Sous l'influence des idées de Beccaria, cette dernière adoptait en 1786, un code qui tout en maintenant des peines corporelles telles que le fouet, supprimait le châtiments capital. Rétablie momentanément, la peine de mort y fut supprimée d'une manière définitive en 1859. Actuellement, en raison de l'unité italienne, la situation reste la même, le nouveau code pénal du 30 juin 1889, applicable à toute l'Italie, n'ayant pas inscrit dans la liste des peines qu'il énumère, celle de la mort, et l'ayant remplacée par la peine privative de liberté de l'Ergastolo. L'Italie qui est le seul grand pays abolitionniste (exception faite pour les crimes militaires), n'a pas eu à se louer de cet état de choses. Voici comment s'exprime au sujet des résultats du code pénal de 1889, M. le professeur Lacassagne, faisant allusion aux diverses législations étrangères dans le livre : « Peine de mort et criminalité » (1) : « La peine de mort a été remplacée en Italie par le carcere duro,

(1) Pages 148 et 149.

« qui rigoureusement appliqué, est une peine atroce.
« Cependant les crimes de sang si intensivement répan-
« dus dans la Péninsule et surtout dans les provinces
« du Sud, augmentent de jour en jour, et les crimi-
« nologistes réclament le retour à l'ancien régime. La
« Tribuna vient de faire une enquête sur ce sujet : Si
« Enrico Ferri garde sa répulsion contre la guillotine,
« Garofalo se déclare partisan convaincu du dernier
« supplice ».

Et apportant des chiffres, M. Lacassagne déclare que l'Italie a une moyenne annuelle d'environ quatre mille homicides.

Enfin, Lombroso lui-même, il y a quelques années dans son livre : « Remèdes et Prophylaxie du crime », admettait le maintien de la peine de mort.

Les autres pays abolitionnistes sont : la Grèce qui raya le châtiment capital de ses lois en 1862, la Roumanie qui le fit le 30 octobre 1864 (2), le Portugal, le 1^{er} juillet 1867, les Pays-Bas, le 17 septembre 1870, la République de Saint-Marin, Costa-Rica, le Brésil, le Vénézuéla, le 28 octobre 1903. La Norvège, dans son nouveau code du 22 mai 1903 (3), supprima la peine de mort : une période d'abolition de fait avait d'ailleurs précédé cette abolition légale : de 1843 à 1864, il y avait eu 16 exécutions capitales, de 1864 à 1889, il y en avait eu 4 et depuis 1889 aucune n'avait eu lieu. Ce code remplace le dernier supplice par les travaux forcés, la réclusion (Fængsel) et l'emprisonnement (Hefte). Le Monténégro enfin, en février 1907 a

(2) On n'exécutait plus, du reste, en Valachie depuis 1823. Voir *Gherghel, thèse*.

(3) *Traduction* Du Mouceau, 1903.

aboli partiellement la peine capitale : le prince Nicolas ayant manifesté le désir de voir supprimer cette peine, la Skouptchina s'inclina en la maintenant pour le cas de haute trahison (4).

Plus récemment, une loi du 23 septembre 1907 supprimait la peine de mort dans l'Uruguay.

2° SITUATION SPÉCIALE DE LA BELGIQUE ET DE LA SUISSE

En Belgique, le code pénal de 1867 toujours en vigueur maintient la peine de mort ; mais ce châtiment n'a pas été employé depuis le 1^{er} juillet 1863. Nous sommes donc en présence d'une abolition de fait. Cependant, le châtiment suprême qui a été conservé par les lois pénales belges à une époque (1867), où on n'exécutait déjà plus, subsiste comme un moyen d'intimidation, qu'on appliquerait si la criminalité prenait des proportions considérables.

La Suisse a eu aussi une destinée spéciale en ce qui concerne la peine de mort : l'art. 54 de la constitution fédérale de 1848 l'abolissait en matière politique. Cette disposition fut étendue aux crimes de droit commun par l'art. 65 de la Constitution fédérale de 1874 ainsi libellé : « La peine de mort est abolie. Sont réservées « toutefois les dispositions du code pénal militaire en « temps de guerre ». A la suite de quelques grands crimes, il y eut des pétitions demandant l'abrogation de ce texte : un membre du conseil des Etats ayant déposé le 2 décembre 1878, une motion tendant à la suppression de l'art. 65, cette motion fut approuvée par les deux Conseils, le 17 décembre suivant. Le Con-

(4) *Revue pénitentiaire* de 1907, page 289.

seil fédéral, dans son message du 7 mars 1879, s'y opposa en proposant à l'Assemblée fédérale de ne pas entrer en matière : celle-ci s'étant prononcée pour la revision de l'article, ce dernier, favorable au rétablissement de la peine de mort et permettant aux cantons de l'appliquer, sauf pour les délits politiques, fut adopté par le peuple suisse le 18 mai 1879, dans un referendum comprenant 200.485 acceptants et 181.588 réjectants.

Les cantons de la confédération helvétique avaient donc l'autorisation d'appliquer la peine de mort : voici ceux qui en firent usage : 1° le canton d'Appenzell et Rhodes intérieures, par le décret de la Landsgemeinde du 25 avril 1880 ; 2° le canton d'Unterwalden-le-Haut, par la loi du 25 avril 1880 ; 3° celui d'Uri, par le décret de la Landsgemeinde du 2 mai 1880 ; 4° Schwytz (20 mai 1881) ; 5° Zug, dans la loi concernant la révision du code pénal du 1^{er} juin 1882 ; 6° St-Gall (loi du 2 décembre 1882) 7° Lucerne (loi du 6 mars 1883) ; 8° Le Valais (loi du 24 novembre 1883) ; 9° Schaffouse (9 avril 1893). Zurich fut sur le point d'en faire autant, le peuple ayant accepté le rétablissement de la peine de mort lors d'un vote général ; mais il revint sur sa décision dans un vote particulier (5).

Depuis ce rétablissement, les exécutions sans doute ont été assez rares en Suisse et l'avant-projet du code pénal fédéral n'en fait pas mention. Cependant, à une date récente, le nommé Mathieu Muff fut encore guil-

(5) VON LISZT. — Le Droit criminel des états européens publié sous les ordres de l'Union internationale de droit pénal. La Législation pénale comparée, page 652.

lotiné à Lucerne (le 2 mai 1910). Muff, qui était l'auteur de l'assassinat de quatre personnes et de l'incendie d'un lieu habité dans le but de commettre un vol, avait refusé, il est vrai, de signer son recours en grâce, par esprit de repentir : « Si j'avais mille vies, disait-il, je devrais les donner pour expier mes forfaits » (6).

3° PAYS DANS LESQUELS LA PEINE DE MORT A ÉTÉ MAINTENUE

a) *Enumération.* — La France n'est pas la seule grande nation qui ait gardé dans ses lois pénales le châtiment capital : tous les Etats d'une certaine importance, sauf l'Italie, sont dans les mêmes conditions :

En Europe : l'Angleterre n'a pas manifesté l'intention de l'abolir. L'Autriche en fait toujours usage conformément à son code pénal de 1852 (et la Hongrie, conformément à son code de 1878). Le code de l'empire allemand du 15 mai 1871 (7) ne l'a pas supprimée, malgré un premier vote aboutissant à ce résultat du 1^{er} mars 1870 (8). La Russie, malgré tous les efforts tentés par les abolitionnistes tient encore fermement pour la conservation : la première Douma avait aboli ce châtiment, mais le Conseil de l'empire n'avait pas sanctionné ce vote. Une nouvelle motion déposée à ce sujet vers la fin de 1908 fut rejetée par les deux tiers des votants.

(6) *Revue pénitentiaire* de 1910, page 832.

(7) Traduction RIBOT. — *Annuaire des Législations étrangères* de 1872, page 80.

(8) Le code pénal du royaume de Saxe de 1868 avait cependant supprimé cette peine. Un Congrès de juristes allemands réunis à Dantzig en septembre 1910, s'est prononcé à une grande majorité pour la peine de mort.

Le 10 février 1909, les partis de gauche de la nouvelle Douma déposèrent un projet de suppression. Ce projet fut renvoyé à une commission, sans délai pour le dépôt du rapport à la majorité de 170 voix contre 130 (9). Les abolitionnistes continuèrent leur propagande, et dans le cours de 1909, un certain nombre de criminalistes russes sollicitaient de la Chambre du conseil d'enregistrement des sociétés, « l'enregistrement d'une ligue de la lutte contre la peine de mort ». Cette demande fut repoussée et sur pourvoi contre cette décision devant le Sénat dirigeant, un oukase de cette juridiction confirma l'ordonnance de la Chambre du conseil. Les tentatives abolitrices ont donc échoué en Russie (10). L'Espagne dans son code pénal du 30 août 1870 admet la peine de mort (ce qui fut maintenu en 1900). Une loi pénale suédoise de 1871 édicte la même peine ; et les deux Chambre du Rikdag repoussèrent, il y a plusieurs années (V. revue pénitentiaire de 1893), la proposition d'un député relative à une demande d'abolition : la première Chambre ne discuta même pas la question, et la deuxième repoussa la proposition à une forte majorité.

Le code pénal turc de 1868, celui du Danemark et des autres pays de l'Europe, dont nous n'avons pas encore parlé, admettent également la peine capitale.

La Skouptchina de Serbie a été saisie par le ministre de la justice vers 1907, d'un projet de loi emportant

(9) Voir la Revue pénitentiaire russe : *Le Messager des Prisons*, d'octobre 1908 et la *Revue pénitentiaire* de 1909, page 785.

(10) L'art. 2 du Code pénal russe du 22 mars 1903, énumère, parmi les peines en usage en Russie, celle de la mort (traduction Eberlin).

abolition de la peine de mort (11). Nous n'avons pas encore trouvé trace de l'adoption de ce projet.

En Amérique, on condamne à mort dans beaucoup d'Etats : le Canada, les Etats-Unis, le Mexique, pour ne citer que les plus importants, usent du châtimement capital (et nous pouvons signaler à côté de la mise à mort légale cette sorte de moyen de vengeance, fréquemment employé, qui s'appelle le lynchage.

Enfin, cette peine est universellement appliquée en Asie (Siam, Indo-Chine, Chine, Perse, etc.) ; en Afrique (Egypte, Abyssinie, etc.) ; en Océanie...

b) Cas d'application de la peine de mort dans les pays où elle a été maintenue. — L'application de la peine de mort peut varier dans les divers pays, soit en raison du plus ou moins d'étendue des dispositions légales à ce sujet, soit en raison de la fréquence avec laquelle les juges prononcent des condamnations à mort.

En droit, voici dans quelle mesure cette peine est susceptible d'application dans les législations des peuples étrangers réputés civilisés.

Toutes en général ne s'en servent que pour punir les crimes capables d'entraîner la mort : c'est la conception du droit français. C'est donc avant tout l'homicide que la peine capitale punit. Mais tout dépend de savoir quelle est pour ces législations le sens du mot homicide. En Angleterre est puni de mort le crime désigné sous le nom de Murder (12) : ce crime est le meurtre

(11) *Revue pénitentiaire* de 1907, page 169.

(12) VON LISZT. — Législation pénale comparée. 1^{er} volume, *Le Droit criminel des Etats Européens*, page 653.

au premier degré par oppositon au Manslaughter ou meurtre du deuxième degré punissable seulement des travaux forcés. Mais qu'est-ce que le Murder ? On dit que c'est l'homicide volontaire commis avec : « malice aforethought ? » Qu'est-ce alors que cette sorte d'élément intentionnel ? Des auteurs français tels que de Francqueville ont identifié le Murder avec notre meurtre prémédité ou assassinat (13). Le sens de ce mot est plus large : Blackstone (14), déclare que cet élément consiste dans une disposition « à faire un mal chose ». En fait, la jurisprudence anglaise qui a délimité la notion du Murder, constate que la peine de mort doit être applicable à tout crime commis dans l'intention de nuire, qui a engendré la mort. Les conséquences sont curieuses : un individu s'est rendu chez un particulier uniquement dans le but de voler ; il a sur lui une arme chargée, qui part par suite d'une mégarde quelconque et qui tue une personne se trouvant par hasard dans le lieu du délit : le meurtre, quoique involontaire, ayant été commis à la suite d'une manifestation de l'intention de nuire, la peine capitale est applicable (15). A l'inverse, il faut que l'intention de nuire soit absolument complète, et toute excuse résultant soit de la provocation soit de toute autre cause, qu'on ait à faire à un paricide ou à un autre crime, atténue la culpabilité et permet l'application d'une peine moins sévère (16).

(13) Voir DE FRANCQUEVILLE. — Le système judiciaire de la Grande Bretagne.

(14) *Commentaries*, IV, 197.

(15) Voir GUIONIN. — *Thèse* de 1908 : Etude sur le Coroner anglais.

(16) Voir GUIONIN, ouv. préc. — STEPHEN : *Digest of the criminal law* (art. 196-235).

Outre le Murder, dont le sens est en somme plus étendue que l'assassinat, le droit pénal anglais punit la haute trahison (entreprises hostiles contre le souverain ou le Parlement et actes préparatoires ou publications d'écrits tendant à ce but, secours fournis à un ennemi public, etc.), ainsi que l'incendie volontaire de vaisseaux de guerre.

Le droit allemand applique la peine de mort seulement à l'assassinat de tout particulier et au meurtre ou à la tentative de meurtre sur la personne de l'Empereur, ainsi que sur celle du chef de l'Etat confédéré auquel on appartient. Il faut y ajouter les délits militaires, ainsi que certains cas spéciaux de haute trahison.

La Hongrie, conformément au code pénal de 1878 applique la peine de mort comme châtimement du meurtre et de la haute trahison.

Le code autrichien de 1852 prévoit la peine de mort dans les cinq cas suivants : haute trahison, violences publiques dans les cas prévus par les articles 86 et 87 (dommages causés dans une intention méchante à la propriété d'un particulier et ayant entraîné par la suite mort d'homme, actions ou omissions commises avec intention méchante ayant entraîné la mort) (17), homicide et fait de commander un homicide, participation directe au meurtre suivi de vol, incendie ayant entraîné la mort ou résultant d'un complot (18).

En Turquie, sont punissables de la peine capitale : les homicides en général.

En Espagne, le code pénal admet la peine de mort

(17) C'est une analogie avec le droit anglais.

(18) Vox LISZT. — Ouvrage précité, p. 388.

pour les cas de trahisons consommées, manquées ou tentées contre le pays, les actes de piraterie, assassinats consommés manqués ou tentés du roi ou de l'héritier au trône, hautes trahisons et rébellions de la part des chefs, fait pour un juge d'avoir rendu sciemment un jugement injuste ayant entraîné la mort de l'innocent, meurtres de parents, assassinats suivis de brigandage (19).

Le code pénal russe de 1903 n'édicte pas la mort contre l'assassinat, il ne l'applique qu'aux crimes politiques. (Les attentats à la vie de l'Empereur ou à la forme du gouvernement (20) en sont punis) (21).

En fait, la peine de mort est d'application fréquente en Russie, en Angleterre, en Espagne, au Japon, en Turquie, au Mexique et en général dans toute l'Amérique (en raison notamment du lynchage).

Pour l'Angleterre (22), citons à titre d'exemple l'année 1902 durant laquelle 32 sentences capitales ont été prononcées et 22 exécutions ont eu lieu, ainsi que l'année 1903, qui compte 41 condamnations à mort et 27 exécutions effectives (23).

(19) Voir Décret du 21 janvier 1874, qui punit de mort les crimes contre l'ordre public, ainsi que le code de 1870.

(20) Ceci a lieu même au cas de tentative.

(21) Il faut ajouter les cas prévus par la législation militaire. D'ailleurs, comme le dit M. Daguin, dans le *Bulletin de la Société de législation comparée* de 1905-1906, il ne faut pas prendre au pied de la lettre l'abolition de la peine de mort pour les crimes de droit commun par le code pénal russe de 1903, « en raison de l'emploi si fréquent de l'état de siège qui suspend cette abolition ».

(22) « Les Anglais pendent beaucoup », écrit encore, le 18 août 1910, M. P. Millet au *Temps*.

(23) Voir exposé des motifs du projet Guyot-Dessaigne, relatif à l'abolition de la peine de mort en France.

Pour l'Espagne, nous ne disposons pas de statistiques, il est cependant certain que l'application de la peine de mort y est fréquente (24).

En Russie, quelle que soit l'étendue de l'Empire, les exécutions capitales sont nombreuses : du 1^{er} octobre au 1^{er} novembre 1908, les tribunaux militaires et autres ont prononcé 178 verdicts de mort (en septembre il y en avait eu 118) ; et sauf, pour St-Petersbourg et Sébastopol, la répartition s'est faite à peu près proportionnellement entre les diverses provinces russes. Le nombre des exécutions est plus difficile à fixer avec certitude : on peut cependant, d'après la revue la *Vratch russe*, évaluer à 53 le nombre des exécutions ayant eu lieu en octobre 1908. D'autre part, la même publication rapporte que dans les dix premiers mois de 1908, on a prononcé 1481 verdicts de mort et qu'on a exécuté 581 de ces sentences (25). Enfin, nous savons d'une autre source (26), que du 14 novembre au 14 décembre 1908, 82 exécutions sur 210 condamnations ont eu lieu. Donc en négligeant la première quinzaine de novembre, ainsi que la dernière de décembre, sur lesquelles nous ne sommes pas renseignés, nous pouvons dire qu'il y a eu en Russie dans l'année 1908, au moins 1690 à 1700 condamnations à mort, et de 663 à 700 exécutions capitales.

Le Japon ne le cède en rien à la sévérité des autres pays. La proportion des acquittés pour crime y est de 15 pour 100 (au lieu de 32 pour 100 en France), et pour

(24) Voir *Revue pénitentiaire* 1906, page 1290 (note 1).

(25) *Vratch russe*, N° 42, 1908.

(26) Voir le journal français *Le Temps*, du 18 décembre 1908.

délits de 8 pour 100. La peine de mort y a été prononcée de 1899 à 1903, soit en cinq ans, contre 276 individus, sur lesquels 167 ont été exécutés. En France, à la même époque et sur un même nombre d'accusés criminels, il n'y a eu que 88 condamnations capitales et 26 exécutions, c'est-à-dire 6 fois moins. En outre, pour des raisons politiques, il y eut de terribles répressions à Formose où les indigènes ne reconnaissant pas le pouvoir japonais, les Nippons arrêterent et exécutèrent 2.500 hommes. Et remarquons que le code pénal japonais n'est pas un recueil de lois barbares, il est l'œuvre comme toute la législation de ce pays d'un français, M. le professeur Boissonnade (27).

Le Mexique a mis en application récemment d'une manière sévère la peine de mort contre les bandits qui en faisaient autrefois la désolation. Depuis qu'il en est ainsi, les fameux salteadores, voleurs de grands chemins, calculant selon l'expression américaine que l'affaire ne payait plus la profession offrant trop de dangers désormais, ont renoncé à leurs entreprises.

Parmi les pays qui tout en exécutant parfois les condamnés à mort font une application plus rare du châtiment suprême, il faut citer la Prusse, dont la statistique suivante donne des chiffres encore respectables :

(27) Voir sur l'application de la peine de mort au Japon, LACASAGNE, peine de mort et criminalité, et un art. paru dans les *Archives d'Anthropologie criminelle* de 1907 : le suicide et la criminalité au Japon, par E. Tarnowski.

Années	Nombre d'exécutions
1902	19 hommes, 3 femmes
1904	9 hommes, 1 femme
1905	5 hommes, 2 femmes
1906	13 hommes
1907	14 hommes, 1 femme (28)

Dans d'autres pays les exécutions sont encore plus rares : en Suède, par exemple, où la dernière condamnation est de 1910, alors que la précédente a eu lieu en 1900. En Egypte, durant 1910, il y eut 14 condamnations à mort.

Si l'on met à part les législations barbares, telles que celles de la Chine, de la Perse, etc., pour lesquelles on ne peut avoir de statistiques, si on ajoute que le lynchage en Amérique a engendré 237 exécutions sommaires en 1900, 300 en 1901, 135 en 1902 et 96 pendant les 10 premiers mois de 1903 (29), on aura une idée à peu près exacte de la manière dont la peine de mort a été appliquée de 1900 à 1910, dans le monde civilisé.

c) *Les divers modes d'exécution capitale dans les législations étrangères.* — Les diverses manières dont on exécute les condamnations à mort à travers le monde sont infiniment variables : elles résultent du degré de civilisation des peuples qui les pratiquent, des théories scientifiques qui entraînent certains législateurs à adopter un châtiment peu douloureux ou des opinions criminalistes sur le but de la répression.

(28) *Rivista di Discipline carceraria*, de juin 1904.

(29) *Rivista di Discipline carceraria*, de juin 1904.

Voici quelques exemples de supplices pratiqués de nos jours dans certains pays d'Afrique, d'Océanie, d'Asie, en vue de donner la mort.

En Abyssinie, la mort existe à plusieurs degrés : signalons le châtimement infligé à celui qui porte atteinte à la sûreté de l'Etat : le patient est enseveli jusqu'aux épaules dans la terre au milieu d'une plaine, et l'on fait passer sur lui au galop, un peloton de cavalerie : au besoin, on l'achève à coups d'épée (30).

En Malaisie (pays comprenant une population de 41.500.000 habitants, répartis en plusieurs îles), les exécutions capitales ont lieu d'une manière bizarre : le condamné agenouillé et les mains liées derrière le torse est amené au lieu du supplice ; le bourreau dispose sur l'épaule gauche une couche de coton cardé, il prend ensuite la lance de justice, la place verticalement la pointe en bas, un peu au-dessus du défaut de l'épaule gauche du condamné : à un ordre donné, il enfonce vigoureusement la lance dans les chairs. Cette dernière ayant traversé le cœur, le bourreau la retire et arrête l'effusion du sang en emplissant de coton la plaie béante.

Il est un supplice qui disparaît en Chine, quoique parfois encore usité : c'est le « lynchii », employé pour les grands criminels ; il a été supprimé en 1905, pour la ville de Pékin. Le mot « lynchii », veut dire « supplice par le dépècement lent » : On attache à un poteau le condamné, le bourreau procède ainsi : premier temps : ablation par deux incisions demi-circulaires du sein et du muscle pectoral gauche ; 2° temps : idem

(30) *Revue pénitentiaire* de 1898, page 307.

pour le côté droit ; 3° temps : excision des muscles de la face antérieure de la cuisse gauche ; 4° temps : idem pour la cuisse droite ; 5° temps : excision des muscles de la face antérieure du bras gauche ; 6° temps : idem pour le bras droit. Il arrive fréquemment que le bourreau étant payé par les parents du condamné enfonce tout d'abord son couteau dans le cœur de ce dernier et n'opère les dépèchements qu'après la mort (31). Ajoutons que le code chinois est terrible pour les délits d'immoralité et d'impiété suivant la doctrine de Confucius. Enfin, beaucoup de personnes ont encore présentes à la vue les gravures illustrées qui, au moment de la guerre sino-japonaise, représentaient les châtiements affreux infligés aux généraux chinois ayant subi une défaite : attachés à un poteau, tandis que leurs pieds avaient des crochets de fer enfoncés aux tendons, ils étaient tenaillés sur toutes les parties du corps et le bourreau leur ayant placé dans la bouche, une petite barre de fer rougie, faisait pénétrer cette dernière, en frappant dans la gorge, à coups de marteau. Mais comme dans beaucoup de pays orientaux, la peine capitale s'exécute ordinairement en Chine à l'aide de la décapitation au moyen du « coupe-coupe » (sorte de sabre) ; récemment, lors des événements révolutionnaires, les impériaux se sont servis du « coupe-coupe » contre leurs adversaires, alors que les révoltés usaient de la fusillade.

En Perse, le condamné à mort est attaché à la bouche d'un canon.

(31) Voir MATIGNON. — *Archives d'Anthropologie criminelle* de 1905, page 836.

On pourrait citer beaucoup d'autres supplices pratiqués dans les peuplades africaines (on se rappelle l'exécution terrible d'un chef marocain, qui eut lieu ces dernières années), mais nous dépasserions notre but.

Nous devons insister sur les modes d'exécution normaux employés par les nations civilisées. Ce sont : 1° *la pendaison*. — 2° *la décapitation*. — 3° *la strangulation*. — 4° *la fusillade*. — 5° *l'électrocution*. — 6° *la mort par le poison*. On peut encore citer le châtement illégal, mais trop souvent toléré en Amérique, *du lynchage*.

1° *La pendaison*. — Les médecins ne sont pas complètement d'accord sur le point de savoir si ce genre de mort est plus ou moins douloureux que la guillotine. On a raconté qu'un Anglais qui était resté pendu durant un certain temps et qui fut délivré au moment où il allait passer à trépas, ne ressentit aucune douleur. Quoiqu'il en soit, cette peine est pratiquée dans un très grand nombre de pays : en Angleterre, on l'emploie de temps immémorial : le jugement de condamnation porte que le condamné sera pendu par le cou « jusqu'à ce que mort s'en suive » (32). En Russie, le juge était libre autrefois de déterminer le mode d'exé-

(32) Voir les dispositions relatives à l'exécution de la peine de mort en Angleterre dans le *Capital punishment act* de 1868, et dans les lois 42 et 43, *Vict*, chap. I, § I. Le procédé de pendaison employé en Grande-Bretagne est analogue à celui dont nous avons parlé plus haut à propos de la Tunisie : l'exécution a lieu par le jeu d'une trappe. Le patient tombe d'une hauteur de plusieurs mètres dans le vide, au moment même où la corde lui est passée au cou : en raison de la pesanteur déterminée par la chute du corps, la strangulation est immédiate.

cution dans sa sentence. Actuellement, l'art. 15 du code pénal de l'Empire de 1903 édicte que la peine de mort sera exécutée par pendaison (on doit mettre à part les crimes militaires). L'Autriche, certains cas exceptés, pratique aussi la pendaison ; il en est de même de la Hongrie. En Turquie, on pend de la manière suivante : deux poteaux étant joints à leur sommet par une traverse, le condamné a une longue corde attachée au cou dont on lance une extrémité sur la traverse ; l'on tire sur cette extrémité et le patient peut prolonger sa vie de quelques instants en appuyant ses mains sur la corde. C'est là un mode d'exécution moins perfectionné par exemple que celui employé en Angleterre, qui détermine la mort d'une manière plus rapide, la strangulation étant immédiate. La pendaison se pratique encore dans certains Etats d'Amérique, au Canada et dans les pays qui n'ont pas adopté l'électrocution. Il en est de même en Egypte, au Japon (art. 9 du code pénal japonais de 1907).

2° *La décapitation.* — En raison de l'adresse exigée du bourreau, la décapitation par la hache devait être de moins en moins usitée dans les nations européennes. D'autre part, la guillotine, qui devint un objet de terreur à la suite de l'emploi excessif dont en fit la Révolution, et qui a été considérée par des savants comme faisant souffrir plus longuement que beaucoup d'autres supplices (33), fut en quelque sorte en défaveur en Europe au XIX^e siècle.

(33) On a rapporté bien des fois, que Charlotte Corday, étant décapitée, eut une expression de visage manifeste au moment où elle reçut un soufflet du bourreau.

De là le nombre restreint de pays pratiquant la décapitation. Jusqu'à ces dernières années, l'Allemagne, la Suède n'avaient pas de guillotine : seules la Grèce et la Belgique où actuellement l'abolition est de fait, possédaient cet instrument de supplice.

Dans beaucoup d'états allemands, on met à mort avec la guillotine ; dans d'autres la hache subsiste. La Suède jusqu'en 1900 eut la hache comme mode d'exécution capitale : on l'a supprimée comme étant « inhumaine » pour le condamné et pour le bourreau : il y a 15 ans, en décapitant une femme par la hache, le bourreau a eu une attaque de nerfs. Il en est encore malade (34). Aussi, en décembre 1910, la guillotine fonctionnait-elle en Suède pour la première fois. Le Danemark où les exécutions sont rares emploie la hache ; il en est de même en Turquie (35), pour le châtiment de l'assassinat.

La Suisse, dans la plupart de ses cantons, sauf à Uri, Zug et quelques autres, connaît la décapitation qui a lieu le plus souvent à l'aide de la guillotine.

3° *La strangulation*. — Toute pendaison est en général une strangulation et dans notre vieille langue française qui aimait parfois les formules riches de mots, l'on avait coutume de dire que la peine de la potence consistait à être « pendu et étranglez ». Mais on désigne ordinairement sous le nom de strangulation, le fait de comprimer la respiration par suite d'une vio-

(34) Renseignements résultant de correspondances suédoises.

(35) Ajoutons que, dans plusieurs pays d'Orient, la décapitation est appliquée au moyen du sabre ou de la scie.

lence exercée directement sur le cou. Cet étranglement peut résulter de pressions des mains : c'est ce qui avait lieu autrefois lorsqu'on voulait abrégér le supplice de la roue. On peut employer aussi une foule d'autres systèmes plus ou moins mécaniques : c'est ainsi qu'en Espagne et dans quelques colonies espagnoles, la peine de mort s'exécute par la « garotte », conformément aux articles 102 et 103 du code pénal espagnol de 1870 (36) ; elle est subie dans les 24 heures de la notification de la sentence ; le condamné est assis sur une plate-forme à laquelle est adossé un poteau ; il a le cou pris par un collier de fer qui est réuni à une vis traversant le poteau ; quelques tours de vis ramènent le collier vers le poteau et déterminent l'étranglement. Ce supplice très ancien était accordé autrefois comme grâce aux condamnés les moins coupables, on les brûlait ensuite. La loi du 10 avril 1900, qui sur certains points modifia les art. 102, 103 et 104 du code pénal espagnol conserva cet ancien châtimement. Disons en outre que le condamné est mis en chapelle pour se préparer à la mort pendant 18 heures avant le moment fatal.

4° *La fusillade.* — Ce procédé d'exécution est en usage dans la plupart des pays pour punir les crimes militaires parallèlement aux châtimements de droit commun ; en Italie même, où la peine de mort est abolie en général, la fusillade, dans le dos ou dans la poitrine, subsiste pour les militaires et marins (37). En Espagne,

(36) Voir *Leyes penales de Espana*, édition de 1896.

(37) VON LISZT. — *Le Droit criminel des états européens*, p. 131.

il en est de même : à côté de la garotte, la fusillade (38) réprime non seulement les crimes militaires, mais les crimes capitaux jugés par les conseils de guerre, par exemple, à l'occasion de l'état de siège (affaire Ferrer). En Allemagne, le code pénal militaire de 1872 applique la fusillade aux auteurs de crimes militaires : en campagne seulement les auteurs de crimes non militaires la subissent. (Il y a là un système quelque peu analogue à celui que viennent d'adopter les Chambres françaises). En Suède, c'est aussi la fusillade pour les militaires (paragraphe X du chapitre II de la loi pénale militaire de 1881). En Russie, il en est de même. Mais, la fusillade est employée comme châtiment de droit commun dans certains pays ; avant que la peine de mort soit abolie au Monténégro, on y fusillait facilement des voleurs ou des assassins. Le code pénal d'Haïti, en son article XII décide que tout condamné à mort sera fusillé (39). Quant au code autrichien, il établit la fusillade à l'égard de tout individu condamné par un tribunal extraordinaire (le code de justice militaire prévoit cette pénalité).

5° *L'électrocution*. — Il y a une vingtaine d'années, on parla avec admiration d'une innovation américaine, qui devait avoir pour résultat de déterminer la mort des condamnés au dernier supplice d'une manière très rapide : il s'agissait du foudroisement du patient, par un courant électrique. Le procédé transformait en outre

(38) Code de la marine du 1^{er} janvier 1889 et Code pénal militaire du 27 septembre 1890. *Leyes penales de Espana*, 1896.

(39) Il en est de même au Pérou.

le redoutable bourreau d'antan en un paisible ingénieur, qui par le déchaînement d'une secousse électrique devait mettre fin aux jours du coupable sans verser une goutte de sang et sans inspirer cette terreur qui s'attache à toute exécution capitale. Une loi votée par l'assemblée législative de l'Etat de New-York et sanctionnée par le gouverneur Hill, modifia l'article 505 du code de procédure criminelle ainsi qu'il suit : « Pour exécuter la peine de mort on fera dans tous les cas passer à travers le corps du condamné un courant électrique d'une intensité assez forte pour causer la mort. L'application du courant doit être continue jusqu'à ce que la mort soit produite » (40). La société médico-légale de New-York se chargea de faire des expériences en vue de régler tous les détails d'une électrocution. La première exécution de ce genre eut lieu le 6 août 1890 : ce fut celle d'un nommé W. Kemmeler : « l'instrumentation se composait principalement d'une dynamo à courants alternatifs pouvant fournir un courant de 2.376 volts. Cette machine était excitée par une autre plus petite. Le courant traversait un voltmètre et une ampèremètre. Le condamné lié dans un fauteuil recevait le courant au moyen de deux électrodes fixées l'une sur le sacrum, l'autre sur le crâne. Le courant de 2.000 volts environ fut lancé d'abord 17 secondes ». A la suite de ces faits, M. le professeur Lacassagne, qui les rapportait en 1892 (41), concluait en ces termes : « Nous croyons que l'électrocution n'est peut-être pas un moyen d'infliger la peine de mort aussi sûr que veulent bien l'af-

(40) *Archives d'Anthropologie criminelle* de 1892, page 440.

(41) *Archives d'Anthropologie criminelle*, 1892, page 440.

firmer les médecins américains ». M. Lacassagne prévoyait exactement ce qui devait arriver, car si ce procédé d'exécution se répandit en Amérique, l'opinion depuis cette époque ne s'est pas méprise sur les véritables résultats de ce changement. M. Tarde pouvait bien, en 1890, à la fin de son ouvrage « la philosophie pénale », demander l'emploi d'un pareil mode d'exécution, qui faisait, disait-il, qu'il n'y aurait plus « de cadavres pendus à un gibet, de cous tranchés, de troncs saignants, de têtes aux artères béantes..... » Et cependant, ce genre de mort supprimait le caractère d'intimidation, qui doit s'attacher à la peine capitale et n'avait pas seulement pour effet de rendre le dernier supplice moins douloureux que par le passé, au contraire ! La Rivista pénale d'avril 1909 signale en effet que lors de l'exécution électrique d'un italien aux Etats-Unis, qui avait eu lieu récemment, les secousses durent être répétées quatre fois. Voici un autre exemple de cette réforme inhumanaire, qui ne date que de quelques mois : c'est encore d'un italien qu'il s'agit : le nommé Pietro Falleta, qui à Sing-Sing fut placé sur le fauteuil d'exécution, revint à la vie une demi-heure après la décharge, le courant n'ayant pas été assez fort. Son réveil eut lieu lorsqu'il avait déjà été transporté à la morgue. Le gardien entendant quelques gémissements, appela les médecins qui trouvèrent le soi-disant exécuté assis au milieu d'autres cadavres. On le ramena à la prison où on lui fit passer par le corps un courant électrique plus fort et cette fois le mort ne revint plus à la vie (42).

(42) C'est une dépêche de New-York, du 23 novembre dernier,

5° *La mort par le poison.* — C'est encore en Amérique, à une date encore plus voisine de nous, qu'on a voulu rénover la mort de Socrate en en faisant celle des bandits : les législateurs de l'Etat de Névada (Etats-Unis d'Amérique), qui revisent actuellement leur code criminel, sont disposés à introduire dans leurs lois, une disposition laissant aux condamnés le choix entre trois modes d'exécution : la pendaison, la fusillade et l'empoisonnement. Si le condamné opte pour ce dernier procédé, il reçoit, aux termes du projet, des mains du médecin, un flacon d'acide prussique portant cette mention : il y a ici une quantité d'acide prussique suffisante pour causer la mort instantanée. Vous êtes autorisé à l'absorber, afin d'exécuter la sentence de mort prononcée contre vous ». Mais on procéderait à la pendaison ou à la fusillade si le condamné après avoir choisi ce mode de supplice hésitait à absorber ce genre de breuvage (43). Adopter ce système, c'est entourer singulièrement de sollicitude le condamné devant subir une peine intimidatrice : on ne le met pas à mort, c'est lui qui veut bien, disons le mot, se suicider. M. Tarde, qui songea avant les législateurs du Nevada à préconiser ce procédé, y voit le seul moyen capable de consolider la peine de mort. Nous ne voulons pas nous attaquer aux dires de M. Tarde ; nous ne croyons pas que le moment soit venu d'ouvrir la discussion à ce sujet, mais nous croyons au contraire que le jour où la peine

rapportée par la plupart des journaux français du 24 qui nous renseigne sur ce point.

(43) *Petit Journal* du 2 mars 1911 et *Revue pénitentiaire* de mars 1911.

de mort cessera d'être intimidante, elle sera dans une période de déclin.

7° *Le lynchage*.— Ce genre de mise à mort, quoique illégal a cependant une apparence de châtimement, soit en raison de la tolérance de certaines administrations américaines, soit en raison du caractère de pénalité qui y est attribué par l'opinion publique. La loi de lynch (44) est une sorte de procédure sommaire usitée en Amérique depuis le XVII^e siècle, d'après laquelle la foule saisit un criminel, le juge, le condamne sans appel et l'exécute séance tenante. C'est sur la place publique que la scène se passe. Ordinairement, les magistrats interviennent et demandent au nom de la loi que le coupable leur soit livré : la foule vote à mains levées ; si le vote est défavorable à la réclamation des magistrats, ces derniers se contentent de protester et se retirent. Le jugement populaire commence alors ; un tribunal est constitué, on entend les témoins à charge ou à décharge et le président demande aussitôt qui veut prononcer la défense de l'accusé : si quelqu'un se présente on l'écoute en silence, on met la condamnation aux voix ; si elle est prononcée on dresse une potence et le coupable est aussitôt mis à mort. Parfois la foule acquitte et cela vient de se passer le 12 octobre dernier, dans une petite commune de l'Illinois, pour un nègre que jugèrent douze jurés à la lueur des torches à une audience improvisée (45) ; mais le plus

(44) J. LYNCH, colon irlandais de la Caroline du Sud où il était alors chef de justice, fut investi, les tribunaux ne suffisant pas à punir les criminels, d'un pouvoir absolu comme législateur et juge, procédant à l'égard des malfaiteurs d'une manière sommaire.

(45) *Petit Journal* du 13 octobre 1911.

souvent on condamne et nous en avons donné la preuve plus haut par des chiffres. On commence toutefois à attaquer sérieusement cette coutume pénale, qui est du reste défendue par certains esprits : il y a peu de temps, le professeur José Gonzalez, enseignant le droit pénal à la Havane, trouvait de sérieux avantages à l'application de la loi (46). de Lynch. Cependant la constitution des Etats-Unis déclare expressément que nul « ne sera tenu de répondre à une accusation capitale ou infraction à moins d'une mise en accusation d'un grand juge ». La même constitution exige que la procédure soit légale. Ce texte semble avoir été peu mis en application aux Etats-Unis : en 1905, un article de la *Revue pénitentiaire*, rapportait que le lynchage y était en recrudescence ; signalons cependant la mise en accusation dans l'état d'Alabama, de personnes ayant pris part à des exécutions de ce genre. Mais on lynche toujours et malgré la naissance d'un courant contraire, une grande partie de l'opinion d'outre-mer ne considère pas ce procédé que l'Europe n'a pas connu comme faisant l'objet d'un délit. (Les journaux viennent de signaler même depuis le début de 1912 de nouveaux faits de lynchage).

d) *La question de la publicité des exécutions capitales à l'étranger.* — Beaucoup de pays ne connaissent pas la publicité qui, en France entoure les exécutions capitales. Si quelques nations ont des exécutions publiques, la plupart ne sont pas dans ce cas : en Allemagne, elles ont lieu dans un endroit clos en présence de certains fonctionnaires désignés : une cloche sonne

(46) *Arch. d'Anthrop. criminelle*, 1893, page 437.

pendant que l'on décapite : c'est la seule chose possible d'attirer l'attention du public en cette circonstance. L'Égypte ne connaît que les exécutions à l'intérieur de la prison. Au Japon, l'on pend dans la salle de justice, en Amérique pour les pays du moins qui emploient l'électrocution, la question ne se pose même pas. La loi du 10 avril 1900, qui modifia le code pénal espagnol décida que les exécutions capitales ne seraient plus publiques ; toutefois cette loi prescrit en même temps l'obligation de hisser sur la prison un drapeau noir, au moment du supplice, pour qu'il continue à flotter tout le jour (47). Le code russe de 1903 supprime aussi la publicité des exécutions capitales. En Angleterre, il en est de même. M. Philippe Millet, correspondant d'un journal français à Londres (48), rapporte en 1910 que « l'exécution a lieu 15 jours après la condamnation et sans que la presse fasse un bruit ridicule autour de l'affaire ». « Avant-hier, ajoute-t-il, on a encore pendu deux hommes à l'heure du breakfast, et personne ne s'en est aperçu ».

II

Châtiments corporels n'entraînant pas la mort

Il y aurait peu d'intérêt à décrire les châtimens en usage dans certains pays barbares : nous avons voulu nous rapprocher le plus possible de notre époque et de la civilisation européenne dans cette étude ; nous n'avons pas cherché à dresser une encyclopédie superflue d'usages de populations sauvages : qu'il nous suffise

(47) *Annuaire de la législation étrangère* de 1900, page 292.

(48) *Lettre au Temps*, du 18 août 1910.

de donner une idée de ce qui se passe dans l'immense empire chinois : celui qui est en prison pour crime politique est l'objet de cruels supplices de la part de ses geôliers : enfermé dans le lieu le plus abject, et, portant d'une manière constante le fameux « carcan », qui l'empêche de prendre du repos, il est sans cesse torturé : ferme-t-il les paupières ? le bourreau le frappe avec un fer rouge. Puis a lieu le procès : il comparaît couvert de chaînes et quand le juge suppose que ce dernier ment, il fait un signe et aussitôt le bourreau frappe les lèvres de l'accusé avec une spatule à pointes de fer : les lèvres s'enflent, deviennent noires et toutes sanglantes. Les témoins sont traités de la même manière (49).

Il nous importe au contraire d'envisager les châtimens corporels n'entraînant pas la mort, dans un grand nombre de nations des temps modernes. Cette étude ne peut être qu'instructive en présence de la hausse de notre criminalité durant ces dernières années.

Au cours du XIX^e siècle, deux courants ont pris naissance à cet égard : l'un, qui a eu sa source en France a diminué de plus en plus l'emploi de ces mesures dans certains Etats européens, sans toutefois les supprimer complètement (en général du moins), l'autre au contraire a pris naissance dans des pays qui, après avoir adouci leur système de répression ont senti le besoin de réagir quelque peu : parmi les premiers pays, il faut citer la Russie, l'Autriche, la Hongrie, la Hollande, l'Espagne, la Turquie, le Monténégro, la Belgique.

(49) *Revue pénitentiaire* de 1900, page 1552.

Parmi les autres citons avant tout l'Angleterre, les Etats-Unis, et en général les nations anglo-saxonnes ; citons aussi l'Australie et l'Egypte, les nations scandinaves : la Suède, la Norvège, le Danemark ; signalons d'autre part l'île de Ceylan, Shanghai. Enfin, deux pays, l'Allemagne et l'Italie, sans avoir réagi dans un sens législatif contre leur première tendance abolitrice, ont eu, durant ces dernières années, de sérieux mouvements de l'opinion publique favorables au rétablissement.

a) PAYS A TENDANCE ABOLITRICE

L'Autriche-Hongrie. — Les codes autrichiens et hongrois ont aboli les peines corporelles, sauf celle de mort, bien entendu. En Hongrie, on usait, jusqu'en 1907, les châtiments physiques au point de vue disciplinaire envers les délinquants mineurs des écoles de correction : ils consistaient dans les fers, les menottes, l'attachement au plancher, etc. Une circulaire ministérielle de 1907 les fit disparaître, malgré les dires de l'auteur d'une monographie publiée en 1899 par les soins de l'état hongrois, qui estimait que les verges administrées au moment utile avec tact et modération constituaient un moyen d'éducation très efficace (50).

En Autriche, les châtiments corporels qui subsistèrent fort longtemps dans les mœurs de l'apprentissage ont été abolis. Nous croyons toutefois qu'en matière d'éducation correctionnelle, ils ne sont pas entièrement supprimés (51).

(50) *Revue pénitentiaire* de 1900, page 522.

(51) *Revue pénitentiaire* de 1900, page 522.

Pays-Bas. — La *Revue pénitentiaire* de 1900 (52), signale encore pour le régime disciplinaire des mineurs de ce pays, la mise aux fers. Les autres châtiments corporels sont abolis depuis longtemps.

L'Espagne. — La peine qui vient aussitôt après celle de la mort dans l'échelle fixée par le code pénal espagnol, la chaîne (à perpétuité ou à temps), est la seule punition, outre le châtiment capital, qui ait conservé des éléments de châtiment corporel : les condamnés à cette peine ont en effet, pour accomplir un travail pénible, une chaîne attachée au pied et se rattachant à la ceinture.

La Turquie. — Ce pays ne connaît plus comme peine corporelle que celles de la mort et de l'exposition publique.

Belgique. — Nous apprenons par la plume d'un savant professeur de l'Université belge que, les châtiments corporels sont complètement abolis dans ce pays « soit comme peine, soit comme mesure disciplinaire ».

Royaume de Siam. — Le nouveau code pénal y abandonne la bastonnade (53).

Russie. — Encore à l'heure actuelle, la Russie est considérée par beaucoup de gens comme le rempart des châtiments corporels. On y pratique toujours, peut-être

(52) Pages 524 et 525.

(53) Voir G. PADOUX. — Version française, collection des principaux codes étrangers ; imprimerie nationale, 1909.

même plus qu'ailleurs, ces châtimens ; mais il est certain que dans l'espace de 10 ans, ces derniers ont reculé d'une manière considérable dans le système pénal et pénitentiaire russe. Vers 1900, on appliquait en Russie, les verges, le knout et le plet'. Le knout était une espèce de martinet à manche en bois auquel était attaché une lanière de cuir de 70 cent. de long et de trois doigts d'épaisseur. Le bout libre offrait trois lanières de cuir d'un doigt d'épaisseur et de trois-quarts de doigt de longueur. C'était la peine applicable en Sibérie, et elle engendrait souvent la mort. A la fin du XIX^e siècle, le knout a fait place au châtiment corporel moins sévère du plet', qui n'était applicable qu'aux récidivistes et vagabonds de Sibérie, à la suite d'un jugement et d'un examen médical : il arrivait qu'on infligeât 60 coups de plet' à un individu, ce qui portait parfois atteinte à sa santé. Mais, déjà bien avant 1900, on appliquait le châtiment beaucoup plus humain du « Rozgui » ou des verges. Cette peine est celle des soldats condamnés par un conseil de guerre ou même à la suite d'une simple décision disciplinaire. Dans les compagnies de discipline le commandant du bataillon avait droit à 100 coups, le capitaine à 30, le conseil de guerre de 100 à 300. Mais les verges ou « rozgui », n'étaient pas applicables qu'aux militaires : toute personne pouvait y être condamnée, soit par le chef de district (100 coups), soit par le directeur de la prison (30 coups) ; cela sans examen médical préalable (sauf si on se déclarait atteint d'une maladie très grave). En outre, les paysans pouvaient recevoir le rozgui à la suite d'une condamnation prononcée par le tribunal rural et ratifiée par le district ou sous-préfet (les fem-

mes en étaient exemptes). En 1896, à la suite d'une enquête qui eut lieu dans 13 gouvernements, l'on constata que ces châtiments avaient eu lieu 1174 fois (54). Depuis longtemps, les empereurs restreignaient le champ d'application de ces châtiments, mais les mœurs étaient plus fortes que la loi. Nous avons entre mains une lettre qui nous fut adressée le 29 novembre dernier par un publiciste et fonctionnaire russe ; et, aux dires de ce dernier, les châtiments corporels ont, dans l'empire moscovite, un domaine plus restreint que par le passé et ne se pratiquent qu'à l'égard des condamnés pour crimes graves. Le code pénal de 1903, en effet, supprima le knout et les verges ; et comme si cela n'était pas suffisant, l'empereur Nicolas, lors de la naissance du tsarewitch fit paraître un oukase (55), le 30 juillet 1904, supprimant les peines corporelles édictées par la loi pour les délits commis par les paysans et les militaires. Le fonctionnaire qui nous renseigne semble considérer ce manifeste du tzar comme le point de départ d'une abolition générale de ces châtiments : il signale notamment la suppression du droit pour les patrons d'un navire d'infliger cinq coups de fouet à leurs employés et matelots en cas d'émeute au cours de route, et de celui pour les patrons d'appliquer cinq à dix coups de verge aux artisans mineurs pour paresse, manque de respect, éloignement sans permission, etc. Il ajoute que conformément au manifeste de 1904, la peine corporelle ne peut s'appliquer désormais qu'aux criminels condamnés aux travaux forcés, à la déportation en Sibérie et à la détention dans les quartiers disciplinaires. Dès lors

(54) *Archives d'Anthropologie criminelle* 1899, page 269.

(55) *Revue pénitentiaire* de 1904, page 1058.

(et nous parlons toujours selon la même source) : 1° les détenus dans les quartiers correctionnels peuvent encourir ce châtimeut pour de graves infractions ; ils reçoivent jusqu'à 50 coups de verge, si toutefois avant leur condamnation ils ont appartenu à la classe de la population, qui précédemment à l'oukase de 1904 n'était pas exempte de verges (56) ; 2° les forçats qui ont commis un nouveau crime pendant la durée de l'accomplissement de leur peine et les déportés pendant la durée de leur exil peuvent être punis corporellement et recevoir jusqu'à 100 coups de verges. Le même châtimeut peut aussi être infligé par sentence du tribunal aux déportés qui ont tenté une évasion. La peine corporelle ne s'applique point aux femmes. Les hommes exilés, ayant atteints l'âge de soixante ans, ou invalides, sont de même exempts du châtimeut ; 3° Enfin, dans certains cas assez rares la peine corporelle est applicable dans les institutions pénitenciaires militaires. — En ce qui concerne les colonies pénitenciaires, il est interdit d'employer des punitions corporelles ; cependant, une certaine latitude doit être laissée aux directeurs d'établissements, si nous en jugeons par un article paru dans le *Messenger des prisons* d'octobre 1908, qui rapporte que M. Amamov maintint l'ordre dans une colonie de 500 détenus à l'aide de punitions corporelles, pratiquées avec modération et parallèlement à un bon système d'éducation.

On nous rapporte que dans les familles russes l'usage

(56) Les lois du 23 mai 1901 et du 3 juin 1903, tout en maintenant la peine des verges et celle des fers, ont adouci le régime disciplinaire russe.

de frapper les enfants dépend de l'état des mœurs de la famille et de la méthode adoptée. Mais il nous paraît que là, comme au point de vue des peines, une grande latitude paraît laissée à ceux qui ont le droit d'user des corrections corporelles.

Pour le moment, cette élasticité admise par la justice russe se traduit par un mouvement tendant à l'abolition des châtimens corporels, mais ceux-ci sont encore, croyons-nous, suffisamment en usage pour que l'on ne s'aperçoive pas de l'inconvénient qu'il y aurait à les supprimer. Cependant, le jour où on essaiera de les abolir complètement, il est probable que dans un pays comme la Russie, des protestations se feront entendre. N'est-ce pas Catherine II qui, la première en Europe voulait abolir dans son royaume, la peine de mort ? Nous estimons que la Russie qui, à notre époque, est, chose curieuse, le pays où le châtiment capital est le plus en usage, ne verra pas plus le geste de Nicolas II, relatif à l'abolition des châtimens corporels, aboutir complètement à une réalité, que celui de la fameuse impératrice du XVIII^e siècle.

b) PAYS AYANT RÉTABLI LES CHÂTIMENTS CORPORELS.

LA GRANDE-BRETAGNE

L'Angleterre, connu autrefois des peines corporelles très sévères : la mort à plusieurs degrés (pendaison, décapitation par la hache, etc.), et la torture ; on traînait encore au début du siècle dernier les suicidés sur la claie, et, il reste de ce châtiment, un faible vestige dans ce fait que l'enterrement d'un suicidé, d'après la législa-

tion anglaise, ne peut avoir lieu sous forme de cortège sur les voies publiques (57) ; enfin, la peine du fouet était fréquemment appliquée encore dans la première moitié du XIX^e siècle, en vertu du Whipping act. de 1820, qui indifféremment en permettait l'usage pour les hommes et les femmes (58). Le Criminal Law Consolidation Act de 1861 (59) conserva la peine du fouet, mais en la supprimant pour les femmes et pour toutes les personnes en général âgées de plus de 16 ans (60). Le whipping act de 1862 (61), vint réglementer le nombre de coups qui devaient être infligés en cas de condamnation sommaire aux mineurs de 14 ans : cette loi devint plus tard le Summary jurisdiction act de 1879. En 1863 parut le Garotters act (62) qui pour des actes de brigandage, appliquait la punition corporelle même aux personnes âgées de plus de 16 ans. Mais on peut dire que jusqu'en 1880, cette dernière loi resta lettre morte ; vers la même époque des adoucissements se produisaient dans les lois pénales militaires ou maritimes (63) et l'on peut dire que cette époque constitua une période d'abolition des châtimens corporels analogue à celle que traverse la Russie de nos jours, et qui aboutit bientôt à une réac-

(57) *Stephen's Commentaries*, volume IV, page 48.

(58) *Stephen's Commentaries*, volume IV, *Thirdly as to Whipping*.

(59) *Stephen's Commentaries*, volume IV : *Thirdly as to Whipping*.

(60) VON LISZT. — Législation pénale comparée, premier volume, le droit criminel des états européens, page 653.

(61) *Stephen's Commentaries*, volume IV.

(62) *Stephen's Commentaries*, id.

(63) NAVAL Discipline Act de 1866 et Army Act de 1881.

tion qui sans être très forte n'en eut pas moins une certaine efficacité vis-à-vis de la criminalité anglaise. Le signal de cette réaction fut donné il y a environ 30 ans : à cette époque, en effet, Londres fut infestée de vauriens que l'on appela les « Hooligans » et qui ressemblaient fort à nos apaches ; ils procédaient la nuit, attaquant les passants surtout sur les quais de la Tamise : ils baillonnaient « le bourgeois » avec un bouchon goudronné avant de le fouiller (64). « Le chat à neuf queues », selon cette expression souvent rapportée « entra en danse », et Londres « fut nettoyée » en 18 mois de tous ses apaches (65). Depuis cette époque, il existe en Angleterre un système général de châtiments corporels suffisamment mis en application pour que nous l'étudions dans ses détails.

Le fouet, qu'il consiste dans l'emploi des verges ou dans celui du « chat à neuf queues », est en usage dans la Grande-Bretagne, soit comme peine, soit comme mesure disciplinaire.

1° *Le fouet peine corporelle anglaise.* — A cet égard, il existe dans les trois cas suivants :

a) En cas de condamnation sommaire, en vertu des actes de 1862 et de 1879, contre les mineurs de 14 ans (66), pour les divers délits qu'ils commettent.

(64) M. Philippe MILLET a écrit un très intéressant art. sur le rétablissement du chat à 9 queues en 1880, dans le *Temps*, du 18 août 1910.

(65) Voir FROEST. — *Criminal Investigation Department à Scotland Youd.*

(66) Les peines applicables aux mineurs en Angleterre, sont : la prison, le fouet et l'amende. V. Spach, *thèse* 1906. L'enfance coupable en droit anglais, p. 9 et s.

b) En cas de condamnation par les cours d'assises, de mineurs de 16 ans du sexe mâle en vertu du *Larceny Act* de 1861, du *Malicious Damage Act* de 1861 et de l'*Offence Against the Person Act* de 1861 (67). (Le fouet est alors applicable soit pour atteinte malicieuse à la propriété, soit pour attaques contre les personnes, soit pour vol en général) (68).

c) En cas de condamnation prononcée par les cours d'assises supplémentaires à une peine privative de liberté pour les faits prévus par le *Garrothers Act* de 1863 (brigandages et application de baillons : ce qui constitue à vrai dire le vol avec agression de personnes). Ce dernier cas est le seul dans lequel les tribunaux aient le droit de prononcer la peine du fouet contre des adultes.

En réalité, celle-ci est principalement le châtiment des auteurs de « Robbery » ou apaches. Et en 1908, sur 24 condamnations prononcées par les cours d'assises et comportant l'application du fouet, 22 constituaient un supplément comme crime de « Robbery ».

Voici maintenant dans quelle mesure et avec quelle force la peine corporelle est applicable à ces trois catégories de délinquants. Règle générale, le juge doit indiquer toujours le nombre de coups et la nature de l'instrument (acte du Parlement, 25, Vict. cap. 8) :

a) Lorsqu'elle est prononcée par le juge dans l'exercice de ses pouvoirs de condamnation sommaire, il

(67) VON LISZT. — Ouvrage précité, page 653.

(68) Le *Consolidation Act*. de 1861, comprenait 5 lois : outre le *Larceny Act* et le *Malicious Damage Act* précités, il contenait l'*Offence Against the person Act* et le *Forgery Act*, notamment.

spécifie le nombre de coups et l'instrument à employer : un enfant de moins de 12 ans ne peut recevoir plus de six coups. Un enfant de 14 ans révolus ne peut en recevoir plus de 12, avec une verge de bouleau, et il ne peut être fouetté plus d'une fois pour le même fait (69).

b) Lorsque cette peine est prononcée par une cour d'assise pour un fait qualifié crime ou délit, conformément au Larceny Act de 1861 ou aux autres lois de 1861, sur les atteintes malicieuses à la propriété d'autrui ou sur les offenses contre les personnes, la cour peut ordonner que le coupable sera fouetté une fois en particulier et détermine le nombre des coups et l'instrument à employer (70).

c) Lorsque le fouet est ordonné en vertu de la loi de 1863 sur les violences personnelles, la cour peut décider que le coupable mâle en sus de l'autre peine à laquelle il est condamné, recevra le fouet une, deux ou trois fois dans les conditions suivantes : si le coupable a moins de 16 ans, le nombre de coups ne devra pas excéder 32 chaque fois, et l'instrument de correction doit consister en verges de bouleau. S'il a plus de 16 ans, le nombre de coups ne peut aller au-delà de 50. Ajoutons que dans tous ces cas, le fouet ne peut être appliqué plus de 6 mois après le jugement et doit l'être avant que le condamné soit conduit dans la prison où la peine devra être subie.

Dans tous les cas que nous venons d'examiner, le-

(69) STEPHEN. — *A Digest of the criminal law.*

(70) 24 et 25. Vict. C. 96.

fouet constitue une peine : c'est le 6^e dans l'échelle pénale de la législation anglaise : elle vient entre la mise sous la surveillance de la police et l'amende ; elle n'est donc pas considérée comme l'une des peines les plus fortes usitées en Grande-Bretagne ; et même le secrétaire d'une grande association philanthropique et pénitentiaire anglaise, nous écrivait récemment que « le chat à neuf queues » était appliqué à des coupables grâciés d'une faute grave.

Au point de vue pénal, les châtimens corporels ont été considérés comme ayant produit de bons résultats dans le Royaume-Uni : les statistiques le prouvent ainsi que les faits : il est certain que la criminalité anglaise est pour ainsi dire la seule de l'Europe qui ait baissé et qui baisse encore : le nombre des condamnations à des peines privatives de liberté qui était pour 1908-1909, de 205,681 est descendu à 200.265 en 1909-1910 (71). L'origine de cette diminution remonte à 1880, époque à laquelle comme nous l'avons déjà expliqué, les apaches désolaient des quartiers de Londres : or, aujourd'hui, il n'est pas une seule rue de cette ville, aux dires de M. Philippe Millet (72), ayant recueilli ces renseignements d'un anglais M. Froest, où une femme ne puisse se promener seule en pleine nuit sans être attaquée, fût-ce dans la banlieue. Que se passa-t-il donc pour qu'en 18 mois la sécurité de Londres ait été assurée, et que depuis 30 ans, les attaques nocturnes soient devenues extrêmement rares ? (73) Sans doute, cela

(71) *The report of the Howard Association* de 1910, page 9.

(72) Lettre précitée au journal *Le Temps* du 18 août 1910.

(73) V. FROEST. — *Criminal Investigation*.

tient au soin avec lequel la police anglaise est recrutée : les policemen sont des gaillards qui mesurent tous au minimum 1 mètre 75, qui ont au moins 90 centimètres de poitrine et pèsent au moins 72 kilogs : « Ils sont tous entraînés à la boxe, écrit M. Ph. Millet ; en cas de bagarre, il est fort rare..... qu'ils aient le dessous ». Ces résultats tiennent peut-être aussi à la fréquence et à la célérité des exécutions capitales, ainsi qu'au régime sévère appliqué aux condamnés, à la servitude pénale ou à l'emprisonnement. Mais c'est le chat à neuf queues, d'après les renseignements de source anglaise, rapportés encore par M. Millet, qui est la première cause de cette amélioration, et si l'on pouvait en douter, la statistique officielle anglaise aurait vite fait de nous convaincre : « le Robbery », ou vol avec agression contre les personnes est d'après ce que nous avons déjà remarqué, le cas presque unique d'application de la peine du fouet par les cours d'assises. Or, les statistiques générales des crimes et délits de 1857 à 1908, nous prouvent sûrement que, l'incendie volontaire et le faux monnayage, étant mis à part, les crimes de « Robbery », sont les seuls qui soient devenus moins fréquents en Angleterre, durant les 30 dernières années ; tandis que les attentats à la pudeur ont doublé, que les vols avec effraction ont triplé et que les homicides (punis par le droit anglais) ont sextuplé, voici une série de moyennes quinquennales des « vols avec agression contre les personnes », qui marquent une diminution de ces derniers délits :

1857-1863 : 716	1884-1888 : 402
1864-1868 : 752	1889-1893 : 383

1869-1873 : 575	1894-1898 : 372
1874-1878 : 589	1899-1903 : 282
1879-1883 : 464	1904-1908 : 288 (74)

Le rédacteur du journal *Le Temps*, dont nous avons prononcé le nom plusieurs fois, commentait les chiffres que nous venons d'indiquer en ces termes (75) : « On voit qu'après avoir oscillé entre 1860 et 1880, les cas de Robbery ont régulièrement déchu jusqu'à ces dernières années pour remonter légèrement, il est vrai, pendant la période 1904-1908. Il est bon de rappeler à ce propos que le chat à neuf queues ne fut sérieusement employé que vers 1880 et qu'il a un peu chômé depuis que les radicaux sont au pouvoir. En 50 ans, le nombre absolu des agressions n'en a pas moins diminué de moitié ». Ainsi, nous avons pris dans la législation anglaise, le seul délit qui en fait, soit puni du fouet ; nous l'avons vu très fréquent de 1857 à 1880, période durant laquelle les châtiments corporels tombèrent en désuétude ; nous en avons au contraire constaté la baisse énorme de 1880 à 1904 ; nous en avons enfin remarqué la légère hausse de 1904 à 1908, années durant lesquelles le pouvoir judiciaire prononça moins souvent des peines corporelles pour Robbery : les conséquences de cette évolution sont significatives et l'influence du fouet sur la diminution de la criminalité en ressort pleinement.

Nous ne terminerons pas cette appréciation sur

(74) Voir le livre bleu intitulé *Criminal Statistics* de mars 1910. (Cd. 5096).

(75) *Le Temps* du 13 septembre 1910.

l'usage du fouet comme peine, sans donner au lecteur un tableau comparatif, représentant la proportion des délits qui en ont été punis de 1893 à 1908, par rapport à ceux qui n'ont pas encouru ce châtiment (76).

Années	Burglary (vol à main armée)	Housebreaking (vol avec effraction dans les maisons)	Schopbreaking (vol avec effraction dans les boutiques)	Rolbery (vol avec agression contre les personnes)
1893	501	447	650	321
1894	480	521	660	323
1895	452	419	546	257
1896	468	467	445	250
1897	469	451	612	253
1898	521	404	665	317
1899	504	425	521	243
1900	420	391	595	198
1901	473	434	601	252
1902	492	416	786	271
1903	623	581	869	236
1904	610	687	879	225
1905	657	632	1108	202
1906	597	670	1024	209
1907	750	651	886	172
1908	712	764	1279	221 (77)

Ainsi, tandis que les vols avec agression, qui sont punis du fouet diminuent d'un tiers environ en 15 ans,

(76) Le fouet n'est presque jamais encouru pour les cas de Burglary, d'Housebreaking, de Schopbreaking : en 1908, il n'y a eu qu'une seule condamnation au fouet pour Schopbreaking.

(77) Ces chiffres représentant exactement le nombre des personnes traduites en Cours d'assises pour les quatre principales formes de vol.

les vols à main armée et les vols avec effraction dans les maisons, n'étant presque jamais punis de cette manière, ont augmenté d'autant. Quant aux vols dans les boutiques qui n'encourent pas davantage ce châtiment, ils ont doublé.

2° *Le fouet, châtiment corporel disciplinaire anglais.*

— Le fouet est employé également en Angleterre, pour réprimer les fautes, qui sans être des délits constituent de graves atteintes à la discipline de certaines organisations, telles que les prisons, les établissements d'éducation correctionnelle pour mineurs, les écoles et la marine :

a) *Le fouet dans les prisons.* — Les peines privatives de liberté comprennent en Angleterre : 1° la servitude pénale pour les crimes les plus graves ; 2° l'emprisonnement qui est de trois sortes : l'emprisonnement avec travail dur, l'emprisonnement sans travail dur et celui consistant dans une pure privation de la liberté : ceux condamnés à la servitude pénale ou convicts qui sont en général dirigés, soit sur Dartmoor, soit sur Portland, soit sur Parkhurst ou Wormwood-Scrubs, après avoir passé quelque temps en cellule, sont astreints à leur arrivée dans ces lieux de détention à un travail des plus durs : là une discipline, exempte de défaillance, s'exerce par tous les moyens : on use tout d'abord de la privation de certaines jouissances telles que la suppression du matelas et celle du cacao du matin (les convicts ont droit en effet, chaque matin, à une demi-once de chocolat, deux onces de lait et une demi-once de mélasse pour sucrer ce déjeuner). On use aussi

de la cellule de rigueur ; on se servait également, il y a quelques années, de la roue de discipline ou « tread-mill », dont il sera parlé plus loin ; actuellement, le dernier argument consiste encore dans la fustigation par les verges ou le chat à neuf queues : ce moyen de correction est appliqué surtout pour tentatives de révoltes et évasions (78). A Wormwod-Scrubs notamment, une commission de neuf magistrats décide de l'emploi de ce châtiment qui consiste en général, en 36 coups de verge ou de « chat à neuf queues » (79).

« Les prisons locales » connaissent, encore plus souvent que les prisons de convicts, l'usage des châtiments corporels (80), que l'on n'applique guère qu'aux condamnés à la prison avec ou sans travail dur ; les autres, délinquants politiques ou détenus pour dettes, en sont exempts.

Dans les divers établissements de détention anglaise, le fouet n'est pas d'un usage extrêmement fréquent, mais il ne tombe nullement en désuétude : c'est ainsi qu'en 1907-1908, on a compté 20 cas de châtiments corporels dans les prisons locales et 10 dans les prisons de convicts, au lieu de 16 et 10 en 1906-1907 (81). (Plus loin, nous donnons en ce sens des statistiques très récentes).

(78) *Revue pénitentiaire* de 1880, page 39.

(79) Voir Paul MIMANDE, *Revue Bleue* de juin 1909, page 120. L'auteur de cet art. rapporte qu'à Montjoy, c'est un Conseil général des prisons qui ordonne l'application aux prisonniers de 36 coups de lanière.

(80) *Revue pénitentiaire* de 1909, page 139.

(81) Statistique pénitentiaire anglaise, rapportée par le Bulletin de la Société Générale des prisons de 1909, page 139.

Voici d'ailleurs un tableau qui prouve que la proportion des châtimens corporels par rapport aux autres mesures disciplinaires, dans les prisons anglaises, n'a pas beaucoup varié durant la période 1900-1908 :

Années	Nombre de prisonniers frappés de peines disciplinaires	Proportion des châtimens corporels sur 100 détenus
1900-1901	16.195	7,7
1901-1902	17.704	7,6
1902-1903	16.646	6,8
1903-1904	21.252	8,1
1904-1905	27.954	10,3
1905-1906	24.357	8,9
1906-1907	19.088	7,6
1907-1908	20.112	8,1

b) *Le fouet dans les établissements d'éducation correctionnelle pour mineurs.* — Nous avons vu que les mineurs pouvaient être condamnés outre les cas prévus par le Garotters Act, à des peines corporelles pour un grand nombre de délits, mais qu'ils étaient susceptibles d'encourir l'emprisonnement : cette dernière mesure est d'ailleurs prise aussi rarement que possible, et l'on est en Angleterre de plus en plus opposé à l'emprisonnement des mineurs : si en 1898, 1813 enfants sont encore condamnés à cette peine, ce chiffre descend à 1353 en 1900, à 1344 en 1901 et enfin à 1081 seulement en 1902 (82).

Quoi qu'il en soit, le mineur qui subit une détention dans une prison du royaume est assimilé, au point de vue des mesures disciplinaires, aux condamnés adul-

(82) V. SPACH. — *Thèse*, 1906.

tes et sous la réserve des précautions qui doivent être prises en raison de son âge, il encourt le châtiment du fouet.

C'est surtout dans les établissements d'éducation correctionnelle (publics ou privés) où l'on enferme les mineurs à leur première faute ainsi que les enfants incorrigibles, que les moyens de contrainte physique sont en honneur ; dans les « Reformatoires » ou écoles de réforme, on emploie comme punitions dans les cas peu graves (83) : la suppression des galons de bonne conduite, les pertes de faveurs, la réduction de la nourriture en quantité ou en qualité (privation d'un plat agréable), le cachot, le confinement durant 3 jours dans une cellule claire, les coups de férule appliqués sur la main du coupable (le nombre de coups ne peut excéder 6), enfin le fouet consistant dans douze coups au maximum de canne de bouleau ou de verges (le directeur seul peut ordonner l'exécution de cette correction qui doit avoir lieu en sa présence) (84). Ces punitions corporelles sont assez fréquentes : en 1904-1905, il y a eu à l'école de réforme de Redhill, 231 punitions pour 277 pupilles ; elles se répartissaient ainsi : 154 pour la férule, 34 pour la cellule, 9 pour le fouet, le reste consistait en privations de nourriture, etc. (85).

Dans les écoles industrielles telles que celle de Des-

(83). Pour les fautes importantes (refus de se plier à la discipline), une « cour de petite session » peut prononcer trois mois de prison avec ou sans Hard-Labour.

(84) *Revue pénitentiaire* de 1900, page 524, et SPACH, *Thèse*, pages 17 et s.

(85) SPACH. — *Thèse*, pages 17 et s.

ford, le directeur a le droit de faire infliger comme punition, la fêrule et le fouet.

c) *Les écoles anglaises et les châtiments corporels.* — Contrairement aux collèges français, ceux de la Grande-Bretagne ont une discipline des plus rudes : on y fouette encore sur l'ordre du maître, et même une sévère hiérarchie règle les rapports entre élèves : chaque nouveau est le « fog » d'un ancien, c'est-à-dire qu'il lui doit obéissance ; s'il regimbe, l'ainé peut corriger le plus jeune (86). Sans doute, les moyens de contrainte physique ont reculé quelque peu dans les écoles anglaises où on en use cependant toujours, et la question de l'efficacité des verges, vient encore d'être posée récemment par de hauts personnages de l'Université anglaise (87).

d) *Les châtiments corporels disciplinaires dans la marine.* — Ces châtiments ont été supprimés dans l'armée de terre en 1881 : jusqu'à cette époque, les fautes légères commises par les soldats du Royaume Uni, étaient impitoyablement punies du fouet ou du bâton ; Sommerville, qui était jeune soldat en 1832, rapporte qu'il fut condamné à recevoir 200 coups : « Au premier coup, écrit-il, j'éprouvais entre les épaules une étonnante sensation qui s'en alla d'un côté jusqu'aux ongles des orteils, de l'autre jusqu'aux ongles de mes

(86) *Lectures pour Tous* de septembre 1903. L'Education par les verges.

(87) Le recteur d'Eton vient d'examiner cette question : V. *Rivista di discipline carceraria* de mai 1911.

doigts et qui me perça jusqu'au cœur comme si on m'avait enfoncé un couteau dans le corps. Le sergent compta un temps où le maréchal-ferrant me frappa une seconde fois quelques centimètres plus bas, et alors, je trouvais le coup précédent doux en comparaison de celui-ci. Le sergent major compta deux ! Le chat tourna deux fois au-dessus de la tête du maréchal-ferrant et retomba sur mon omoplate droite, l'omoplate était aussi sensible que le reste, et quand il me frappa l'épaule gauche et que la voix cria : quatre ! je sentais ma chair trembler dans toutes ses fibres, depuis le crâne jusqu'aux orteils... ». Ces excès, dont vient de parler un journal illustré français ont sans doute déterminé l'abolition de ce châtiment à l'égard des militaires anglais. Ils ont subsisté toutefois, dans la marine et nous venons d'apprendre d'une personne anglaise compétente que la flagellation prévaut encore dans l'armée de mer. (Naval discipline Act de 1886 et de 1884).

3° *L'exécution du châtiment du fouet (comme peine et comme mesure disciplinaire)*. — C'est encore M. Philippe Millet, correspondant du *Temps* à Londres, qui nous renseigne sur ce sujet dans un article de l'*Illustration* du 3 septembre 1910 : après nous avoir fait pénétrer dans la prison de Wormwod-Scrubs, qui est paraît-il, une des mieux aménagées qui soient au monde, l'auteur de l'article ayant fait passer sous nos yeux le confort de l'établissement, raconte qu'on l'a fait pénétrer dans une salle de gymnastique spacieuse et bien aérée où on lui a montré les appareils de correction pour les condamnés au fouet. Nous ne pouvons mieux faire que de lui céder la parole étant donné les détails

qu'il fournit : « Voici d'abord, dit-il, le chevalet sur
« lequel est placé le coupable. C'est un grand cadre
« oblique traversé par une barre. Cette barre rembou-
« rée d'un coussin se déplace le long de deux montants
« en fer percés de trous de manière à pouvoir être
« haussée ou abaissée suivant la taille du prison-
« nier » (88). Voici maintenant la description de l'exé-
cution : « L'homme, le torse nu, est attaché au cheva-
« let au moyen d'une ceinture de cuir qui l'enserme au-
« dessus des hanches. Les pieds sont pris dans deux
« anneaux de cuir... placés au bas de l'appareil. Les
« mains sont enfermées dans deux bracelets de cuir se
« déplaçant le long de deux tringles latérales ; une
« corde attachée à ces bracelets et traversant une poulie
« au sommet de l'appareil, permet à un opérateur
« placé derrière le cadre, d'obliger le patient à tenir les
« bras en l'air. Par une mesure de précaution, le cou
« et la nuque du prisonnier sont protégés au moyen
« d'un col large et épais ». Rien n'est donc négligé
pour empêcher toute atteinte à la santé du patient,
rien dans ce chevalet « qui épouse délicatement ses
formes », ne peut provoquer de graves blessures si le
condamné se débat. Un médecin est du reste présent
pendant la correction, veillant à ce que ce dernier ne
s'évanouisse pas. Tous les préparatifs ayant eu lieu, et
la sécurité de la vie du coupable, étant assurée, la jus-
tice est libre pour exécuter la peine : un gardien des
plus vigoureux s'avance alors armé du fameux chat
à « neuf queues », le « cat », comme disent les Anglais.

(88) *L'Illustration* du 3 septembre 1910, contient une gravure
qui représente un chevalet.

Ce dernier n'est plus l'instrument formidable d'autrefois : « ce n'est plus la corde grosse comme le poing et divisée en cordelettes pourvues de nœuds, le manche ressemble à un mirliton et les neuf cordelettes finement tressées, sont absolument lisses ». Le condamné va sentir les caresses du chat : « le gardien se place tantôt à droite, tantôt à gauche du chevalet, fait décrire au chat, une sorte de huit au-dessus de sa tête et fait retomber les extrémités des cordelettes sur les épaules du prisonnier ». Ailleurs, M. Ph. Millet (89), déclare qu'il est rare que des lambeaux de chair ne soient pas emportés et que le condamné n'en garde toute sa vie, les cicatrices.

S'il s'agit de mineurs de 16 ans (et, nous l'indiquons plus loin, les peines corporelles prononcées par les juridictions sommaires se chiffrant par centaines), l'instrument d'exécution consiste en une poignée de verges de bouleau analogue à un balai de bois, ce que l'on appelle en anglais « birch-rod » ; en ce cas, on se contente de mettre à nu la partie la plus charnue de l'individu et de lui administrer le nombre de coups fixés. Cette sorte de balai de cuisine est muni d'un long manche, ce qui permet à l'opérateur de donner à son bras plus d'élan.

Ainsi ce châtiment, qui n'est appliqué qu'après une consultation médicale du condamné, et qui n'est administré que dans la mesure fixée par la loi ou le juge, n'a rien d'inhumain et d'arbitraire ; il suffit cependant à calmer les plus dangereux malfaiteurs (90).

(89) Lettre du 18 août 1910, au journal *Le Temps*.

(90) Nous lisons dans l'art. de *l'Illustration* précité, qu'un com-

4° *Les châtiments corporels et l'opinion anglaise actuelle.* — Il ne faut pas se dissimuler que malgré l'humanité de ce châtiment et les avantages que la sécurité publique peut en retirer, le chat à neuf queues et les verges, en tant que peines toutefois, sont plus rarement employés que par le passé en Angleterre depuis quelques années du moins : nous sommes loin, en effet, de la vigoureuse application du Garotters Act des périodes précédentes. Et même une loi récente anglaise de 1901 s'est refusée à laisser accroître les cas d'application du fouet aux mineurs ; cette loi (*youthful offenders Act*), destinée à compléter la loi de 1887 sur la condamnation conditionnelle en ce qui concerne les mineurs, n'avait pas été votée en 1900 à propos d'une question relative au fouet, et si elle a passé l'année suivante, c'est que le paragraphe relatif à cette peine avait été supprimé : le 2 mai 1900, en effet, le secrétaire d'Etat de l'Intérieur, lors de la seconde lecture de la loi devant la Chambre des Communes, prétendait, qu'il se présentait des cas où, les peines prévues par la législation anglaise étaient trop élevées, eu égard à la nature de l'infraction ou aux circonstances dans lesquelles elle avait été commise, mais que d'un autre côté le relax pur et simple avec libération conditionnelle ne serait pas justifié. Il proposait donc d'adopter un paragraphe permettant dans ce cas au juge, soit de libérer conditionnellement le coupable, soit de le condamner à l'amende,

mencement de révolte de prisonniers ayant éclaté et un gardien étant sur le point d'être frappé, l'un des co-détenus cria à celui qui allait accomplir cet acte : « Gare au chat ! », et que le mot suffit pour rétablir l'ordre.

soit de le condamner au fouet. Cette proposition fut repoussée et ne fut pas renouvelée l'année suivante (91); plusieurs orateurs montèrent à la tribune, soit pour défendre le fouet, soit pour le combattre; on discuta sur ces paroles de Salomon : « La méchanceté dans le cœur des enfants ne peut être extirpée qu'à l'aide des verges ». M. Gibson Burles préconisa les châtimens corporels; MM. O'Connor et William, répondirent que cette punition dépendait des tempéramens des enfans..

Quoi qu'il en soit, il y eut là un léger revirement dans l'opinion des députés anglais en ce qui concerne le châtiment du fouet, qui fut accueilli si aisément par leurs devanciers (92). Cela tiendrait-il aux opinions politiques et sociales de la nouvelle majorité de la Chambre des communes anglaise ? Nous avons rapporté plus haut une opinion favorable à cette allégation et M. Philippe Millet, déclare à ce sujet « que les autorités anglaises craignent qu'un accès de sensiblerie parlementaire ne leur enlève un jour le puissant moyen d'action qu'est le chat à neuf queues » (93).

Malgré cette tendance de certains esprits, qui n'aura peut-être pas plus de résultats que le mouvement abolitionniste de la peine de mort en France, le fouet continue à être sérieusement appliqué; M. le secrétaire de

(91) Voir *Hansard's Parliamentary debates*, 1900.

(92) Ce châtiment eut même les faveurs de beaucoup de grands esprits anglais au XIX^e siècle. Voir, à ce sujet, W. Tallack, *Corporal punishment (the Mercy of moderate corporal Punishment)* et, plus récemment, un art. de la *Revue pénitentiaire* de 1898, rapportant l'opinion d'un grand nombre de magistrats anglais à la suite de questions pénitentiaires posées par le secrétaire de la *Howard Association*.

(93) Lettre du 13 septembre.

la « Prison Commission », chargé par M. le Directeur des Prisons anglaises de répondre à nos questions, nous écrit de Londres, en effet, qu'en 1909, les châtimens corporels ont été infligés par les tribunaux comme supplémens de peine, 26 fois et ont été appliqués par les tribunaux inférieurs ou juridictions sommaires aux mineurs de 14 ans, 1805 fois, sans autre punition ; il ajoute que les statistiques de 1910, qui n'ont pas encore été publiées et sont sujettes à revision, donnent 32 cas d'application par ordre des tribunaux supérieurs et 1617 par ordre des tribunaux inférieurs. Il nous déclare en outre, qu'aucune disposition n'a été prise récemment contre les peines corporelles. (De la même source, nous apprenons que les châtimens corporels ont été infligés aux prisonniers pour mutinerie ou violence contre le personnel de la Prison, 23 fois, d'avril 1910 au 31 mars 1911).

5° *Le tread-mill (roue du moulin)*. — Nous croyons qu'il faut attribuer à cette tendance abolitionniste, la désuétude d'un châtiment corporel anciennement connu en Angleterre, qui s'est effectuée durant ces dernières années, non par acte du Parlement, mais par suite d'un abandon de fait : la roue du moulin ou tread-mill a en effet cessé d'être appliquée dans les prisons anglaises depuis 1902 (94), et nous ajoutons d'après des dires de source anglaise, qu'il n'en existe plus qu'un spécimen dans un « Muséum of curiosities » (95). Ce

(94) Cela nous a été confirmé par une lettre du secrétaire de la Howard Association et par une attestation émanant de M. le secrétaire de la « Prison Commission ». (La lettre est de novembre 1911).

(95) Voir cependant un art. paru dans la *Revue pénitentiaire* de

n'est donc aussi qu'à titre de curiosité que nous décrivons ce châtiment, qui était un moyen de « mater » les convicts à leur arrivée dans les maisons de détention ainsi que les prisonniers condamnés au travail dur : « Imaginez, dit M. Henri de Noussanne, auteur d'un article intéressant à ce sujet (96), deux douzaines de nouveaux venus....., tout de gris vêtus et voyez-les chacun dans son compartiment, devant une sorte de large roue de moulin, dont les palettes vont tourner à un signal donné sous le choc de leurs pieds, pendant 8 à 10 heures, après de brefs et rares repos. La terrible machine se meut ; malheur à qui manque la palette. Aussitôt la roue le frappe aux jambes et le déchire. Ce supplice du tread-mill ou « roue de discipline » est atroce... » (97). Ceux qui ont passé par ce châtiment ont la frayeur d'y retourner. M. Henri de Noussanne, après cette description, estime qu'il ne faudrait peut-être pas se récrier si l'on proposait « d'imposer à nos apaches quelques journées, même quelques semaines de roue de discipline ». Il y a en effet dans cette peine non seulement un moyen de dompter certaines natures rebelles, mais aussi de forcer les individus pa-

mars 1911, sur la vie dans les prisons anglaises, qui rapporte que les condamnés au Hard Labour, tournent encore la roue du moulin.

(96) *Illustration* du 28 septembre 1907, page 206.

(97) Voici exactement la description du tread-mill : C'est une roue immense, dont les rayons ont 4 mètres et dont la circonférence est divisée en palettes aboutissant à des cellules étroites où se tiennent, sans se voir, les condamnés et où elles figurent en passant les marches fuyantes d'un escalier ; le condamné suspendu des deux mains à des anneaux placés au-dessus de sa tête, doit se laisser retomber et peser de tout son poids sur les palettes (V. *Nouveau Larousse illustré*, lettre T).

resseux de nature à accomplir un effort journalier ; or, ce double but d'intimidation et de réformation, qui se réalise dans cette peine n'est pas à dédaigner au point de vue pénitentiaire. Mais une étude de législation comparée sur cette forme particulière du « dur labeur » anglais, n'est plus guère chose facile, puisque : « The treadmill is no longer used in the United Kingdom ». (Extrait d'une note publiée sur l'objet de la Howard Association et sur les actes que cette dernière a accomplis) (98).

INDEX ANGLAISES

Les châtimens corporels dans l'Inde sont certes plus appliqués que dans la métropole. On peut même dire qu'ils sont prodigués soit comme peines, soit comme mesures disciplinaires : en 1879, le nombre moyen des prisonniers hommes était au Bengale de 16.604 par jour et, pour assurer l'ordre parmi cette foule de détenus, on appliquait le fouet 8.000 fois environ. Certains personnages influents membres du Parlement anglais ayant protesté contre cette application à leur avis trop fréquente, le nombre des flagellations disciplinaires diminua considérablement. En 1902, il

(98) Notice annexée au rapport publié par la Howard Association en 1910 (et en 1911) et intitulée : « *The Howard Association its objects and accomplishments*. La Howard-Association est une Association fondée en 1866 dans un but pénitentiaire et philanthropique et dont le rapport annuel a une haute valeur au point de vue des documents et de la statistique). D'après plusieurs informations de source anglaise, « le dernier des Tread-Wheels, en Angleterre et dans le pays de Galles, a été supprimé et démoli en 1902 et le seul spécimen existant est à Mme Tussand (*Museum of Curiosities*) ».

n'était plus que de 246 et l'année suivante, il tomba à 167. Mais le fouet est encore usité très souvent comme peine ; sans doute, on est loin du chiffre des condamnations à ce châtiment, qui en 1878 s'éleva à 75.223 ; en 1897, il est encore de 64.096 ; en 1900, il atteint 45.054 pour descendre, il est vrai à 23.186 en 1902, dernière année pour laquelle nous avons des renseignements. La flagellation est appliquée dans la même proportion dans les autres provinces de la colonie (99).

Voici comment s'exécute aux Indes, le châtiment du fouet : le patient est attaché nu à une sorte de poteau (triangle), placé à l'extérieur des cours de justice, puis on le frappe avec un rotin ou bambou : le nombre des coups peut s'élever jusqu'à 30.

L'ILE DE CEYLAN (*colonie de la Couronne*)

Cette île, qui jouit d'une constitution autonome indépendante de celle de l'empire des Indes a au sommet de son administration, un gouverneur nommé par le roi ; ce dernier assisté d'un conseil de 17 membres représente le pouvoir législatif ; c'est ainsi que fut voté le code pénal de 1883, ainsi que ses deux annexes, les Ordonnances de 1886 et de 1889 (100). Les peines appliquées en vertu de cette législation sont : la mort, la bastonnade et l'emprisonnement simple ou dur avec travail forcé. La peine de mort qui s'exécute à l'aide

(99) Renseignements extraits d'une petite brochure de Sir H. Cotton, analysée dans la *Revue pénitentiaire* de 1906, page 366.

(100) L'ouvrage le plus récent sur cette législation, est de Pereira, *Institutes of the Laws of Ceylan*, 4 vol. Colombo 1901.

de la pendaison y est d'usage fréquent. Quant à la bastonnade et au chat à neuf queues, ils servent de peines souvent : ce qui a lieu pour blessures dangereuses, vols ou exactions frauduleuses, viol, etc. ; en outre, pour les jeunes gens de 7 à 16 ans on peut substituer à l'emprisonnement, conformément à l'Ordonnance de 1886. (Youthful Offenders Ordinance), la peine du fouet à raison de 25 coups au plus jointe à un châtiment léger si le délinquant est un garçon.

Voici comment s'exécutent ces mesures de répression : pour les adultes, on emploie le chat à neuf queues, après avis du médecin et assentiment du gouverneur. Quant aux garçons au-dessous de 16 ans, on leur inflige cette peine avec une légère badine, sans assistance du médecin, au prétoire même, en présence du père ou du tuteur. La correction peut aller de 10 à 25 coups.

C'est surtout dans le régime pénitentiaire de l'île de Ceylan que l'on a fait appel à l'usage des châtiments corporels : les indigènes emprisonnés n'ont pas en effet accueilli le système du travail productif : se laissant aller à leur indolence naturelle, ils n'ont pas progressé dans la voie du travail, au contraire ; ce sont des occupations monotones et fatigantes, qui seules ont fait quelque impression sur eux ; c'est pourquoi on résolut de faire venir d'Angleterre, un tread-mill ; et jusqu'à ce que cette tentative ait donné des résultats, on employa une machine appelée Pingo ; voici en quoi cette dernière consiste : une petite construction de bois reposant sur des madriers est partagée par une cloison dans le sens de sa longueur ; à environ un mètre du sol court tout autour une corde tournant à chaque ex-

trémité sur des rouleaux. De cette corde pend tous les trois pas une courte chaîne. Chaque condamné saisit cette chaîne d'une main et de l'autre assure sur son épaule le pingo, c'est-à-dire un bambou chargé à chaque extrémité d'un poids de vingt livres ; il se met alors à marcher en suivant celui qui le précède jusqu'à ce qu'on ait accompli 6 tours pour recommencer ensuite en sens contraire. Toute fainéantise est impossible dans ce genre de travail, le détenu ne peut que quitter son rang ou lâcher le pingo. La surveillance, d'ailleurs facile, empêcherait tout laisser aller. Le nouveau détenu condamné à une forte peine doit porter le pingo pendant 4 jours et 8 heures par jour. Après quoi, il peut choisir entre le pingo et d'autres occupations (enlèvement des fibres de la noix de coco) mais si dans ce dernier cas il ne remplit pas une tâche déterminée, il retourne à son emploi primitif. Le pingo sert également de mesure disciplinaire, pour réprimer toute tentative de rébellion ; les autres châtimens usités dans les prisons pour assurer l'ordre sont : la bastonnade, les fers, l'emprisonnement cellulaire et la camisole de force (101).

AUSTRALIE

Le chat à neuf queues y est employé et dans les cours où on l'applique, on dispose un petit caniveau (pierre creusée), pour l'écoulement du sang. M. Paul Mimande déclare l'avoir vu de ses propres yeux à Sidney (102).

(101) V. *Bulletin de l'union internationale de droit pénal* de 1905. Droit pénal et système pénitentiaire de Ceylan, par Ernst Rosenfeld, traduit en français par M. Teutsch.

(102) *Revue Bleue*, 1909, page 119.

LE NATAL

Dans cette colonie anglaise du Sud-Est de l'Afrique australe peuplée de Boërs hollandais, de colons anglais et allemands ainsi que de Cafres-Zoulous et qui comprend de quatre à cinq cent mille habitants, la peine du fouet a été appliquée à plus de 40.000 indigènes en 1908 (103).

CANADA

La peine du fouet vient au troisième rang de l'échelle pénale de ce pays, entre l'emprisonnement et l'amende (art. 957) (104).

Une haute personnalité d'Ottawa nous écrit que le fouet y existe toujours et peut être appliqué dans les cas de cambriolage à mains armées, de viols ou de tentatives de viol et de sodomie ; il en est de même pour certains actes de violences. Ce châtiment n'est pas donné en public. Le fouet est composé de neuf lanières portant des nœuds. On peut donner jusqu'à 25 coups, à trois reprises avec intervalle de quelques jours entre chaque flagellation.

« Le printemps dernier, nous écrit l'aimable cana-
« dien qui a bien voulu nous renseigner, un individu
« qui avait l'habitude de battre sa femme a reçu ce châ-
« timent. Le magistrat qui lui avait infligé cette peine
« m'a dit que d'après les rapports de la police de
« Montréal, elle avait eu un excellent effet, les femmes

(103) Rapport de la Howard-Association, pour 1908-1909.

(104) *Annuaire des législations étrangères* de 1892.

« qui avaient pour maris des hommes de l'espèce de la
« brute fouettée par la police, n'avaient qu'à les mena-
« cer de les dénoncer au magistrat pour les ramener
« à la raison ».

D'après la même source, nous pouvons ajouter que si le fouet est d'un usage assez rare au Canada, la perspective d'une correction semble y inspirer plus de crainte aux malfaiteurs que la réclusion et que l'on regrette généralement dans ce pays l'emploi trop peu fréquent de cette peine.

ETATS-UNIS

Un savant professeur de l'Université de Chicago nous écrit que l'on n'a pas encore fait en Amérique une étude approfondie et scientifique des châtimens corporels dans les prisons. Il ajoute cependant que ce problème a été discuté par l'« American prison Association ». En réalité, les faits nous prouvent que les Américains se sont souvent occupés dans la pratique de ce genre de châtiment ; récemment des journaux de Boston, tels que « Police News » ont fait naître dans le public yankee des controverses à ce sujet.

Du reste, plusieurs Etats de l'Union, pouvant chacun promulguer des lois spéciales, ont adopté individuellement certaines peines corporelles : notre documentation ne nous permet pas d'être absolument complet à cet égard, nous nous contenterons d'en donner un léger aperçu en ce qui concerne une législation aussi décentralisée que celle du Nouveau Monde.

On applique ces peines notamment dans l'Etat de Delaware, où à côté du fouet existe le pilori : deux pièces

de bois se rejoignent de telle sorte qu'elles emprisonnent les deux poings et la tête du coupable, qui reste ainsi pendant deux heures exposé aux quolibets des passants. En cas de récidive, le condamné peut être exposé pendant plusieurs jours consécutifs à raison de quatre heures par jour.

Dans l'Etat d'Orégon, le fait de battre sa femme est puni de vingt coups de fouet administrés par le shériff ou le policeman qui le remplace ; la punition est subie à l'intérieur de la prison (105). Il y a peu de temps à Portland, Henri Shaeff a été condamné à cette peine pour avoir frappé sa femme dans la rue. On lui mit les menottes, l'opération eut lieu devant le député shériff. Il reçut sur le dos et les fesses 15 coups de chat à neuf queues, il s'évanouit mais peu à peu reprit connaissance ; on lui appliqua alors un bon onguent sur le derrière (On the back) et sur les blessures faites par les menottes en se débattant, puis on le renvoya avec de bons conseils (106). Les législateurs de l'Etat de Washington veulent, paraît-il, imiter leurs voisins.

En tant que mesures disciplinaires dans les prisons, les châtimens corporels sont plus fréquemment employés ; on nous écrit d'Amérique qu'il en est encore ainsi dans beaucoup d'Etats de l'Union ; outre ceux que nous venons de citer, il faut nommer : l'Elmire, l'Indiana et le Maine ; dans cette dernière province, le directeur de la prison de Saint-Quentin peut punir les

(105) *Bulletin législatif de la « New-York State Library »* (Revue pénitentiaire de 1907, page 1090).

(106) *Gazette médicale de Nantes*, le Caducée, et Lacassagne, peine de mort et criminalité.

condamnés par le fouet ou les douches, l'isolement en cellule, la suspension par les bras ou les pieds comme il le juge nécessaire (Rev. pén. de 1911).

Enfin, voici une découverte bien américaine en ce qui concerne les punitions corporelles infligées dans les prisons du Nouveau Monde : découverte, dont le résultat tout au moins est de confondre l'argumentation de ceux qui prétendent que jamais un homme ne doit frapper l'un de ses semblables : les citoyens de la libre Amérique, touchés peut-être par ces doléances ont inventé en effet, un procédé de correction mécanique. La Revue italienne « *Rivista di discipline carceraria* » de février 1905 (107) s'est fait l'écho de cette innovation et rapporte que cette punition scientifiquement nommée « bastonnade électrique », se subit dans un bain où le patient est fustigé électriquement avec une éponge. Ce traitement serait hygiénique pour les détenus rhumatisants. Et l'on accusera de cruauté ceux qui appliquent les châtiments corporels ! (108).

Les châtiments corporels sont en outre usités dans certaines écoles américaines.

L'EGYPTE

La législation pénale égyptienne qui s'est inspirée à la fois du droit français et du droit anglais admet les châti-

(107) 1^o Partie, 8^o Variétés.

(108) Bernard DE FRANCQUEVILLE qui vient de faire un voyage au Canada et aux Etats-Unis, rapporte, dans la *Revue pénitentiaire* de 1911, qu'on emploie les coups de règle et la schlague dans les établissements d'éducation correctionnelle.

ments corporels, soit comme mesures disciplinaires, soit comme peines.

1° *Les peines corporelles en Egypte.* — C'est le nouveau code pénal de 1904 qui a introduit les châtiments corporels en tant que peines dans la législation égyptienne : l'article 61 de ce code décide que si l'inculpé est âgé de plus de 7 ans et de moins de 15 ans révolus, le juge pourra au lieu de prononcer les peines prévues par la loi en matière de délits ou de crimes (emprisonnement ne dépassant pas 10 ans) : 1° ordonner la remise de l'inculpé à ses parents ou à un tuteur si les dits parents et tuteurs présents à l'audience se rendent responsables par écrit de sa bonne conduite à l'avenir ; 2° envoyer l'enfant dans une école de réforme ; 3° prononcer une peine afflictive ; 4° enfin, si c'est un garçon le condamner à recevoir un certain nombre de coups de fouet. La décision dans ce cas n'est pas susceptible d'appel de la part du condamné (art. 243 du code d'instr. crimin.). En outre, des tribunaux spéciaux pour enfants ont été institués en 1905 et ces derniers, grâce à la souplesse de la législation égyptienne en ce qui concerne les pénalités des mineurs, sont des juridictions quasi-paternelles (109).

L'article 63 du même code décide que la correction corporelle sera infligée avec une baguette et que le nombre de coups ne pourra dépasser 12 en matière de contravention et 24 en matière de crime ou délit.

(109) Albert CHÉRON, professeur à l'école khédiviale de droit du Caire. Les jeunes délinquants en Egypte, *Revue pénitentiaire* de 1906, page 770 et suivantes.

L'inculpé est attaché à un chevalet et il subit sa peine en présence d'un médecin qui peut arrêter l'exécution s'il y a danger pour la santé de l'enfant.

En 1910 (110), 5.294 jeunes délinquants ont été jugés par les tribunaux égyptiens ; 37 seulement ont été envoyés en prison, 1.859 ont été traduits devant le tribunal pour jeunes délinquants au Caire ; 907 étaient prévenus de délits et 952 de contraventions ; 189 furent acquittés, 7 condamnés à la prison, 105 à l'amende, 1.384 à la correction corporelle, 200 furent envoyés à l'école de réforme et 74 furent remis à leurs parents. A Alexandrie, 578 furent traduits en justice (374 pour délits et 204 pour contraventions), 40 furent acquittés, 9 condamnés à la prison, 64 à l'amende, 340 à la correction corporelle, 77 furent envoyés à l'école de réforme et 48 furent remis à leurs parents. Devant les autres tribunaux du pays, 2.820 furent traduits en justice, 2.536 furent condamnés dont 21 seulement à la prison. Devant les cours d'assises, 37 ont comparu, 30 furent condamnés à la correction corporelle, 6 furent envoyés à l'école de réforme et une fille fut remise à ses parents.

Quel résultat ce système a-t-il donné en Egypte ? M. Chéron, professeur à l'école de droit du Caire, dans la *Revue pénitentiaire* de 1906 se contente à ce sujet de nous renvoyer à un rapport fort intéressant publié par Abdel-Khalck-Sawat-bey, juge présidant le tribunal des enfants au Caire, dont nous extrayons ce passage : « La méthode que j'ai suivie, dit ce magistrat, « en expliquant aux enfants que si je me montrais in-

(110) V. les statistiques dans les rapports du Conseiller judiciaire de 1911.

« indulgent pour une première faute ils ne devaient at-
« tendre qu'une sévérité impitoyable en cas de nou-
« velle infraction, a presque toujours eu pour effet
« de détourner de tout nouveau délit ceux qui ont
« comparu devant moi ! » Et Sawat-bey continue en
assurant que le châtiment corporel influe plus que toute
l'autre peine sur l'esprit des enfants : « Souvent, dit-il,
« en s'entendant condamner au fouet, ils pleurent et
« supplient qu'on remplace le fouet par l'emprisonne-
« ment ». Quoiqu'à l'époque de ce rapport (1905-
1906), l'expérience fut de courte durée, Sawat-bey cons-
tate déjà une diminution de la récidive parmi les en-
fants.

Ces heureux résultats viennent de nous être confir-
més par M. Aly-Aboul-Fetouh-Bey, Moudir de la pro-
vince de Guirguez, magistrat d'une cour égypti-
enne (III), qui nous écrit en ces termes : « Tout le
monde s'accorde à dire que le châtiment corporel a
produit de bons résultats. On arrive à corriger les en-
fants sans les soumettre à l'influence corruptrice du
milieu des prisons. Bien peu d'entre eux récidivent ». Ces paroles qui nous ont été adressées personnellement à une date récente (septembre 1911), prouvent que les châtiments corporels ont donné de bons résultats en Egypte. C'est au point, qu'il a été proposé dans ce pays

(III) FETOUH-BEY est, du reste, l'auteur d'une brochure sur l'application de la notion de l'état dangereux du délinquant dans la législation pénale égyptienne, dans laquelle il insiste sur les pénalités appliquées aux mineurs délinquants. Cette brochure vient d'être publiée après lecture faite au *Congrès de l'Union internationale de droit pénal* de 1910.

de rétablir ce genre de peine contre les fellahs, qui par vengeance, empoisonnent le bétail à l'arsenic (112).

2° *Châtiments corporels disciplinaires en Egypte.* —

Ils sont employés dans l'armée et les prisons. Quant à ces dernières, deux décrets du 9 février 1901 qui codifient la législation des prisons, décident que la fustigation est admise comme mesure disciplinaire dans les établissements de détention (113).

DANEMARK

Suivant l'art. 29 du code pénal du 10 février 1866, les peines corporelles étaient de deux sortes : le rotin et les verges. La peine du rotin s'appliquait à des jeunes gens de 15 à 18 ans, s'il était certifié par un médecin qu'ils pouvaient la supporter. Le nombre des coups qui ne pouvait être au-dessous de 10 ni dépasser 25, était fixé par la condamnation.

Les verges se donnaient sous la surveillance du magistrat, à des garçons de 10 à 15 ans et à des filles de 10 à 12 ans et le nombre des coups qui ne pouvait être au-dessous de 10, ni dépasser 25, était également fixé par la condamnation. Les enfants, dont la perversité était très grande, pouvaient être condamnés jusqu'à deux fois 25 coups de verge, à recevoir en deux jours.

Conformément au code pénal du 10 février 1866, on

(112) *Revue pénitentiaire* de 1908, page 963.

(113) *Annuaire de législation étrangère* de 1901, pages 518 et 519.

ne pouvait appliquer la peine corporelle aux individus âgés de plus de 18 ans. Quant aux jeunes gens de moins de 18 ans, elle pouvait leur être infligée dans tous les cas où les adultes encouraient la peine de l'emprisonnement au pain et à l'eau ; mais, c'était notamment pour vol qu'ils étaient condamnés au châtiment corporel.

Une loi intérimaire du 1^{er} avril 1905, apporta quelques modifications à cette législation et abrogea ces dispositions, excepté dans les cas où des garçons âgés de 14 à 18 ans se seraient rendus coupables d'actes de violence. Mais, d'autre part, cette loi, en raison d'agressions constantes, dont avaient été victimes beaucoup de personnes des deux sexes à Copenhague, étendait l'application des châtiments corporels aux adultes, en prescrivant dans son art. 5, que le châtiment corporel devait être prononcé comme peine accessoire à la peine établie par le code pénal contre les individus de sexe masculin, âgés de 18 à 55 ans : 1^o pour les actes de violence exercés contre des personnes inoffensives, si ces actes avaient causé à la victime de vives douleurs, ou s'ils l'avaient forcée de garder longtemps le lit, ou l'avaient rendue incapable de travailler pendant longtemps ; 2^o pour certains attentats à la pudeur exercés à plusieurs reprises avec des filles âgées de moins de 12 ans.

Le châtiment corporel consistait dans ces cas en coups de garcette ou de rotin, le nombre des coups n'étant pas inférieur à 10 et ne dépassant pas 27. La « loi de la bastonnade », transféra donc, pour ainsi dire, la peine corporelle des jeunes gens aux adultes. Pendant les cinq dernières années, avant l'entrée en vigueur de la

loi, beaucoup d'enfants, bien que toujours en nombre diminuant, avaient subi le châtimént corporel. En voici le nombre de 1900 à 1907 : 1900, 272 ; 1901, 205 ; 1902, 186 ; 1903, 137 ; 1904, 128.

Pendant les 6 années, où la loi fut en vigueur, on n'a exécuté la peine corporelle que dans 10 ou 12 cas, c'est-à-dire que la loi de la bastonnade réduisit cette peine à un vrai minimum. Aussi comme l'art. 25 de la loi de 1905 disposait que cette dernière serait soumise à une révision au bout de six ans, une loi du 1^{er} avril 1911, en présence de cette sorte d'abolition de fait, abrogea les dispositions de la loi du 1^{er} avril 1905 en ce qui concerne la peine corporelle. Celle-ci n'existe donc plus comme peine en droit danois. Faut-il conclure de cette abrogation qui eut lieu en raison de ce fait que la loi de la « bastonnade » n'avait eu aucune influence sur l'augmentation ou la diminution des actes de violence, que les châtiménts corporels sont inefficaces ? La réforme accomplie au Danemark à ce sujet n'a pas été suivie de résultat sans doute ; mais il faut voir dans quelles conditions la loi a été appliquée. Tandis que l'opinion publique poussée par le nombre croissant des voies de fait avait désiré vivement l'établissement des peines corporelles, les magistrats y étaient restés hostiles, et en avaient fait usage, nous l'avons vu, d'une manière extrêmement rare. Or, remarquons à ce sujet, que la Grande-Bretagne n'eut une diminution de criminalité vers 1880, qu'en raison de l'application fréquente du chat à neuf queues pendant quelques mois, et qu'ensuite, elle abandonna peu à peu sa première rigueur. Si au Danemark (étant donné que l'on voulait réprimer un grand nombre d'actes de violence), on avait

appliqué sévèrement les verges et le rotin au début de la mise en vigueur de la loi, quitte à devenir moins sévère ensuite, la criminalité eut certes diminué.

Pour inspirer aux malfaiteurs la crainte d'un châtiement, il faut leur prouver que les dispositions de la loi ne sont pas lettre-morte. Ajoutons, pour corroborer cette allégation, que peu de temps après la promulgation de la loi de 1905, le nombre des attentats contre les personnes diminua d'une manière assez considérable : le ministre de la justice d'alors le constata (114). Le simple vote de la loi eut donc de bons résultats à l'égard de la criminalité ; ce ne fut qu'en présence d'une véritable inapplication de cette loi, que ces bons résultats cessèrent (115).

Les châtiments corporels sont maintenus toutefois dans les prisons comme punitions pour les infractions graves à la discipline ; dans les prisons de Vridsløselull et d'Horsens, on administre 18 coups de verge aux récalcitrants. Il en est de même dans les colonies pénitenciaires : une loi du 14 avril 1905 sur les moyens d'amélioration et d'éducation des enfants, décida que ceux d'un caractère particulièrement difficile, seraient placés dans des établissements spéciaux où l'on pourrait infliger certaines peines corporelles : cette loi s'applique dans des colonies agricoles et établissements privés de tous genres : A Flakkebjerg

(114) *Revue pénitentiaire* de 1907, page 412.

(115) V. la loi du 1^{er} avril 1905, dans *l'Annuaire de législation étrangère* de 1906 et les renseignements sur cette question dans les *Revue pénitentiaires* de 1904, page 932, de 1909 et de 1911. (V. aussi 1907). Nous avons pu aussi nous procurer une documentation auprès d'un directeur d'établissement pénitentiaire danois.

les punitions corporelles sont employées dans les cas graves, notamment en cas de tentatives d'évasion. A plus forte raison, ces châtiments sont-ils permis dans les établissements officiels où le directeur peut faire infliger de 3 à 18 coups de verges ou de rotin (116).

NORVÈGE

Le code pénal norvégien du 22 mai 1902 (117), qui a supprimé la peine de mort, mettait au premier plan la réclusion ou Fængsel et l'emprisonnement ou Hefte. L'on comprend que pour assurer la discipline dans l'exécution des peines privatives de liberté qui constituaient dès lors les châtiments de grands malfaiteurs, les mesures les plus sévères fussent nécessaires. Aussi, une loi du 12 décembre 1903, sur le régime des prisons et des travaux forcés (Low om Faengselsvaesenet og om Tvaengsarbeide), rétablit-elle les châtiments corporels pour les prisonniers âgés de moins de 18 ans ou contre ceux qui ont été privés par arrêt de justice de leurs droits civiques (118). Le paragraphe 30 de cette loi ainsi que le paragraphe 31 admettent comme châtiments corporels : les fers, la camisole de force et autres moyens de coercition reconnus indispensables. (Et parmi ces moyens, il faut citer le fouet.)

Voici d'après des renseignements de source norvé-

(116) *Revue pénitentiaire* de 1900, page 524 et *Revue pénitentiaire* de 1909, page 101.

(117) V. traduction Du Mouceau, 1903.

(118) V. Actes du *Congrès pénitentiaire international* de Budapest de 1905, volume IV, page 418.

gienne comment s'exécute le châtimement du fouet dans les prisons de ce pays : après avoir lié le coupable, on lui applique avec une canne de « *Calamus Rotang* », un nombre de coups fixés d'avance, sur le dos ou sur le siège (ou *podex*). — Le directeur de la prison ne peut prononcer cette peine sans le consentement du conseil de la prison et sans avis du médecin.

Les statistiques prouvent que cette mesure disciplinaire n'a pas été appliquée très souvent : de 1903 à 1907 on n'a usé du fouet que dans une proportion de 4 pour 134 : c'est-à-dire que l'on s'est servi de ce moyen quatre fois, tandis que l'on employait 134 mesures disciplinaires diverses (statistiques des maisons centrales) (119). Cependant le fouet est reconnu absolument indispensable dans les établissements de pénalités norvégiens ; si l'emploi est relativement rare, l'écueil est moindre que s'il s'agissait du fouet peine corporelle prononcée par un juge. Dans ce dernier cas la Presse peut dévoiler aux malfaiteurs l'inapplication de fait de la loi et faire renaître en eux une recrudescence d'audace. Le public, au contraire, ignore la plupart du temps ce qui se passe dans les prisons et il y a moins d'inconvénient à restreindre la portée d'une loi sur les châtimements corporels dans ces conditions. Du reste, les chiffres précités prouvent que nous ne rencontrons pas en Norvège une inapplication de la loi de 1903, puisque la proportion par rapport aux autres châtimements est encore de 3 à 4 pour 100 (proportion qui ne nous paraît pas inférieure à celle des statistiques anglaises).

(119) Voir « *Statistiske Tabeller Strafanstalterna* » (tables statistiques des pénitenciers publiées en 1904).

Le fouet ne nous semble donc pas avoir été dénué d'efficacité en Norvège : voici des paroles qui nous ont été adressées par un magistrat de ce pays et qui nous rangent à cet avis : « Nos gens de prisons, dit ce dernier, tiennent absolument à la nécessité de pouvoir user du châtiment corporel comme d'un moyen de contrainte suprême contre les prisonniers qui ne veulent pas se soumettre au régime de la prison ». Et il ajoute : « Un directeur de prisons vient de me raconter qu'un détenu qui avait refusé de travailler pendant huit mois et avait été soumis en vain à toutes les autres mesures disciplinaires, n'a cédé aux ordres supérieurs que sous la promesse de recevoir 25 coups de canne ».

Etant donné ces résultats, nous croyons que l'expérience nouvelle faite par la Norvège en ce qui concerne les châtiments corporels, n'a pas été mauvaise (120).

SUÈDE

Comme sa voisine la Norvège, la Suède applique les châtiments corporels à l'intérieur des prisons (121). Voici quelles sont les conditions de leur exécution : l'ordre de les infliger doit émaner de l'administration générale des prisons ; cela ne doit avoir lieu que dans les cas les plus graves d'insubordination et à l'égard des hommes seulement ; le coupable doit avoir été

(120) Les punitions corporelles sont employées aussi dans les établissements d'éducation pénitentiaire norvégiens (*Revue pénitentiaire* de 1900, page 525).

(121) On les applique notamment à Langholmen (où se subit la peine des travaux forcés), à Svartsjo et à Goleborg.

examiné par un médecin au préalable ; enfin, le nombre des coups de baguette, infligés sur le dos du patient, qui est d'ordinaire de 20 à 30, ne doit jamais dépasser 40.

Une de nos compatriotes habitant la Suède, et s'étant mise au courant de la question d'une manière précise, nous rapporte que l'on use du fouet dans les prisons suédoises 6 ou 7 fois par an ; qu'en 1909 cependant, ce chiffre a été de 10 dans les divers établissements de forçats, encellulés et vagabonds. La même personne nous déclare que ces châtiments non inscrits dans le code pénal, mais appliqués en vertu d'Ordonnances royales très anciennes sont « considérés comme nécessaires » par des notabilités de la magistrature et de la science juridique.

Il paraît que dans les maisons de correction (colonies agricoles, etc.), on applique aux jeunes gens le fouet pour les ramener à la discipline (122) et que « les fouettés semblent très humiliés. Ils ne parlent jamais à leurs camarades des châtiments corporels qu'ils ont reçus et refusent de leur répondre s'ils sont questionnés ».

Autres Pays ayant adopté récemment l'emploi des

châtiments corporels

L'article 672 du code pénal coréen de 1905, qui constitue un grand progrès sur la législation antérieure, dispose que l'on emploiera les châtiments corporels dans une très large mesure : « Sera puni de 40 coups

(122) Voir *Revue pénitentiaire* de 1900.

(de bastonnade), quiconque aura fait ce qu'il ne devait pas faire ; s'il s'agit d'un fait grave, la peine sera de 80 coups (123).

A Shanghai, où l'on avait supprimé les peines corporelles, le rétablissement de la cangue (sorte de carcan portatif) et du bambou a ramené la sécurité (124).

c) *Pays qui ont aboli en général les châtiments corporels et qui se posent actuellement la question de leur rétablissement.*

L'ITALIE

Le code pénal de 1889, dans lequel triomphèrent les idées de Beccaria, en supprimant la peine de mort, abandonnait les autres peines corporelles et celles que le code toscan avait conservées ne furent pas rétablies à cette époque. Enfin, un règlement du 15 juin 1891 sur la discipline des établissements pénitentiaires italiens et qui fut modifié le 14 novembre 1905, décide que les peines disciplinaires seront adoucies, et que les moyens de coercition corporels, comme la camisole de force et les fers seront supprimés (l'art. 5 autorisait toutefois l'imposition d'une ceinture de sûreté pour maintenir les violents et les exaltés) (125).

Mais depuis cette époque, l'Italie a subi une hausse

(123) *Revue pénitentiaire* de 1905, pages 598 et suivantes.

(124) LACASSAGNE. — Peine de mort et criminalité.

(125) *Revue pénitentiaire* de 1904, page 481, et voir en ce qui concerne les mineurs internés dans des établissements d'éducation correctionnelle, la *Revue pénitentiaire* de 1900, page 525.

dans sa criminalité, et les chiffres sont singulièrement frappants si l'on examine les unes par rapport aux autres les statistiques de la criminalité juvénile pendant ces dernières années :

Années	Mineurs condamnés
—	—
1905	67.695
1906	67.787
1907	52.901 (le chiffre n'a baissé qu'en raison d'une amnistie générale)
1908	77.568 (126)

Aussi une réaction s'est-elle produite en faveur des châtimens corporels : Elle est dirigée par les anthropologistes italiens qui ne voient là que l'application de leur système déterministe selon ces paroles de M. Tarde, faisant allusion déjà en 1890, aux châtimens corporels préconisés par Ferri : « Des secousses électriques, des douches froides, sont pour ces anthropologistes italiens tout simplement des procédés de couleur tout à fait moderne et scientifique » (127).

En 1908, M. Doria, directeur général des prisons italiennes, a provoqué une sorte de referendum ou de consultation des criminalistes, pénologues et médecins, sur le régime des détenus indisciplinés, rebelles et agités (128). M. le professeur Lombroso, auteur qui préconisa les peines corporelles dans un livre publié en

(126) Extrait du discours du procureur général Orenzo Quarta devant la Cour de cassation de Rome, le 9 janvier 1909 (*Revue pénitentiaire* de 1909, page 938).

(127) TARDE. — *Philosophie pénale*, page 82.

(128) *Revue pénitentiaire* de 1908, pages 825 et 827.

1907 (129) et intitulé : « Le crime, causes et remèdes », répondit à cet appel en même temps que plusieurs partisans de la doctrine anthropologique : leurs avis ont été publiés dans les numéros de septembre et octobre 1908 de la Revue juridique italienne « Scuola positiva », ainsi que dans ceux de janvier et février de la même année. Dans sa consultation, le professeur Lombroso constate que « l'amolissement dans la répression donne lieu à un déchaînement du crime ». M. le professeur Silvio Longhi, remarque également que presque partout un mouvement de réaction contre l'excès de l'adoucissement des peines réglementaires se dessine, même dans les pays où elles ont été le moins adoucies : si le plus vif reproche qu'on puisse adresser à son avis à la bastonnade est d'attenter à la dignité humaine, on peut remédier à cet inconvénient en n'en faisant une peine ni publique ni même judiciaire : il pense qu'elle « rendrait d'incomparables services comme peine disciplinaire appliquée aux détenus incorrigibles ».

Depuis cette époque, la « Scuola positiva », publia fréquemment des articles sur les châtiments corporels. — « La Rivista di discipline carceraria » (130) fit de même, et la « Rivista di pedagogia correttiva » a popularisé la question en ouvrant dans un de ces numéros de l'année précédente (1911), une enquête sur ce sujet auprès de ses lecteurs : « Croyez-vous, leur demande-t-elle, à l'efficacité des peines corporelles et pourquoi ? Semblent-elles indi-

(129) Paris, Alcan, 1907.

(130) Voir notamment le numéro de mai 1911.

quées dans l'éducation des mineurs indisciplinés et des délinquants en général ? » Les réponses qui doivent être adressées au professeur Tovo, via Arcivescando, à Turin, seront publiées au fur et à mesure. Et pour éclairer ceux qui doivent donner leur opinion, l'auteur de cet article rappelle les vœux émis par les jurés des assises des Bouches-du-Rhône et de la Seine. — En outre, un professeur de l'Université de Turin commençait son cours récemment en parlant des châtimens corporels dans le code pénal, la famille et l'école (131).

Ainsi les savants, les juristes, les publicistes ont agité la question des châtimens corporels en Italie. — Le mouvement pénétrera-t-il dans l'opinion publique au moyen de la Presse ? L'avenir nous répondra sur ce point ; mais contentons-nous de remarquer au passage, que malgré l'hostilité qui régna en Italie contre ce genre de châtimement, l'on n'a pas négligé dans la presque île d'examiner le problème.

L'ALLEMAGNE

L'Allemagne, depuis longtemps, ne fait plus usage des peines corporelles en tant que peines : la schlague est restée beaucoup plus longtemps en honneur à titre de mesures disciplinaires soit dans les écoles, soit dans les prisons, soit dans l'armée (132). Dans les prisons, les statistiques pénitentiaires de 1883-84 (133), pour le royaume de Prusse, nous prouvent que, cette année-

(131) *Rivista di discipline carceraria* d'avril 1911.

(132) La schlague consiste en coups de bâton ou de baguette.

(133) *Revue pénitentiaire* de 1885.

là, les châtiments corporels furent infligés à 136 réclusionnaires hommes ; mais depuis cette époque, une Ordonnance nouvelle a réglementé le régime des prisons ; et l'on peut dire que le châtimement corporel disciplinaire se raréfie de plus en plus en Allemagne ; cependant, on schlague encore à l'intérieur des familles, et d'après une documentation qui remonte à un certain nombre d'années, la caractéristique du régime disciplinaire des établissements d'éducation correctionnelle est l'emploi des punitions corporelles : ainsi dans l'établissement de Säckingen (grand duché de Bade), destiné à l'éducation des enfants des deux sexes, pauvres, vicieux ou abandonnés, on emploie les punitions corporelles (légers coups sur la paume de la main). Dans les maisons destinées aux enfants condamnés, mais renvoyés dans des établissements d'éducation, la punition consiste en coups de verges ordonnés seulement par le directeur et administrés en présence de deux fonctionnaires de l'établissement royal prussien de Conrad Shammer. Dans la plupart de ces établissements, le maximum des coups de verges est fixé à 10. Ces punitions sont usitées dans tous les pays de l'Empire, sauf le Wurtemberg (134). Dans les écoles, il faut constater une diminution marquée de ces châtiments qui, il y a quelques années, étaient encore usités contre tous les mineurs des deux sexes. On les a supprimés pour les filles (135). Enfin, dans l'armée allemande, qui possédait autrefois des sous-officiers schlagueurs, il est défendu en principe d'user des

(134) *Revue pénitentiaire* de 1900, pages 520 et 521.

(135) Voir *Revue pénitentiaire* de 1900, pages 520 et 521.

châtiments corporels. Cependant récemment encore, le « Vorwaerts », sous le titre « Spécialités de casernes », rapportait que le sous-officier Keller, appartenant au régiment de uhlans d'Oschatz en Saxe ne fut condamné qu'à trois semaines de prison pour avoir porté des coups et blessures graves au uhlan Lorenz : à l'audience, le uhlan Schumann rapporta qu'il fut cravaché de telle sorte que son corps était strié de rayures larges comme le doigt, qu'une autre fois, il fut piétiné par Müller avec de gros sabots et qu'il lui en résulta une hernie. Un autre soldat Kummel déposa : « Il nous mettait en rang dans l'écurie et nous rossait homme par homme à l'aide d'un nerf de bœuf ; j'étais parfois tellement battu que je ne savais plus où j'étais ». Quant à Lorenz, il rapporta « qu'il avait été tellement battu qu'il ne savait plus en dire les détails » : « Je suis encore aujourd'hui abruti, par cette quantité de coups. J'ai de violentes douleurs à la tête ». Tous ces soldats, paraît-il, se gardaient de dénoncer les traitements atroces auxquels ils étaient soumis par peur de punitions disciplinaires. Voilà donc des faits qui nous prouvent que l'armée allemande sinon en droit, du moins en fait, connaît encore les châtiments corporels. En ce qui concerne la marine, les punitions corporelles sont légales, du moins dans certains cas : une loi du 2 juin 1902 sur les gens de mer (annuaire de législation étrangère), décide que le capitaine du navire peut prendre vis-à-vis des hommes d'équippe, s'ils sont récalcitrants, les mesures de sûreté qu'il conviendra et les mettre aux fers si c'est nécessaire.

Malgré toutes ces mesures qui ont subsisté de l'an-

cien état de chose, les châtimens corporels ont en général été d'une application de plus en plus rare depuis un certain nombre d'années. La hausse de la criminalité allemande qui a lieu surtout en ce qui concerne les mineurs de 18 ans (136), a cependant opéré, de même qu'en Italie et en France, une réaction favorable au rétablissement des châtimens corporels. La question est du reste posée déjà depuis 10 ans environ. En 1900, en effet, une pétition fut adressée au Reichstag, pour demander la réintroduction de la peine du fouet dans le code pénal, et la commission des pétitions de cette assemblée s'en est longuement occupée ; le délégué du Reich-Justiz-Amt (ministère de la justice de l'Empire) a déclaré, au grand scandale des libéraux, que le gouvernement impérial n'avait pas encore d'opinion arrêtée sur cette question. La proposition fut défendue par les conservateurs, le parti réformiste et le centre, mais elle fut repoussée en raison d'une coalition des nationaux libéraux, des progressistes et des socialistes (137). Depuis cette époque, si au point de vue disciplinaire, on faisait disparaître certains excès qui rendaient l'application des châtimens corporels plus rares, l'opinion publique allemande se saisit à nouveau de cette proposition repoussée et demanda l'emploi de ces peines, non pas à l'égard de tous les délinquants, mais à l'égard des auteurs de crimes violents, comme la plupart des pays qui se sont occupés récemment de cette

(136) Voir *Revue de Paris*, 1^{er} mars 1911.

(137) *Revue pénitentiaire* de 1900, page 199.

question. Les journaux prussiens commencèrent à organiser une campagne favorable à ce rétablissement, mais, un congrès de juristes allemands tenu à Dantzig, du 10 au 13 septembre 1910, s'étant prononcé contre les peines corporelles, il va y avoir peut-être un arrêt dans l'étude de la possibilité de ce rétablissement.

Il n'en est pas moins vrai que même depuis cette époque, il faut signaler sur cette question la publication de nombreux ouvrages allemands, tels que : die Prügelstrafe ärztlich beleuchtet (von Dr med. Wilhelm Hammer, Berlin) et des traductions d'ouvrages américains ou anglais, tels que « John Bull beim Erziehen » et « Amerika beim Erziehen ».

Suisse

En ce qui concerne ce pays, il plane une certaine incertitude sur le point de savoir si les châtimens corporels y sont complètement supprimés : l'article 65 de la nouvelle constitution de 1874, en effet, dispose en son alinéa II que « Les peines corporelles sont interdites ». Mais, comme le dit M. le professeur Von Liszt (138), on ne sait malheureusement ce que cela veut dire : a-t-on voulu supprimer les châtimens corporels comme peines seulement ou aussi « comme moyens disciplinaires ?... » (139). En fait, d'ailleurs, les punitions corporelles sont appliquées à l'égard des

(138) *Droit criminel des états européens*, page 74.

(139) *Revue pénitentiaire* de 1900, page 526.

mineurs dans plusieurs cantons (140). Enfin, il semble même que l'opinion ne soit pas ennemie en Suisse d'une application modérée et juste des châtiments corporels.

III

Châtiments corporels qui tout en n'entraînant pas la mort suppriment la faculté de reproduction pour l'individu. (Le Châtiment de la stérilisation).

Nous avons signalé plus haut certaines théories ayant pour but de lutter avant tout contre un facteur de la criminalité qui a été exagéré: celui de l'hérédité criminelle. Les auteurs de ces théories proposent l'emploi d'une mesure qui relève plutôt de la science médicale que de la science juridique et dont nous trouvons l'application en Amérique et en Suisse.

L'Etat d'Indiana (petit Etat situé dans l'Amérique du Nord) connaît l'application d'une loi récente qui a rénové une peine supprimée depuis beaucoup de siècles, celle de la castration. Une loi du 19 mars 1907, en effet, contient les dispositions suivantes : « Considérant que l'hérédité joue un rôle très important dans la transmission de la criminalité, de l'idiotie et de l'imbécillité, le congrès de l'Etat d'Indiana a décidé qu'à partir de la promulgation de la présente loi, il sera obligatoirement enjoint aux établissements de l'Etat char-

(140) Voir CUCHE. — *Traité de science et de législation pénitentiaires*, page 158, note 2.

gés de la garde des criminels incorrigibles, des imbéciles, des aliénés, d'adjoindre à leur administration, outre le médecin de l'établissement, deux chirurgiens expérimentés d'habileté reconnue dont la mission sera d'examiner conjointement avec le médecin en chef l'état mental et physique des pensionnaires qui leur seront désignés par le médecin de l'établissement et le conseil de direction. Au cas où les experts et le conseil jugeraient qu'il ne convient pas de permettre aux individus examinés de procréer et s'il n'existe aucune probabilité en faveur de l'amélioration mentale de cet individu, les chirurgiens seront autorisés à pratiquer à l'égard de ces dits individus telle opération qu'ils estimeront la plus sûre et la plus effective. Cette opération ne sera faite que dans les cas déclarés non améliorables ».

L'« Archiv für Kriminal-Anthropologie », qui donne ces renseignements (141), ajoute qu'en 1908, 300 castrations furent opérées dans ce pays sans aucune hésitation.

La Suisse nous offre aussi quelques vellétés d'édicter des mesures analogue à celles de l'Etat d'Indiana : dans le canton de Saint-Gall, un projet du même genre, tendant à la castration de certains criminels fut proposé, mais ne fut pas adopté ; toutefois ces dispositions quoique non acceptées furent appliquées indirectement : quatre pensionnaires de l'asile cantonal furent castrés en effet avec le consentement et l'assistance de leurs parents ainsi que des autorités compétentes (142).

(141) V. 1908, tome 32, page 175.

(142) *Archiv. für Kriminal Anthropologie*, tome 32, page 343, et MAXWELL, le Crime et la Société, chapitre III.

Cette question de la stérilisation ou castration a été discutée en Allemagne (revue de Hans Gross) ; en Amérique (*American journal of sociology*) ; en Italie (*Archivio di Psichiatria*, périodique dirigé par Lombroso, année 1905).

Il est inutile d'insister sur ce procédé qui tend à assimiler les mesures pénales qui doivent être prises contre les criminels à des opérations médicales de sélection (le droit doit s'appuyer dans une très large mesure sur la médecine mais non se confondre avec elle) ; le jour où de telles doctrines produiraient leurs effets, le droit serait complètement remplacé par la médecine. Du reste, outre qu'il répugne à tout esprit de voir de pareilles mesures en vigueur dans notre pays, l'usage de la stérilisation serait-elle juste à l'égard des descendants à naître du criminel ? Serait-elle même d'un heureux effet au point de vue social ? Nous avons lu comme raison invoquée en faveur de ce châtement, ce fait que la descendance d'un proxénète alcoolique aux Etats-Unis a compté 800 personnes et que sur ces 800, 700 ont été condamnées (143) ; serait-il juste cependant de priver la société de 100 individus susceptibles d'être d'honnêtes gens ?

(143) MAXWELL. — Le Crime et la Société, chapitre III.

CONCLUSION

En présence d'une question aussi vaste et aussi profonde que celle des châtimens corporels nous avons hésité à conclure et la pensée nous vint de laisser ce soin au lecteur ou à la compétence d'hommes d'une science éprouvée.

Mais dans l'étendue de ce sujet, il peut y avoir place pour toutes les opinions : Si aucun Français ne peut rester indifférent en présence de la hausse de notre criminalité juvénile et du chiffre élevé des crimes violents, comment pourrions-nous à la fin de ce travail nous dispenser d'envisager tout au moins l'influence possible sur les délinquans des châtimens corporels ?

Certes, nous ne prétendons pas avoir trouvé dans ces derniers une véritable panacée ; pour qu'il en soit ainsi, il faudrait que les dispositions délictuelles des individus dépendissent surtout de la crainte du châtimement. Or, cette conception serait à la fois fausse et injuste ; fausse en ce que beaucoup de caractères obéissent plutôt à la douceur qu'à la sévérité ; injuste, en ce sens que le coupable n'a été souvent qu'un malheu-

reux qu'il ne faut pas traiter en paria ; et à ce sujet, combien sont encore vraies ces paroles de M. le professeur Garraud d'il y a quelques années (1) : « Si j'avais suivi, disait-il, les étapes de sa vie (celle du criminel), tout entière, si je vous avais montré de quel poids terrible la misère et l'ignorance pesèrent sur sa destinée, si vous aviez vu les déformations successives que les corruptions mutuelles, les mauvais exemples, les excitations toxiques, les productions littéraires malsaines font subir à son intelligence, à sa sensibilité, à sa conscience et à ses croyances, peut-être vous seriez-vous senti plein de pitié pour ce vaincu tombé déshonoré dans l'âpre lutte de l'existence... ».

Oui, nous aussi nous ne nous défendons pas d'un grand sentiment de compassion pour ceux qui, hélas ! sont trop souvent les victimes de mauvaises influences et nous dirons que le premier devoir de la société est avant tout et par-dessus tout de manifester ce sentiment en préservant tout d'abord ces futurs criminels des mauvais exemples d'un milieu pernicieux : Si l'enfant n'a pas de famille ou s'il en a une indigne de ce nom, qu'on le confie aux œuvres d'éducation qui le rééduqueront, s'il est déjà tombé. Il faut réagir aussi contre les excitations toxiques, et nous comprenons sous ce nom à la fois tout ce qui peut détraquer sa sensibilité et tout ce qui le rend impulsif, tel que l'alcoolisme. Nous n'exigerons pas que nos compatriotes suivent l'exemple de cette farouche américaine :

(1) Le problème moderne de la pénalité, discours prononcé le 3 novembre 1888, à la séance solennelle de rentrée des Facultés de Lyon.

« Carnie Nation », morte récemment à Leavenworth (Kausas), surnommée la Jeanne Hachette de la tempérance et qui faisait la terreur des mastroquets américains en pénétrant dans leur débit une hache à la main et en brisant les flacons de liqueur. Mais quand donc promulguera-t-on à l'imitation de la Suisse, la Suède et autres pays une loi interdisant la fabrication, la circulation et la vente de l'absinthe ? Quant aux productions littéraires malsaines, elles ont bien leur part dans le développement de la criminalité. Des associations ont déjà lutté contre elles par le « tract et l'affiche », et surtout ne faudrait-il pas limiter la Presse dans la publication de ces crimes scandaleux, publication qui ne peut avoir que de funestes conséquences sur les esprits faibles et la moralité publique ?

Outre ces mesures d'ordre général, il faudrait s'adresser individuellement au coupable, développer son instruction négligée et lui donner un sens moral capable de réformer son « intelligence, sa conscience, ses croyances et sa vie ». L'instruction s'entend de celle du niveau moyen de la classe sociale où le jeune homme sera appelé à vivre et surtout d'un bon enseignement professionnel. Quant à l'éducation morale, elle doit être donnée d'une manière solide et conformément à ces paroles extraites du livre de M. le professeur Cuche (2) (Science et Législation pénitentiaires) : « A ce point de vue l'efficacité moralisatrice « de l'enseignement religieux ne paraît pas discutable ; elle a été et est encore constatée et affirmée « par les praticiens de l'éducation correctionnelle...

(2) Voir CUCHE, page 144. V. aussi les ouvrages de M. H. Joly.

« Cette conviction a été pendant toute sa vie le soutien de l'illustre Howard, elle était partagée par les généreux fondateurs de Mettray, par les pénitenciers anglais (Tallack, etc.), américains, allemands (Krohne), italiens (Curli et Bianchi) et j'ajouterai également par les pénitenciers français (Guillot, etc.) » (3).

Voilà comment à notre avis et à celui de grands esprits, il faut lutter et lutter avant tout contre le développement du crime. Mais à vrai dire, nous ne venons d'envisager que la manière douce et idéale de réagir contre les mauvais penchants de la jeunesse. Cette manière est-elle d'un bon effet sur tous les caractères ? Hélas ! il ne faut pas se le dissimuler ; il en est pour qui tout ce qui s'adresse à l'intelligence, au cœur et à la conscience n'a guère d'influence. Et ne serait-ce pas l'occasion d'examiner si les châtimens corporels peuvent avoir quelques chances d'agir sur ces incorrigibles ? Le mouvement de réaction favorable à la peine de mort qui loin de s'atténuer progresse de jour en jour est une réponse suffisante pour prouver qu'à notre époque on croit encore à l'efficacité des mesures violentes.

Pourquoi dès lors ne pas user aussi de moyens violents à l'égard de gens moins coupables que des assassins en édictant contre eux des peines du genre de celles appliquées dans certains pays étrangers, le fouet par exemple ? Comme le fait remarquer M. le professeur Cuche, il ne doit pas être question de don-

(3) V. *Revue pénitentiaire* de 1907, page 300 et suiv. et 445 et suivantes.

ner le fouet à tous les hommes et enfants coupables, mais seulement à certains d'entre eux, pour les fautes « qui révèlent clairement l'absence de sens moral ». Mais cet auteur ajoute avec raison que l'on doit considérer comme bienfaisant et moralisateur tout moyen de contrainte physique capable d'éveiller en eux le sentiment de la honte (4). Et qu'y a-t-il de dégradant, dès lors, dans cette peine ? Celui qui est puni du fouet, comme le dit M. Tallack, s'est déjà dégradé lui-même aussi bas que possible (5). En somme, pourvu que l'on n'use pas de mesures excessives ou barbares, quelle objection de principe peut-on retenir contre les châtimens corporels ?

Au point de vue pratique, le fouet inspire une réelle crainte, et si nous en doutions, nous pourrions nous en référer à M. Paul Mimande qui rapporte l'histoire d'un vieux forçat, nommé Boyon, lequel après avoir reçu dix par dix un total de 500 coups de martinet pour tentatives d'évasion, se glorifiait ensuite des striures qu'il avait sur le dos en les appelant ses blessures de guerre ; et l'auteur de ce récit ajoute : « Si Boyon avait été condamné à la cellule au lieu de recevoir 500 coups de lanière, il serait devenu fou ou idiot, tandis qu'il est demeuré un bon travailleur. Le fouet est certes plus humain que la privation de nourriture ou l'internement dans un cachot ! »

(4) Contrairement à la doctrine anthropologiste qui ne voit dans le châtimement corporel, qu'une sorte de remède ou de réaction physique, il faut en effet, croyons-nous, considérer ce dernier comme une manière d'éveiller ou de réveiller le sens moral du délinquant.

(5) TALLACK. — *Penological and preventive principles*, page 414.

On argue de la difficulté de trouver un exécuter voulant bien se charger d'infliger cette punition, par crainte des représailles des apaches. L'exemple des puissances étrangères nous prouve qu'il n'en est rien et, faudrait-il en tenir compte, on aurait alors recours au mode de correction mécanique préconisé par les Américains.

Toujours au même point de vue pratique, on oppose encore d'autres arguments ; on prétend qu'à la moindre correction injuste, il y aurait de formidables campagnes de presse et des interpellations à la Chambre. Il n'y en aurait pas davantage que pour les autres peines si l'état d'esprit de l'opinion n'y était pas opposé. En réalité, toute l'objection se concentre dans le point de vue théorique et consiste à dire que ce châtiment est contraire au sentiment actuel de la civilisation. Elle se heurte comme le dit encore M. Cuche « à une sentimentalité et à une idéologie, auxquelles nous sacrifions l'utilité sociale » (6).

Bien entendu, nous ne demandons pas de voir les châtiments corporels à la base de notre système pénal. Il en est parmi eux qu'on ne peut proposer, vu l'état actuel de nos mœurs. Nous nous contentons de demander le maintien du châtiment suprême et le rétablissement de la peine du fouet, cette dernière entourée dans son application de toutes les précautions nécessaires à la sécurité et à la santé du coupable.

Nous désirerions même ne pas la voir infligée à la première faute ; il faudrait une de ces justices paternelles pour mineurs, comme celle que nous avons dé-

(6) *Revue bleue* de 1909, page 158.

crite à propos de l'Égypte, qui avertissent à la première faute, se contentant d'agir s'il y a récidive : Ce qui se réalisera par l'extension de la loi Bérenger aux châtimens corporels.

Pourquoi, dans de telles conditions, ne pas tenter une expérience dont notre pays tirerait certainement profit ? Le Sénat vient d'entrer dans la voie de la sévérité en édictant le maximum de la peine pour les délits commis par des individus porteurs d'armes prohibées.

Les citoyens tiennent à leur sécurité ; ils ne répètent plus les paroles d'Alphonse Karr : « Que Messieurs les assassins commencent ! » Ils estiment qu'en effet la société doit prévenir le crime ; mais ils veulent en présence de l'audace des malfaiteurs qui redouble après chaque mesure législative d'indulgence « que messieurs les apaches finissent ! »

VU :

Lyon, le 24 Janvier 1912.

Le Président de la Thèse,

R. GARRAUD.

VU :

Lyon, le 25 janvier 1912.

Pour le Doyen, l'assesseur,

L. JOSSERAND.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 26 janvier 1912.

Pour le Recteur et par délégation :

Le Vice-Président du Conseil de l'Université,

C. CHABOT.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
BIBLIOGRAPHIE	VII
INTRODUCTION	1
DIVISION DU SUJET	8

CHAPITRE PREMIER

LES CHATIMENTS CORPORELS EN FRANCE AU XVIII ^e SIÈCLE	11
1 ^{re} Section. — Les peines corporelles au XVIII ^e siècle	12
(Tableau des peines corporelles au XVIII ^e siècle)	16
Etudes individuelles des peines corporelles au XVIII ^e siècle dans leurs modes et cas d'application	17
I. — La « mort naturelle »	17
1 ^o L'écartèlement	18
2 ^o La peine du feu vif	19
3 ^o La peine de la roue	24
4 ^o La potence	26
5 ^o La tête tranchée	29
II. — La peine d'être traîné sous la claie	33
III. — De la question avec ou sans réserve de preuve	36
IV. — Les galères perpétuelles ou à temps	41

	Pages
V. — Bannissement perpétuel ou à temps.....	46
VI. — Le fouet peine publique, et le fouet sous la custode	48
VII. — La flétrissure ou marque avec un fer chaud..	56
VIII. — La pendaison sous les aisselles.....	58
IX. — L'Amende honorable.....	59
X. — Le poing coupé ou brûlé.....	60
XI. — La langue coupée ou percée, la lèvre coupée ou fendue.....	60
XII. — Le carcan et le pilori.....	61
XIII. — Peines privatives de liberté considérées comme peines corporelles au XVIII ^e siècle.....	64
XIV. — Peines corporelles militaires et maritimes..	65
2 ^e Section. — Les châtimens corporels disciplinaires au XVIII ^e siècle.....	74
I. — Les châtimens corporels disciplinaires dans l'armée et dans la marine.....	74
II. — Les châtimens corporels disciplinaires sur les galères et dans les prisons.....	75
III. — Les châtimens corporels disciplinaires dans la famille et les écoles.....	78
Le but des peines et des châtimens corporels au XVIII ^e siècle.....	80
L'opinion au XVIII ^e siècle et les châtimens corporels..	91
1 ^o Opinion des philosophes.....	91
2 ^o Opinion des jurisconsultes.....	99
3 ^o L'opinion publique.....	102
Effets produits par l'application des châtimens cor- porels au XVIII ^e siècle.....	107

CHAPITRE II

LA RÉVOLUTION ET LES CHÂTIMENS CORPORELS.....	115
§ I. — Les peines corporelles et le code pénal de 1791..	117

	Pages
I. — La peine de mort.....	120
La question de l'opportunité de la peine de mort	121
Cas d'application de la peine de mort.....	126
Modes d'application.....	127
La publicité des exécutions capitales.....	132
II. — La peine des fers ou des travaux publics....	134
III. — Le Carcan.....	136
IV. — L'exposition publique.....	137
§ II. — Application des peines corporelles prévues par le Code pénal de 1791, durant la période révolutionnaire (1791, 9 thermidor an II).....	139
1° Extension des cas d'application de la guillotine.	140
2° Les modes d'exécution capitale d'exception....	143
Les massacres de septembre.....	144
Les noyades de Nantes.....	150
APPENDICE AU CHAPITRE II.....	154
LE RÉGIME DU CODE DES DÉLITS ET DES PEINES DU III BRUMAIRE AN IV.....	154

CHAPITRE III

LES CHATIMENTS CORPORELS DEPUIS LA RÉVOLUTION (du code pénal de 1810 jusqu'à nos jours. — 1810-1911).....	157
§ I. — Les peines corporelles aux XIX ^e et XX ^e siècles....	157
1° Peines corporelles maintenues ou rétablies par le code pénal de 1810.....	157
2° Destinée des peines corporelles durant les XIX ^e et XX ^e siècles en droit français.....	159
Destinée de la peine de mort de 1810 jusqu'à nos jours.	161
A. — Influences du Parlement, du pouvoir exécutif et de l'opinion publique sur la destinée de la peine de mort aux XIX ^e et XX ^e siècles.....	161
Cas dans lesquels la peine de mort peut-être appliquée d'après notre législation actuelle.....	180
B. — La peine de mort et la pensée française aux XIX ^e et XX ^e siècles.....	183

	Pages
1° Les abolitionnistes.....	185
2° Les défenseurs de la peine de mort.....	193
3° Les opinions intermédiaires.....	200
C. — La question des exécutions capitales et de leur publicité aux XIX ^e et XX ^e siècles.....	203
1° Les modes d'exécutions capitales et leurs publi- cités aux XIX ^e et XX ^e siècles.....	203
a) Exécutions capitales de droit commun....	204
b) Exécutions capitales des militaires et marins.	207
2° La question de la publicité des exécutions capi- tales aux XIX ^e et XX ^e siècles.....	210
§ II. — Les Châtiments corporels disciplinaires aux XIX ^e et XX ^e siècles.....	217
1° Châtiments corporels disciplinaires employés contre les forçats.....	217
2° Châtiments corporels disciplinaires dans les prisons	222
3° Châtiments corporels disciplinaires dans l'armée et la marine.....	225
Châtiments corporels dans les bataillons d'Afri- que et les compagnies de discipline.....	227
Châtiments corporels dans la marine.....	231
4° Les châtimens corporels disciplinaires et la police	233
5° Les châtimens corporels disciplinaires à l'inté- rieur de la famille, à l'école et dans les relations des patrons et apprentis.....	237
Droit de correction maritale.....	237
Droit de correction des parents, patrons, insti- tuteurs	239
6° Les châtimens corporels disciplinaires dans les colonies françaises.....	244
§ III. — Etude du mouvement contemporain français, relatif au rétablissement de certains châtimens cor- porels (le fouet, la stérilisation).....	247

CHAPITRE IV

	Pages
LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES ET L'OPINION A L'ÉTRANGER SUR LES CHÂTIMENTS CORPORELS.....	267
I. — Châtiments corporels entraînant la mort.....	268
1° Pays dans lesquels la peine de mort a été abolie..	268
2° Situation spéciale de la Belgique et de la Suisse..	270
3° Pays dans lesquels la peine de mort a été main- tenue	272
a) Énumération.....	272
b) Cas d'application de la peine de mort dans les pays où elle a été maintenue.....	274
c) Les divers modes d'exécution capitale dans les législations étrangères.....	280
1° La pendaison.....	283
2° La décapitation.....	284
3° La strangulation.....	285
4° La fusillade.....	286
5° L'électrocution.....	287
6° La mort par le poison.....	290
7° Le lynchage.....	291
d) La question de la publicité des exécutions capitales à l'étranger.....	292
II. — Châtiments corporels n'entraînant pas la mort...	293
a) Pays à tendance abolitrice.....	295
L'Autriche-Hongrie	295
Pays-Bas, Royaume de Siam, Belgique, Tur- quie, etc.....	296
Russie	296
b) Pays ayant rétabli les châtimens corporels....	300
La Grande-Bretagne.....	300
1° Le fouet, peine corporelle anglaise.....	302
2° Le fouet, châtiment corporel disciplinaire anglais	309
Le fouet dans les prisons.....	309
Les écoles anglaises et les châtimens cor- porels	313

	Pagas
Les châtimens corporels disciplinaires dans la marine.....	313
3° L'exécution du châtimement du fouet comme peine et comme mesure disciplinaire.....	314
4° Les châtimens corporels et l'opinion an- glaise actuelle.....	317
5° Le Tread Mill (Roue du moulin).....	319
Indes Anglaises.....	321
L'Ile de Ceylan.....	322
Australie	324
Le Natal.....	325
Canada	325
Etats-Unis	326
L'Egypte	328
1° Les peines corporelles en Egypte.....	329
2° Châtimens corporels disciplinaires en Egypte	332
Danemark	332
Norvège	336
Suède	338
Autres pays ayant adopté récemment l'emploi des châtimens corporels	339
c) Pays qui ont aboli en général les châtimens cor- porels et qui se posent actuellement la question de leur rétablissement.....	340
L'Italie	340
L'Allemagne	343
La Suisse.....	347
III. — Châtimens corporels qui, tout en n'entraînant pas la mort, suppriment la faculté de reproduction pour l'individu (Stérilisation).....	348
Etat d'Indiana et Suisse.....	348
CONCLUSION	351

